

هكذا من الأصل

DERNIÈRE ÉDITION -

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 12151

6 F

DIMANCHE 19 - LUNDI 20 FÉVRIER 1984

5, rue des Italiens 75427 Paris Cedex 09 - Tél. : 246-72-23

## La Syrie monte les enchères au Liban

Damas rejette le plan saoudien de règlement malgré l'abrogation du traité libano-israélien et semble attendre la chute de Souk-el-Gharb pour poser ses conditions

De notre correspondant

Beyrouth. — La Syrie a rejeté, vendredi soir 17 février, le plan saoudien de règlement de la crise libanaise avalisé par le président Amine Gemayel. « C'est une ruse », a déclaré un porte-parole officiel de Damas, affirmant que son pays repousse le projet saoudien parce que, « loin d'annuler l'accord libano-israélien du 17 mai 1983, il vise au contraire à l'appliquer ».

Le ministre syrien des affaires étrangères, M. Abdel Halim Khaddam, après avoir pris sous-de-préciser, devant son homologue saoudien venu à Damas, qu'il s'agissait d'« idées avancées par le président Gemayel », a souligné qu'elles « contredisent l'engagement pris par le pouvoir libanais lors de la conférence de Genève concernant l'arabité du Liban ». En particulier, il a noté que le sixième point du plan, qui stipule le retrait simultané de toutes les forces armées étrangères du Liban dans un délai maximum de trois mois après la conclusion d'un accord avec Israël pour des arrangements de sécurité, est « inacceptable parce qu'il met sur un pied d'égalité l'ennemi israélien et la Syrie, pays arabe comme le Liban ».

Aussitôt le refus syrien exprimé publiquement, la pression militaire s'accroît sur Souk-el-Gharb, dernier verrou tenu par l'armée libanaise en montagne, ainsi que le long des lignes de démarcation à Beyrouth, notam-

ment au lieu dit « Primo », où un assaut contre une position de l'armée a été repoussé. La troupe aurait eu trois morts et ses adversaires une quinzaine.

Les experts militaires sont convaincus que Souk-el-Gharb ne tiendra pas longtemps en cas de poussée vigoureuse des forces anti-gouvernementales. En revanche, ils estiment que les lignes de l'armée à Beyrouth même peuvent résister à un assaut. En effet, après sa débâcle de mercredi et jeudi dans la zone qui restait sous son contrôle en montagne, l'armée n'est plus motivée comme auparavant pour combattre à Souk-el-Gharb.

En revanche, dans la capitale, elle se sent appuyée sur ses arrières par les Forces libanaises face aux milices de Beyrouth-Ouest, et persuadée de se trouver en situation d'égalité voire de supériorité. Par ailleurs, si les troupes syriennes sont en mesure d'apporter un appui plus ou moins direct à un assaut de leurs alliés en montagne, il n'est pas de même à Beyrouth, où elles ne peuvent intervenir que de loin, sous forme de barrages d'artillerie. Jusqu'à nouvel ordre, la marine américaine continue à riposter au pillage des quartiers est de la capitale.

Enfin, les observateurs estiment ici que Damas peut et veut continuer à exploiter au maximum ses succès actuels, jusqu'à faire atteindre par ses alliés, sans souhaiter les dépasser, les lignes

de 1976 qui se situaient, grosso modo, à Jambour, juste au-dessus du palais présidentiel de Beabda.

La rumeur court à Achrafieh (Beyrouth-Est) que le président Gemayel envisagerait de se replier, comme M. Soleiman Frangé en 1976, vers un lieu plus sûr — en l'occurrence la localité de Naacache, où il avait créé, avant d'être président, un centre d'études, La Maison du futur. Mais cette information a été démentie par ses proches qui affirment, au contraire, que cinq cents soldats ont été disposés en renfort autour du palais.

La crainte d'une percée des forces antigouvernementales à

Souk-el-Gharb et d'une bataille autour du palais présidentiel a provoqué, en tout cas, un vent de panique dans la banlieue résidentielle (chrétienne) de Hazmieh, située entre ce bâtiment et le ministère de la défense à Yarzé. M. Camille Chamoun, président du Front libanais (chrétien), a tenté d'enrayer la psychose et les exodes qui en résultent — outre Hazmieh, le cœur des quartiers chrétiens de la ville, Achrafieh, a perdu une bonne partie de ses habitants — en qualifiant d'« irraisonnée » et d'« excessive » la peur de la population.

LUCIEN GEORGE.

(Lire la suite page 3.)

## L'ouverture officielle de la course à la Maison Blanche

Les grands « oui » et les petits « mais » de Farmington pour le candidat Ronald Reagan

De notre correspondant

Farmington (Michigan). — Jeune homme joufflu, anti-autoritaire, hostile aux hiérarchies, M. le curé votera sans doute Reagan. Le maire timide et plébéien, patron d'une florissante entreprise de transports routiers, le fera, lui, à coup sûr. Une voix encore pour le président sortant : celle de Massie Kurceja, générale et énergique femme d'OS.

Une autre chez l'aristocrate directeur du *Bosford Inn* — auberge fondée en 1836 et, partant, monument historique des Etats-Unis.

Ici, à Farmington, banlieue blanche et cossue de Detroit noire et ouvrière, plus de 60 % des électeurs avaient en 1980 préféré massivement M. Reagan à M. Carter. Si l'élection présidentielle avait lieu demain, on friserait le plébiscite, et les bruits de la campagne ne troublent pas les certitudes de ce bourg. Là-bas pourtant, un peu plus à l'est, les démocrates de l'Iowa seront, lundi 20 février, les premiers à élire leurs délégués pour la convention de juillet à San-Francisco. La presse nationale fait semblant de se passionner pour une partie jouée. Candidat de l'appareil démocrate et des syndicats, fort de son professionnalisme aussi, le vice-président de l'époque Carter, M. Walter Mondale, l'emportera.

Mais quelle figure feront ses rivaux, notamment M. Jackson ? Battant, convaincu, tranchant sur le lot, le pasteur noir a renoncé au porte-à-porte dans l'Iowa, mais il peut prétendre le 28 février à la troisième place de l'élection primaire du New-Hampshire.

L'événement serait alors de taille à éveiller l'intérêt de Farmington, préservée des tensions raciales par des loyers interdisant en pratique aux noirs d'y constituer plus de 1 % de la population.

Un succès de M. Jackson dans le New Hampshire donnerait en effet un avant-goût de possible à une défaite de M. Reagan, car il susciterait une inscription massive des Noirs sur les listes électorales. Le rapport des forces en serait modifié tant entre les deux partis qu'au sein du Parti démocrate.

On n'y est pas encore, et dans Farmington les drapeaux américains flottent fièrement sur bon nombre de maisons. Au carrefour, qui pourrait passer pour le centre-ville, le cordonnier n'a pas envie de parler politique car il « aime l'Amérique » et que cela dit tout. Reagan ? « Formidable ! Il est simplement formidable ! », s'écrit pour sa part une jeune employée de bureau vêtue de bleu marine. A peine sortie de l'adolescence, habillée sans l'ombre d'un luxe, une autre estime avec une conviction définitive que « c'est un bon président ».

Toutes les deux pourtant sont en désaccord avec M. Reagan sur ses diatribes contre la liberté de l'avortement. Pour la première, l'avortement est un « crime » mais

il faut « respecter le droit de choisir de chacun ». La seconde a l'immédiate réponse d'une militante qu'elle n'est pas : « C'est un droit qui appartient à chaque femme ». Alors, une hésitation devant l'urne ? Non, ce sera Reagan.

Catholique, bien que peu pratiquante, mère d'une nombreuse famille qu'elle a finit d'élever, Massie Kurceja s'est débrouillée pour obtenir une bourse et commencer à cinquante ans des études de comptabilité. Son mari gagne 1 200 dollars par mois à monter des ressorts, ce qui n'est pas la misère mais le strict minimum. Un second salaire serait bienvenu, mais ce dont elle parle c'est du « temps où les femmes n'avaient pas de métier » et de sa volonté d'« exister » et de ne pas rester chez elle à « tourner en rond ». Pourquoi va-t-elle voter Reagan ? « Pour l'économie, il a bien amélioré la situation », dit-elle, avec un geste machinal vers la télévision qui lui a appris la chute bien réelle des taux de chômage et d'inflation. L'avortement ? Elle ne veut l'« interdire à personne ».

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 7.)

## Les routiers contre les autres

« On n'a plus rien à perdre », disent vendredi soir des routiers qui bloquent encore l'accès aux stations savoyardes. Erreur : il leur restait à perdre la sympathie de leurs concitoyens.

En faisant subir aux autres ce qu'ils avaient subi eux-mêmes du fait de la grève d'une poignée de douaniers, les « routiers bloqués » ne pouvaient espérer un mouvement d'opinion en leur faveur. En s'attaquant à deux symboles de la société française — la liberté de rouler et les sacro-saintes vacances — ils heurtaient de front, toutes tendances confondues, les autres Français.

L'unanimité dans la condamnation de ces actions « sauvages » — une gigantesque prise d'otages — paraît peu leur importer. Peu leur chaut que le *Figaro* et *l'Humanité*, pour ne citer qu'eux, utilisent le même mot (« inadmissible ») pour qualifier leur comportement. Ils se moquent bien aussi du procès qu'on ne manquera pas de leur faire, à gauche, sur le thème de la provocation, voire du complot, à droite, sur le thème de la violence.

Il y aura eu, au fond, dans cette situation abracadabrante — des régions entières victimes d'un blocus dans un pays en paix ! — comme la caricature d'une habitude bien ancrée. Celle-ci consiste pour

les corporations à saboter temporairement un consensus social, qu'on peut ainsi résumer : je reconnais la légitimité de ton égoïsme à condition qu'il n'entraîne pas d'inconvénient pour l'expression de mon propre égoïsme.

Le consensus est rompu lorsque des éleveurs de porcs prennent en otage des passagers de la SNCF, lorsque des manifestations de rue bloquent les citadins, lorsque des routiers — forts de l'encombrement de leurs véhicules — sabotent les vacances des autres.

L'autre versant du consensus, c'est la légitimité des aspirations. Toutes les catégories ont de bons arguments. La grève des douaniers du tunnel du Mont-Blanc portait sur des revendications à considérer, sinon considérables. Les récriminations des routiers sont, elles-mêmes, compréhensibles. Frappés par la crise, ils ont le sentiment que le pouvoir privilégie le rail. Ils en ont assez d'être parqués comme du bétail, aux frontières, soumis au bon vouloir de douaniers trop zélés ou trop peu nombreux. Mais, en quoi la valeur des revendications pourrait-elle justifier des méthodes qui entravent la liberté d'autres citoyens ? Vieux débat. Naguère la droite seule le posait, notamment à propos des coupures de courant. Aujourd'hui, c'est la gauche qui comprend que l'action catégorielle ne doit pas tout se permettre.

S'il devait rester de ces embouteillages une leçon à retenir, ce serait que l'exaspération des petits intérêts est un virus national. La thrombose routière ne serait que la matérialisation du « mal français » : chacun pour soi, tant pis pour les autres. L'unité nationale n'apparaîtrait que comme une chaîne d'égoïsmes, une juxtaposition de corporations excédées par la crise. Il n'y a pas de plan ORSEC contre l'avalanche du sens-géné.

BRUNO FRAPPAT.

## Les partis et l'extrême droite

Du bon usage de M. Le Pen

« Je ne prendrais pas Georges Marchais en auto-stop », avait déclaré M. Alain Peyrefitte à la veille des élections législatives de 1973. « Je ne prendrais pas Jean-Marie Le Pen en auto-stop », affirme, aujourd'hui, M<sup>me</sup> Monique Pelletier. La formule de l'animatrice de « Dialogue des villes de France » résume parfaitement ce qui peut devenir une question centrale dans l'affrontement entre la gauche et la droite, lors des élections législatives de 1986 : quelle place la droite peut-elle, et veut-elle, faire à l'extrême droite ?

Evoquer M. Peyrefitte, c'est rappeler ce qui fut l'un des ressorts de la pérennité de la droite au pouvoir, dans les vingt-trois premières années de la V<sup>e</sup> République, à savoir l'épouvantail communiste. Il y a fort à parier que la gauche, à son tour, usera de

l'épouvantail qu'est l'extrême droite : c'est pourquoi elle crie au loup. L'important est qu'elle n'est pas seule à le faire : M<sup>me</sup> Pelletier et, avant elle, à Dreux, M<sup>me</sup> Veil, font partie de l'opposition.

Pour la majorité, le phénomène Le Pen peut donc fournir quelques avantages : une extrême droite qui compte, et qui effraie, c'est, pour la droite, l'occasion de se diviser et l'obligation de s'allier, le jour venu, avec le diable.

La frange modérée de l'électorat (dont le rôle est le plus souvent décisif), si elle est inquiète, peut être tentée de s'écarter de l'opposition pour rallier — pour quoi pas ? — un centre rassemblé sous la houlette des deux Faure.

La conscience de cette tentation existe à droite, comme en témoigne l'intervention critique

de M. Bernard Pons — corrégeant — celle de M. Labbé : le président du groupe RPR de l'Assemblée nationale avait, dès le lendemain de la prestation télévisée de M. Le Pen, prôné la concertation avec le Front national. M. Jean-Claude Gaudin, lui, s'est contenté d'une phrase énigmatique : « La politique évolue ».

L'intérêt de l'opposition est en fait de banaliser M. Le Pen : on comprend mieux, dans ces conditions, le mauvais procès qui est fait, ici et là, aux journalistes qui ont interrogé le responsable du Front national, et qui auraient été coupables de maltraiter leur invité, alors même qu'ils ont voulu contraindre M. Le Pen à se découvrir.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(Lire la suite page 10.)









# Etranger

## LA SITUATION AU LIBAN

**Quatorze mille chrétiens des villages côtiers se sont réfugiés au Sud**

De notre envoyé spécial

**Salda.** — Les robustes Mercedes pleines à craquer qui font la queue sur le pont enjambant la rivière Awali coulent sous le poids des meubles, matelas, tapis et autres objets domestiques en tout genre. Dans chaque voiture, on aperçoit le visage de la Vierge sur les images pieuses qui, le matin même, ornaient encore les murs des maisons familiales.

Echoués par la mésaventure de leurs cousins du Chouf — qui furent piégés pendant trois mois à Deir-El-Kamar, — les chrétiens de la côte vivant au sud de Damour ont, cette fois, pris les devants et cherché asile en lieu sûr. En trois jours, quatorze mille réfugiés, presque tous chrétiens, ont franchi les ponts sur l'Awali restés ouverts jour et nuit. Plusieurs centaines de soldats appartenant à la défunte quatrième brigade de l'armée libanaise ont fait retraite avec eux. Ils errent, désarmés, dans les rues de Salda. Parmi leurs compagnons d'armes, huit cents environ ont pu regagner par bateaux les casernes de Beyrouth-Est.

Vendredi 17 février, c'est toute la population de Jijeh, un village chrétien situé à 10 kilomètres au nord de Salda, qui circule sur la route de l'exode. En arrivant à l'Awali, les réfugiés subissent deux contrôles d'identité; l'un organisé par les milices de l'Armée du Liban libre de feu le commandant Haddad, l'autre par les soldats israéliens. Ces derniers fouillent ensuite avec soin tous

les véhicules dans un « terminal » qui vient d'être en service. Hormis deux ou trois familles, les quatre mille habitants de Jijeh ont déserté leur village, affirme l'un d'entre eux, M. Azzi Sabah. Ils ont confié la protection de leurs maisons à quelques centaines de phalangistes restés sur place avant de fuir vers le sud. A Salda, l'armée israélienne leur fournit une assistance, notamment médicale. Soixante-dix parmi les plus pauvres ont trouvé refuge dans une école, peuplée surtout de femmes et d'enfants. Une odeur de cuisine plane dans les salles de classe aménagées en dortoirs.

Si cet exode continue, il n'y aura bientôt plus un seul chrétien entre Damour et Salda, dans ces villages côtiers d'où partent les chemins qui conduisent vers la montagne du Chouf. La peur, en quelques jours, a vidé toute une région de ses habitants. Seule, l'armée israélienne patrouille quotidiennement en direction du nord, jusqu'à Damour. Elle veille, en ce moment, à ce qu'une cinquantaine de véhicules blindés et vingt-cinq chars libanais regroupés dans le secteur ne tombent pas entre les mains des ennemis d'Israël.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

● **Assassinat d'un dignitaire chiite.** — Un dignitaire religieux chiite, le cheikh Raghib Harb, imam du village de Jibout (23 km au sud-est de Salda), a été assassiné dans la soirée de jeudi 16 février par des inconnus qui ont tiré sur lui au pistolet-mitrailleur. — (AFP.)

## URSS

**Le « mystère » Gorbatchev demeure**

De notre correspondant

**Moscou.** — Il y a désormais un « mystère Gorbatchev ». La publication, jeudi 16 février, d'une brochure tirée à un million d'exemplaires concernant les discours prononcés le 13 février, lors de la réunion plénière du comité central, qui a désigné M. Tchernomirski au secrétariat général, pose en effet une énigme. On y découvre, ce que la presse avait jusqu'alors, que M. Gorbatchev, le plus jeune membre du bureau politique, non seulement y a fait une « intervention » mais c'est la sienne.

Le benjamin du bureau politique (il n'a que cinquante-trois ans) a affirmé d'abord que « le plénum s'est tenu dans une atmosphère d'unité et de cohésion » et « a fait preuve d'un grand sens de ses responsabilités devant le parti et le peuple pour régler la question de la succession à la direction ».

En exaltant « l'unité, la cohésion et le sens des responsabilités » du comité central qui vient d'être élu, M. Tchernomirski, le nouveau secrétaire général, a affirmé d'abord que « le plénum s'est tenu dans une atmosphère d'unité et de cohésion » et « a fait preuve d'un grand sens de ses responsabilités devant le parti et le peuple pour régler la question de la succession à la direction ».

M. Gorbatchev a poursuivi: « Permettez-moi, au nom du bureau politique, d'exprimer ma conviction que les membres du comité central et tous les parti-

ciants du plénum de retour chez eux dans les organes du parti vont agir dans l'esprit d'unité et de cohésion, d'urgence et de responsabilité qui ont caractérisé ce plénum. » Le message est clair: M. Gorbatchev invite les camarades de rang inférieur à se mettre, comme il vient de le faire, à l'écoute du nouveau chef. Cela de M. Gorbatchev lui-même n'apparaît pas mince, puisqu'il conclut en déclarant « close la séance du plénum ».

L'annonce de la publication de cette brochure a été faite au journal télévisé. Pourquoi, dans ces conditions, la presse écrite continue-t-elle à ignorer ce document qui place M. Gorbatchev en position de numéro deux? On peut imaginer que certains membres de la « vieille garde » n'ont pas apprécié la soudaine promotion d'un « jeune homme » et qu'ils essaient de lui barrer la route.

L'avenir de M. Gorbatchev n'est, de toute façon, pas encore clairement dessiné.

Demière rumeur: selon une confidence faite à un chef de gouvernement occidental venu à Moscou pour les obsèques, M. Tchernomirski ne cumulerait pas les fonctions de secrétaire général du parti avec celles de président du présidium du Soviet suprême (chef de l'Etat), comme cela avait été le cas pour Brejnev et Andropov. M. Gromyko pourrait dans ce cas recevoir cette distinction à caractère surtout honorifique qui serait le couronnement de sa longue carrière.

DOMINIQUE DHOMBRES.

## Pologne

**Nouvelle grève de la faim de prisonniers politiques**

Trente prisonniers politiques incarcérés à la prison de Leczyca, près de Lodz, ont entrepris depuis plusieurs jours une grève de la faim, s-t-on annoncé jeudi 16 février de source proche de Solidarité. M. Adam Borowski, président du comité clandestin interentreprises de Varsovie, et plusieurs mineurs du centre d'extraction de cuivre de Le-

bin (où plusieurs manifestants ont été tués par la police en 1982) figurent parmi les grévistes de la faim. Ils demandent qu'on leur reconnaisse le statut de prisonniers politiques. Des grèves et mouvements semblables ont éclaté récemment dans les pénitenciers de Strzelin, Braniewo et Barczew. — (AFP.)

**Damas encore demandeur**

(Suite de la première page.)

Après avoir insisté sur les espoirs qu'il fonde sur le nouveau plan saoudien, le qualifiant de « plan du roi Fahd », pour lui conférer plus de poids, le président Gemayel a déclaré vendredi: « Ce plan ouvre une nouvelle ère dans nos relations avec la Syrie (...). Il comporte de nouvelles propositions à travers lesquelles nous pouvons dépasser l'accord du 17 mai et nous permettra d'aboutir au retrait du Liban de toutes les forces étrangères (...). Nous pourrions former un nouveau gouvernement largement représentatif qui conduirait à la réunification du pays (...). C'est un nouveau mécanisme visant à obtenir le retrait des forces étrangères. » Le chef de l'Etat libanais a cependant montré qu'il n'excluait pas un échec de la démarche saoudienne, en observant: « Si ce plan ne réussit pas, nous en essaierons un autre. »

Reprenant une formule célèbre au Liban, datant de 1958 — « Il n'y aura ni vainqueur ni vaincu » — et qui est contestée, depuis que la guerre a commencé en 1975, par celui des deux camps qui l'emporte, le président Gemayel a évoqué les exigences de démission qui lui sont opposées: « Ceux qui croient que le problème réside en une personne doivent savoir que deux autres chefs de l'Etat avant moi ont connu les mêmes avatars. Par conséquent, ce sont les institutions qui sont en cause; malheureusement, on ne cherche pas à les remplacer par d'autres institutions mais par le chaos. »

Quant au retrait des « marines » américaines et leur repli sur leurs bateaux au large de Beyrouth, dont le compte à rebours de trente jours a commencé le vendredi 17 février, il intervient, souligne-t-on ici, alors qu'aucun des objectifs qui avaient motivé leur envoi il y a dix-sept mois n'a été atteint, bien qu'ils aient eu deux cent soixante-cinq morts.

Un accord « informel » a été conclu entre le commandement des « marines » et les milices contrôlant Beyrouth-Ouest, donnant à chaque partie des saufs-conduits pour traverser les lignes adverses. C'est ainsi que les milices laisseront passer les Américains désirant gagner l'ambassade des Etats-Unis et, qu'en échange, les responsables politiques traverseront les lignes des « marines » aux abords de l'aéroport de Beyrouth.

LUCIEN GEORGE.

● **Un appel de la LICRA.** — La Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) a publié, le 16 février, un communiqué où elle souligne qu'« ayant toujours condamné avec fermeté la violence, quel que soit le régime qui la pratique, elle n'en est que plus à l'aise pour proclamer qu'après le génocide des Arméniens et celui des Juifs, la communauté internationale ne doit pas rester impassible devant le massacre des chrétiens du Liban. » La LICRA poursuit: « Il y a plus d'un siècle, la France était allée au secours des chrétiens libanais; la République va-t-elle laisser se perpétuer au Liban un nouveau génocide? »

● **Des parlementaires en Israël.** — A l'invitation du groupe juif Identité et Dialogue, du Parti travailliste et du Mapam, une délégation de huit parlementaires socialistes français visite Israël du 16 au 23 février. Cette délégation est présidée par M. André Bellon, responsable des affaires internationales au Parlement. Au cours de ce voyage, qui a pour but de mieux faire connaître la société israélienne, la délégation rencontrera M. Herzog, président de l'Etat, Shamir, premier ministre, et Arens, ministre de la Défense, ainsi que les divers responsables politiques. Elle rencontrera en outre des Arabes israéliens et palestiniens.

**M. Mitterrand souhaite une « vraie relève » de la force multinationale par les « casques bleus »**

Le président Mitterrand a souligné, vendredi 17 janvier, à Copenhague, que l'arrivée souhaitée par la France d'une force internationale sous l'égide de l'ONU à Beyrouth devait donner lieu à « substitution et non à coexistence » avec la force multinationale.

Interrogé sur la composition de cette future force internationale, le président de la République a déclaré: « La France n'impose pas que des membres du Conseil de sécurité, auquel elle appartient, en soient participants (...). Nous estimons avoir fait notre devoir au Liban. Nous avons supporté des sacri-

fices. Depuis le premier jour, sous quelque forme que ce fut, nous avons été présents et nous continuerons à servir nos amis au Liban. (...) Il est sage qu'il y ait maintenant une vraie relève. Il a cependant poursuivi: « Si on nous demande, au nom des Nations unies, de rendre un nouveau service à l'intégrité du Liban, j'examinerai cette proposition. Tout service rendu à l'intégrité du Liban sera accueilli par moi avec faveur. »

Aux Nations unies, la France a déposé, vendredi soir, devant le Conseil de sécurité le projet de réso-

lution réclamant l'envoi de « casques bleus » au Liban pour assurer la relève de la force multinationale. Il est peu probable que l'examen de ce projet soit entamé avant mardi par le Conseil. Le texte prévoit un cessez-le-feu, l'établissement d'une force de l'ONU composée de contingents n'appartenant pas aux cinq membres permanents du Conseil de sécurité et qui sera mise en place, au départ de la force multinationale, dans Beyrouth et son agglomération. Sa mission sera de veiller au respect de l'arrêt des hostilités et à la protection des populations civiles.

## M. HUNTZINGER A BEYROUTH

**Un dialogue avec tous... ou presque**

De notre envoyée spéciale

Beyrouth. — « Pour le moment, il est intéressant de parler avec ceux qui font l'histoire de ce pays », a déclaré, vendredi 17 février, M. Jacques Huntzinger, secrétaire aux affaires internationales du parti socialiste. Fort de ce principe, M. Huntzinger s'est entretenu à Beyrouth-Ouest avec M. Nabih Barri, chef du mouvement Amal, le cheikh Chamseddine, vice-président du conseil supérieur chiite, M. Marouan Hamad, proche collaborateur de M. Jounblatt, et M. Salim Hoss, ancien premier ministre. M. Huntzinger devait voir dans la soirée le président Amine Gemayel, mais a indiqué qu'il n'avait pas cherché à rencontrer des personnalités chrétiennes comme MM. Pierre Gemayel ou Camille Chamoun.

M. Huntzinger a donné sa conférence de presse dans la saison coïncidant d'un grand hôtel de Beyrouth « protégé » par deux miliciens en armes du mouvement Amal. Il a déclaré: « Lorsque nous avons offert notre appui au président Gemayel, nous insis-

sons sur la nécessité de réaliser une entente nationale entre les Libanais. Cette tentative a échoué. (...) Des fautes ont été commises par le président Gemayel lors de la guerre du Chouf et lors du dernier bombardement de la banlieue sud par l'armée nationale libanaise. »

Comme un journaliste de Beyrouth lui faisait remarquer que lorsque l'armée avait repris le contrôle de Beyrouth-Ouest sur les milices en août dernier, le France s'était trouvée aux côtés de l'armée nationale contre ses adversaires M. Huntzinger a balayé la question, estimant qu'il n'y avait pas là contradiction. Le dirigeant socialiste s'est déclaré très satisfait de ses entretiens à Beyrouth-Ouest. « Personne » a-t-il dit — ne veut un bouleversement des institutions » ajoutant avec un rien de condescendance: « Personne ne veut créer de traumatisme profond au sein de la communauté chrétienne. » Le mouvement chiite étant la plus déshéritée à raison de revendiquer, a ajouté M. Huntzinger qui a déclaré que les contacts entre

Amal et le PS remontaient à plusieurs années. « Le raid (de l'aviation française) de Baalbek n'a pas été un problème dans nos conversations », a-t-il précisé. Le dirigeant socialiste a indiqué en outre qu'il n'était pas question que « le contingent français quitte le Liban du jour au lendemain, au petit matin, comme les Anglais. La France restera présente au Liban et participera à la reconstruction de ce pays ». Selon M. Huntzinger, le contingent français pourrait « faire la soudure » entre le départ des autres unités de la force multinationale et l'arrivée des « casques bleus » de l'ONU. Comme on lui demandait s'il n'avait pas l'impression de voler au secours de la victoire, M. Huntzinger a affirmé que le but de sa visite était de « démontrer que la France n'a aucun ennemi dans ce pays et qu'elle poursuit le dialogue avec toutes les parties ». Le dirigeant socialiste aurait peut-être mieux pu en convaincre les chefs des partis chrétiens s'il avait jugé utile de les rencontrer.

FRANÇOISE CHIPAUX.

## LA GUERRE DU GOLFE

**Une bataille de très grande ampleur semble en préparation**

Près de cinq cent mille soldats iraniens et irakiens semblent sur le point de se livrer « une grande bataille comme celles disputées pendant la première guerre mondiale », a déclaré, jeudi 17 février, à Washington un haut fonctionnaire américain se fondant sur des informations en sa possession. Cette bataille pourrait se dérouler, selon lui, « dans la région centrale de la frontière entre les deux pays ».

Ce haut fonctionnaire, sans vouloir prospecter l'issue des combats, a seulement estimé que l'aviation iranienne était « mal en point ».

Selon la radio de Téhéran, la « première étape de la cinquième phase de l'offensive Auror », déclenchée mercredi dans la nuit au sud de la ville frontalière iranienne de Mehran, sur un front d'une cinquantaine de kilomètres de long suivant la frontière, a permis la prise de contrôle de deux nouvelles bases irakiennes, venant s'ajouter aux cinq autres conquises la veille. Téhéran annonce la mise hors de combat au cours de la première journée de l'attaque de plus d'un millier de soldats irakiens. Elle pourrait avoir pour objectif la conquête de positions favorables pour déclencher des mouvements d'une beaucoup plus grande ampleur. Il règne, en effet, ces derniers jours en Iran une ambiance de préparation de l'« offensive finale ».

Depuis plusieurs semaines, une nombre anormalement élevé de volontaires est acheminé vers le front. Dans la seule journée de jeudi, près de vingt mille hommes sont partis de toutes les grandes villes d'Iran. Contrairement aux mois précédents, il s'agit presque exclusivement d'adultes ayant déjà combattu sur le front et non d'enfants ou d'adolescents. Ce sont les mosquées de quartier qui ont organisé cette mobilisation.

Les attaques d'objectifs civils, que Bagdad affirme avoir suspendus pour une semaine depuis mardi dernier et qui se poursuivent selon

Téhéran, sont devenues un facteur supplémentaire de mobilisation. Dans ce contexte, l'opération de conquête des crêtes dominant la plaine irakienne dans la région d'Al-Kut semble le prélude à une offensive contre la route Bagdad-Bassorah, par laquelle est acheminé pour près de 60 % le ravitaillement irakien des ports du Golfe vers le nord.

Toutefois, selon des experts militaires, une offensive finale, si elle devait avoir lieu, ne devrait pas se li-

## Libye

**M. Ali Triki retrouve la direction de la diplomatie**

Le Congrès général du peuple (CGP), la plus haute instance législative et exécutive libyenne, a désigné, mercredi 15 février, M. Mohamed El-Zarouq Rajab au poste de secrétaire du « comité populaire général » (gouvernement), fonction équivalente à celle de premier ministre. M. El-Zarouq était jusqu'à présent secrétaire général du CGP. Il est remplacé par M. Mouf-tah El-Ousta Omar. Le prédécesseur de M. El-Zarouq était M. Jadhallah Azzouz El-Talhi, personnalité peu connue. Au reste, la réalité du pouvoir appartient au colonel Moammar El-Kadhafi et au commandant Abdessalam Jalloud, dont les noms se figurent plus depuis plusieurs années sur les lignes gouvernementales.

La plupart des titulaires des postes ministériels restent les mêmes (notamment le secrétaire au pétrole, M. Kamel El-Magbour), à la notable exception près du « bureau des liaisons extérieures » (diplomatie), qui est retourné à M. Abdelati El-Obeidi pour être confié à M. Ali Abdessalam Triki, ancien secrétaire aux affaires étrangères, qui avait récemment été délégué permanent de

Tripoli aux Nations unies. On note également la création de deux nouveaux secrétariats (ministères): la sécurité extérieure (colonel Younes Aboul Kassem Ali) et les universités (M. Youssef Hamid El-Chyn).

**La Libye « prête à se battre au Tchad »**

D'autre part, dans un discours radiodiffusé, capté à Paris mercredi 15 juin, le colonel Kadhafi a déclaré: « Nous disons à la France, qui s'est compromise au Tchad pour ne pas laisser l'initiative en Afrique à l'Amérique, qu'il n'y a que deux possibilités devant elle: ou bien elle se retire du Tchad, ou bien elle se prépare à subir une guerre de longue haleine, comme ce fut le cas en Algérie. » La Libye, a conclu le colonel, « doit être prête à se battre au Tchad, puisque la guerre y est inévitable, non seulement parce que sa sécurité est menacée, mais parce qu'elle doit relever le défi et parce qu'il y va de sa dignité et de son patriotisme ». (AFP.)



## Etranger

LES CONSULTATIONS EUROPÉENNES DE M. MITTERRAND

**Un échec à Bruxelles serait une saine leçon  
déclare le chef de l'Etat à Copenhague**

De notre envoyé spécial

Copenhague. — Les séances de «conférence» — cette technique du tête-à-tête employée par les présidences successives de la Communauté lorsque les grands débats à dix ne conduisent qu'à une impasse — se suivent et ont tendance à se ressembler. Celle qui, vendredi 17 février dans la capitale danoise, a permis à M. Mitterrand de sonder les reines et les cours du gouvernement de M. Poul Schlüter (conservateur) en matière européenne n'a pas infirmé cette observation.

Il est probable que les contacts

### DEUX NOUVEAUX AMBASSADEURS

Le Quai d'Orsay a annoncé vendredi 17 février la nomination de deux nouveaux ambassadeurs. Il s'agit de M. Lionel de Warren, qui remplace M. Francis Deloche de Noyelle au Népal, et de M<sup>me</sup> Jane Debenest, qui succède à M. Paul Ala au Nicaragua.

● KATMANDOU: M. Lionel de Warren.

[Né le 28 juillet 1920, M. de Warren est licencié ès lettres et en droit, ancien élève de l'Ecole libre des sciences politiques. Il a notamment été vice-consul au Caire de 1947 à 1950, puis en poste aux ambassades de France à Bonn et à Rome (Saint-Sigis). A l'administration centrale, il a appartenu aux affaires économiques (1955-1958), et aux affaires marocaines et tunisiennes (1962). Délégué dans les fonctions de sous-directeur (1971-1973), il avait été nommé conseiller général à Munich en 1978, poste qu'il occupa jusqu'en 1982.]

● MANAGUA: M<sup>me</sup> Jane Debenest.

[Née le 21 janvier 1937, M<sup>me</sup> Debenest est diplômée de l'Institut d'études politiques et de l'Ecole nationale des langues orientales. Elle est entrée aux affaires étrangères (cadre d'orient) en 1961. Après avoir occupé différentes fonctions à l'administration centrale, elle a été en poste à Bruxelles, Tokyo et Washington, où elle était deuxième conseiller de l'ambassade de France depuis octobre 1978.]

● Le Quai d'Orsay dénonce l'arrestation de M. Almeida au Chili. — Le ministère des relations extérieures a exprimé vendredi 17 février sa « vive émotion » après l'arrestation au Chili de M. Manuel Almeida, président de l'Union démocratique populaire. Le Quai d'Orsay dénonce « cette atteinte aux droits de l'homme ».

### Namibie

**EN DÉPIT DE L'ACCORD ENTRE PRETORIA ET LUANDA  
La SWAPO entend continuer la lutte armée**

L'accord sur le « désengagement militaire » sud-africain du Sud-ouest africain, passé jeudi 16 février entre Pretoria et Luanda, menace d'isolement la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain), dont le président, M. Nujoma, s'est engagé, vendredi à Londres, à continuer la lutte armée pour l'indépendance de la Namibie.

Tout en niant toute implication de la SWAPO dans l'accord de Luanda (« Le Monde » 18 février), M. Nujoma a appelé l'Afrique du Sud à déclarer un cessez-le-feu et à accepter des élections générales en Namibie. « Faute de quoi, la résistance à l'occupation sud-africaine de la Namibie continuera », a-t-il ajouté, après avoir été reçu par le se-

crétaire au Foreign Office et avant de se rendre à Paris, où il déjeune, ce samedi, avec M. Genscher, ministre ouest-allemand des affaires étrangères.

A Pretoria, on indique, de source officielle, que la « commission de contrôle » conjointe du cessez-le-feu dans le Sud-ouest africain pourrait se réunir dans un délai de quinze jours, probablement en Angola. A Luanda, de source occidentale, on affirme que l'Angola se serait engagé à contrôler les activités de la SWAPO, dont les bases arrière se trouvent en territoire angolais. Selon les Sud-Africains, l'accord prévoit que la SWAPO ne tirera pas avantage de l'évacuation sud-africaine du Sud-ouest africain. — (AFP, Reuters.)

### Le Mali adhère à l'Union monétaire ouest-africaine

Bamako (AFP). — Vingt-deux ans après sa sortie de la zone franc, en mars 1962, le Mali a signé, le 17 février, l'accord confirmant son adhésion à l'Union monétaire ouest-africaine (UMOA), faisant ainsi sa rentrée officielle dans la zone monétaire africaine rattachée au franc français. Le principe de retour avait été décidé en octobre 1983, à l'occasion du sommet des chefs d'Etat de l'Ouest africain à Niamey, après de longues et laborieuses négociations entre le Mali et ses futurs partenaires, et sous la pression conjuguée du Fonds monétaire international (FMI) et de la France.

L'un des obstacles à la réintégration du Mali dans la Communauté monétaire ouest-africaine avait été, pendant longtemps, le différend frontalier qui l'oppose à la Haute-

Volta, l'un de ses voisins. Ce conflit n'est toujours pas résolu ; mais dès sa prise du pouvoir à Ouagadougou, le capitaine Thomas Sankara s'était montré mieux disposé à l'égard du Mali, estimant certains observateurs.

Toutefois, il faudra attendre la réintroduction au Mali du franc CFA — en remplacement du franc malien actuel — pour que l'accord prenne tous ses effets. Aucune date n'a été fixée jusqu'à présent pour cette opération de changement de monnaie, ce qui crée une atmosphère d'incertitude. La parité est, depuis 1967, de 2 francs maliens pour 1 franc CFA. La réintroduction du franc CFA devrait donc se traduire par une diminution de 50 % de la valeur monétaire de tous les prix et salaires.

## Le Maroc Derrière une façade d'une belle ordonnance la lente montée des périls...

Le Maroc ne manque pas d'atouts

dont le plus mince n'est pas de disposer d'un chef d'Etat

que même ses adversaires jugent un habile politique.

Il faut une sorte de génie pour maintenir

une monarchie dans un Maghreb agité.

Pourtant, les émeutes de janvier ont été

un sérieux coup de semonce. La crise économique,

la galopade démographique, la ruineuse guerre

saharienne et la mort de l'intégrisme

forment un redoutable

quatuor.

De notre envoyé spécial

Rabat. — A Souissi, le quartier résidentiel de la capitale, sur la route du golf, des motards bloquent la circulation pour le passage d'un long cortège de Mercedes. Chacun suppose alors que Hassan II va faire une partie avec la nombreuse suite qui se transporte sur les greens en hélicoptère. Collant à la limousine royale, une ambulance. Même dans ses moments de détente, le souverain doit disposer des moyens de donner, si nécessaire, un coup de pouce à sa légendaire « baraka ».

Le « coup dur », Hassan II n'est pas le seul à en avoir toujours la perspective à l'esprit. A Casablanca, les habitants des plus luxueuses villas de la banlieue cosse portent sur eux les clés d'un modeste appartement en ville. C'est là qu'ils iraient se fonder dans la masse anonyme si des émeutes étaient brusquement en mesure d'imposer leur loi. Une éventualité à laquelle plusieurs ont songé quand, en raison du silence observé par les médias nationaux et les responsables de l'information jusqu'au discours du roi, les plus folles rumeurs ont circulé dans le pays et à l'étranger.

Il est fort probable que le bilan officiel des émeutes de janvier (29 morts et 114 blessés) est à multiplier par trois. Néanmoins, il paraît établi que les troubles les plus graves ont été limités aux villes de Nador, Tétouan et Al Hoceïma, dont les habitants, en majorité des Rifains, ont des raisons spécifiques de mécontentement (« Le Monde », daté du 5-6 février) et, par caractère et tradition, ne se laissent nullement intimider par un dispositif policier normal, ce qui a amené les troupes chargées de protéger des édifices publics à ouvrir le feu.

Le « jugement de Dieu », qu'aurait constitué pour le régime un soulèvement populaire à Casablanca à l'occasion du sommet islamique n'a pas eu lieu, probablement parce que l'opposition responsable sait que le pouvoir qui pourrait naître d'une telle révolte serait bien pire et que la concentration des forces de l'ordre y était importante.

La vie est devenue dure

« Pour désolant qu'il soit, nous dit un de ces opposants, le bain de sang de Nador nous paraît moins lourd de significations que l'agitation diffuse qui l'a précédé dans une grande partie du royaume. Ce ne sont même plus les étudiants qui manifestent mais les lycéens. Il ne s'agit pas de chahut très poussé mais d'une réelle manifestation de détresse de catégories sociales moyennes auxquelles appartiennent ces jeunes. Il se peut que certains professeurs aient un rôle d'agitateurs, mais ils ne seraient pas suivis aussi facilement si leurs élèves ne trouvaient un écho aux propos du maître dans les conversations familiales. C'est en écoutant les parents qu'ils apprennent combien la vie est devenue dure et quelles sombres perspectives s'ouvrent à eux ».

Ces lycéens contestataires, interrogés aux abords d'établissements redevenus calmes, assurent qu'ils « recommenceront ». Le pouvoir prend ces propos suffisamment au sérieux pour avoir remplacé plusieurs surveillants par des « gros bras » qui n'émargent certainement pas à la seule éducation nationale. Selon certains récits, il arrive que l'on sorte de chez le censeur avec « la tête au carré » à Rabat même.

Selon les chiffres avancés par les institutions internationales, le revenu annuel par Marocain est inférieur à 900 dollars, soit quelque 20 francs par jour. Ces moyennes statistiques n'ont pour sens que celui que chacun veut leur donner. Elles ne correspondent à aucune réalité pour une minorité très aisée, pour une partie notable de la population paysanne qui vit presque en autarcie et, à l'autre bout de l'échelle sociale, pour une autre minorité, celle des chômeurs sans soutien familial qui s'entassent dans les bidonvilles les plus sinistres, à Casablanca, par exemple. Cette minorité-là n'a rien à perdre, mais il est douteux que son éventuelle révolte puisse être déterminante sans relais dans les classes moyennes, ou simplement dans celles où l'on dispose d'un salaire (le minimum légal est de l'ordre de 700 F par mois dans les villes et 500 F dans les campagnes).

Or, actuellement, les plus touchés par le gel des salaires et l'augmentation du coût de la vie sont la petite bourgeoisie, les artisans, les petits fonctionnaires. Le seul supportable par comparaison avec la situation antérieure est déjà atteint par beaucoup. Il a suffi, par exemple, d'une augmentation des primes d'assurance pour provoquer une grève des chauffeurs de taxis à Rabat.

Réforme fiscale en panne

Pour le moment, hormis les bidonvilles, qui ne sont tout de même pas la seule réalité du pays, il n'y a rien de plus existentiel que le manque de solidarité nationale, le Maroc n'a pas à rougir de son apparence : un réseau routier bien en-

de finances rectificative. Quant au budget social (habitat économique, fonds pour la Caisse de compensation chargée de maintenir les prix du sucre, du thé, de la farine et de l'huile à un niveau artificiellement bas), il reste pratiquement inchangé.

Dans ce budget, les impôts directs constituent 18 % des recettes, les droits de douane 15 %, les impôts indirects 28 % et les prêts extérieurs, pourtant en nette diminution sur les années précédentes, 23 %. Poser la question des impôts directs, c'est poser celle de la capacité de la société dirigeante à se réformer, condition sine qua non de la survie du régime. Pour le moment, toutes les tentatives de révision du système fiscal ont échoué. Chacun convient que les grands propriétaires fonciers jouissent de privilèges, mais ceux-là mêmes qui auraient le plus intérêt à épargner au pays les grandes secousses sociales, au prix de quelques sacrifices, préfèrent apparemment vivre dans l'insouciance, il est vrai, à assurer des arrières à l'étranger. On a cru un moment que l'annonce d'un recensement des grandes fortunes était l'annonce de réformes décisives ; il est apparu rapidement que ce recensement avait pour but de déterminer ceux des Marocains qui devaient « être aidés », ce qui n'est pas la même chose.

Les mieux disposés à l'égard du roi se demandent « ce qu'il attend » pour assurer, par une politique novatrice, la pérennité du trône, qu'il prépare par ailleurs un associé de plus en plus le prince héritier à ses activités publiques. Peut-être parce que Mohammed V incarne la lutte pour l'indépendance dans le souvenir de beaucoup, la famille royale reste populaire. On l'a vu lors des démonstrations d'affliction après le décès du frère du roi, le prince Moulay Abdallah, personnellement pourvu de la couronne.

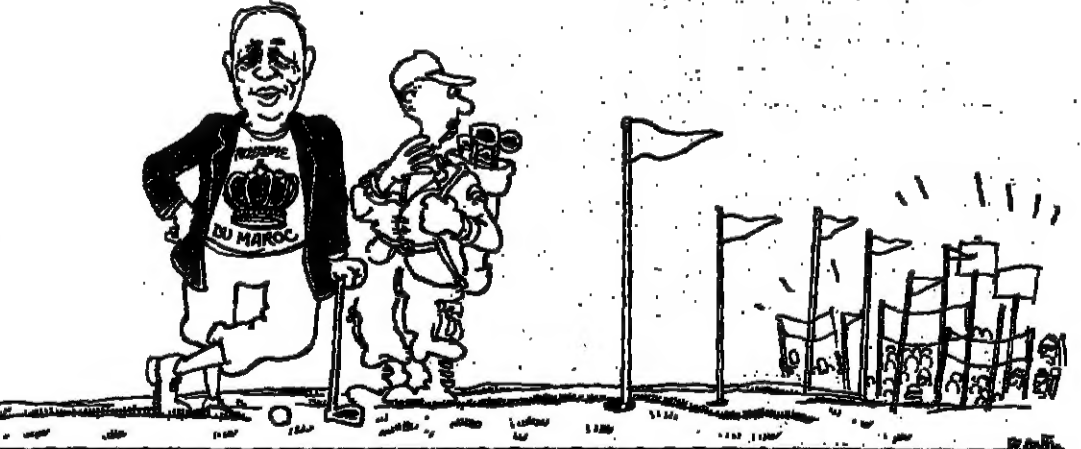
A une époque où la conjoncture économique était moins défavorable, Hassan II a souvent rendu des arbitrages clairs-voyants. Il a doté le royaume d'une agriculture développée, même s'il faut encore importer du blé américain, en lançant de

Moins de dépenses excessives au Palais ne suffirait pas, tant s'en faut, à rétablir l'équilibre des finances. Mais, même en faisant la part de ce que le souverain doit au respect des traditions d'hospitalité fastueuse à l'égard de ses hôtes étrangers, un peu de discipline mettrait en meilleure position pour imposer la lutte contre les privilèges. « Dans la personnalité du roi Hassan, homme intelligent et capable de panache, il y a des côtés énigmatiques et déconcertants », constate un étranger pourtant porté à la compréhension.

D'ici au deuxième vendredi d'avril, date de l'ouverture de la session de printemps, un nouveau Parlement devra avoir été élu. Installés pour quatre ans en 1977, les députés avaient vu leur mandat porté à six ans par l'amendement constitutionnel de mai 1980. Après une si longue période d'activité politique en vue, une campagne électorale devrait normalement faire passer un souffle de renouvellement. Les conditions ne sont cependant pas des plus propices pour s'engager sur le type de société nécessaire pour faire sortir le pays soit de la morosité, soit de la contestation violente.

Le délai paraît bien court entre la date probable des élections, 30 mars ou 6 avril, et le traumatisme causé par les émeutes de janvier et la répression qu'elles ont suscitée. Les partis inconditionnellement acquis au gouvernement vont sans doute profiter de la situation pour tailler des croupières à leurs adversaires. Mais les formations jusqu'à présent les plus représentatives, l'Ishtiaq et l'Union socialiste des forces populaires (USFP), doivent compter avec un certain désarroi de leurs troupes.

Parti historique de la lutte pour l'indépendance, l'Ishtiaq veut éliminer « des disparités sociales et régionales incompatibles avec les principes de la démocratie » ; mais il est mis en porte à faux par sa propre participation au gouvernement depuis plusieurs années. Son objectif principal, dans l'immédiat, sera de veiller à la consolidation de sa base parlementaire. Au cours d'une réunion du comité central,



le 4 février, M. Boucetta, tout ministre d'Etat qu'il est, n'a pas pris de gants pour « regretter la persistance de certaines pratiques qui ont entaché les consultations du 10 juin » (les élections communales).

Leader de l'USFP, M. Boucetta n'a pas accepté pour sa part un siège de ministre d'Etat qu'à l'occasion de la formation d'un gouvernement de coalition et de transition il y a trois mois et en précisant bien qu'il n'entendait pas s'associer à la gestion d'une crise dont il rejette la responsabilité sur d'autres. Son objectif, à lui aussi, est de limiter la fraude électorale. Mais, nous a-t-il dit de façon révélatrice, nous ne savons pas combien de sièges on va nous réserver. C'est sans doute quand il sera fini qu'il se prononcera sur une participation plus durable qu'il n'écarte pas a priori. Reste que, avec plusieurs dizaines de militants de l'USFP incarcérés, peut-être provisoirement, après les événements de janvier, la position de « ministre d'Etat et chef de l'opposition » n'est pas facile à tenir.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE



# après le coup « dur »

## L'armée : une fidélité dont tout dépend

Commandant en chef de l'armée, Hassan II a toujours proclamé, alors qu'il était encore prince héritier et chef d'état-major général, qu'elle était « apolitique ». Pourtant, depuis leur création en 1956 à l'indépendance, les forces armées royales n'ont cessé de jouer un rôle éminemment politique, que ce soit pour protéger le trône ou même pour le combattre, ainsi que cela s'est produit plus d'une fois. Principale force organisée, l'armée fait peur aux partis politiques qui redoutent d'être balayés par un putsch et préfèrent passer sous les fourches caudines du monarque, lequel, seul maître du jeu, ne leur laisse que la marge de manœuvre qui lui convient.

Peu avant sa disparition le 25 octobre 1965, l'opposant nationaliste Mehdi Ben Barka commentait la répression de la révolte de Casablanca, en mars, en ces termes : « L'armée marocaine est différente de toutes les armées arabes. C'est une armée de métier dont le fondement n'est pas le service national, volontaire ou obligatoire. C'est dire que cette armée est loin d'être le reflet des sentiments populaires. Bien que les soldats de métier soient issus de milieux populaires les circonstances et la façon dont on les exploite tendent constamment à dresser un barrage entre cette armée et les masses populaires. » Puis, parlant des « éléments douteux qui ont la mainmise sur l'armée », il ajoutait : « On les exerce sur le roi une pression irrésistible (contre la démocratisation) ou ils dirigeront sur nous (l'opposition) les opérations décisives de liquidation par tous les moyens. »

A l'époque, en effet, l'armée reflétait encore ses origines féodales, tribales et coloniales. Le dahir berbère (1930) avait divisé le pays en deux zones de juridictions différentes, l'une régie par la loi coranique, l'autre par la coutume. Cette division entre Berbères et Arabes dont profitait le colonisateur correspondait, il est vrai, à l'opposition entre le monde rural, pauvre et berbère, et la bourgeoisie citadine arabophone qui se reconnaissait dans le parti de l'Istiglal, auteur en 1944 du Manifeste de l'indépendance. Pour faire oublier le

dahir berbère, le sultan Mohamed Ben Youssef, le futur Mohamed V, s'allia alors à l'Istiglal, ce qui lui vaudra d'être déporté par les Français le 20 août 1953. A son retour à Rabat, après huit cent treize jours d'exil, il fera passer la consolidation du trône avant toute autre considération, y compris la libération totale du territoire.

### « Professionnels » et « patriotes »

Recrutés parmi les « fео- daux » — chefs de tribus et grands propriétaires fonciers — les officiers marocains, formés à Saint-Cyr, avaient participé avec l'armée française à la seconde guerre mondiale et aux expéditions coloniales en Indochine et ailleurs. Certains, originaires du Rif (nord), étaient issus de l'armée espagnole, tel Mohamed Meziane Zahraoui, fait maréchal en 1970 par Hassan II, qui, en tant que lieutenant-colonel de Franco, eut une action décisive dans la défaite des républicains. Quant aux hommes de troupe qu'on appelait les gnomes ou les tirailleurs, ils venaient des campagnes et avaient été entraînés dans les mêmes combats.

Disciplinés, fidèles au trône, ces hommes vont constituer les FAR, créées principalement pour « neutraliser » l'armée de libération nationale, en attendant d'être utilisées dans la répression des révoltes populaires et des mouvements nationalistes. L'ALN comporte deux branches. Celle du nord entre en action à la fin de 1955 dans le Rif et le Moyen-Atlas. Composée de paysans, de déserteurs de l'armée coloniale et de citoyens très politisés qui lui confèrent un caractère progressiste, elle voit ses effectifs se gonfler pour atteindre quinze mille hommes dans la lutte contre la colonisation. Elle veut combattre « jusqu'à la libération totale du Maghreb » et mener de pair « révolution nationale et révolution sociale » (1). L'armée du sud — environ douze mille hommes appartenant principalement aux tribus maures — va chercher en 1957-1958 à chasser les occupants du Sahara espagnol et à

établir la liaison avec l'ALN algérienne contre les Français.

L'armée du nord acceptera toutefois un cessez-le-feu le 27 mars 1957 et fera allégeance au roi alors que celle du sud, refoulée du Sahara occidental par l'opération Ecouvillon menée par les Français en 1958, ne sera désarmée qu'en 1960 à Tafraout, dans le Souss. Ainsi, les officiers qui avaient combattu le mouvement national se retrouvent-ils à la tête de l'armée alors que les « patriotes » furent souvent l'objet de brimades. En 1957, écrit un bon observateur, près du quart de l'armée royale venait du maquis ; or, l'intégration dans les FAR ne transforma pas ces derniers en armée révolutionnaire héritière de la lutte pour l'indépendance. Bien au contraire... Cela explique sans doute la rébellion de certains éléments patriotiques lors de la « guerre des sables », en 1963, contre la jeune République algérienne.

L'accroissement des effectifs et le nécessaire renouvellement d'une partie des cadres contribuent cependant à diversifier le recrutement des officiers. Nombre d'entre eux, qui ont de vingt à trente ans à la fin des années 60, appartiennent à la petite bourgeoisie ou à la paysannerie aisée. Ils ont des diplômes, écoutent « La voix des Arabes » — la radio de Nasser — et ne sont pas indifférents à l'action des « officiers libres » égyptiens qui ont renversé le roi Farouk en 1952. De même, trois mois après le coup d'Etat du colonel Kadhafi contre le roi Idriss le 1<sup>er</sup> septembre 1969, un mouvement d'officiers libres marocains fut découvert et, selon certaines sources, « une cinquantaine de jeunes officiers furent exécutés dans le plus grand secret » (3).

### Les deux régimes manqués

Les transformations qui se produisent alors dans le monde arabe et la corruption qui sévit au Maroc, où se creuse le fossé entre une poignée de riches et la masse des pauvres, sont autant d'éléments qui expliquent les deux tentatives de régicide en juillet 1971 et en août 1972 qui visaient au renversement de la

monarchie par des chefs de l'armée — même si certains profitaient des avantages du système — soutenus par de jeunes officiers rêvant d'une république de type nassérien.

Le roi entreprend alors une épuratoire impitoyable et réorganise complètement le commandement qu'il place sous sa responsabilité directe. La « récupération des provinces sahariennes » à partir de l'automne 1975 lui permet de refaire l'unité du pays autour de sa personne, de réduire l'influence des partis politiques et de fixer l'armée loin de la capitale. Mais le gonflement des effectifs (près de 200 000 hommes dont 125 000 pour l'armée de terre, 15 000 pour l'aviation, 10 000 pour la marine et 30 000 pour les forces paramilitaires de la gendarmerie et de la sécurité) ont fait de l'armée un microcosme à l'image de la nation affectée par une grave crise économique et sociale.

La mort du général Dlimi — très probablement assassiné — en janvier 1983, précédée et suivie de l'arrestation de nombreux officiers, illustre de profondes de la crise. Homme de confiance du roi et artisan de la stratégie qui avait donné un coup d'arrêt aux incursions du Front Polisario, le général Dlimi s'était rallié aux thèses des jeunes officiers du Mouvement du 16 août (date de la tentative de putsch de 1972) qui seraient favorables à l'instauration d'une république qui remettrait de l'ordre et conclurait un accord avec les dirigeants sahraouis ? Ou au contraire avait-il simplement envisagé le maintien de la monarchie assorti d'une abdication de Hassan II en faveur de son fils ? C'est difficile à dire. Une chose est sûre cependant, c'est que, en faisant alliance avec le colonel Kadhafi, le souverain a renversé une nouvelle fois la situation en sa faveur et conjuré pour un temps les tentatives de subversion de son armée par la Libye.

PAUL BALTA.

- 1) Mustapha Benchenane, *Les Armées africaines*, Publisud, Paris, 1983.
- 2) Elites, pouvoir et légitimité au Maghreb : armée, pouvoir et légitimité au Maroc, Ed. du CNRS, Paris, 1973.
- 3) Kamal-Eddine Mourad, *Le Maroc à la recherche d'une révolution*, Sindbad, Paris, 1972.

### Etats-Unis

#### M. Shlaudeman remplace M. Stone comme ambassadeur itinérant en Amérique centrale

Washington (AFP) — M. Reagan a accepté la démission de M. Richard Stone, ambassadeur itinérant pour l'Amérique centrale, et nommé à sa place M. Harry Shlaudeman, a annoncé la Maison Blanche, le vendredi 17 février. M. Shlaudeman était directeur exécutif de la commission Kissinger sur l'Amérique centrale.

Selon le porte-parole du département d'Etat, M. John Hughes, la démission de M. Stone n'implique aucun changement de la politique américaine en Amérique centrale. De source proche de M. Stone, on indique que sa démission est due à des « problèmes de rapport » avec M. Langhorne Moxley, secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires inter-américaines, et non à des divergences politiques fondamentales. M. Stone n'aurait pas été convié à certaines réunions ni consulté sur certaines décisions. Et on ne lui avait pas fait part de certains problèmes, ajoute-t-on de même source. Lassé, il aurait alors décidé de renoncer.

M. Stone avait été nommé ambassadeur de M. Reagan pour l'Amérique centrale en juin 1983 afin de rechercher une solution négociée aux conflits centra-américains. Ses démarches avaient permis une rencontre entre des représentants de la guérilla salvadorienne et la commission gouvernementale de paix salvadorienne, à Bogota, le 29 septembre 1983. Cette rencontre n'avait toutefois

donné aucun résultat, la guérilla demandant des négociations en vue de la constitution d'un gouvernement à large représentation, ce qu'ont toujours refusé les autorités salvadoriennes.

Le rôle de M. Stone était passé au second plan après la nomination en juillet 1983 de la commission bipartite sur l'Amérique centrale, présidée par l'ancien secrétaire d'Etat Henry Kissinger.

● **M. Reagan soumet au Congrès le plan d'aide à l'Amérique centrale.** — M. Reagan a soumis vendredi 17 février au Congrès un projet d'assistance économique à l'Amérique centrale de 8 milliards de dollars (67 milliards de FF) destiné au développement dans cette région. Ne venant pas compte du souhait manifesté par les parlementaires liant toute aide militaire au Salvador au respect des droits de l'homme dans ce pays, M. Reagan a suivi les recommandations de la commission Kissinger.

● **Attaque de la guérilla salvadorienne près de la capitale.** — La guérilla salvadorienne a attaqué vendredi 17 février des positions de l'armée dans une zone industrielle près de la capitale, San-Salvador. Cette opération a provoqué la panique dans la population, et le trafic des véhicules vers l'est a été interrompu. — (AFP)

### Argentine

#### Buenos-Aires accepte de négocier la normalisation de ses relations avec Londres

Londres (AFP) — L'Argentine a répondu officiellement aux propositions britanniques pour une normalisation des relations bilatérales, a annoncé vendredi 17 février le Foreign Office. Le gouvernement de Buenos-Aires a fait transmettre sa réponse par l'intermédiaire de l'ambassade de Suisse, qui représente les intérêts britanniques en Argentine depuis le conflit des Malouines. Le gouvernement britannique « va étudier cette réponse de très près », a précisé un porte-parole du Foreign Office. Le premier ministre britannique, Mme Margaret Thatcher, a déclaré à plusieurs reprises que la souveraineté britannique sur l'archipel n'était pas négociable, et le gouvernement britannique a rejeté les propositions argentines prévoyant une délimitation des Malouines sous le contrôle d'une force des Nations unies et la reprise des entretiens sur les îles aux Nations unies.

Dans un entretien accordé au *Daily Mail*, M. Alfonsín a confirmé que son gouvernement acceptait les propositions britanniques comme base de discussion. « Nous avons accepté les points que la Grande-Bretagne souhaite discuter, et nous avons ajouté d'autres sujets que nous souhaiterions discuter », a dé-

claré M. Alfonsín, interviewé à Buenos-Aires.

« Pour nous, il est fondamental de mettre fin à la zone d'exclusion (autour des Malouines) et à la fortification des îles, ce qui constitue un grand problème pour l'Atlantique sud », a-t-il souligné. Il a précisé que l'Argentine ne renonçait pas à ses prétentions territoriales sur les îles Malouines, mais il a précisé : « Nous souhaitons commencer nos discussions avec un ordre du jour ouvert. »

● **Les restes de l'ancien ambassadeur argentin Hidalgo Sola seraient retrouvés.** — Ancien ambassadeur argentin à Venezuela, Hector Hidalgo Sola avait disparu en 1977. Ses restes ont été retrouvés dans un cimetière près de Buenos-Aires, a affirmé le quotidien *la Voz* (péroniste) vendredi 17 février. Hidalgo Sola, membre de l'Union civique radicale (actuellement au pouvoir), avait été enlevé à Buenos-Aires alors qu'il s'apprêtait à rencontrer le président Jorge Videla. Selon des proches de l'ancien diplomate, « un règlement de comptes » entre différents services de renseignement aurait été à l'origine de sa « disparition ». — (AFP)

### Vanuatu

#### DÉMISSION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

M. George Ato Sokomanu a annoncé, vendredi 17 février, sur les ondes de la radio de Vanuatu, captée à Nouméa, sa démission de son poste de président de la République. M. Sokomanu, élu président pour cinq ans lors de l'indépendance de l'archipel — ancien condominium franco-britannique des Nouvelles-Hébrides — en juillet 1980, a expliqué sa décision par téléphone à l'AFP en affirmant que la Constitution « n'était pas bonne » parce qu'elle « ne protégeait pas assez le chef de l'Etat et ses ministres ».

Le président est, en effet, poursuivi devant les tribunaux pour « non-paiement de la taxe de circulation instaurée en 1983 ». Il faudra sans doute plusieurs semaines pour que la question de la succession soit réglée et le président de l'Assemblée nationale, M. Fred Timakata, devrait assurer l'intérim. — (AFP)

(Bien que membre du parti au pouvoir, le Vansanaku Parti, ou VAP, M. Sokomanu avait toujours maintenu une attitude indépendante, critiquant même parfois le premier ministre, le pasteur Iliu. Le VAP, agité par des rivalités internes, avait perdu deux sièges lors des élections de novembre dernier.)

Lisez  
**LE MONDE**  
diplomatique

### Les procès de manifestants

Les procès des manifestants qui ont participé aux émeutes de la vie chère au Maroc, en janvier, ont commencé, mais on ignore le nombre exact des arrestations et celui des inculpés qui doivent être traduits en justice. Il est d'autant plus difficile de se faire une idée précise de la situation que les autorités n'ont pas publié de chiffres officiels et que les procès se déroulent devant différentes instances et dans plusieurs villes, notamment Al-Jadida, Larache, Oued-Zen, Oujda, Berkane, Rabat, Casablanca, Ksar-el-Kébir.

A Oujda, soixante-seize personnes ont été condamnées, le 11 février, à des peines allant de deux à cinq ans de prison, et cinquante et une autres, vendredi 17, à des peines analogues.

Dans un communiqué qu'ils viennent d'adresser à la presse, les Comités de lutte contre la répression au Maroc (14, rue de Nanteuil, 75015 Paris) déclarent que « des arrestations ont eu lieu par milliers dans tout le pays, même dans les régions qui n'avaient connu aucun trouble ». Les plus frappés, selon eux, sont les « émeutiers », les lycéens des établissements qui ont fait grève, les milieux islamistes, dont un des chefs est M. Abdelkamel Yacine, des progressistes comme M. Abdelrahim Jamaï, membre du bureau de l'Association marocaine des droits de l'homme dont plusieurs membres sont déjà en prison, des militants et des res-

ponsables de l'Union socialiste des forces populaires et quelques membres du Parti du progrès et du socialisme (communiste).

Sont frappés également des personnes proches de détenus politiques considérés comme marxistes et, pour certains d'entre eux, comme proches du mouvement Iliu Amam (En avant). La communiqué cite en particulier les noms de M<sup>me</sup> Nagia Abadou, femme de M. A. el Harif, et de Maurice Serfaty, fils d'Abraham Serfaty condamné à perpétuité comme responsable d'Iliu Amam. Il en est de même d'anciens détenus, et très nombreux qui avaient été graciés en 1980 ou qui ont purgé leur peine.

Les cours martiales jugent, principalement dans le Nord, des personnes qui ont attaqué d'une manière ou d'une autre des militaires. Les cours criminelles, qui peuvent prononcer des condamnations allant jusqu'à la détention à perpétuité, visent comparativement les personnes ayant participé aux émeutes, comme en 1981 après l'explosion de Casablanca. Enfin, la procédure des flagrants délits (sans instruction) est appliquée, en général, à des personnes arrêtées dans des régions où il n'y a pas eu de troubles. C'est le cas des marxistes et, surtout, des islamistes.

P. B.

### A travers le monde

#### Haute-Volta

● **CONDAMNATION D'UN ANCIEN MINISTRE.** — Le chef d'escadron André Roch Compaoré, ancien ministre du développement rural sous le Comité militaire de redressement pour le progrès national (1980-1982), a été condamné mercredi 15 février par le tribunal populaire de la révolution à sept ans d'emprisonnement, dont cinq avec sursis, à 25 millions de francs CFA d'amende et au remboursement à l'Etat de la somme de 192 millions de francs CFA. Le tribunal a également condamné treize autres personnes à des peines allant de un à sept ans de prison ferme. — (AFP)

#### Italie

● **NOUVELLE CRISE A PALERME.** — Mme Elida Pucci, la première femme maire de Palerme, a dû donner sa démission le jeudi 16 février après celle de l'ensemble des membres de la junte municipale (démocratie chrétienne, PSI, PRI, PSDI et PLI). Les scandales qui ont affecté Palerme ces derniers mois et le jeu des alliances au sein de la DC ont eu raison de la détermination et des bonnes intentions manifestées par Mme Pucci au lendemain de son élection il y a dix mois. — (Corresp.)

#### Maroc

● **ENTRETIENS SECRETS EGYPTO-LIBYENS AU MAROC.** — M. Kaddafy Ed-Dam, émissaire du colonel Kadhafi, a eu deux entretiens secrets avec le président Mubarak pendant sa récente visite au Maroc (le Monde du 11 février), indique-t-on dans les milieux diplomatiques. Le premier a eu lieu sous l'égide de Rabat et le second s'est déroulé en tête à tête. Le roi Hassan II avait déclaré qu'il ne se déroberait pas si on lui demandait de faciliter un rapprochement entre Le Caire et Tripoli. — (Reuters)

#### Tunisie

● **CREATION D'UNE NOUVELLE COMMISSION D'ENQUETE.** — La Ligue tunisienne des droits de l'homme a annoncé, vendredi 17 février, la création d'une commission d'analyse et d'enquête sur les événements qu'a connus le pays au début de l'année à la suite de l'annonce de l'augmentation du prix du pain. Composée notamment de médecins, d'avocats, de professeurs de l'Université et de syndicalistes, cette commission assure se placer au-dessus de toute considération partisane. Elle se propose de « promouvoir une réflexion sereine sur les causes politiques,

économiques et sociales » des événements, de « cerner, dans la mesure du possible, les responsabilités de toutes les parties en cause » et de « contribuer à établir un bilan des victimes, entre morts et blessés, ainsi que des dégâts qui ont affecté les institutions et les biens publics et privés ». — (Corresp.)

#### DES CHIFFRES RÉVÉLATEURS :

- 3850 cadeaux de toutes sortes (anciens ou récents, utiles ou décoratifs, de valeur ou bon marché) sont à vendre dans notre dépôt.
- 2080 mètres carrés soit l'équivalent de 81 stands aux Puces : telle est la surface exacte du « Dépôt Vente de Paris », de beaucoup le plus grand de la capitale.
- 1525 personnes ont franchi le seuil de notre dépôt le samedi 22 Octobre 1983.
- 111 armoires anciennes en chêne, acajou, noyer ou menuisier sont à vendre ce jour au « Dépôt Vente de Paris », beaucoup le sont à un prix inférieur à 5000 F.

Le Dépôt-Vente  
de Paris  
81, rue de Lagry,  
Paris 20<sup>e</sup>  
372.13.91



## Etranger

### SUÈDE

# Les derniers Lapons éleveurs de rennes

De toutes les minorités européennes, celle-ci est la plus étrange peut-être. Présents dans tout le Grand Nord, les Lapons ont tendance à s'assimiler. Le mode de vie ancestral recule. En Suède, l'élevage du renne n'est plus pratiqué que par des obstinés qui se plaignent de ne pas intéresser suffisamment Stockholm.

#### De notre envoyé spécial

Kiruna. — Conduire sur les petites routes enneigées de la Laponie suédoise en hiver est un exercice acrobatique. Malgré le passage des chasse-neige, il est souvent difficile de distinguer la chaussée des bas-côtés. Le véhicule risque à tout moment de verser dans le fossé. Les sorties de verges peuvent être tourbillonnantes, et il est vivement conseillé de lever le pied lorsque vous apercevez des sacs en plastique noir fixés à des piquets sur le bord de la route. Ces balises, plantées par les Lapons, signifient : « Attention aux rennes ». Dans cette région septentrionale de la Scandinavie, il faut savoir que ces quadrupèdes ont priorité. Le chauffard qui renverse un animal est tenu de prévenir rapidement la police, qui dresse un constat et prélève une oreille de la bête. La marque figurant sur cette oreille permet d'identifier le propriétaire et de le dédommager. L'Etat verse environ 1 000 couronnes (autant de francs français) pour chaque animal tué.

Ces accidents, assez fréquents, ne se produisent pas seulement sur les routes. La ligne de chemin de fer, ouverte en 1922 pour transporter le minerai de fer de

Kiruna jusqu'au port de Narvik, en Norvège, est particulièrement meurtrière. Plus de six cent cinquante rennes y ont été écrasés l'année dernière. « Cette voie ferrée est devenue une sorte d'abattoir très rentable pour les éleveurs », dit un habitant du Nord qui estime que la Suède est « bien trop généreuse » avec ses Lapons. « Si on les écartait, poursuit-il, il ne faudrait construire ni routes, ni barrages hydroélectriques, ni installations touristiques, parce que les rennes ont besoin de vastes espaces et de silence pour vivre. De plus, nous n'avons pas le droit de pêcher dans les lacs de montagne les plus poissonneux, qui sont réservés aux Lapons. » Les deux communautés font plutôt bon ménage, mais la coexistence pacifique n'exclut pas quelques accès d'humour. De leur côté, les Lapons — ou plutôt les Sames, comme ils préfèrent être appelés — sont très à cheval sur leurs droits. Ils connaissent leur histoire et n'oublient pas l'époque où les colonisateurs suédois réquisitionnaient leurs rennes pour acheminer le fer jusqu'aux ports de la Baltique. Les éleveurs réticents étaient plongés dans l'eau glacée le temps qu'il fallait pour les amener à composition.

#### Le métier dans le sang

Il y a environ quarante mille Lapons en Norvège, entre quinze mille et dix-sept mille en Suède et moins de quatre mille en Finlande. Les statistiques sont imprécises, car beaucoup sont aujourd'hui mariés avec des Scandinaves. Ils ont adopté leur mode de vie confortable et oublié souvent leur langue maternelle.

En Suède, on ne compte plus que deux mille cinq cents éleveurs de rennes, et leur nombre diminue régulièrement, car si le travail peut être agréable en été, pendant la transhumance dans les montagnes, il est diablement rude en hiver, c'est-à-dire d'octobre à mai.

Selon Lars Jon Alles, ce métier, « il faut l'avoir dans le sang pour tenir le coup ». Chaque matin, qu'il fasse -20°C ou -30°C, ce Lapon se lève à six heures, endosse ses vêtements traditionnels en peau de renne, avale un solide petit déjeuner à base de porridge, avant de prendre le volant de son break Volvo. C'est un éleveur moderne. Une heure de route environ jusqu'à la lisière de la forêt, puis vingt kilomètres en « motoneige » de marque japonaise, à travers les montagnes, pour rejoindre ses rennes, qui sont dispersés sur un territoire de quelque 1 200 kilomètres carrés. Il s'agit de les regrouper et de les entraîner vers d'autres pacages. Les rennes se nourrissent essentiellement de lichens. S'il y a peu de neige, ils ont tendance à se déplacer rapidement et à s'éparpiller.

Cet hiver la première neige a immédiatement gelé, formant une dure pellicule que les bêtes ont du mal à transpercer pour trouver leur pâturage.

Dans la forêt, les Lapons disposent maintenant de petits refuges construits par la direction nationale du marché du travail, soucieuse de donner un emploi temporaire aux chômeurs. Ces abris sont rudimentaires mais pratiques. On peut y préparer ou y réchauffer la « bouillie de viande » qui constitue le repas. Plusieurs de ces cabanons ont été endommagés par de jeunes vandales, peut-être par hostilité aux Lapons.

Lars Jon Alles rentre chez lui vers dix-sept heures. Voilà trois heures au moins qu'à cette époque de l'année il fait nuit noire dans les villages. « Dans la forêt, c'est différent, on voit bien mieux car la neige reflète le peu de lumière qu'il y a. »

Lars Jon descend d'une vieille famille laponne. Les portraits de ses parents et grands-parents, photographiés sous les huttes, décorant à Jukkasjärvi, les murs d'un pavillon semblable à celui de

ses voisins suédois. Avec ses cinq frères, il s'occupe des rennes car « c'est un métier d'homme ». Deux de ses quatre sœurs sont institutrices et bien assimilées. Dans les communautés laponnes, il est extrêmement rare qu'un père ligue des rennes à ses filles, car « on ne sait jamais avec qui elles vont se marier ».

#### Les Japonais en quête de cornes

Ne demandez jamais à un Lapon combien il possède de rennes. C'est un secret. Seuls les membres de la communauté le savent. Cent rennes donnent une voix aux élections à l'Assemblée locale. « Mais, dit Lars Jon, il faut au moins mille bêtes pour jouer d'un niveau de vie comparable à celui du Suédois moyen. Certains en ont moins, d'autres beaucoup plus, mais ils se font de plus en plus rares, et les prix de la viande ont baissé ces dernières années. »

Ce sont les acheteurs suédois qui fixent les prix, et les éleveurs n'ont pas leur mot à dire. Ces grossistes constituent une sorte de mafia, et toutes les tentatives des Lapons visant à mettre en place leurs propres circuits d'abattage et de distribution ont jusqu'à présent échoué. Selon le comité sames de Kiruna, « les marchands suédois pensent d'abord à leur profit immédiat au lieu d'essayer de trouver de nouveaux marchés. Comment se fait-il que les Suédois du Sud ne mangent jamais de renne ? » Quant aux hommes d'affaires japonais, qui viennent toujours en Laponie à l'automne, à l'époque de l'abattage, ils ne s'intéressent qu'à une partie de l'animal : les cornes. Le bois de renne pulvérisé, selon eux, de merveilleuses vertus aphrodisiaques, et les Nippons sont très friands de ces poudres venant du froid.

Le gouvernement suédois est fier de proclamer qu'il respecte



FRANCHINI

les droits des Lapons et que cette minorité peut compter sur le soutien de l'Etat. Ses représentants sont consultés sur tous les dossiers qui les concernent. « Sur le papier, c'est exact, répliquent les intéressés, mais c'est une fausse démocratie. Nous ne disposons que d'un droit d'expression et de regard. Lorsque nous donnons notre point de vue sur, par exemple, un projet d'extension d'une exploitation forestière qui menace nos pâturages, l'Etat en prend note mais l'autorisation est donnée. »

Le développement de l'industrie forestière dans le Nord a réduit progressivement les espaces dont les Lapons pouvaient disposer pour l'élevage des rennes. Comme beaucoup de ses amis, Lars Jon Alles estime que les Sames doivent, dorénavant, boycotter les « commissions publiques d'études », tant vantées, qui, en fin de compte, ne servent que leurs intérêts. Il cite, par exemple, le cas des loups. La direction de l'environnement à Stockholm avait constaté que cette espèce était en voie de disparition et qu'il convenait de la réimplanter dans le nord de la Suède. Les Lapons avaient immédiatement protesté, car les loups, qui attaquent et dispersent les troupeaux de rennes, sont pour eux un véritable fléau dont ils croyaient être enfin dé-

barrassés. « Nous n'avons rien contre ce projet, disaient-ils, mais si vous éliminez les loups, pourquoi ne pas les implanter dans les forêts des environs de Stockholm ? » Les autorités durent faire marche arrière, mais certains éleveurs se demandent si les loups n'ont pas été introduits clandestinement en Laponie cette année.

La loi interdit de les tuer, mais un Same est généralement armé.

Lars Jon Alles estime qu'il appartient à la dernière génération de Lapons éleveurs de rennes. Il a vu de ses yeux les ministres socialistes à Stockholm : « Il est juste d'aider les pays pauvres du tiers-monde, mais il serait aussi juste d'aider les Lapons. Nous sommes un peuple sous-développé. On parle des Africains et des Polynésiens, mais on ne parle jamais de nous, les éleveurs de rennes. Nous sommes en passe de devenir une curiosité touristique. En Suède, les travailleurs immigrés grecs, turcs et yougoslaves ont droit à des programmes sociaux chaque semaine. Nous devons nous contenter de la radio ! »

ALAIN DESOYE

### ZIMBABWE

# Les fermiers blancs entre le fusil et la valise

Le Zimbabwe, ancienne Rhodésie, a été longtemps le paradis du colon blanc. Après l'indépendance, ce statut privilégié n'était plus concevable mais M. Mugabe s'était voulu apaisant. Pourtant, on se laisse d'exploiter ses terres le fusil au poing.

#### De notre envoyé spécial

Nyamandlovu. — Une clôture de sécurité, montée à hauteur d'homme, « enclôture », cette ferme des environs de Nyamandlovu. Un mur de briques percé de meurtrières protège la salle de séjour. Une meute de chiens peu amènes, du corniaud au berger allemand, monte la garde, prête à donner l'alarme.

A l'intérieur de la maison, à portée de main, posées sur un canapé, appuyées contre une commode, des armes de tous les calibres, fusil d'assaut belge, pistolet automatique. Dans un coin, l'agriculteur qui permet au propriétaire des lieux de rester en contact radio permanent avec ses collègues des alentours et de pouvoir compter sur leur prompt intervention en cas de coup dur.

Non, ça n'a pas changé : c'est toujours la guerre ou peu s'en faut. Après l'indépendance comme avant. Les fermiers blancs du Matabeleland sont bien payés pour le savoir : trente et un de leurs ont été assassinés depuis 1980, dont dix-sept l'an dernier. Il leur faut demeurer l'arme au pied.

Quels sont ces « bandits », comme on les appelle en haut lieu, qui en veulent à leurs personnes et à leurs biens ? Ils n'en savent, à vrai dire, trop rien car, dans cette région, rien ne ressemble plus à un « bandit » qu'un autre. Pour-

tant, à quelques faibles indices, la plupart d'entre eux sont tentés de lire dans leurs actions la « signature » d'éléments plus ou moins incontrôlés de la cinquième brigade à laquelle le gouvernement de Harare a confié la mission de « rétablir l'ordre » dans le Matabeleland.

Le meurtre de quatre membres de la famille Loxton, près de Kezi, à la veille de Noël dernier, a fait prendre conscience aux fermiers qu'ils pouvaient être aussi la cible de dissidents de la ZI-PRA, l'ancienne armée de Joshua Nkomo, adversaire politique numéro un du premier ministre en place, Robert Mugabe. Ils se savent, en effet, soupçonnés a priori d'entretenir de bonnes relations avec les forces de l'ordre et de leur livrer des renseignements.

Dieu sait pourtant si les fermiers blancs se plaignent de la passivité de l'armée et de la police et de leur lenteur, voire de leur mauvaise volonté, à exploiter les indications qu'ils leur arrivent de leur fournir sur les allées et venues de groupes de dissidents. « Lorsqu'il y a des meurtres, il faut attendre plusieurs heures avant que les forces de l'ordre arrivent sur les lieux du crime pour faire les constatations », raconte l'un d'eux.

« Quoiqu'il en dise, le gouvernement ne nous aide pas à assurer efficacement notre sécurité », soutient un autre. Peut-on mettre un soldat derrière chacun d'entre eux, de jour comme de nuit ? Le port d'armes est certes autorisé mais les allocations de munitions sont chichement mesurées. La « ration » ordinaire est de cent vingt balles par personne, obligation étant faite, pour maintenir le stock à niveau, de préciser de quelles manières les balles manquant ont été utilisées.

« Nous avons dû interrompre pendant plusieurs mois nos exercices collectifs de tir faute de munitions », se plaint un Blanc. Et

d'ajouter : « On ne nous reconnaît pas le droit à l'autodéfense puisqu'il nous est interdit de tirer sur quelqu'un qui aurait franchi la clôture de sécurité, sauf à répondre devant les tribunaux. »

Pour ne pas s'attirer de représailles, certains fermiers blancs ne

l'ouvrage. Comment, dans ces conditions, gérer des exploitations dont la superficie dépasse le millier d'hectares et nourrir des troupeaux de plus d'un millier de bovins ?

Transporter le bétail vers les terres encore herbeuses du Man-

vers Bulawayo, la capitale du Matabeleland, enfants et parents dont la présence sur le terrain n'était pas indispensable. D'autres — les « fermiers du dimanche » — dans les régions les plus exposées au banditisme ont abandonné la gestion de leur domaine à leurs



Caricature du Daily Nation de Nairobi : « J'espère que tu n'as pas trop longtemps à voir comment nos employés travaillent à la ferme. »

sont-ils pas tentés, parfois, d'ignorer « les passages de groupes de dissidents qui, avec armes et bagages, traversent leur propriété et leur volent, à l'occasion, quelques têtes de bétail ou quelques sacs de farine de maïs ? La question reste évidemment sans réponse.

#### L'éducation des enfants

Victimes d'actes de banditisme à coloration plus ou moins politique, les fermiers blancs du Matabeleland le sont aussi des calamités naturelles, en l'occurrence, pour la troisième année consécutive, d'une sécheresse tenace qui achèverait de les décourager s'il leur restait encore un peu de cœur

caland ? Il en coûterait environ 45 dollars par tête de bœuf. La dépense dépasse les moyens des exploitants. Réduire la taille du troupeau ? C'est le statu quo, lourd de menaces.

Il y a belle lurette que les fermiers blancs du Matabeleland ont cessé d'investir. « Nos exploitations ne sont plus rentables, affirment-ils, car à toutes ces charges exceptionnelles, s'ajoutent le coût de la main-d'œuvre locale (environ 49 dollars par mois) et du fuel (90 cents le litre). Les banquiers ne veulent plus nous prêter d'argent car nos affaires ne sont plus saines. »

Pour limiter les risques, cer-

ains d'entre eux ont déjà rapatrié

employés africains et viennent, en fin de semaine, faire leur « tour de propriétaire ». Ce sont là des solutions hâtives mais beaucoup s'y résignent faute de mieux, faute de pouvoir se séparer de leurs terres que l'Etat n'est pas en mesure de racheter sans peut-être à un prix dérisoire. D'anciens, attachés au pays et à un certain genre de vie, investiraient volontiers sur place, le produit de la vente de leur domaine dans l'immobilier dort, assurent-ils, « on peut encore attendre des revenus sûrs ».

Beaucoup, cependant, ont définitivement tiré un trait sur le passé ou s'apprêtent à le faire. L'éducation des enfants n'est pas le dernier argument qui milite en

leur faveur. A cet égard, la récente décision du gouvernement de « démocratiser » les écoles privées en a inquiété plus d'un. « Nous voulons donner à nos fils et à nos filles une solide formation, éviter de compromettre leur avenir comme le nôtre risque de l'être », explique un fermier blanc.

#### Sortir du guépier

Le résultat est là : on comptait, il y a quatre ans, dans le Matabeleland, 740 domaines exploités par des Blancs, en janvier 1983, 628 et, aujourd'hui, 492 seulement. Dans la région de Kezi, dix-neuf familles ont abandonné leurs terres ; il en reste six, pour la plupart des « fermiers du dimanche ». Dans le secteur de Tjolotjo, le nombre de fermes « blanches » est tombé de 50 à 22 entre 1980 et 1984. Ce repli paraît inexorable.

Les fermiers blancs du Matabeleland n'ont plus le moral et cela se voit. « Ceux qui sont encore là, sont les plus courageux et assurément les plus compétents », souligne un économiste. Ils n'empêchent qu'ils n'ont plus qu'une idée en tête : se sortir du guépier dans lequel ils se trouvent pris malgré eux.

Aujourd'hui, la plupart préparent leur départ. Ils s'informent, se documentent. « Comment c'est le Kenya ? Ils partent puisque c'est ce à quoi, pour d'obscures raisons, et par de singuliers moyens, certains veulent les amener. Ils abandonneront derrière eux, la mort dans l'âme, la ferme qu'ils avaient construite de leurs mains et qu'ils avaient « fortifiée » pour la défendre. « Ce n'est ni très pratique ni très agréable de travailler un pistolet à la ceinture et un fusil à l'épaule », soupire l'un d'eux comme pour se justifier.

JACQUES DE BARRIN.

### Le cama

Le cama... (text is too small and blurry to transcribe accurately)

Le cama... (text is too small and blurry to transcribe accurately)

Le cama... (text is too small and blurry to transcribe accurately)

Le cama... (text is too small and blurry to transcribe accurately)

### ÉTATS-UNIS

### L'ouver

Suite de la première page... (text is too small and blurry to transcribe accurately)

### Femiste, pauvre et antiraciste

Bien connue dans les milieux... (text is too small and blurry to transcribe accurately)







## Lectures

# Un regard cruel sur les chrétiens du Liban

Naguère encore, une plume sérieuse ne se serait pas risquée à analyser, dans un ouvrage, un événement historique sans prendre un peu de recul dans le temps. Par nos jours fébriles, on attend plus le fin d'un conflit, d'une expérience politique, pour leur consacrer de gros livres. Ainsi de la guerre du Liban, commencée en 1975.

Correspondant itinérant de l'honorable quotidien américain *The Washington Post*, Jonathan Randal s'est fait connaître par ses reportages souvent aussi mesurés que vivants sur la moderne question d'Orient. Aussi, après avoir lu les premiers chapitres de sa *Guerre de mille ans*, est-on plongé, d'abord, dans la perplexité en dépit d'un insolite *Avertissement* aux lecteurs qui dit notamment : « Je suis prêt à jurer que je ne me suis livré à aucune dramatisation ou exagération. (...) Je pouvais tout au plus promettre (à mes informateurs) de ne pas me laisser aveugler par les préjugés tant personnels que politiques. » On ne demanderait qu'à croire l'auteur. Et pourtant, combien de fois, du moins au cours de la première partie du livre, celui qui a quelque peu vécu les drames du Proche-Orient actuel a-t-il envie d'abandonner sa lecture en justifiant son geste par la fameuse petite phrase attribuée à Talleyrand : « Tout ce qui est exagéré est insignifiant. » ?

Qu'on en juge. Les chrétiens du Liban ont de longue date mauvaise presse en Occident où on les a tour à tour qualifiés de « levantins », de « féodaux », de « fascistes », de « vestiges du passé », d'« affairistes » et j'en passe, ignorant qu'ils ont, au contraire, constamment été, au moins depuis deux siècles et demi, l'élément de base, au Liban mais aussi en Syrie, en Palestine ou en Egypte, du renouveau intellectuel, social et politique, les introducteurs de la modernité, du parlementarisme et des droits de l'homme et de la femme. Or, dès le sous-titre, l'ouvrage de Randal est déjà tout un programme : « Jusqu'au dernier marchand, la tragédie du Liban », sans parler du texte de couverture qui évoque « l'histoire à peine croyable de la prise de contrôle par les maronites (la plus nombreuse des ethnies chrétiennes libanaises) des banques, du commerce des armes et de

tous les trafics du Proche-Orient... ». Or, même pour les banques, cela est faux.

Bechir Gemayel est dépeint comme « le seigneur de la guerre, dur, impitoyable, impulsif, si souvent décrit comme le défenseur assoupli de sang d'une idée fixe, celle du christianisme musulmé, le croquemitaine dont beaucoup de mamans musulmanes menaçaient leurs enfants ». Celui qui, avant d'être assassiné, fut, quelques jours, en 1982, le « président élu » d'un Liban pour une fois presque unanime, est surtout montré ici comme un « collaborateur » à la tête d'« irresponsables » qui « minimisent leurs origines » et passent leur temps à remâcher leur haine pour les Palestiniens. Hier, la pensée des maronites fut d'un « sectarisme étroit », leur théologie « douteuse », sans parler des innombrables athlètes « nazis » des Jeux olympiques de 1936 en Allemagne qui inspirèrent au pharmacien Pierre Gemayel, au futur président Charles Helou et au journaliste Georges Nassache la fondation d'un cercle sportif qui devait devenir le Parti démocrate social des Kataeb (phalanges). Ce parti dont l'idéologie se réclamait du personnalisme chrétien du Français Emmanuel Mounier, et non pas de Hitler ni même de Franco.

Certes les chrétiens du Liban, qu'ils soient membres ou non des Forces libanaises - les milices chrétiennes que Bechir Gemayel unifia par la force en 1980, - ne sont pas, loin de là, des saints. Fallait-il pour autant renoncer à mettre en lumière l'arrière-plan historique de leur drame actuel ? Les Palestiniens - qui, avec les Libanais musulmans, sont les grands absents du livre de Randal - ont été indûment chassés de chez eux par les Israéliens, mais ce n'était pas une raison pour qu'ils basculent la large hospitalité libanaise, trouvée au début essentiellement en zone chrétienne.

### Le couvent de Hama

Lorsque notre confrère américain remonte carrement plus haut dans l'histoire, il lui arrive aussi de commettre des erreurs. Les maronites sont, sans nul doute aujourd'hui, tous arabophones et assez largement arabisés, même s'ils participent aussi de la culture occidentale. Faut-il pour autant

en faire des Arabes depuis la nuit des temps ? Il ne viendrait à l'idée de personne de dire des Maghrébins ou des Africains francophones et francisés, ou même des Antillais, qu'ils sont de souche française !

Pourquoi nier la spécificité libanaise, dont le noyau est constitué justement par ces indociles maronites avec leur incorrigible goût de l'indépendance symbolisé par leur patriarcat qui, en Orient, a toujours été le seul des prélats chrétiens à refuser l'investiture de la puissance régionale dominante ? De même, il est historiquement faux que les ennemis des



chrétiens du Levant avec les musulmans commencent avec les croisades. Au dixième siècle, l'historien musulman Massoudi rapporte lui-même que le siège du patriarcat maronite, alors près de Hama (Syrie actuelle) fut détruit par « les incursions des Arabes et les sévices du sultan (1) ».

Heureusement, il n'y a pas, dans la *Guerre de mille ans*, que des chapitres de cette veine. Toute la seconde partie du livre, dépassant des partis pris pent-être dus à une information insuffisante sur l'histoire du Liban, nous entraîne au contraire dans la farandole tantôt sanglante, tantôt seulement diplomatique qu'Israéliens, Arabes, Occidentaux et quelques autres dansent sur un pays dont les souffrances ont paru longtemps augmenter la vitalité.

Randal n'apporte pas vraiment de révélations, sauf peut-être sur les rapports entre Libanais chrétiens et Israéliens. Mais il brosse une sorte de tableau synoptique des pulsions américaines, de l'absence israélienne de scrupules et de la duplicité syrienne. Duplicité dont, à certains moments, Washington et Jérusalem paraissent se féliciter.

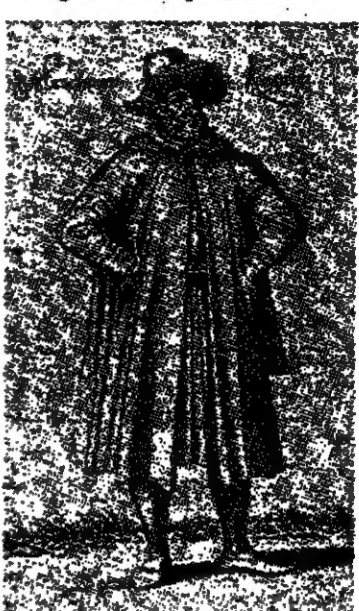
Ainsi, en janvier 1976, lorsque les Syriens « à la suite d'un accord avec Israël, arbitré par les États-Unis, expédièrent à Beyrouth des troupes de l'Armée de libération de la Palestine placées sous leur contrôle, afin de mettre fin (...) à l'insécurité sévissant dans la capitale ». Six mois plus tard, cette présence syrienne, alors approuvée par la France du président Giscard d'Estaing qui reçut chaleureusement à Paris le général Assad, devait contribuer à sauver les chrétiens qui n'étaient pas cependant, ainsi que le prouve Randal, à l'origine de l'entrée des Syriens au Liban. Cette intrusion de Damas, que beaucoup alors, notamment hors du Liban, prirent ou feignirent de prendre pour la pacifique, fut toutefois ressentie, dès 1976, par les Libanais clairvoyants comme « non pas la fin mais le début de nos épreuves ».

### Féodal et prix Lénine

La quasi-ignorance des Américains à l'égard des réalités libanaises fait peine à voir et peut certainement expliquer, outre les changements d'équipes à Washington, leurs faibles tergiversations. On sourna devant la description de l'effroi de cet émigré américain, reçu par feu Kamal Joumblat, « féodal druze, prix Lénine de la paix et capitaliste calculateur » (le seul chef libanais non chrétien ayant droit à un portrait au vitriol), et qui s'entend dire - si on en croit l'auteur, - qu'il faut « tuer douze mille maronites pour obtenir des réformes ». Randal affirme également que Kamal Joumblat, peu avant son assassinat en 1977, exprimait devant des « amis journaliers » à Beyrouth « son désir de boire du sang dans des crânes maronites ».

La thèse, qui sous-tend la fin du livre, est celle, déjà avancée en 1983 par deux correspondants des médias libanais à Paris, Antoine Basbous et Amie Laurent, dans leur livre *Une proie pour deux*

*fauves : le Liban entre le lion de Juda et le lion de Syrie (2)*, thèse qui suppose l'existence d'un accord « tacite » israélo-syrien pour le partage du Liban. Dans l'état actuel des choses, on ne peut que se ranger à la conclusion de Randal - lugubrement baptisée « épithaphe » - selon laquelle : « En une décennie, les États-Unis ont eu politiquement le champ libre au Proche-Orient, où ils n'ont pas su accomplir grand-chose, en dehors de la destruction d'un pays qui, dans sa candeur native, les prenait encore pour une super-puissance capable de régler tous les problèmes. »



Jonathan Randal, dans son *Avertissement aux lecteurs*, exprime le vœu de voir les Libanais aller plus loin que lui dans la description de la tragédie du Levant. Si l'on veut remonter à certaines sources modernes du drame, *Un rêve libanais* constitue un outil précieux. Cette anthologie des meilleurs articles écrits de 1943 à sa mort en 1972, en un lumineux français, par le journaliste et diplomate Georges Nassache (Libanais né en 1902 à Alexandrie d'Égypte), préfacée par sa fille Amal, ancienne rédactrice à *Jeune Afrique*, nous montre bien que si divers éléments étrangers ont leur part de responsabilité dans la guerre à trois engagée en 1975, « le beau désordre, la douce injustice » du Liban ont prêté le flanc, à combien d'aux interférences extérieures.

Amal Nassache écrit : « Convaincu que l'antagonisme islamochrétien est au cœur même du problème (mon père) ne pratiquait ni l'esquive ni l'exclusivité. (...) Il n'eut pas la tâche facile. Car il fallait concilier dans son discours l'affirmation entêtée de sa qualité de Libanais et la tolérance musulmane dont le rêve

unitaire arabe signifiait la négation du Liban. » On aimerait apprendre que Georges Nassache figura un jour au programme de toutes les écoles libanaises.

La philosophie de Georges Corm n'est sans doute pas très différente de celle de Nassache. Né en 1940, également à Alexandrie, également maronite, Corm enseigne aujourd'hui les sciences politiques à l'université libanaise de Beyrouth tout en séjournant fréquemment en France.

### Les pachas damascènes

Il avait déjà contribué au remarquable numéro spécial d'*Esprit* de mai-juin 1983 sur « Le Proche-Orient dans la guerre ». Dans la même revue, il nous donne maintenant, sur « La question libanaise », l'une des plus vigoureuses synthèses sans doute jamais écrites.

Il y fait justice de la thèse syrienne de l'existence, avant le mandat français, d'un État libanais puisqu'il existait déjà au début du... seizième siècle. Il y note, en revanche, la fâcheuse tendance des Libanais, sous les Ottomans, à recourir à l'aide des pachas damascènes ou palestiniens pour régler leurs affaires internes, travers qui n'a fait qu'empirer. Il y dévoile que les drames du milieu du siècle dernier, sans négliger le rôle des appétits étrangers, furent aussi dus à la volonté maronite de briser une féodalité druze qui a encore les reins solides.

En revanche, Corm souligne que la féodalité maronite a disparu de longue date, sauf à Zghorta où l'ancien président François est « le dernier des grands feudaux maronites ». Aux yeux de l'universitaire, « l'alliance mouvementée entre la plus grande famille féodale du Mont-Liban, celle des Joumblat, les mouvements armés palestiniens et la Syrie en vue de réduire les prétendus privilèges maronites dans la gestion du Liban », est encore une réponse aux luttes du dix-neuvième siècle entre chrétiens et druzes.

Malgré l'apathie occidentale présente, Corm pense qu'une solution de la crise libanaise exige une stabilisation régionale garantie par les grandes puissances, tout comme cela avait été le cas au siècle passé. Si telle est vraiment la solution pour que revive le seul État qui a toujours porté haut en Orient le drapeau de la convivance et du progrès, on ne peut que se demander pourquoi les dites grandes puissances n'ont pas pris pour de bon le taureau par les cornes. La réponse est peut-être dans la formidable impuissance américaine décrite par Randal.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

\* Jonathan Randal, *La Guerre de mille ans*, Grasset, 324 p.  
\* Georges Nassache, *Un rêve libanais* (1943-1972), F.M.A. Beyrouth.  
Diffusion Distances, Paris, 271 p.  
\* Georges Corm, « La question libanaise », in *Esprit*, janvier 1984, pp. 129-150.

## HUMIDITÉ GRIMPANTE: LE REMÈDE DÉFINITIF EXISTE.

Finie l'humidité grimpante. Fini le salpêtre. Après 30 ans de résultats en Angleterre, Murprotec vient au secours de vos murs.

- Simple : Des tubes de céramique introduits dans vos murs boivent intégralement l'humidité grimpante qui monte du sol et vous préservent du salpêtre pendant 30 ans au moins.

- Indispensable : Cet équipement vous aide à garantir la valeur de votre maison.

- Pratique : C'est une installation qui ne nécessite pas de travaux importants.

- Efficace : C'est LA solution d'assainissement DÉFINITIVE.

- Sans surprise : Murprotec vous propose un diagnostic et un devis gratuits sur simple demande.



L'EFFET DE CE PRODUIT EST GARANTI 30 ANS.

TEST GRATUIT Mesure le degré d'humidité de votre maison.

Bon pour une documentation gratuite. Je désire recevoir gratuitement et sans aucun engagement une documentation complète sur le procédé MURPROTEC.

Nom (majuscules) \_\_\_\_\_ Adresse complète \_\_\_\_\_

N° du département de la maison concernée par le problème d'humidité.

Retourer ce bon à : Murprotec, 75-77, rue de Valenciennes 75014 Paris.

MURPROTEC Bureaux à Paris, Arles, Rennes, Agde.

MURPROTEC Anti-salpêtre. 30 ans de garantie.

Brochure explicative gratuite.

## INNOCENT OUBLIÉ DEPUIS 2 ANS dans sa prison italienne VANNI MULINARIS

est entré aujourd'hui dans son 17<sup>e</sup> jour de grève de la faim.

Aidez-nous à le soutenir, et participez à notre effort

FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME

27, Rue Jean-Dolent, 75014 PARIS

Tél. : 331-94-95 - CCP 7676 Z

## EVERYWARE... du micro au mini 21 mips la plus large gamme d'ordinateurs 32 bits

PERKIN-ELMER

DEVEZ PARTENAIRE DE PERKIN-ELMER AVEC LE MINI-ORDINATEUR 3205 + UNIX™

Pour recevoir les informations sur le plan de partenariat, retournez ce coupon avec votre carte de visite à :

PERKIN-ELMER S.A. Division Data Systems Square Franklin, B.P. 65 - 78391 Bois d'Arcy cedex - Tél. : (3) 480.61.32

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES sur film ou sur papier photo Ilford Cibachrome

ETRAVE 38, AV. DAUMESNIL PARIS 126 ☎ 347.21.32

Le Monde  
dossiers et documents

LA SANTÉ  
DANS LE  
TIERS-MONDE

LE CONSTAT - LES POLITIQUES NATIONALES  
DE SANTÉ - L'ASSISTANCE ET LA COOPÉRATION - SANTÉ ET DÉVELOPPEMENT

FÉVRIER 1984

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 10 F



# France

## L'entourage de M. Chirac : Un « shadow-cabinet » en fonction

Décrire l'entourage de M. Jacques Chirac, c'est à l'usage d'une vaste palette de nuances. Parler de ses collaborateurs, c'est à l'usage d'un certain ordre qui pousse à l'obéissance à la règle de la compétence, à la règle de la préséance. De même qu'autour du président du RPR, s'est formée une « galaxie » de groupes politiques divers (le Monde du 8 novembre 1983), de même parmi les personnes qui gravitent autour de lui un dispositif original s'est peu à peu mis en place. Celui-ci ne relève d'aucune géométrie reconnue. Il ne s'agit pas plus de cercles concentriques que de liaisons dites verticales ou de relations horizontales selon la terminologie en usage pour l'établissement d'organigrammes.

Entré en politique en 1967 après le cursus classique — Sciences-Po, ENA, Cour des comptes, — le maire de Paris a parcouru en moins de deux décennies tous les secteurs de la vie publique. Si dans cette activité multiple on se fait bien connaître, on y rencontre aussi beaucoup de monde et l'on y glane des sympathies, des amitiés et des dévouements. Dans les cabinets ministériels, on comme ministre, puis comme premier ministre, au Palais-Bourbon ou à la présidence du conseil général de la Corrèze jusqu'en 1977, à la présidence du RPR comme à la mairie de Paris, M. Chirac a eu maintes occasions de puiser dans des viviers variés et fournis et de mettre à l'épreuve bien des talents. Toutefois, la cohabitation de personnalités aux caractères parfois tranchés, aux tempéraments parfois opposés, aux susceptibilités souvent à vif, n'est pas toujours allée sans heurts.

Dans les années 76-78, après le lancement du RPR, des rivalités se sont fait jour dans l'entourage de M. Chirac, entre politiques et techniciens, entre consultants et conseillers, entre confidents et inspirateurs. Bien des psychodrames se sont produits qui se sont soldés par des démissions, comme celles de MM. Jérôme Monod, secrétaire général du mouvement, Yves Guéna, conseiller politique, ou par des éloignements volontaires et discrets comme celui de M. Charles Pasqua et enfin par des séparations, comme celles de M<sup>me</sup> Marie-France Garaud et de M. Pierre Juillet en juin 1979. M. Jacques Chirac, jusqu'alors entraîné dans le tourbillon incessant des campagnes électorales, a pris conscience du handicap que représentait pour lui l'importance excessive de deux conseillers ombreux et exclusifs, ce qui pouvait donner à croire qu'il était « placé sous influence ». La crise de confiance entre le président du RPR et M<sup>me</sup> Garaud et M. Juillet, qui était née au moment de l'appel de Cochin en décembre 1978, qui s'est prolongée avec l'invention saugrenue du « tourniquet » pour l'élection européenne de 1979, a trouvé son épilogue à la veille même de celle-ci.

### Une sorte de réseau

Depuis lors, M. Chirac a complètement modifié ses relations avec son entourage. Les rapports de M. Chirac avec ses conseillers obéissent donc à des règles complexes, non formulées, et dont lui seul possède en définitive le mode d'emploi. Beaucoup de ses « collaborateurs » ne se connaissent pas, n'ont pas de relations entre eux. Il arrive même que, se rencontrant dans la vie professionnelle ou mondaine, ils ignorent qu'ils servent en réalité le même homme. Ceux qui constituent cette sorte de réseau agissent donc dans la discrétion la plus absolue, pour ne pas dire dans le secret, et leurs compétences sont requises en cas de besoin.

Un certain nombre de hauts fonctionnaires, de membres des

grands corps de l'Etat, inspection des finances, Cour des comptes et surtout Conseil d'Etat, consacrent ainsi leurs loisirs à rédiger des notes qui serviront à l'information personnelle du maire de Paris ou des mémoires dont ils trouveront à l'occasion des idées ou même des paragraphes entiers reproduits dans les discours prononcés par leur destinataire. Dans la haute administration des ministères, un certain nombre de fonctionnaires qui servent — loyalement — le pouvoir en place dans la journée se dévouent, le soir venu, au leader de l'opposition. Cette pratique est d'ailleurs une constante de la haute fonction publique — les agents de l'Etat ne sont-ils pas aussi des citoyens — dont la gauche, lorsqu'elle était l'opposition, a largement usé ! Les recettes de préparation de l'alternance sont décidément immuables puisqu'elles sont maintenant bien éprouvées ! On constate aujourd'hui que des fonctionnaires qui avaient, après 1981, apporté leur savoir à M. Raymond Barre, effectuent un retour sensible vers M. Chirac.

Le maire de Paris trouve également des dévouements au sein de l'encadrement des entreprises nationalisées par la nouvelle majorité. De même, le milieu des grandes affaires privées — hormis la direction officielle du CNPF — n'hésite plus à coopérer avec lui.

### Une troïka

Mais s'il n'existe plus auprès de M. Chirac de « cabinet noir », quelques personnalités sont cependant plus écoutées que d'autres, bénéficiant d'une confiance plus totale, exprimant des vues plus synthétiques que d'autres. Une sorte de « troïka » informelle s'est constituée.

Ainsi, M. Edouard Balladur, ancien élève de l'ENA, maître de requêtes au Conseil d'Etat, qui fut depuis 1966 un proche collaborateur de Georges Pompidou à l'hôtel Matignon avant de devenir secrétaire général de l'Elysée pendant son septennat inachevé, fut pendant toute cette période en relation constante avec celui que l'on présentait comme « le poulain » de l'ancien chef de l'Etat. Aussi aimable et souriant qu'il est discret et persuasif, M. Balladur serait, dit-on, l'inspirateur de la politique sociale de Georges Pompidou lors des accords de Grenelle de 1968, mais aussi l'auteur de l'immensement et de la mensuration. Ses compétences se sont depuis élargies. Ainsi ne serait-il pas étranger à l'évolution de M. Chirac en faveur de thèses plus européennes que celles défendues par le RPR en 1979. De même son affirmation d'une possible cohabitation entre l'actuel chef de l'Etat et une majorité parlementaire opposée (le Monde du 16 septembre 1983) semble-t-elle avoir convaincu le maire de Paris. Plus généralement, M. Balladur ne répute pas à donner son avis sur les problèmes généraux de stratégie politique.

Tout aussi discrets mais tout autant écoutés, deux « copains » de M. Chirac, comme lui anciens élèves de l'ENA et qui furent à des époques différentes également directeurs de son cabinet. M. Jacques Friedmann, condisciple de M. Chirac au lycée Carnot puis à l'ENA est l'ami d'enfance toujours fidèle. Inspecteur général des finances, il fut son directeur de cabinet de 1969 à 1971 au secrétariat d'Etat aux finances et au ministère des relations avec le Parlement avant de devenir chargé de mission auprès de lui à l'hôtel Matignon en 1974, où son rôle de conseiller intime et politique, d'inspirateur autant que de confident, s'est poursuivi lorsqu'il est devenu — jusqu'en mai 1982 — président directeur général du groupe d'Etat, la Compagnie gé-

nérale maritime et financière (l'ancienne « Transat »).

L'autre ami, M. Jérôme Monod, de deux ans plus âgé que M. Chirac, appartient lui aussi à la Cour des comptes, et il a été son directeur de cabinet à l'hôtel Matignon en 1975. Auparavant, il avait appartenu à divers cabinets ministériels et s'était passionné pour les problèmes d'aménagement du territoire et d'action régionale — en étant notamment délégué à la DATAR. Depuis 1980, il est président de la Compagnie lyonnaise des eaux. Mais avant de « pantoufler » ainsi à la tête d'une importante affaire privée, M. Jérôme Monod a fait une incursion profonde dans le monde politique. Celui dont M. Robert Poujade, premier ministre français de l'en-

M. Jacques Chirac et, aujourd'hui, ils se retrouvent parmi les plus dévoués et les plus constants « consultants » du maire de Paris.

A ces « vieux amis » de l'ère pompidolienne, il convient d'ajouter un des plus proches collaborateurs du maire de Paris, M. Denis Baudouin, qui, depuis 1977, exerce les fonctions de directeur général de l'information et des relations extérieures de la Ville de Paris. Lui aussi fut de l'équipe Pompidou à l'Elysée comme chef du service de presse. Son sens du contact, sa disponibilité, sa compréhension et son don de la nuance firent alors merveille auprès des journalistes. En revanche, cet ancien secrétaire général adjoint du Centre démocrate, cet ancien collaborateur de Jacques

puis directeur général de la police nationale et, enfin, directeur général de l'administration, il a rejoint le maire de Paris en 1982. Sa connaissance approfondie de l'administration et de la police, les relations nombreuses qu'il y a nouées, lui ont acquis une réputation flatteuse — ou inquiétante — jusque dans les milieux de la majorité politique qu'il juge, naturellement, tout à fait infondée. Autour de lui, une équipe de hauts fonctionnaires qui se sont, au fil de leur carrière, frottés à la politique constituent une sorte de collige d'experts comme MM. Jean Colonna, spécialiste des sciences électorales, ou Camille Cabana, tuteur des quarante mille fonctionnaires parisiens.

Chargés davantage de la politique parisienne et des relations avec les diverses formations, deux élus à la fidélité éprouvée : M. Jean Tibéri, député et maire du cinquième arrondissement (dont M. Jacques Chirac est aussi l'élus) et premier adjoint au maire de Paris avec une mission générale de coordination, et M. Roger Romani, questeur de la Ville, président du groupe chiracien de Paris et sénateur de la capitale. Ce tandem forme pour le maire un fiable système d'alerte pour tout ce qui se passe dans le monde politique municipal et constitue aussi ce que l'on appelle son « antenne corse ».

Une place à part doit être faite à M. Alain Juppé, élu du dix-huitième arrondissement en 1983, deuxième adjoint au maire, chargé des affaires budgétaires et financières de Paris. Cet inspecteur des finances de trente-neuf ans, ancien élève de Normal-Sup et de l'ENA, agrégé de lettres classiques, a attaché son sort à celui de M. Chirac depuis 1976. Il s'est fait de l'économie une spécialité reconnue qui lui vaut d'être l'expert auprès du président du RPR. Mais en animant, auprès de M. Michel Aurillac, conseiller d'Etat et ancien député de l'Indre, le « Club 89 », il participe aussi à la propagation du « chiracisme » dans les cercles dirigeants de l'administration et des entreprises tout en y recrutant maints concours bénévoles.

Les deux dirigeants du Club veulent tirer de ce « laboratoire d'idées » des propositions mieux élaborées dont s'inspire M. Chirac, comme ce fut le cas pour les « dénationalisations » ou pour la fiscalité. Là aussi se prépare l'alternance.

### Les nouveaux compagnons

Il est souvent malaisé et toujours artificiel d'attribuer à ces conseillers des domaines d'action propres et bien délimités, car M. Chirac utilise leurs apports tantôt au niveau parisien, tantôt pour son action parisienne, tantôt pour ses interventions nationales sans qu'il y ait forcément entre celles-ci de frontières étanches.

Certains cependant sont davantage en prise directe sur le RPR. C'est le cas naturellement de M. Bernard Pons — lui aussi un ancien de l'équipe Pompidou, — qui occupe le poste de secrétaire général du mouvement depuis 1979. Tour à tour porte-parole du RPR ou de son président, M. Pons a été chargé de maintenir la cohésion du parti à travers les secousses qu'il a connues : les élections européennes de 1979 et les consultations présidentielle et législative de 1981. Toujours optimiste et dynamique en public, M. Pons ne cache cependant à M. Chirac aucune des difficultés que rencontre le RPR. Cependant, le président se décharge sur lui davantage que par le passé du règlement des affaires courantes. Il est aidé en cela non seulement par l'appareil du mouvement tout entier, dont l'état-major parisien a été renforcé par des permanents,

### Un portrait du RPR

Le RPR est le sujet unique choisi par la revue Pouvoirs pour son premier numéro de 1984. Les animateurs de cette publication consacrée aux études constitutionnelles et politiques, M. Olivier Dubanel et Hugues Portelli, écrivent dans leur préface à propos du parti de M. Jacques Chirac : « Tout paraît en place pour la reconquête du pouvoir. Aux seules réserves [...] du jeu des autres, des évolutions politiques et de l'imprévu historique. » De nombreuses études décrivent dans le détail les transformations du mouvement gaulliste. Ainsi, M. Jean Charlot montre comment M. Chirac, après s'être défendu de vouloir imiter la gauche, a été conduit, notamment sous la pression de l'opinion et des militants, à présenter un programme alternatif de plus en plus précis. Ce mouvement « façonné par un homme » sur la base de quelques grands principes posés par de Gaulle est devenu, au fil du renouvellement des générations, « le parti d'un homme », M. Jacques Chirac, dont le « charisme » a opéré sur des foules à la sociologie multiple. Si l'on peut se demander qui de l'UDF ou du RPR est à la droite de qui, on peut également constater un recrutement plus populaire chez les « néogaullistes » et l'évolution vers une plus grande homogénéité de l'électorat de l'ensemble de l'opposition. Cette publication constitue ainsi une contribution à l'esquisse toujours inachevée d'un portrait du RPR.

A. P.  
\* Pouvoirs n° 28 Presses universitaires de France, 12, rue Jean de Beauvais, 75005 Paris.

mais plus particulièrement par M. Jacques Chirac, ancien préfet de région. Bon connaisseur de la carte politique du pays, il est depuis 1981 secrétaire national chargé des élections.

M. Kosciuszko-Morizet, ancien ambassadeur de France à Washington, est aujourd'hui un conseiller diplomatique plein d'entregent. Reste M. Charles Pasqua, qui a été dénoncé comme le mauvais génie responsable de tous les « coups » attribués au RPR et aux gaullistes en général. M. Charles Pasqua — qui dispose de ses propres réseaux et qui affirme « n'être pas aux ordres » de M. Chirac — semble aujourd'hui se contenter du fauteuil honorable de président du groupe RPR du Sénat qu'il occupe depuis 1981. L'organisateur des vastes campagnes de propagande, des grands meetings populaires, l'inventeur roué de quelques savantes opérations d'« intox », semble se consacrer à un seul objectif : faire du groupe RPR du Sénat après le renouvellement de 1986 le plus important de la majorité de la Haute Assemblée. C'est-à-dire de l'opposition nationale. Déjà au renouvellement de 1983, ses succès avec la conquête de douze sièges (soit cinquante-huit sénateurs au total) ont fortement impressionné M. Chirac puisque les gaullistes, depuis leur origine, n'ont jamais eu autant de sénateurs. Sa fidélité à M. Chirac est restée intacte malgré toutes les tempêtes qu'a traversées le RPR, et au prix de quelques sacrifices volontaires, il a su demeurer parmi les proches du maire de Paris. Mais autant son action était naguère voyante, autant elle se fait aujourd'hui discrète et affecte la modestie. Les deux hommes se sont cependant donné suffisamment de gages de confiance réciproque pour que l'on puisse être certain que leurs liens demeurent étroits.

Si l'on ajoute à cela les multiples contacts que prend M. Chirac dans les milieux les plus divers et les repas qu'il offre tous les mois aux jeunes maires et députés de son mouvement, on mesure mieux la multiplicité de ses relais.

Tel est le « shadow-cabinet » que s'est constitué l'ancien candidat à la présidence de la République, mais qui avant de sortir de l'ombre fonctionne déjà comme une machine complexe et autonome.

ANDRÉ PASSERON.



HONORE.

virouement, a pu dire : « Il est le plus puissant et le plus compétent de tous les ministres », a été en effet apprécié pour son caractère volontaire mais un peu secret, pragmatique mais un peu froid, aimable mais un peu méfiant. Ses qualités d'organisateur efficace, son dévouement lucide et sa totale franchise décidèrent M. Chirac à le nommer, en décembre 1976, secrétaire général du parti qu'il vient de fonder, le RPR. Il met sur pied... au dix-septième étage de la tour Montparnasse le nouveau rassemblement chiracien, avec une rigueur et une efficacité jusqu'alors inconnues dans le monde politique. Ce « technocrate » se prend même au jeu des meetings publics, des longues discussions avec les militants, des querelles de sections et des investitures de candidats. Cependant, il refuse de brigner les mandats qu'on lui propose et, lassé des vains combats d'influence contre les conseillers occultes, il quitte le RPR après les élections législatives de mars 1978 en compagnie de quelques autres, dont M<sup>me</sup> Anne-Marie Dupuy, ancien directeur de cabinet de Georges Pompidou, aujourd'hui conseiller d'Etat et maire de Cannes. Mais pour l'un comme pour l'autre, ce départ est surtout motivé par le respect et l'amitié qu'ils portent à

### Les experts de la mairie

A un degré différent, mais sûrement à un rôle plus important que celui attaché à son titre officiel de directeur du cabinet du maire de Paris, se situe M. Robert Pandraud. Cet ancien élève de l'ENA, qui a fait toute sa carrière au ministère de l'Intérieur, a été, de mars à mai 1974, le directeur adjoint du cabinet de l'éphémère ministre de l'Intérieur qui fut alors M. Chirac avant la mort de Georges Pompidou. Devenu ensuite directeur du cabinet de M. Poniatowski place Beauvau,







# Maitrise de l'Énergie

LETTRE MENSUELLE DE L'AGENCE FRANÇAISE POUR LA MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE

FÉVRIER 1984 - NUMÉRO 9

Maitrise de l'énergie est réalisée sous la responsabilité de l'AFME. Elle est publiée, chaque mois, sur quatre pages achetées au journal Le Monde.

## Un nouveau consensus municipal ?

Il y a vingt ans, une nouvelle conception de la gestion municipale et de la responsabilité des élus prenait corps, portée notamment par les GAM (Groupes d'action municipale). Cette conception, fondée sur des principes d'efficacité, de transparence, d'action contractuelle, après avoir connu un très large succès, ne paraît plus trouver de terrains concrets d'application. Aujourd'hui la grande période de mise en œuvre des infrastructures collectives est dépassée et les nouveaux développements envisagés (informatique, réseaux câblés...), très lourds pour les budgets municipaux, ne peuvent progresser que lentement, sans grand impact économique local et finalement sans grande mobilisation des populations concernées. Comme le montrent les expériences menées à Blois, Conflans-Sainte-Honorine et Meaux, il n'en est pas de même de la maîtrise de l'énergie. Contrairement aux investissements sociaux habituels, celle-ci ne se traduit pas seulement par une consolidation des patrimoines et une amélioration du confort, mais également par des rentrées monétaires très rapides résultant de la réduction des charges de chauffage (rappelons que celles-ci ont augmenté de 15% en 1982 !). De plus, s'agissant d'une activité de second œuvre, elle a un impact immédiat sur l'emploi local, notamment dans l'artisanat. Il s'agit donc d'une politique économique municipale adaptée aux temps de crise.

### Une forme d'intervention à inventer

Ce qui fait son originalité, c'est cette convergence évidente entre l'intérêt individuel immédiat et l'intérêt général. En isolant son logement, en réglant son chauffage, chacun a conscience d'apporter sa pierre à l'édifice de la politique énergétique nationale. La maîtrise de l'énergie peut être une réponse collective à la crise. Encore faut-il l'organiser. Contrairement aux pays anglo-saxons, la France n'est pas un pays familier des mobilisations intenses autour d'initiatives locales. Aux révolutions « minuscules », on y préfère les

grands chambardements... ou le statu quo. Lorsque, en septembre 1982, l'AFME propose aux trois municipalités de Blois, Conflans-Sainte-Honorine et Meaux de s'engager dans des campagnes systématiques d'économies d'énergie, elle n'hésite pas à les mettre en garde contre les possibilités d'échec... à quatre mois des élections municipales ! Le dispositif doit se dérouler en trois phases : 1<sup>re</sup> phase : Thermographie systématique des bâtiments de la ville. Aérienne et au sol, elle permet d'identifier au dixième de degré près toutes les « fuites » de chaleur qui se produisent pendant une nuit froide d'hiver. Ces photos thermographiques seront ensuite présentées et expliquées une à une aux habitants des logements concernés. 2<sup>e</sup> phase : Une fois les fuites identifiées, il faut rechercher les causes et les moyens de les réduire. L'AFME lance dans les rues de chaque ville une cinquantaine d'ingénieurs thermiciens qui, de maison en maison, réalisent l'expertise des bâtiments et proposent à chaque occupant les solutions les plus efficaces et les plus rentables. La population est informée qu'il s'agit là d'une prestation sérieuse (600 francs par logement), dénuée de toute préoccupation commerciale et offerte par un service public. 3<sup>e</sup> phase : La réalisation de travaux. L'AFME n'apporte aucune aide financière particulière, mais propose une série de garanties. Un contrat-cadre est passé avec tous les artisans et entrepreneurs de la ville qui s'engagent à respecter des prix conventionnés pour les opérations les plus courantes et garantissent la qualité des travaux. De plus, l'AFME prend pour le compte des habitants une assurance complémentaire sur les performances des travaux réalisés. Ainsi décrite, l'opération ne paraît pas poser de gros problèmes. Elle est techniquement réalisable, économiquement rentable, politiquement souhaitée. La question qui reste en suspens et que seule l'expérience peut éclairer est de savoir si elle est socialement réalisable. La thermographie va-t-elle apparaître comme une aide décisive et démonstrative aux consommateurs d'énergie ou

comme un viol de la vie privée ? Les gens ouvriront-ils leurs portes à ces ingénieurs venus d'ailleurs ? Une fois en possession des rapports d'experts sur leurs logements, les Bloisais, Meldois et Conflanais arriveront-ils à surmonter leur méfiance vis-à-vis des artisans, leurs craintes du banquier, pour passer aux actes et réaliser les travaux recommandés ? Six mois après la fin des expertises, la réussite des trois opérations est indiscutable. Les Conflanais ont effectué ou commandé 40 millions de francs de travaux de maîtrise de l'énergie et 10 à 15 millions de francs de travaux supplémentaires sont envisagés pour le printemps prochain, soit près de 5 000 francs de travaux par ménage. On peut évaluer à 4 600 tep/an les économies d'énergie réalisées, soit une réduction de la facture énergétique de l'ordre de 8 millions de francs par an pour l'ensemble des Conflanais (800 francs par ménage). La municipalité elle-même a réalisé l'un des plus gros programmes d'économies d'énergie engagés sur les bâtiments communaux en France. Sur Blois et Meaux, on ne dispose pas encore des résultats complets. Les résultats chiffrés ne sont pas les seuls à nous intéresser. En quittant Conflans-Sainte-Honorine, Meaux et Blois, l'AFME laissera derrière elle une population mobilisée, des pro-

fessionnels formés, qualifiés et organisés, une administration locale totalement impliquée dans une opération qui déborde très largement le cadre habituel des bâtiments municipaux.

### Sur des bases contractuelles

L'opération n'aura été possible que grâce à l'action convergente de toutes les formes d'organisation locale (associations, union des artisans, organisations professionnelles, centres de formation et d'enseignement...). La plupart se sont, en effet, regroupés autour du projet de l'AFME sur des bases contractuelles : — contrat avec les artisans sur la qualité et le prix des prestations ; — contrat avec les banques locales pour qu'elles offrent aux Conflanais des formules de prêt claires et avantageuses ; — contrat avec la mairie pour la réalisation des travaux sur les bâtiments municipaux et sur la responsabilité de l'opération globale ; — contrat avec les Conflanais, les Meldois, les Bloisais qui, en accueillant les experts, en faisant du centre d'information de l'AFME un pôle d'animation de leur ville, en réalisant des travaux importants, ont, à l'évidence, signifié leur adhésion à ce projet.

## L'INVITÉ DE « MAÎTRISE » ÉNERGIE ET CROISSANCE

par Jean-Marie Rausch, sénateur-maire de Metz, président de la région Lorraine

Le Fonds spécial des grands travaux s'inscrit dans la logique d'une politique dont l'objet est d'assurer, tout à la fois, l'indépendance énergétique de la France et de favoriser le redémarrage des secteurs d'activités fortement affectés par les chocs pétroliers de 1973 et 1978. Si, toutes proportions gardées, une telle expérience n'est pas sans rappeler dans son principe la politique menée par F.D. Roosevelt aux États-Unis en 1932, je vois néanmoins dans celle-ci deux aspects distincts. L'aspect conjoncturel qui s'inscrit dans la préoccupation légitime du gouvernement de limiter — tant bien que mal — l'accroissement du chômage, et un aspect énergétique en tant que tel. Toutefois, il importe pour les responsables locaux et régionaux de veiller à ce que le ballon d'oxygène que doit constituer ce fonds, pour des secteurs tels que le bâtiment et les travaux publics, ne se solde, en réalité, par un désengagement de l'État. Le risque est grand de voir demain l'État demander plus d'argent aux collectivités territoriales qu'il n'en restitue, sous forme de crédits, aux régions et aux départements. C'est la raison pour laquelle la ville de Metz s'est engagée depuis quelques années déjà dans une politique tendant à réaliser une économie d'environ 2 000 tonnes équivalent pétrole (tep) sur une consommation annuelle de près de 12 000 tep.

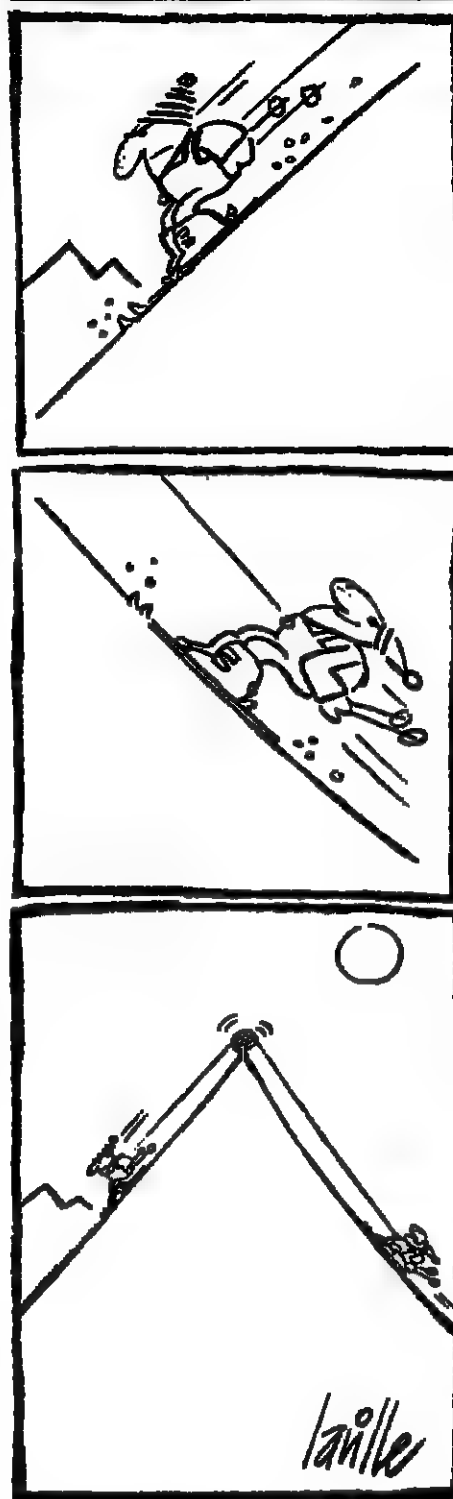
Pour avoir connu dans les années 1960 un mode d'urbanisation fondé sur l'abondance énergétique, il convenait que la redéfinition de nos objectifs s'accompagne d'une réflexion sur l'évolution des besoins de la population en matière de qualité de vie. Dès lors, notre politique énergétique devait prendre en considération quatre aspects essentiels : revitaliser et

réhabiliter le centre ville et les quartiers anciens ; limiter la pénétration automobile, promouvoir les transports collectifs et développer les espaces piétonniers ; organiser le développement périphérique ; préserver et mettre en valeur les espaces naturels. Aujourd'hui, se promener à travers et autour de la ville est chose naturelle pour les Messins. Les déplacements motorisés sont moindres. C'est une autre manière d'économiser de l'énergie. En outre, une meilleure intégration habitat-emploi au centre ville préserve la possibilité d'un rapprochement des ménages de leur lieu de travail.

### A pied dans la ville

Enfin, la politique d'intégration de l'urbanisme et des transports en commun permet d'éviter l'usage intensif de la voiture particulière. Si la ville de Metz est pionnière en matière d'économies d'énergie, elle l'est avant tout par le fait que les préoccupations énergétiques ont été présentes tout au long de la définition et de la mise en œuvre de notre politique d'urbanisme. Le cadre général de cette politique est complété par d'autres mesures plus spécifiques, telles que l'adaptation des apports thermiques aux besoins réels des consommateurs et la mise en œuvre d'une politique de régulation des installations. Enfin, nombre d'actions connexes favorisant la récupération de chaleur et l'utilisation d'énergies nouvelles ont été mises en place. De même, nous avons su tirer parti des énergies régionales. Je pense tout particulièrement au charbon. Ainsi les résultats des Houillères du bassin de Lorraine, en 1981 et en 1982, ont permis à l'usine d'électricité de Metz de dégrèver la facture adressée aux Messins de 2% à 3%.

## LES HAUTS ET LES BAS DE L'ÉNERGIE



Depuis lors, les objectifs de production arrêtés par le gouvernement sont à la baisse à un point tel que certains vont jusqu'à envisager pour l'avenir une production de 8,5 millions de tonnes par an pour la Lorraine. Un tel projet — s'il était confirmé par les pouvoirs publics — serait inacceptable et inexcusable. Inacceptable, parce que, s'il est vrai que les structures financières des Houillères de Lorraine se sont détériorées, il n'en demeure pas moins que les HBL restent le bassin français le plus performant, avec un prix de revient du charbon qui se situe très en deçà du surcoût fixé pour la préférence nationale donnée à ce combustible. Inexcusable, car la Lorraine a acquis une tradition technique et un savoir-faire qui, liés aux réserves existantes, permettent de pérenniser l'exploitation largement au-delà de l'an 2000, avec des garanties de qualité sans pareil sur le territoire français. Le charbon constitue un des aspects essentiels de la politique régionale de l'énergie. Les collectivités locales le savent bien. C'est la raison pour laquelle il est urgent que le gouvernement décide d'une politique d'avenir pour les charbonnages. Pour ce faire, cinq priorités doivent être retenues. En premier lieu, il faut définir une politique cohérente de consommation. A cet effet, et sans vouloir fermer nos frontières aux importations de charbon étranger — car il n'est pas de l'intérêt de la France de s'engager

(suite page 2)

## EDITORIAL

### Conjonction d'intérêts

Bien souvent l'intérêt national, s'il n'est pas contesté, est ressenti comme lointain par le simple citoyen qui ne se sent pas réellement concerné. Rien de tel pour des opérations du type Fonds spécial des grands travaux. Au contraire, les améliorations thermiques apportées dans les logements se traduisent par une diminution des charges et une augmentation du confort directement perceptibles. Les économies réalisées par les municipalités, ou les centres de vacances ou de loisirs sur le poste énergie des budgets de fonctionnement ouvrent des possibilités nouvelles d'investissements ou de création d'activités. C'est vrai aussi dans l'entreprise, où la compression de ce poste — un des rares qui peuvent l'être — se traduit notamment par une amélioration de la compétitivité et des conditions de travail. Partout donc, de l'habitat au lieu de travail, de l'école au centre de

soins, des équipements sociaux aux équipements de loisirs... il y a conjonction entre l'intérêt des particuliers, celui de la collectivité immédiate, celui de la collectivité nationale. Sans compter que, tant au plan social qu'économique, les multiples chantiers ainsi ouverts induisent la création ou le maintien d'emplois diversifiés au plan local, ce qui, surtout par ces temps de chômage important, n'est évidemment pas négligeable. Or nous savons bien que les opérations qui ont le plus de chances d'être réussies sont celles où tous les acteurs trouvent leur intérêt. A chacun donc d'agir pour ce qui le concerne afin que soient constitués au plus vite les dossiers permettant de bénéficier des aides très substantielles distribuées dans le cadre du Fonds spécial des grands travaux. L'enveloppe globale est importante : deux milliards de francs, mais seulement deux milliards.

Roger-Pierre Bonneau



## Villes pilotes

Sur les bords pastels de la mouvante Saône, Mâcon — deux mille heures de soleil et 790 mm de pluie par an — bénéficie d'une opération pilote de diagnostic thermique sur l'ensemble de la cité. Nous avons rencontré Michel-Antoine Rognard, son maire.

■ Mâcon fait partie du peloton des villes qui vont profiter cette année d'une opération de diagnostic thermique. Qui a présidé à ce choix ?

M.-A. R. : Si nous avons été sollicités, c'est que, pour l'AFME, Mâcon présentait incontestablement certaines caractéristiques qui permettaient d'organiser l'opération dans de bonnes conditions. Nous n'avons pas découvert les problèmes en 1983 et voici plusieurs années que nous nous préoccupons, dans la limite de nos moyens, de payer moins pour être chauffés mieux. En 1979, nous avons mis en place un chauffage solaire pour les installations sanitaires d'un parc de sports et de loisirs. L'idée a été accueillie avec un certain scepticisme, mais aujourd'hui les résultats sont très concluants. Les douches, dotées d'un appoint, servent quasiment toute l'année.

■ Cette première expérience vous a donc incités à aller plus loin ?

M.-A. R. : Elle a contribué, dans une ville qui est peu ensoleillée d'octo-

En ce début d'année 1984, onze villes ou syndicats intercommunaux vont bénéficier, en partie ou en totalité, d'une opération pilote de rénovation thermique. Il s'agit de : Aire-sur-l'Adour (Landes), Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), Vitry (Ille-et-Vilaine), Elancourt (Yvelines), Mâcon (Saône-et-Loire), Arras (Pas-de-Calais), Douai (Nord), Roanne (Loire), Saint-Fons et Meyzieu (Rhône), Sézanne (Marne), ainsi que Mourthe et Mortagne (Meurthe-et-Moselle). Quelques évolutions ont eu lieu depuis les premières expériences de Blois, Conflans et Meaux. La plus significative se rapporte sans doute à la décentralisation du projet. Précédemment animées depuis les services centraux du siège, ces opérations seront prises en main par les délégations régionales de l'AFME, en liaison avec les villes concernées, de la façon suivante :

- Choix des bureaux d'études — près de quatre cents professionnels

(bureaux d'études, architectes, entreprises) ont répondu aux appels d'offres :

- Actions de communication pour mobiliser les populations concernées ;
- Lancement des travaux visant à économiser l'énergie faisant appel aux artisans et entreprises locales, avec le concours des dispositifs financiers nationaux et des banques.

Enfin, la collectivité locale, qui participe pour 30 % au diagnostic thermique, s'engage désormais financièrement dans ces opérations. Cette ambition de décentralisation se traduit également par l'appel à des entreprises locales, tant pour le diagnostic que pour le travail de rénovation thermique. L'AFME remplit ainsi sa fonction de formation professionnelle et de maintien de l'emploi au « pays ». La présence, désormais systématique, d'actions de formation accompagnant ces opérations en témoigne.

### LE MAIRE DE MACON

## « Un meilleur confort pour un prix réduit »

bre à mars, à faire accepter l'idée que c'était possible. Par ailleurs, nous avons déjà réalisé des diagnostics thermiques sur les bâtiments communaux ainsi que sur les écoles. Et nous avions également incité à l'installation de pompes à chaleur dont les sources froides sont des puits.

■ Aujourd'hui, en liaison avec l'AFME-Bourgogne, vous poursuivez en mettant en place une opération de rénovation thermique. Quelle va être son budget et en quoi va-t-elle consister ?

M.-A. R. : Nous avons inscrit au prévisionnel 1984 la somme d'un million de francs. Cela représente une contribution de 30 % à l'enveloppe globale. Les 70 % restants étant à charge de l'AFME.

Il y aura trois types d'interventions : la thermographie aérienne, qui est l'opération préalable au diagnostic général du parc immobilier ; le diagnostic lui-même, logement par logement ; et, parallèlement, la mise en

place d'une véritable stratégie de communication et d'information pour permettre de bien expliquer au public les enjeux et les processus. L'enveloppe communication sera grossie d'un ensemble de prestations « en nature », fournies par les services de la ville.

■ Voulez-vous nous préciser ce que sera cette information ?

M.-A. R. : Bien entendu, l'opération diagnostic ne vaudra que si elle se poursuit. Mais nous ne sommes pas là pour faire les travaux à la place des gens. Seulement pour donner une assistance technique. Après la sensibilisation, il faudra inciter à la réalisation des travaux préconisés en montrant l'impact que cela pourra avoir sur le confort des personnes, les budgets et sur l'économie locale. L'effort en matière d'économie d'énergie, c'est l'effort de tous. Pour ce faire, il y aura des publications municipales spécialisées, des spots publicitaires dans tous les ciné-

mas de la ville, une vaste campagne d'affichage. Un bus-vidéo circulera en ville et dans nos dix-sept écoles. La mairie va mettre à la disposition de l'équipe chargée du diagnostic un local style « maison de l'énergie », pour recevoir les candidats à la rénovation. Son rôle sera d'affiner les expertises, d'évoquer des solutions et de proposer des plans de financements et de travaux. Si un propriétaire décide une rénovation, les diagnostics assurent un suivi de chantier offrant au maître d'ouvrage la certitude que les travaux seront vérifiés et l'économie d'énergie bien réalisée.

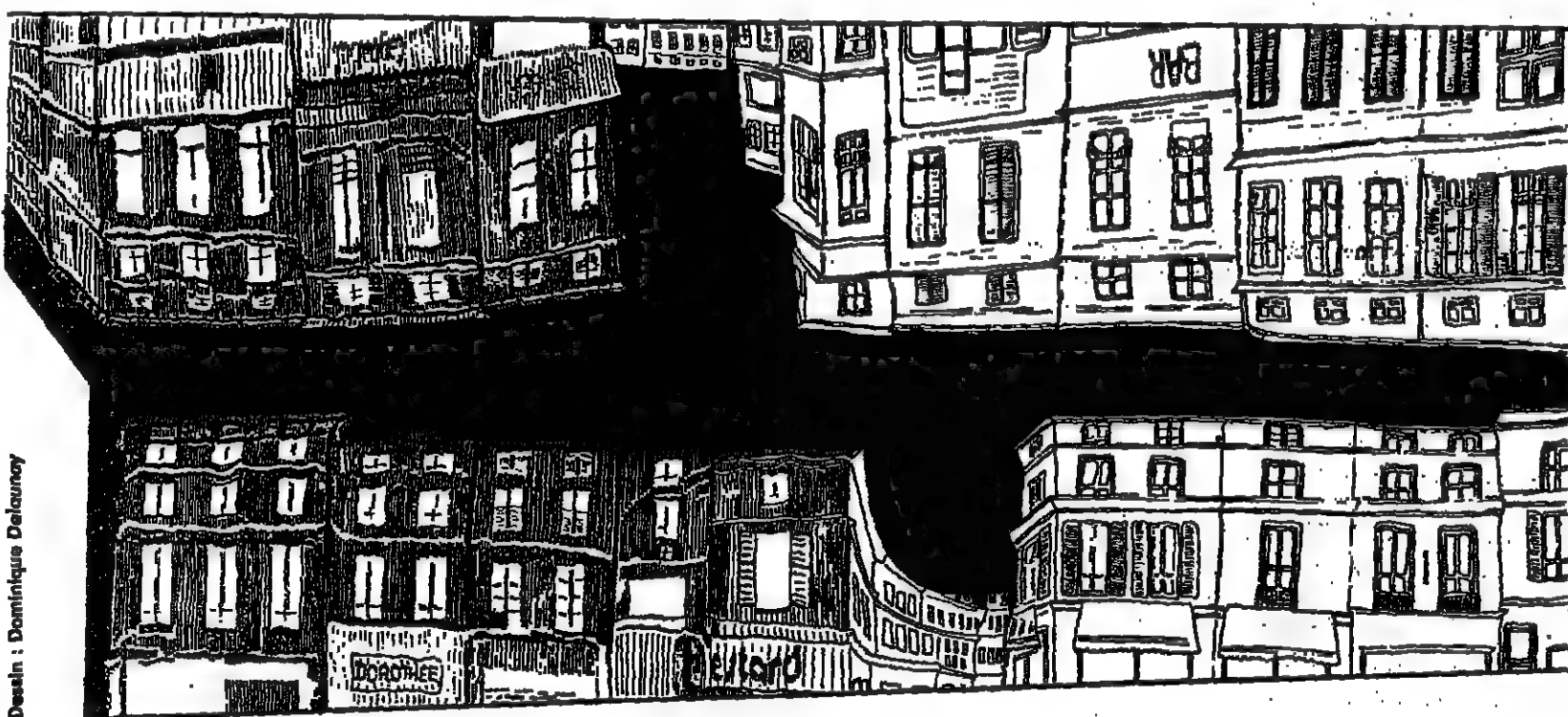
■ Une municipalité se doit sans doute de montrer l'exemple. Qu'allez-vous faire vous-mêmes ?

M.-A. R. : L'office municipal d'HLM, dont le maire est président, possède cinq mille logements qui connaissent des difficultés d'ordre thermique. Ils sont chauffés par un réseau urbain de distribution de cha-

leur de 30 km de long, à partir d'une centrale au fioul. Conçu dans les années soixante, ce réseau a des déperditions considérables. Quand il fait froid, on voit la vapeur sortir et, pendant les dernières inondations, l'eau bouillonnait au-dessus des canalisations ! Réclamations et plaintes justifiées émanent de locataires qui, dans le même immeuble, ont soit trop chaud, soit pas assez. Ce sont d'ores et déjà 17 000 Mâconnais sur 39 000 qui vont bénéficier d'une action spécifique en matière d'économies d'énergie.

Rn faisant une opération commune avec l'AFME, qui a pour mission de lutter contre le gaspillage et de réaliser des économies d'énergie pour la nation tout entière, nous partageons, au niveau de notre collectivité, son souci, tout en conservant le nôtre propre qui est d'apporter un meilleur confort pour un prix réduit.

Propos recueillis par Robert Novembre



## Blois, Conflans, Meaux : trois prototypes...

Sensibiliser tous les secteurs de la population à l'intérêt d'une politique de maîtrise de l'énergie ; démontrer le bien-fondé de l'hypothèse selon laquelle, en semblerait-il, intérêt particulier et intérêt général se rejoignent ; engranger une somme de données considérable, tant sur l'état du bâti que sur celui du matériel thermique, sur les comportements en matière de consommation d'énergie que sur la capacité des professionnels et des financiers à répondre à une volonté populaire d'investissement ; garnir les carnets de commandes et répondre aux besoins de formation dans le bâtiment...

Tels étaient quelques-uns des objectifs que se fixait l'AFME lorsque, en septembre 1982, elle proposa aux maires de Blois, Conflans-Sainte-Honorine et Meaux de faire de leurs villes des prototypes en matière de maîtrise de l'énergie. S'y mêlait un intérêt pratique plus immédiat. La décision de faire du « diagnostic thermique » l'un des axes majeurs de la politique de l'Agence ayant été prise peu de temps auparavant, ces trois opérations devaient être l'occasion de tester méthodes et entreprises. Cette énumération d'objectifs, dont certains bien qualitatifs, ne doit pas être la forêt destinée à cacher l'arbre

des résultats quantitatifs. 10 millions de francs ont été engagés dans chaque opération, soit 30 au total. Comment en apprécier la rentabilité ? En considérant ces sommes comme des subventions.

Le calcul est simple : si 10 millions de francs induisent 40 millions de francs de travaux, cela revient, pour l'Agence, à avoir subventionné lesdits travaux à hauteur de 25 %. Si la même somme n'induit que 15 millions de francs de travaux, le taux de subvention monte à 66 %.

Les premiers résultats connus sont plus proches du premier chiffre que du second : 40 millions de francs à Conflans, sans doute suivis d'une seconde tranche de 10 à 15 millions de francs au printemps prochain. A Meaux, les résultats définitifs ne sont pas encore connus mais, fin juin, 30 millions de francs de commandes fermes avaient été enregistrés par les professionnels. Les chiffres définitifs seront sans doute plus élevés, certains maîtres d'ouvrage préférant faire des travaux à l'automne plutôt qu'au printemps. Quand bien même le chiffre de 30 millions de francs s'avérerait définitif, subventionner à 33 % des investissements permettant l'économie annuelle de 1 800 tep, voilà qui n'a rien d'antiéconomique. A Blois, les opérations ont commencé plus

tard ; il est donc probable que les résultats financiers n'en seront pas connus avant le printemps prochain.

### Le rôle des professionnels...

Aurait-on pu faire mieux ? Une partie de la réponse est à chercher du côté des professionnels. A Conflans, les professionnels étaient demandeurs, aussi n'ont-ils pas hésité à prospecter activement leur clientèle après le passage des diagnostics, à faire de la publicité dans la presse locale. A Meaux, ville dont la périphérie est en pleine expansion, le bâtiment ne faisait pas trop mauvaise figure et l'intérêt pour cette opération s'en est trouvé restreint d'autant. Plusieurs entreprises ont d'ailleurs refusé de souscrire aux engagements de tarifs qu'impliquait l'association à l'action de l'Agence. Jean Lion, maire de la ville, ajoute une explication supplémentaire à ce manque d'enthousiasme : « On était en pleine période électorale, et beaucoup d'artisans ne tenaient pas à cautionner ce qu'ils avaient vite considéré comme « une opération politique de la municipalité ».

L'attitude des financiers risquait, elle aussi, de freiner les investissements. Aussi l'AFME avait-elle pris soin de conclure avec tous les établissements bancaires locaux des

accords prévoyant l'octroi de prêts conventionnés à 13,5 % à toute personne entreprenant des travaux dans le cadre de l'opération. De fait, mille part les choses ne sont allées aussi simplement. En schématisant, on peut dire que, si les banques du secteur mutualiste se sont montrées relativement coopérantes, il n'en a pas été de même des banques nationalisées : le premier secrétaire de la mairie de Meaux peut en témoigner, lui qui s'est vu refuser un prêt conventionné de 20 000 francs ! « Une seule solution, à l'avenir, commente Jean Lion, les y contraindre ! »

### ... et celui des banquiers

L'importance de ce facteur mérite toutefois d'être relativisée : la majorité des ménages qui ont entrepris des travaux ont préféré recourir à leur épargne personnelle. Peut-on, dès lors, suggérer qu'en plus du temps de retour brut, généralement présenté comme le critère d'évaluation d'un investissement d'économie d'énergie, les futurs diagnostics calculent aussi la rentabilité des opérations par rapport aux 7,5 % d'intérêt d'un livret de Caisse d'épargne ? Ce n'est pas la seule modification à apporter au diagnostic : on concevra qu'après avoir réalisé 10 000 diagnostics au total, dont près de 9 000

## ÉNERGIE ET CROISSANCE (suite)

dans la voie de l'isolationnisme —, il convient néanmoins d'adapter nos importations à la crise de la sidérurgie, crise qui diminue d'autant la consommation de coke et de charbon français.

Cette politique de consommation doit être conjuguée à une politique d'incitation. Le gouvernement devra inciter EDF à utiliser du charbon français et lorrain à chaque fois que cela s'avère possible.

En second lieu, il faut assurer sur place la consommation des produits secondaires. La construction d'une nouvelle centrale électrique associant un groupe thermique classique et une turbine à gaz d'une puissance de 720 mégawatts s'impose. Il conviendrait de même d'assurer la réalisation d'une usine de gazéification dont l'objectif serait de fournir la matière première et l'énergie nécessaires à la plate-forme de Carling et pourrait également alimenter la turbine à gaz de la centrale électrique.

### Un nouveau charbon

A ces deux axes prioritaires viennent s'ajouter la nécessaire reconstruction ou rénovation de la cokerie de Mariemont, afin de maintenir la production de coke et des actions tendant à améliorer la rentabilité de la production, ce qui nécessitera de la part des pouvoirs publics la mise en place d'un flux d'investissements conséquent. Il faut enfin promouvoir l'utilisation du charbon. En l'occurrence, l'image de marque défavorable du charbon doit être modifiée, notamment par la promotion de procédés modernes d'utilisation et de techniques anti-pollution.

La mise en place d'un Fonds spécial des grands travaux, l'imagination au sein des collectivités locales, et la valorisation des ressources énergétiques régionales constituent autant de nécessités qui doivent permettre un redémarrage de l'activité économique de la région Lorraine.

Jean-Marie Bausch  
président de la région Lorraine



# OPERATIONS

D'autres modifications, au plan technique, ont trait aux cibles visées par les villes pilotes (quartier géographique, type d'habitat). Ce n'est plus systématiquement la ville entière qui est concernée. Cette option permet d'envisager une efficacité et un rendement accrus, ainsi qu'éventuellement la prolongation de l'opération dans le temps.

Rappelons enfin les principes qui seront conservés : négociation de prix plafonnés avec les entreprises réalisant les travaux ; assurance garantissant les résultats annoncés d'économies d'énergie.

L'ensemble de ce dispositif constitue une étape dans l'expérimentation de la maîtrise de l'énergie à grande échelle, principalement en direction du secteur diffus qu'est la maison individuelle et le petit collectif. D'autres opérations devraient suivre au cours des prochaines saisons de chauffage.

Une satisfaction : l'intérêt éveillé en France, mais aussi à l'étranger.

## LA THERMOGRAPHIE INFRAROUGE

### De la Bolivie aux Yvelines

La thermographie ? Qu'est-ce que c'est ?

L'œil humain est apte à distinguer des changements de température d'une barre de fer quand celle-ci « passe au rouge », puis au « blanc ». Les changements de température associés sont considérables (plusieurs centaines de degrés). Mais l'œil humain, dans son imperfection, ne saurait apprécier une différence de température de la barre entre 20 et 25° C, par exemple.

Une caméra de thermographie infrarouge permet d'apprécier plus finement de faibles écarts de température (jusqu'à 2/10 de degré) entre -40° C et +2 000° C. Très schématiquement, on peut donner l'explication suivante.

Tous les corps émettent un rayonnement thermique. Il suffit pour s'en convaincre de placer la main à distance d'un feu (impression de chaleur) ou d'un vitrage de fenêtre en hiver (sensation de froid). Ce rayonnement, de nature électromagnétique comme les ondes radio, est fonction de la température de surface du corps émetteur. Certains cristaux semi-conducteurs excités par des ondes thermiques modifient le niveau d'agitation de leurs électrons qui créent un courant électrique. On établit ainsi une corrélation entre la température de surface du corps émetteur et le courant électrique de sortie. L'adjonction d'un système de balayage (analogue à une caméra de télévision ordinaire) permet d'obtenir des images thermiques, ou thermogrammes.

On raconte, anecdotiquement, que la précision de ces images a permis de retrouver la « tache thermique » créée par la cigarette de Che Guevara en survolant la forêt bolivienne avec un aéronef équipé d'un système de thermographie.

Historiquement les premières, les applications militaires de l'infrarouge sont bien connues. De nombreux autres secteurs d'application se sont développés : prévention du cancer du sein, détection des pollutions, recherche de personnes perdues, surveillance agricole et forestière, recherche de canalisations

enterrées, surveillance d'installations électriques.

Dans le cadre de la maîtrise de l'énergie, toute fuite de calories à travers les parois d'un bâtiment ou d'un équipement industriel (four, réservoir, tuyauterie...) provoque un échauffement vers l'extérieur et, corrélativement, un refroidissement de la face interne. La caméra infrarouge localise et identifie ainsi les zones mal isolées ou ponts thermiques. Depuis la rue, on balaye les façades avec une caméra ; par voie aérienne, on analyse les toitures. Ce double procédé a été mis en œuvre à Conflans-Sainte-Honorine grâce à la dynamique d'innovation de l'AFME. Près de 5 000 habitations ont ainsi été examinées, permettant de décrire une pathologie de l'isolation thermique. L'analyse des clichés thermographiques est délicate et reste de la compétence de professionnels afin d'éviter toute erreur d'interprétation. La thermographie est riche d'informations techniques qui orientent et complètent, sans les remplacer, le diagnostic thermique. On décèle ainsi les effondrements ou tassements du calorifugeage dans les pignons, les combles mal isolés, l'effet néfaste des boîtes à volets, l'isolation médiocre dans les angles... Cette mise en œuvre à grande échelle de la technique infrarouge a constitué, sans doute, une « première » originale.

La thermographie aérienne est économique (quelques francs par habitant) et l'AFME a reconstruit cette expérience pour un certain nombre de villes pilotes de la saison 1984. Il convient de préciser que les coûts unitaires de la thermographie au sol restent élevés (une caméra infrarouge vaut environ 500 000 francs), et les conditions météorologiques de réalisation par voie aérienne sont contraignantes (pluie, vent, température...). En tout état de cause, cette technique constitue un outil de communication et de sensibilisation grand public puissant et efficace. Elle participe, comme d'autres, aux actions de maîtrise de l'énergie.

Pierre Bourrier, SOCOTEC

## et quelques questions

dans le logement individuel, les entreprises spécialisées en aient tiré quelques enseignements. M. Péron, de la Socotec, responsable technique de l'opération de Conflans, est discret lorsqu'on lui demande ce que seront les nouvelles méthodes qu'il prépare pour les prochaines opérations : concurrence oblige ! En revanche, il explique volontiers comment il présentera désormais ces diagnostics : « On a quelquefois observé des décalages de plusieurs mois entre le passage du thermicien et la réception du diagnostic ; vous vous doutez de l'effet fortement démobilisateur de ce retard. Désormais, les deux opérations seront simultanées. Vous comprenez, les gens sont majeurs, ajoute M. Péron. Bilan et recherche de solutions doivent se faire avec la participation des intéressés. On ne peut plus se contenter de relevés qu'on traite après-coup. On obtient ainsi des résultats beaucoup plus significatifs, et les solutions que l'on propose sont d'autant plus crédibles. Nous avons appris l'importance de la communication ; nous ne le regrettons pas. » Un petit ordinateur portatif devrait permettre ce progrès décisif.

L'importance de la communication n'avait d'ailleurs pas échappé à l'AFME, puisque les budgets se montaient en moyenne à 1,5 million de francs par opération. Cette caractéristique est l'une des premières

que remarque Pierre Sudreau, le maire de Blois : « Mon intérêt pour les problèmes énergétiques ne date pas d'hier, nous explique-t-il. Lorsqu'on m'a proposé l'opération de Blois, j'ai estimé que c'était, de la part de l'AFME, une politique intelligente et j'ai tout de suite accepté. Mais ce qui m'a le plus frappé, dans la façon dont ont été menées les opérations, c'est que j'ai vu pour la première fois une agence d'Etat utiliser intelligemment les médias. Cela méritait d'être relevé ! »

Passant du prototype à la petite série, les onze nouvelles opérations donneront-elles, avec des budgets trois fois moindres, des résultats aussi bons, voire meilleurs ? Du côté des techniciens, on répond oui, sans embages. Du côté des maires, cette fois-ci coresponsables, les propos de Michel Rognard, rapportés page 2, laissent augurer que l'engagement sera réel. Et du côté de l'AFME ? « A nous de démontrer que l'expérience réussie sur trois villes regroupant au total 110 000 habitants peut être réalisée à l'échelle 10 ou à l'échelle 100, jusqu'à constituer un volet central de la politique française de maîtrise de l'énergie », conclut Michel Crémieux, responsable de ces opérations.

Michèle Ghebrhant

## ACTION INTERNATIONALE

### La France et la crise du bois-énergie

Un milliard et demi de personnes, sinon deux, dans le tiers monde, comptent aujourd'hui presque exclusivement sur le bois pour leur approvisionnement en énergie. En Afrique, le bois fournit 60% du total de l'énergie consommée ; cette proportion atteint 80% du total de la Sahel. Or, en 1990, dans cette région en voie de désertification, le bois aura largement disparu, même si, par endroits, les cultures vivrières doivent se développer. On conçoit l'urgence qu'il y avait à ce que l'action internationale se développe pour faire face à cette situation.

La stratégie française dans ce domaine consiste avant tout à soutenir, dans les pays en développement, la mise en place de politiques bois-énergie visant à la fois à protéger ou restaurer la ressource, à satisfaire la demande d'énergie et à développer une véritable « économie du bois » dégageant un revenu pour les populations rurales.

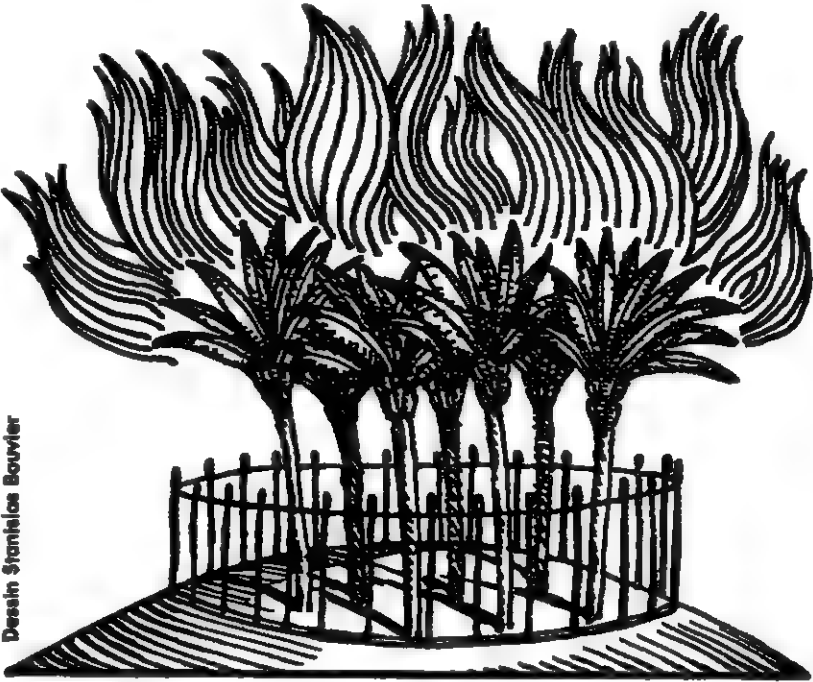
Cette stratégie, à laquelle l'AFME a apporté un large concours, repose jusqu'à ces derniers mois sur des acteurs très dispersés : pouvoirs publics ou parapublics, associations, bureaux d'études. Un effort de coor-

dination est en train de s'accomplir : un coordinateur national sera bientôt nommé, rattaché à la fois au ministère des Relations extérieures et à l'AFME. Il travaillera en étroite collaboration avec l'Organisation Bois de feu, une association créée en 1981 dans le but, déjà, de regrouper et de coordonner les compétences techniques, nécessairement pluridisciplinaires.

On peut souhaiter que sur le terrain, c'est-à-dire dans les pays concernés, cet effort de rationalisation de l'aide française se traduise par un programme d'action renforcé. Parmi les opérations prévues dans les mois qui viennent, citons notamment :

- l'envoi d'un assistant technique permanent auprès du Comité inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel, en Haute-Volta ;
- l'envoi d'une mission de Volontaires pour le progrès au Niger, pour aider à la diffusion de systèmes de cuisson plus économiques que le foyer à trois pierres traditionnel ;
- une mission d'étude sur la carbonisation du bois en Côte-d'Ivoire.

1. Association Bois de feu, 73, av. Coeur, 13011 Marseille.



### Nappes souterraines et pompes à chaleur

Un protocole d'accord concernant l'utilisation énergétique des nappes d'eau souterraines de faible profondeur (jusqu'à 100 m) a été signé entre l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie, Electricité de France et le Bureau de recherches géologiques et minières.

Les trois établissements se proposent de mettre en place une procédure dite « Aquapac » qui devrait faciliter l'utilisation énergétique des nappes souterraines, en particulier par les pompes à chaleur, dans des conditions qui tiennent compte des usages divers des nappes, et procurent un maximum de garanties à l'utilisa-

teur à un prix acceptable. Cette procédure contribuerait à éviter les contre-références dues à une défaillance de la source, soit dès l'origine, soit par la suite.

### Rainures contre turbulences

Des rainures à peine visibles sur la surface d'un avion pourraient aider à maîtriser les turbulences d'air qui accroissent sa traînée et, partant, réduisent sa consommation de carburant, a annoncé la Nasa en faisant état de recherches effectuées dans son centre de Langley à Hampton (Virginie). Des expériences en soufflerie ont montré que des rainures parallèles, en forme de « V » et profondes de deux mil-

lièmes d'inch (un inch équivaut à 25,4 mm), pouvaient réduire de 10% la traînée nette d'un avion.

Une telle réduction, si elle se concrétisait dans la pratique, entraînerait une économie de carburant de 2,5%.

### Charbon : importations en baisse

Les importations de charbon, en France, ont baissé en 1983 pour la troisième année consécutive. Celles-ci ont été de 20,2 millions de tonnes contre 24,8 millions de tonnes en 1982. Ce volume d'importation est le plus bas depuis 1973. Quelque 18,5 Mt de charbon ont été produites en France même en 1983. Electricité de France, avec 8,6 Mt, et la sidérurgie, avec 7,2 Mt, ont été les principaux utilisateurs du charbon importé en 1983.

### Bientôt une AIE en Ile-de-France ?

Le Comité économique et social (CES) d'Ile-de-France a consacré ses travaux aux problèmes d'énergie de la région et a fait une série de propositions « qui devraient aboutir d'ici six mois » à l'élaboration d'un « schéma régional de l'énergie ». Ce schéma portera sur la « mise en valeur des ressources propres de l'Ile-de-France », et « une meilleure gestion de ses consommations énergétiques ».

Le CES a notamment préconisé la création d'une agence régionale de l'énergie, qui aurait pour objet de « coordonner les missions d'informations sur l'énergie ainsi que de formation aux économies d'énergie et aux énergies renouvelables ».

### ARCO joue le méthanol

Le groupe américain Atlantic Richfield Co, Arco, a défendu sa production d'essence au méthanol contre les nombreux critiques américains de ce carburant et a annoncé qu'il allait en développer les ventes aux États-Unis. ARCO est actuellement la seule société pétrolière américaine commercialisant de l'essence additionnée de méthanol, un alcool extrait de gaz naturel ou d'une autre source organique. ARCO est également le premier producteur mondial de cellules photovoltaïques.

## AUVERGNE

### Du solaire à la DDE

La subdivision des services de l'équipement de Billon, dans le Puy-de-Dôme, est opérationnelle depuis le mois de septembre. Les 518 m² de bureaux sont chauffés par le sol grâce à 160 m² de capteurs plans à circulation d'eau. Le complément de chauffe, nécessaire du fait de l'intermittence de l'occupation, se fait par une pompe à chaleur air/air.

Une serre et des structures très inertes contribuent à la prise en compte des apports solaires passifs.

Ces différents modes de chauffage, ainsi que l'utilisation non régulière de ces bâtiments, imposent un mode de régulation complexe.

Aussi, pour définir un pilotage de régulation optimum, l'AFME finance un suivi expérimental à 100% sur la saison de chauffe 1983/1984. Ce suivi sera réalisé avec le laboratoire régional Auvergne du CETE.

Une expérience à suivre.

## LES HUMEURS DE CLAUDE-MARIE VADROT

### Parfum de watts

J e viens de m'offrir un renifleur belge en solide. Malgré les mises en garde, ces engins n'ont pas leur pareil pour déceler les sources d'énergie. L'appareil livré, avec sa montre suisse et sa bénédiction italienne, restait à l'étalonnage avant de me lancer dans la chasse au Gaspil. Tant qu'à faire, j'ai commencé par braquer l'engin sur l'immeuble de l'AFME.

Une réussite : à peine branché, l'aiguille passe le rouge. Je me précipite vers les têtes pensantes de l'Agence : « C'est incroyable toute cette énergie que vous dépensez ! » Émergent d'un dossier administratif en soixante-sept exemplaires (modèle simplifié), ils se rebiffent : « Ben quoi, si on se remue tant, c'est pour l'avenir, parce qu'il faut faire vite. »

Je me rebiffe à mon tour : « Vous emballez pas, je ne parle que des couloirs et des bureaux aussi allumés que des déserts... »

N'ayant pas les moyens de m'offrir un Boeing, j'installe mon équipement étalonné en position forte sur le guidon de ma mob. Un vrai plaisir : j'arrête pas de faire tilt avec l'engin braqué sur les virées de nombreuses avenues. Les bottiques font le trottoir avec beaucoup d'énergie et ne mollissent pas de la nuit. Il est vrai que les heures nocturnes sont le

moment idéal pour admirer la devanture d'une banque, bayer devant une campagne d'assurances, choisir son gigot, guigner son gâteau matinal ou choisir sa future bagnole aux Champs-Élysées.

Devant un impressionnant étalage de godasses éclairées par un véritable projecteur de DCA, le renifleur tente de m'expliquer que je n'ai rien compris : c'est l'électricité qui doit être en solide, pas les chaussures.

Renseignements pris, il paraît que je n'ai vraiment rien compris : les galeries marchandes de France et de Navarre seraient éclairées à giorno toute la nuit pour que les policiers qui y font des rondes n'aient pas peur dans le noir. Il fallait être simple comme les commerçants d'autrefois pour fermer l'entrée de ce genre de galerie avec des grilles : ça frustrait les clients qui s'agglutinaient chaque nuit devant les devantures !

Ce que je comprends bien, par contre, c'est pourquoi les cosmétiques sont illuminées toute la nuit : l'attaque pouvant surgir à chaque instant, il faut soigneusement guetter l'ennemi... de l'intérieur comme de l'extérieur. N'étant pas tout le temps des lumières, les militaires doivent prendre leurs précautions.

Pour pas cher, le renifleur d'énergie

détecte des gisements formidables. J'ai failli le faire sauter avec un stade de foot périphérique où une vingtaine de bonshommes s'écroulaient dans la boue devant une autre vingtaine de copains frigorifiés et sous l'œil de quelques dizaines de milliers de watts. Un vrai jackpot : l'engin n'a pas eu l'énergie de faire le calcul de watts par tête.

Enfin la machine a suivi d'une aiguille molle mais amusée un écolo attachant tranquillement son vélo devant sa porte, avant d'allumer joyeusement tout un immeuble de neuf étages pour rentrer chez lui au rez-de-chaussée...

J'étais tellement content que j'ai prêté ce modèle exclusif de renifleur à EDF, en leur expliquant qu'il ne coûtait pas cher mais qu'il était impayable. Ils ne me l'ont pas rendu...

C.-M.V.

P.S. Histoire vraie : Les agences de presse ont raconté début février que la centrale nucléaire d'Indian Point, près de New York, avait subi une panne et une réparation de sept mois parce qu'un inconnu a laissé tomber une pièce de monnaie dans un générateur. Il a fallu dépenser 64 millions de dollars pour la retrouver. Histoire très courte : T'as pas cent balles ?





# LA POMPE A CHALEUR DANS L'HABITAT

## Un investissement qui mérite réflexion

Chez les chauffagistes, l'automne est traditionnellement une saison active où l'on décèle bien les tendances du marché. Cette année, le marché des pompes à chaleur, et plus particulièrement des pompes à chaleur en relève de chaudière individuelle, s'est révélé nettement plus faible que l'an passé. Les professionnels sont donc déçus et beaucoup de gens commencent à douter de l'intérêt de cette technique. De récentes polémiques, portant essentiellement sur la rentabilité de ce type d'équipement, ont d'ailleurs relancé le débat. Pourtant l'intérêt énergétique de la pompe à chaleur n'est sérieusement contesté par personne. En effet, au lieu de transformer en chaleur l'énergie provenant d'un réseau de distribution (fioul, gaz ou électricité), la pompe à chaleur prend des calories dans un milieu extérieur appelé « source froide » et les recycle dans le bâtiment. Il faut pour cela de l'énergie, mais en quantité nettement plus faible. C'est cet avantage fondamental qui motive le soutien que les pouvoirs publics apportent depuis plusieurs années à cette technique nouvelle.

Outre son intérêt énergétique, la pompe à chaleur est un système qui présente un certain nombre d'avantages qu'il est bon de rappeler. — Son fonctionnement n'est pas nécessairement lié à l'électricité : l'emploi de moteurs thermiques ou, plus tard, d'absorbeurs sera tout aussi performant. — Même souplesse en ce qui concerne la source froide : l'évaporateur ventilé sur air extérieur, aujourd'hui dominant, n'est pas la seule possibilité. On expérimente des capteurs non ventilés — atmosphériques ou enterrés —, et l'eau des nappes phréatiques, lorsqu'elle est accessible, permet d'excellentes performances. — Autre atout : la pompe à chaleur est d'autant plus performante que la chaleur de restitution est basse. Elle s'adapte donc très bien aux nouveaux systèmes de chauffage, tels les planchers rayonnants à basse température qui n'ont rien à voir avec ceux que l'on a connus dans les années 1960 (voir ci-dessous), l'air pulsé à faible vitesse, ou l'air chaud circulant dans les parois d'un bâtiment doté d'un système d'isolation thermodynamique. Cependant, pour l'utilisateur potentiel, les difficultés de mise en œuvre et le coût de ces machines sont encore susceptibles de constituer un obstacle. Cela peut surprendre, si l'on considère qu'une pompe à chaleur n'est pas très différente d'un réfrigérateur. Or qui contesterait l'intérêt d'un réfrigérateur ? La question n'est pas si simple : pour faire

du froid, il n'existe, sur le marché, aucune autre technique ; pour se chauffer, en revanche, les solutions alternatives sont nombreuses ! En outre, une pompe à chaleur ne se branche pas comme un réfrigérateur : il est encore nécessaire qu'elle soit installée par un professionnel compétent. Comparée à une chaudière, il s'agit d'une machine relativement complexe : sa fabrication est donc plus coûteuse, et le restera tant que le marché demeurera restreint. Pour le consommateur, un tel surcoût n'est acceptable que si l'économie réalisée permet de l'amortir rapidement. Deux exemples chiffrés, relatifs à une installation au relève de chaudière dans deux maisons existantes de caractéristiques similaires, permettent d'apporter quelques élé-

ments de réponse à cette question. Dans une maison individuelle de 250 m<sup>2</sup> de volume, située à Strasbourg, consommant à l'origine 4 200 litres de fioul par an, l'installation d'une pompe à chaleur permet d'économiser 3 100 litres, pour une consommation d'électricité supplémentaire de 10 750 kWh. L'économie globale est de 3 700 francs par an, ce qui permet d'amortir en huit ans l'investissement initial de 30 000 francs.

A Bordeaux, la même maison verra sa consommation de fioul ramenée de 3 500 litres par an à 900, moyennant une consommation supplémentaire d'électricité de 9 350 kWh. L'économie est de 2 905 francs par an, et la durée d'amortissement d'un peu plus de dix ans.

— Il est impératif d'obtenir des services d'EDF l'option « tarifaire » efficace en basse tension exclusivement aux utilisateurs de pompes à chaleur. Avec l'option « double tarif », un temps de retour de huit ans passerait à quinze ans !

— Si les performances apparaissent meilleures à Strasbourg qu'à Bordeaux, c'est parce que, plus le besoin thermique de chauffage est élevé, plus l'installation d'une pompe à chaleur est rentable : un ménage consommant 7 000 litres de fioul par an ferait une économie annuelle de 7 485 francs, au prix d'un investissement de 36 000 francs amorti en cinq ans.

— L'état de la chaudière préexistante peut également influencer grandement sur la rentabilité réelle de

### Les paramètres à prendre en compte

Ces temps de retour moyennement intéressants suscitent quelques observations.

— En 1982, dans des conditions similaires, ils auraient été respectivement de six et huit ans. La hausse de l'électricité et la baisse du fioul domestique intervenues en 1983 expliquent cette différence. En conclusion qu'il y a là plus qu'un simple effet de conjoncture serait pour le moins hasardeux.

— Dans nos deux exemples, l'eau chaude sanitaire, fournie à l'origine par la chaudière au fioul, est produite après l'installation de la pompe

à chaleur par un ballon électrique à accumulation, solution proposée dans le cadre du système Perche. Ce ballon consomme au moins le tiers de l'électricité nécessaire au système, ce qui ne semble pas de nature à améliorer le temps de retour !



## La pompe de M. Maréchal fait des émules

Entrée, cuisine, salle de séjour, salle de bains, quatre chambres : c'est une maison ordinaire, construite en 1979, habitée par une famille ordinaire, les Maréchal (papa, maman, trois enfants), dans un village ordinaire, Savigny-Lévescault, dans la Vienne. Pourquoi alors en parler ? Parce que la totalité du chauffage et de l'eau chaude sanitaire est ici fournie par une pompe à chaleur et que tout fonctionne à l'entière satisfaction des utilisateurs.

### Un professionnel compétent

« Voyez vous-même, commente Bernard Maréchal, 21° C dans la salle de bains, 20° C dans la cuisine et la salle de séjour, 18° C dans les chambres, et, partout, une grande impression de confort. » Pas de radiateurs en vue, aie ! nous sommes sur un plancher chauffant, gare aux pieds qui enlèvent. « Non, vous ne risquez rien, rassure Bernard Maréchal, il s'agit d'un système basse température. » C'est en effet tout autre chose que ce que nous avons connu dans le passé. Fini les inconvénients, reste l'avantage d'avoir un corrélateur qui n'est pas froid au contact. Le principe en est simple : un réseau de tuyaux noyé dans la chappe. Mais la mise en œuvre est malgré tout complexe, car il faut calculer la densité du réseau, sa répartition en fonction du plus ou moins grand éloignement des murs...

Bref, il faut connaître, et c'est sans doute la première raison de la réussite dans la maison qui nous intéresse : elle est l'œuvre d'un professionnel compétent, qui a conçu et réalisé à la fois l'isolation, la dalle enlevant le chauffage (garantie trente ans), le système et l'installation de la pompe à chaleur. Résultat : une habitation dotée d'une grande inertie, grâce à laquelle il n'est pas nécessaire de faire fonctionner la pompe à chaleur durant la journée. Pas besoin de tarification spéciale donc, la consommation étant facturée selon le tarif « heures creuses » de nuit — ce qui est plus rationnel et moins cher —, le système électrique de secours prévu sur le ballon d'eau chaude (de 200 litres) n'a jamais eu besoin d'intervenir. Une régulation assure la température constante choisie au départ, mais l'occupant a la possibilité de la faire varier de plus ou moins deux degrés par pièce, ce qui, dans le cas présent (orientation nord-sud), permet d'ajuster le chauffage selon les apports solaires.

C'est une pompe type eau/eau qui est utilisée. Elle va chercher sa « matière première » à 47 mètres de profondeur. Était-il vraiment nécessaire de descendre aussi bas ? « Non, concède Bernard Maréchal, on aurait pu s'arrêter avant, tout en trouvant un débit suffisant. Mais j'ai voulu profiter de l'opération pour m'alimenter en eau potable. Or, à cette profondeur-là — les analyses chimiques

auxquelles j'ai fait procéder le propriétaire — j'ai, sans traitement, une eau plus pure que celle de la ville. » Va pour 47 mètres, mais à quel prix ? « 6 025 francs, tout compris, en 1979. A cette époque, le prix du forage proprement dit était de 110 francs le mètre linéaire ; il faudrait compter maintenant

### Caractéristiques techniques de l'installation

- Consommations pour chauffage, et eau chaude, avec les auxiliaires : 7 900 à 7 600 kWh/an.
- Besoins de chauffage 18 300 kWh/an, pour 170 m<sup>2</sup> au sol (isolation label « Promotelec »). Eau chaude sanitaire : 4 800 kWh/an.
- Pompe à chaleur eau/eau à kW (compresseur). Priorité à l'eau chaude sanitaire.
- Forage double à 47 m (eau rejetée au réseau pluvial) tube double-criblé : 4 m<sup>2</sup>/h - 11 à 12° C, rejet 5 à 6° C. Pompe immergée 500 W.
- Plancher chauffant (chappe flottante 11 cm, sur 2 cm d'isolant) tube polypropylène réparti (densité plus forte près des murs extérieurs).
- Régulation classique par sonde extérieure sous le toit au nord.
- Distribution avec réglage pièce par pièce ±2° C et vannes de retour pré-réglées.
- Coefficient global d'exploitation annuel (rapport de l'énergie utilisée à l'énergie consommée sur le réseau électrique : COE = 3,12).

160 francs. » L'ensemble (installation, régulation, isolation du sol, tuyaux et ferrailage de la chappe...) a coûté 48 426 francs, dont 17 287 francs pour la seule pompe à chaleur. Il faut ajouter à cela 3 500 francs pour le ballon d'eau chaude. Des devis établis à l'époque donnaient un montant de 16 000 francs pour le chauffage électrique intégré, et de 32 000 francs pour le fioul. Dans les deux cas, il fallait naturellement ajouter le prix du ballon d'eau chaude qui aurait alors fonctionné à l'électricité.

### Amortie en six ans

Il y a donc surcoût pour la pompe à chaleur et il est important de regarder de près les chiffres. Pour la saison 1982-1983, le coût d'exploitation de ladite pompe est de 3 664 francs TTC (7 600 kWh) ; il aurait été de 12 032 francs pour le chauffage électrique intégré (22 800 kWh, comprenant l'eau chaude) et 9 059 francs pour le fioul (2 600 litres, plus l'électricité pour l'eau chaude). Soit une économie annuelle de 8 368 francs par rapport à la solution électrique et de 5 395 francs par rapport à la solution fioul ; soit un « temps de retour sur investissement » de six ans dans le premier cas et de cinq ans dans le second.

Argument apparemment convaincant : si, en 1979, les Maréchal étaient les seuls à posséder une pompe à chaleur, il y en a maintenant six dans le village.

L'opération (notamment s'il faut la remplacer à court terme), ainsi que certaines caractéristiques techniques, telles que la température de retour d'eau à la chaudière, qui ne doit pas être trop élevée. On voit que le jugement que peuvent porter sur la pompe à chaleur usagers, installateurs et industriels repose sur de multiples critères. D'où de multiples points de vue ! Cependant, la continuité des efforts consacrés à moyen terme à l'amélioration des performances et, à plus court terme, à celle du prix et de la qualité de l'installation devrait lui permettre d'élargir sa diffusion. Une conclusion s'impose : une étude préalable, cas par cas, apparaît hautement recommandable, de même que le recours à des installateurs ayant fait leurs preuves. L'AFME rappelle qu'elle met à la disposition du public sa procédure « diagnostic thermique », ainsi qu'un Guide technique de l'habitat consacré aux pompes à chaleur, où se trouvent quelques conseils pour réaliser une bonne installation.

« *Maîtrise de l'énergie* » est réalisée chaque mois sous la responsabilité de l'AFME. Rédaction en chef : Roger-Pierre Bonneau, AFME, 27, rue Louis Vial - 75015 Paris. Rédaction et communication : Hugues Shille, Maquette : Claudine Roy, TEN et Associés, 10 rue Noyet - 75006 Paris. Composition, maquette, photographes : Itiques, 14 rue Vauvenargues - 75018 Paris.

INDUSTRIELS, ÉLUS RESPONSABLES D'ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS, D'ASSOCIATIONS, DE MUTUELLES, D'ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES...

DANS LE CADRE DU FONDS SPECIAL GRANDS TRAVAUX  
**2 MILLIARDS D'AIDES SONT A VOTRE DISPOSITION**

VOS DOSSIERS SONT-ILS PRETS ?

N'attendez pas pour contacter les échelons régionaux de l'AFME



- ALSACE • AQUITAINE • AUVERGNE • BOURGOGNE • BRETAGNE • CENTRE • CHAMPAGNE • CORSE • FRANCHE-COMTE • ÎLE-DE-FRANCE • LANGUEDOC • LIMOUSIN • LORRAINE • MIDI-PYRÉNÉES • NORD-PAS-DE-CALAIS • NORMANDIE • NORMANDIE • PAYS DE LOIRE • PICARDIE • POITOU-CHARENTES • PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR • RHÔNE-ALPES • ANTILLES • GUYANE • PACIFIQUE SUD



# LES BARRAGES DES TRANSPORTEURS ROUTIERS ET LES DÉPARTS EN VACANCES

## Le plan ORSEC a été déclenché en Savoie

Près de quatre cents gendarmes mobiles ont commencé à déblayer, ce samedi matin 18 février, la voie ferrée bloquée par les roitiers entre Saint-Jean et Saint-Michel-de-Maurienne, en Savoie, ce département restant le point le plus « noir » du fait de l'absence des roitiers dans les Alpes. La voie ferrée était barrée par des obstacles pour la plupart peu encombrants, en direction de l'Italie. Dans ce département de la Savoie, le plan ORSEC (Organisation

des secours) avait été déclenché, dès vendredi après-midi, en prévision de l'arrivée des touristes dans les stations de sports d'hiver.

Outre la réquisition éventuelle des pompiers, employés municipaux, personnels de santé et forcés de l'ordre, le plan ORSEC permet aussi à l'autorité départementale d'obtenir l'aide des armées. C'est ainsi que des camions-grues militaires, des hélicop-

tres Puma et environ sept cents lits ont été mis à la disposition de la gendarmerie. Le déclenchement du plan ORSEC fait partie d'une série de mesures gouvernementales décidées vendredi 17 février en fin d'après-midi à l'hôtel Matignon. Au cours de cette réunion, il a été demandé aux forces de l'ordre soit de dégager les bouchons les plus importants, soit d'organiser des itinéraires de contournement.

Sur l'autoroute A-6, la circulation a été rétablie

dans le sens Paris-province entre la capitale et Pouilly-en-Auxois (Côte-d'Or). Dans le sens province-Paris, la circulation restait toujours impossible, ce samedi en fin de matinée.

Sur la RN 6, la circulation était bloquée ou neutralisée en Saône-et-Loire, à Chagny et Champagnelle. Dans l'Ain, des points noirs étaient signalés à Viriat (RN 79), à Bourg-en-Bresse et Pont-d'Ain (RN 75) et à Saint-Cyr-sur-Menthon (RN 79).

### DANS LA VALLÉE DE LA MAURIENNE

#### L'exode des automobilistes pris en otages

De notre envoyé spécial

Saint-Jean-de-Maurienne. — Les roitiers, qui tiennent sous leur contrôle la vallée de Chamoni et celle de la Maurienne, n'avaient toujours pas l'intention, samedi matin 18 février, d'assouplir les conditions du « siège » qu'ils mènent depuis quatre jours. Les quatre vingt mille skieurs, qui attendent à Chamoni et dans les stations de la Haute-Maurienne de pouvoir s'échapper, auraient bien aimé voir s'entreouvrir une brèche dans les puissants barrages de poids lourds dressés par les roitiers en colère.

Seuls quelques cars d'enfants, encadrés par des membres de la Croix-Rouge et des ambulances, ont été autorisés à traverser le mur des camions installés sur la route nationale 6. Quant aux touristes qui désiraient rejoindre la gare de Saint-Jean-de-Maurienne, ils devaient, soit prendre leur mal en patience, soit marcher pendant 14 kilomètres entre Saint-Michel et Saint-Jean-de-Maurienne : un exploit difficile, mais que beaucoup ont effectué avec bonne humeur, sous les applaudissements des roitiers.

A Saint-Jean-de-Maurienne et dans la basse vallée, les touristes qui commencent à s'agglutiner devant les barrages de camions ont vite compris qu'ils ne passeraient pas leur premier nuit de vacances en station, et qu'ils devraient, de toute urgence, trouver un hébergement. Saint-Jean-de-Maurienne et ses

habitants se sont mobilisés pour recevoir le mieux possible les mille cinq cents « naufragés » arrivés sur le quai de leur gare. Il n'était pas question pour eux d'aller plus loin, les camionneurs ayant dressé des obstacles sur la voie ferrée qui mène à la gare internationale de Modane, puis en Italie.

« C'est pour nous une répétition générale », affirme un élu municipal de Saint-Jean-de-Maurienne. Le défillement des touristes sinistrés, ce sera pour samedi. La ville risque alors d'être envahie sous l'avalanche des nouveaux arrivants. Mais il redoute qu'à son tour Saint-Jean-de-Maurienne ne soit prise au piège que semblent vouloir décamainiser, dans toutes les vallées alpines, les camionneurs. Ceux-ci, en dehors de leurs barrages fixes installés en Maurienne et dans la vallée de Chamoni, ont dressé depuis vendredi après-midi des « barrages volants ».

Les deux cent mille skieurs de la vallée de la Tarentaise pourraient ainsi se retrouver à leur tour prisonniers. Toute une région qui vit essentiellement sur le tourisme serait alors totalement paralysée, prise « en otage », ajoute le responsable d'une station. Prenant conscience d'un tel danger, de nombreux skieurs ont remballé précipitamment, vendredi soir, leurs valises et leurs bagages et ont pris le chemin du retour.

CLAUDE FRANCELLO.

### SUR L'AUTOROUTE A-6

#### « Qui va payer ? »

De notre correspondant

Beaune. — L'autoroute A-6 était toujours barrée par quelques dizaines de camions ce samedi matin à 8 heures. Curieux spectacle sur les routes de Bourgogne pétrifiées de froid aux premières heures du matin que celui d'innombrables camions cherchant la voie qui n'aboutirait pas dans la masse des barrages de leurs collègues. Autour, la « belle endormie », a dû être dévalisée l'espace d'un nuit. Aux alentours de l'« habut » s'agglutinant autour de quelques roitiers en rupture d'heures de fermeture, s'ajoutaient les ballons, hésitants, des voitures particulières surchargées, skis sur le toit, à la recherche obstinée d'un chemin pour poursuivre leur migration hivernale vers le neige.

A l'échangeur de Beaune, changement de décor. « Non ! », ont répondu tout sec à M. Reveret, sous-préfet, et au capitaine de gendarmerie Houtang les quelques camionneurs mal réveillés à qui ils venaient une fois de plus de faire savoir que le gouvernement était prêt à négocier à la condition expresse que les barrages soient levés.

« J'ai roulé neuf heures de trop. J'ai reçu une amende de 500 F », explique un roitier pour justifier son jusqu'au-boutisme. « Qui va payer ? » « Qui va payer les tonnes d'avocats que je transporte vers Rungis et qui sont perdus ? » Pas très cohérent tout cela, et de peu de poids face à la fatigue résignée d'un chauffeur néerlandais parti il y a dix jours de chez lui, qui relie la Norvège à l'Italie et qui, sagement rangé sur un parking, grelottant de froid, ne sait plus très bien ce qu'il doit espérer.

#### Résolus,

mais à quoi ?

« Nous les avons vus plus de dix fois », explique le sous-préfet ; mais c'est toujours le même refus de bouger de quelques-uns », ajoutait-il en montrant du doigt le premier camion qui barre la route : « un transporteur en dépôt de bilan. Le chauffeur sait très bien qu'il n'a plus rien à perdre ». Un des plus résolus, bien sûr.

A quoi ? A entraîner les autres dans la même catastrophe ? A 9 h 05, les grèves de l'armée, encadrées par les compagnies républicaines de sécurité, commencent à dégager l'autoroute. Les chauffeurs n'ont pas opposé de résistance.

### AU SYNDICAT PATRONAL

#### « Un bouillon de culture »

Qua les journalistes teissent l'exemple chilien et les circonstances de la chute de Salvador Allende « au magasin des accessoires » et que M. Max Gallo ne parle pas, de grâce, de complot : M. Maurice Voiron, président de la Fédération nationale des transports routiers (FNTR), qui affirme représenter 80 % des patrons, ne veut voir dans ces barrages sur les routes que l'expression « d'un ras-le-bol ». Rien de politique, pour lui, dans la colère qui s'exprime, « depuis dix ans au moins » contre les mauvaises conditions de passage du Fréjus et du Mont-Blanc, aggravées par les grèves récurrentes qui, une fois de plus, ont bloqué les chauffeurs. « Ce sont les douaniers qui ont choisi l'heure du combat ».

Certes, M. Voiron, qui sait être « responsable », avait, vendredi après-midi, lancé un appel « à ne pas étendre le mouvement » ; le soir, il demande la levée des barrages. Mais, qu'on le sache, il ne contrôle que les patrons : « Il y a chez les chauffeurs, dit-il, beaucoup d'incorrigibles, d'outre-les ». D'aux, il ne répond pas : « Je ne suis pas responsable des centaines de chauffeurs qui protestent contre leurs conditions de travail inspirées des lois Auroux notamment, et contre une vie inhumaine. Ça risque fort de dégénérer ». M. Voiron donne effectivement des nouvelles « du front » à 15 000 personnes bloquées à

Chambéry et 5 000 à Saint-Jean-de-Maurienne qui sont parties malgré ses conseils, les difficultés de ravitaillement, le froid à - 15 °C, le refus de tout intermédiaire à la base — autant de bonnes raisons d'un dérapage que M. Voiron est impuissant à empêcher : « C'est, dit-il, un bouillon de culture ».

Seuls de bons résultats à la « table ronde » promise mercredi dernier par le gouvernement pourraient, selon M. Voiron, ramener durablement le calme. L'amélioration du service douanier n'est plus à ce stade seule en cause. La FNTR demande également l'indemnisation des heures perdues, la levée d'interdiction de rouler dans l'Ain en fin de semaine, l'amélioration du régime de la TVA sur le gas-oil et les assurances.

Et si la négociation échouait ? « En ce cas, conclut M. Voiron, on pourrait cultiver le syndrome chilien... » L'Union nationale des organisations de transport routier (UNOSTRA), qui représente aussi les artisans, a demandé d'être reçue d'urgence à Matignon : « Malgré nos appels incessants, déclarent ses responsables, on refuse de nous recevoir, ce qui favorise le durcissement de la situation. » Force ouvrière demande également que le gouvernement revête tout de suite les représentants des roitiers.

NICOLAS BEAU.

### M. Max Gallo :

#### le gouvernement ne négociera pas sous la pression

Abus de pouvoir, provocation, complot ou légitimes revendications ? Pour le secrétaire général du Parti communiste, M. Georges Marchais, le mouvement des transporteurs routiers est une « manœuvre politique », comme il l'a souligné vendredi soir à sa sortie de l'Élysée. « Il est souhaitable, a-t-il dit, que les transporteurs routiers prennent conscience de leurs responsabilités et fassent preuve de civisme ».

Quant à la Fédération des transports CGT, elle estime que la grève des douaniers italiens, avancée comme motif du mouvement, « n'est que le prétexte à une action globale orchestrée par la Fédération nationale des transporteurs routiers », et,

donc, une opération « dirigée par le patronat routier » pour obtenir la satisfaction de revendications « anti-sociales ». Sur place, en Haute-Savoie, le comité fédéral du Parti communiste s'est élevé contre cette « remise en cause du gouvernement de la gauche par le syndicat patronal des transporteurs routiers, aidé sur le terrain par le SNPMI (Syndicat national du patronat moderne et indépendant) et les hommes de main de la droite ».

Le SNPMI, qui préside M. Gérard Deuil, assure de son « soutien inconditionnel » les transporteurs routiers. Il met en cause « la grève irresponsable entamée

par une poignée de douaniers » et estime que « le gouvernement socialo-communiste est le seul fautive, en étant incapable de faire respecter l'ordre et la libre circulation économique entravés par quelques fonctionnaires ». Quant au CID-UNATIL, il s'est déclaré « solidaire des roitiers en colère ». « Il est insupportable, selon son communiqué, que la grève des douaniers français et italiens vienne ainsi porter atteinte à la liberté du travail et risquer d'accroître la faillite des dizaines de petits transporteurs routiers qui ne peuvent plus faire face à leurs obligations fiscales, sociales, frais de personnel et de gestion ».

Le mouvement Auto-défense, pour sa part, tout en estimant « légitime » la colère des roitiers, les met en garde contre « les conséquences dramatiques qui pourraient résulter de la longue immobilisation en rase campagne de voitures avec femmes et enfants, par des températures inférieures à - 5, conséquences qui ne manqueraient pas d'être exploitées à leur encontre ».

Les appels à la négociation se multiplient. M. Michel Barnier, député RPR, président du conseil général de la Savoie, demande que le gouvernement « engage au plus haut niveau une négociation immédiate avec les transporteurs rou-

tiers », afin de mettre un terme à « une situation insupportable pour la population locale et l'industrie de la région ». A l'Assemblée nationale, le groupe parlementaire UDF a demandé au gouvernement « de tout mettre en œuvre pour faire débloquent nos frontières et permettre aux transports routiers d'exercer leur fonction économique ». Enfin, Force ouvrière estime que « le gouvernement a tort de ne pas recevoir, tout de suite, ceux qui parlent au nom des transporteurs, qu'ils soient salariés ou petits patrons ».

Au gouvernement, précisément, on se déclare prêt à négocier. Tout en affirmant qu'il est inadmissible qu'une catégorie de Français prenne les autres Français en otage », le porte-parole du gouvernement, M. Max Gallo, a expliqué que le gouvernement « est prêt à négocier, mais ne négociera pas sous la pression de blocages d'autoroutes et de voies ferrées ». Quant au ministre des transports, M. Charles Fiterman, il a confirmé « l'accord du gouvernement pour discuter de la mise au point détaillée des mesures liées au blocage de la frontière franco-italienne, dès lors que la circulation sera rétablie sur toutes les voies de communication ».

### En bref

#### Jean-Maurice Agnelet remis en liberté

Le tribunal de Nice a fait droit, vendredi 17 février, à une demande de mise en liberté de Jean-Maurice Agnelet, après avoir le même jour condamné ce dernier à dix-huit mois de prison avec sursis. Ancien avocat et amant d'Agnès Le Roux, fille de l'ancien PDG du Palais de la Méditerranée, disparue depuis octobre 1977, Jean-Maurice Agnelet était jugé pour abus de confiance et complicité de recel d'achat de votes (Le Monde daté 5-6 février). Par le même jugement, le tribunal a condamné par défaut à un an de prison Jean-Dominique Fratoni, ancien PDG du casino Ruhl pour achat de votes.

Jean-Maurice Agnelet reste inculpé, depuis le 13 août 1983, d'homicide volontaire, inculpation qui n'avait pas été accompagnée d'une mise en détention.

#### Un tramway à Grenoble en 1987

Le protocole d'accord pour la construction d'une ligne de tramway à Grenoble a été signé mercredi 15 février, au ministère des transports. Le protocole, qui met fin à une polémique de plusieurs mois entre les pouvoirs publics et la nouvelle municipalité d'opposition de la ville, porte sur l'aménagement d'une ligne de 8,9 kilomètres comprenant vingt stations et qui devrait être inaugurée en septembre 1987.

Les coûts des travaux d'infrastructure (630 millions de francs), seront financés pour moitié par l'Etat et pour moitié par la ville et le conseil général. Ces deux derniers prendront en charge le matériel roulant (170 millions de francs) commandé à Alstom-Atlantique).

### Une profession très dispersée

Il existe en France environ vingt-six mille entreprises routières pour les marchandises et trois mille pour les voyageurs. Ces entreprises font partie de ce qu'on appelle le transport public, par opposition aux camions qui dépendent directement de grandes firmes ayant leur propre flotte.

La profession du transport routier est très dispersée, puisque dans le secteur des marchandises sept cent deux entreprises seulement ont plus de cinquante salariés. Quarante-vingt-deux pour cent ont moins de dix salariés, et, dans dix mille entreprises environ, le patron est lui-même le chauffeur.

Le chiffre d'affaires de la profession atteint près de 50 milliards de francs hors taxes. Quant au trafic, selon des statistiques qui remontent à deux ans, la route assure (en tonne-kilomètre) 54 % du trafic, le fer 38,7 %, le reste relevant de la voie d'eau.

### A L'ORIGINE DU CONFLIT

#### Les contrôles de sécurité au Mont-Blanc

La grève du zèle des douaniers français du tunnel du Mont-Blanc, qui est à l'origine des manifestations des chauffeurs routiers, a été déclenchée à partir de revendications purement locales, portant notamment sur l'amélioration des équipements du poste frontière.

Les douaniers de la brigade du Mont-Blanc, qui ont mis fin à leur mouvement après trois jours de grève du zèle, le 15 février, estimaient en effet insuffisante la signalisation aux abords de leurs bureaux, ainsi que l'ensemble des équipements de contrôle. Ils demandent aussi l'aménagement d'une aire de stationnement spéciale, à l'entrée des deux tunnels transalpins du Mont-Blanc et du Fréjus, pour permettre un contrôle plus rigoureux des normes de sécurité sur les camions transportant des produits dangereux (matières inflammables et explosifs), motifs de la grève du zèle.

Les douaniers ont refusé également de prendre en charge, à la place de leurs collègues italiens, les

Le transport routier est particulièrement compétitif, assurent les professionnels, pour les produits à forte valeur ajoutée et pour l'acheminement des produits alimentaires et des denrées périssables.

Quant aux conditions sociales de travail, le temps de conduite est fixé au maximum à neuf heures par jour, avec possibilité d'y déroger deux jours par semaine (jusqu'à dix heures). Le temps de travail maximum est de quarante-six heures par semaine.

De source syndicale, on indique que le salaire minimum des conventions collectives pour le trafic dit des grands routiers est de 32 F par heure.

Enfin, les tarifs relèvent d'une approbation gouvernementale (appelée tarification routière obligatoire). Cette tarification concerne le transport à plus de 200 kilomètres et les envois de plus de 3,5 tonnes.

Selon la Fédération CGT des douanes, les manifestations des roitiers reposent sur un « faux prétexte » dans la mesure où la grève du zèle n'avait que légèrement affecté le trafic du Mont-Blanc le lundi 13 février et où, dès le 15 février, les choses reprenaient dans l'ordre.

« La mort d'un jeune » trop bruyant ». — André Miedon-Peisy, trente-neuf ans, qui avait tué un jeune homme de vingt ans d'une balle en plein front, le 19 juin 1983 à Chambéry-le-Haut (Savoie), parce qu'il faisait trop de bruit avec d'autres jeunes, a été condamné à sept ans de réclusion criminelle par la cour d'assises de la Savoie. La victime, Frédéric Zanger, vingt ans, pâtissier, avait succombé le lendemain à ses blessures.

### SUR « FRÉQUENCE MAX »

#### Les « sympas » et les « têtus »

Les grands camions silencieux échoués dans la nuit montagneuse, les bouteilles d'eau qui gèlent dans les cabines, les repas engloutis sous les étoiles, autour d'un feu de camp, sur un bord d'autoroute déserte : l'émission quotidienne « Fréquence Max », anciennement « Les roitiers sont sympas », plongeait, vendredi soir 17 février, les auditeurs de RTL au cœur du grand bouchon du week-end.

« Parlez aux gens des causes profondes de votre mouvement », invite Max Meynier, l'animateur s'adressant aux roitiers bloqués. Expliquez leur comment vous êtes marginalisés, rejetés ».

Deux heures de petites misères et de souff éperdue de dignité. De ce maudit département de l'Ain, interdit le week-end à la traversée, des roitiers qui veulent rentrer chez eux, au tracasseries douanières, en passant par le corset des horaires, les éternelles revendications des roitiers tombent en cascade.

« L'interdiction de rouler plus de huit heures nous contraint parfois à poser le camion à 80 kilomètres de chez nous, et à rentrer en stop ou en train, se plaint Michel, qui téléphone de Saint-Michel-de-Maurienne. On est pourtant des êtres humains

comme les autres, on a droit à la vie de famille ! » « Depuis des années, on prend cas garni-là pour des sauvages de la route, rancœur en direct M. Devay, président de l'Union nationale des organisations syndicales de transporteurs routiers automobiles (UNOSTRA). Pourtant, en 1988, pendant la grève de la SNCF, ce sont les transporteurs, à qui l'on craignait les pneus, qui ont approvisionné les villes. »

Et la population, justement ? De tout cœur avec eux, à les en croire. Dans la Maurienne, les ouvriers d'une usine ont ouvert spontanément les grilles « pour permettre aux gens d'aller se doucher, ils ne s'étaient pas lavés depuis trois jours ». Ailleurs, on leur apporte viandes et boissons par paquets tendus.

« Mais il y a des têtus », nuance Yves, qui appelle de Châlon-Nord.

« Même les têtus, on arrive à leur faire comprendre, assure Max. Soyez patients, les gens. Souvenez-vous qu'on est tous automobilistes un jour ou l'autre ! »

Une sollicitude que les vacanciers bloqués ont dû apprécier à son juste prix.

D. SCHNEIDERMAN.



## Société

# Cette titularisation qui divise les enseignants du privé

Pierre d'achoppement des négociations entre le gouvernement et l'école privée : la titularisation des maîtres. Si les dirigeants de l'enseignement catholique n'en veulent pas, les enseignants, eux, sont partagés. Comme à Besançon.

De notre envoyé spécial

Besançon. — Mi-sourire, mi-colère, il cache mal son étonnement. Pour M. Bernard Panier, la réponse ne souffre pas d'hésitation. La titularisation des maîtres du privé dans un corps correspondant de l'enseignement public, il n'en veut pas. « Je ne vais tout de même pas scier la branche sur laquelle je suis assis. »

Il n'en veut pas pour lui. Mais il va plus loin. Professeur technique à l'institution Saint-Joseph à Besançon, M. Panier estime, comme sa collègue, Mme Yvonne Braun, institutrice à Notre-Dame, à l'autre bout de la ville, que « le problème n'est pas individuel », qu'il ne s'agit pas d'une décision collective. C'est qu'à leurs yeux la titularisation est le doigt mis dans un engrenage diabolique. « Ce n'est pas la titularisation qui m'inquiète », assure Mme Braun. Mais elle n'est qu'un premier pas vers l'intégration.

Si encore cette titularisation au sens Savary — celle qu'ils appellent « fonctionnarisation » — était limitée à quelques individus ! Certains adversaires de la proposition du ministre de l'Éducation nationale lui trouveraient, alors, un avantage : celui, comme le dit un directeur d'études, de « permettre

aux enseignants qui ne sont pas à l'aise dans le privé de rejoindre le public ». En somme, débarrasser l'école catholique de ses traîtres.

Le mot est fort. La pudeur ecclésiastique l'écarte du vocabulaire, non des esprits. Le panneau de la CFDT à l'institution Saint-Joseph s'est vu affublé un beau matin d'un placard anonyme qui, pour être allusif, ne perdait rien en clarté. Il s'agissait d'un passage de l'Évangile sur la trahison de Judas : « Satan entra en Judas appelé Iscariote. Judas s'en alla parler avec les chefs des prêtres et les officiers de la garde du temple pour voir comment il leur livrerait Jésus. Ils se réjouirent et décidèrent de lui donner de l'argent. Judas fut d'accord, mais il cherchait l'occasion favorable de LE LEUR LIVRER. » Comment accuser avec plus de gravité les enseignants pourtant de même foi, mais acquis à la titularisation, de brader l'école privée ?

### Danger de mort

Cet épisode, rapporté par des militants de la CFDT, illustre la dégradation du climat entre les maîtres dans certains établissements. Favorables ou hostiles à la titularisation, à Besançon (Saint-Joseph, Sainte-Ursule, Notre-Dame) ou à Beaune-les-Dames, tous décrivent le délabrement de leurs relations. « Des groupes de professeurs ne s'adressent plus la parole », note l'un. « On s'isole à la salle des profs et l'on a moins envie de prendre l'apéritif ensemble », relève un autre. L'atmosphère est « tendue », « alourdie » : les rapports sont superficiels. « Heureusement qu'on peut parler chiffres », admet une troisième.

Surtout depuis quelques semaines, les choses ont empiré...

Depuis la manifestation de Lyon du 29 janvier en faveur de l'école libre, précise un enseignant de Sainte-Ursule, qui déplore que « personne ne répond plus au bonjour du matin ». La détérioration est cependant plus ancienne. Elle remonte à deux, trois ans, quand, la gauche arrivant au pouvoir, les espoirs se sont mis à galo- per d'un côté et les angoisses de l'autre. À l'évidence — au moins chez les maîtres interrogés — refus de la « titularisation Savary » et opposition politique vont de pair. « M. Mitterrand a promis qu'il n'y aurait ni spoliation ni monopole ? Mais je ne crois rien de ce que dit M. Mitterrand », s'exclame cette titulaire du CAPES, professeuse à Sainte-Ursule, tandis qu'une institutrice du même établissement est encore plus lapidaire : « Je refuse en bloc tout ce qui vient du gouvernement. »

Louant l'alternance politique, l'un des prêtres, professeur à Saint-Joseph, lui attribue un bien-fait paradoxal. « Sans l'alternance, il y aurait eu une explosion sociale, la révolution. Tandis que maintenant, la preuve est faite que la méthode socialo-communiste n'est pas valable. »

Dès lors, l'offre de titularisation est considérée comme une simple « carotte » — plusieurs emploient le mot — destinée à décider les indécis et à faire basculer ainsi l'enseignement privé vers... Vers quoi ? Vers la domination de la Fédération de l'éducation nationale (FEN), pense la conseillère d'éducation d'un gros établissement privé franc-comtois. Comme c'est le cas pour près d'un tiers des enseignants du privé rencontrés à Besançon, son conjoint est fonctionnaire, professeur au lycée de Palente (Doubs).

Pour ce qui la concerne, son siège est fait : « La FEN n'est en train d'accepter un privilège énorme pour les maîtres du privé, celui d'être titularisés sur place, parce qu'elle est certaine de récupérer la situation et les postes dans un ou deux ans. Une « osmose » qui signifierait, à ses yeux, la fin de l'enseignement catholique. « Je refuse de croire que la Providence laissera disparaître cet enseignement à qui des gens ont tout donné », confie M. Bernard Vielle, PEGC à l'institut privé de Beaune-les-Dames, mais je suis convaincu que le projet Savary, tel qu'il est actuellement, conduira l'enseignement libre catholique à sa disparition. » Même conviction chez M. Luc Dénoyer, directeur d'études à Saint-Joseph : « Le but de la titularisation est de mettre en place des gens qui feront changer de cap à l'école catholique et la videront de sa coquille. »

Ceux-là sont donc décidés à refuser la titularisation, y compris, disent-ils, au risque de perdre leur emploi. « Je me recyclerais dans la biologie ou l'agriculture », prévoit un professeur de sciences naturelles. « J'ai déjà été chômeur avant d'enseigner », se souvient M. Bernard Panier. « Je refuserais, et je retirerais mes enfants de l'école », promet Mme Françoise Maitillet, adjointe d'enseignement, professeuse à Sainte-Ursule. « Et si mon mari est au chômage, tant pis. Il y a des valeurs qui passent avant l'argent. » Elle ajoute : « Je ne pourrais en vouloir à ceux qui accepteraient. Beaucoup accepteraient sans être d'accord, par crainte d'être licenciés. »

### Et si l'on décloisonnait ?

Ce pari de croire que l'enseignement privé tirera profit de la titularisation de ses maîtres, d'autres, militants de la CFDT pour la plupart, sont prêts à le tenir. Non qu'ils réclament une « intégration pure et simple ». Ils attachent du prix, répètent-ils, à ce que les parents gardent une certaine possibilité de choix. Le danger d'une assimilation du privé par le public leur paraît minime. Ils pensent que les enseignants du public ne seront pas légion à inviter les écoles privées. S'ils y entrent et ne s'y sentent pas

à l'aise, « ils ne resteront pas », est persuadé M. Gérard Cordier, titulaire du CAPET, professeur de sciences et techniques économiques à Notre-Dame. En outre, les mutations ne seront pas si fréquentes, souligne M. Paul Guilley, adjoint d'enseignement, professeur d'histoire à Saint-Joseph : « Ici, moins de dix enseignants sur soixante-quinze ont plus de quarante-deux ans. Le corps enseignant est donc jeune et sera stable pendant vingt ans. »

Du statut de la fonction publique, ils attendent « la sécurité idéologique, la possibilité, dit l'un d'eux, professeur d'histoire et géographie, d'avoir le langage que je souhaite sans être obligé de me censurer, comme je dois le faire actuellement pour éviter de continuel affrontements ».

Certains ne dissimulent pas qu'ils voudraient en finir avec l'existence de deux réseaux d'enseignement, « dont chacun ne vit que des insuffisances de l'autre », selon l'expression d'un professeur de mathématiques à Notre-Dame. Maintien de l'enseignement catholique, c'est, considèrent-ils, « mettre la flamme sous le boisseau ». C'est, de la part de l'Église, résume M. Cordier, « faire plus confiance à la pérennité des institutions qu'au témoignage des croyants ». D'autant, s'indigne Mme Agnès Dejeux, qui enseigne depuis trente-quatre ans, que trop de « contre-témoignages d'intolérance », tel le mépris à l'égard des associations minoritaires de parents d'élèves, entachent les écoles catholiques. Alors, non pas une seule école, mais des « écoles

autonomes », une école « autre », en « prenant ce qui est bon dans les deux systèmes ».

Les positions sont quasiment inconciliables. Ce qui n'empêche pas les « chiens de falence » de se regarder en compagne, lorsqu'ils coopèrent dans les mêmes classes. À Saint-Joseph, par exemple, où plusieurs maîtres ont décloisonné trois classes de sixième, appliquant, avant la lettre, des réformes contenues dans le rapport Le Grand, le tour plutôt vif pris par les événements n'a pas entamé le travail en commun. « Sur les problèmes pédagogiques, concède un professeur d'histoire, on s'entend quand même avec ceux qui, sur les propositions du ministre et l'avenir de l'école privée, se conduisent comme des ayatollahs ! »

CHARLES VIAL

## Plaidoyer pour l'incinération

Certains militent pour l'école privée ou la liberté d'expression, d'autres se battent contre la bombe, le tabac ou le bruit... Le docteur Jacques Godard, lui, a consacré beaucoup d'énergie, depuis quarante-cinq ans, à un combat très particulier : permettre aux défunts de se faire incinérer. Ce médecin à la retraite est le président honoraire de la Fédération française de crémation (1), qui déclare compter plus de trente-sept mille adhérents.

Depuis l'âge du bronze, il y a deux manières de traiter les cadavres : on les enterme ou on les brûle. Si l'incinération était courante dans la Grèce primitive, elle devait disparaître en Occident à la fin du onzième siècle et n'être autorisée en France qu'à partir de 1887.

Cant ans après, cette forme de funérailles reste très marginale. Moins de neuf mille Français ont été incinérés en 1983 — quatre fois plus qu'en 1973 — ce qui représente moins de deux décès sur cent (1,6 % environ). On est loin de la Belgique (8,4 % en 1980) et de l'Allemagne fédérale (17,7 %), encore plus loin des Pays-Bas (35 %), de la Suisse (49,4 %) et de la Grande-Bretagne (84,8 %). Sans compter le Japon, où la crémation s'applique à neuf défunts sur dix.

### Des écologistes spécialisés

Quand on lui demande son âge, le docteur Godard précise : « Sixante-dix-huit ans et demi. » Et d'ajouter, comme les enfants ? « Oui, vous voyez, j'ai pas peur de la mort. Nous, les crémationnistes, nous avons fait la paix avec elle. » C'est un collègue médecin qui l'avait introduit dans cette association en 1938. La « famille crémationniste » comptait alors surtout des libres penseurs, volontiers anticléricals. Il fallait affronter l'Église catholique, qui était opposée à la crémation au nom de la résurrection des corps. « À l'époque, un évêque nous avait même traités de cannibales ! Quand on pense à tous les hérétiques brûlés au Moyen Âge... »

Le combat a changé progressivement. Mis en veilleuse, l'anticléricalisme a cédé la place à un argument hygiénique : éviter le risque d'épidémies. Puis, ce risque diminuant, on est passé à un autre aspect : le manque de place.

Calculez. Chaque tombe occupe en moyenne 3 mètres carrés. Avec 550 000 décès par an, ça fait 1 650 hectares qui sont mobilisés... Dans les grandes villes, en particulier, avec la migration des ruraux et le système des concessions perpétuelles, le problème s'aggrave en permanence.

« Nous, crémationnistes, nous sommes des écologistes spécialisés, dit le docteur Godard. La nature, nous l'aimons et voulons la garder le plus grande place possible. Notre slogan, c'est : garder le sol pour les vivants. »



### Un crématoire par département ?

Les crémationnistes soutiennent que l'incinération coûte moins cher que l'inhumation. Qu'elle coûterait moins cher, en tout cas, si on permettait à tous les Français d'y avoir recours, sans devoir payer des frais de transport onéreux.

Il n'existe, en effet, que quatorze crématoriums en activité. Par ordre d'ancienneté : Paris (cimetière du Père-Lachaise), Rouen, Marseille, Lyon, Strasbourg, Toulouse, Amiens, les Joncherolles (région parisienne), Mulhouse, Orange, Lille, Le Havre, Bordeaux et Montpellier. Quelques autres sont en projet ou en construction (Nice, Clermont-Ferrand).

« Nous nous battons pour avoir un crématoire par région en 1990 et un par département à la

fin du siècle », précise le docteur Godard. Plus modestement, les crémationnistes réclament que la règle des 200 kilomètres (au-delà desquels on ne peut transporter un corps dans un cercueil de bois léger) soit portée à 300 kilomètres. Ils n'ont obtenu, jusqu'à présent, que de vagues promesses du gouvernement de gauche, jugé pourtant pas ouvert à l'incinération que ses prédécesseurs. Le docteur Godard ne qualifie-t-il pas de « catastrophe

pour les crémationnistes le passage à l'opposition de plusieurs grandes municipalités ? Depuis 1983, l'Église catholique ne condamne plus l'incinération. Elle a même établi une liturgie spéciale pour cette circonstance. L'opposition religieuse vient plutôt des juifs (qui associent les crématoires à d'horribles souvenirs) et des musulmans. Les crémationnistes se heurtent surtout au poids des habitudes et des traditions : depuis des siècles, l'inhumation est devenue synonyme de funérailles. Des sondages montrent cependant qu'un Français sur cinq souhaiterait se faire incinérer.

La Fédération française de crémation s'est un peu dépolémisée et légèrement rejointe. « Les jeunes recrues sont souvent des enfants de crémationnistes », précise le docteur Godard, qui aimerait voir s'élargir un peu plus cette « famille » à divers courants « spirituels, sociaux et politiques ». La revue de la Fédération ne s'appelle plus la Flamme purificatrice, mais la Flamme. Ces militants n'ont pas perdu toute emphase pour autant. Au dernier congrès national, on entendait encore à la tribune des slogans du genre : « Donner-nous des crématoires, nous vous donnerons des crématoires. » Un style un peu vieillot pour défendre, après tout, une idée d'avenir.

ROBERT SOLÉ

(1) 9, rue de l'Aurora, 74000 Annecy-le-Vieux. Tél. : (30) 23-66-00.

## Particularités bretonnes

De notre envoyée spéciale

Brest. — La Bretagne mobilise. « Je ne suis pas contre l'école publique. Je serais le premier à descendre dans la rue si elle était menacée. Mais, si je vais manifester à Rennes, c'est précisément pour la liberté », explique M. Pol Moal, directeur de l'école Charles-de-Foucauld à Brest. Les manifestations affluent de toute part pour le rassemblement qui a lieu ce samedi à Rennes, il commente : « Il y a des retraités, des jeunes, mais aussi des enseignants de l'école publique dont les enfants sont chez moi. »

Comment peut-il en être autrement en Bretagne, l'une des régions où l'école privée fait partie du « patrimoine » provincial depuis le siècle dernier ? 42 % des élèves y sont scolarisés (la moyenne nationale est de 15 %).

« En Bretagne, l'école libre regroupe des enfants de toutes catégories. Nous sommes une école ouverte à tous », affirme M. Pol Moal. Du reste, la loi nous interdit toute discrimination. »

École de riches, a-t-on dit de l'école privée. La Bretagne s'en défend. Dans le secondaire, à Charles-de-Foucauld, la participation annuelle des familles s'élève à 540 F par an (la subvention de l'État est de 1 896 F pour les collèges). Dans le primaire, elle est de 270 F (900 F de subvention). Les chiffres sont comparables à Saint-Louis de Châteaulin (Finistère). La participation annuelle des familles s'élève à 300 F. Celles qui ont des difficultés sont aidées.

L'école catholique estime devoir remplir un rôle particulier dans l'enseignement des enfants. A Charles-de-Foucauld, on met l'accent sur les valeurs qui sous-tendent l'enseignement : « Nous avons un projet pédagogique. Nous voulons avoir une relation individuelle avec chaque élève, être disponibles pour tous les parents. D'autre part, nous essayons d'intégrer les valeurs de relations

humaines, de justice, en exposant par exemple les problèmes du tiers-monde. »

A Saint-Louis de Châteaulin, c'est l'aide aux familles en difficulté qui est mise en avant : « Certains parents viennent me voir car ils ont des enfants à problèmes, (milieux démunis, foyers déshérités, difficultés caractérielles), affirme le Frère Jean. Je prends souvent ces élèves en internat, les parents n'étant pas assez disponibles. J'ai ainsi une classe de sixième et une classe de cinquième où il nous faut apprendre à lire aux enfants. »

### Nous sommes différents

Son de cloche plus « missionnaire » dans les Côtes-du-Nord, où un tiers « seulement » des enfants sont scolarisés dans l'enseignement libre. « L'Église a perdu beaucoup de ses moyens de contact avec le monde quotidien », affirme M. Ange Le Bourhis, directeur catholique. Si l'école catholique disparaît, l'Évangile aura perdu un point d'impact. Nous ne disons pas que nous sommes les meilleurs, mais que nous sommes différents et voulons le rester. »

Les propositions de M. Savary apparaissent comme autant de menaces. « Il serait impossible d'avoir des projets pédagogiques autour d'une équipe d'enseignants », affirme M. Jean-Louis Bideaud, directeur de l'école Saint-Joseph (Brest). Les nouveaux professeurs seraient recrutés sans qu'on nous demande notre avis. Le projet de loi ne dit même pas un mot sur le directeur d'établissement. D'autre part, les membres du conseil d'administration de l'EIP seraient en majorité de droit public. C'est la fin de ce qui fait notre différence. Et la fin de l'école libre. »

M.-C. ROBERT.



«LE HÉRON» A CHAILLOT, RENCONTRE AVEC AXIONOV

Cet oiseau qui vient toujours de Pologne

Vassili Axionov est sans doute le romancier russe contemporain qui a eu — mis à part Soljenitsyne — le plus de livres traduits en français. Une dizaine de titres en vingt ans témoignent de la richesse d'écriture et de la gravité farfelue d'un écrivain qui avait fait, en 1960, une entrée fracassante dans la littérature soviétique pour être, vingt ans plus tard, déchu de sa nationalité.

A cinquante et un ans, Axionov a conservé cette forme de politesse qui consiste à éclater de rire plutôt que de se lamenter sur soi-même et ses déboires. L'œil gris, le cheveu roux bouclé, il s'est appliqué à adopter, avec un mimétisme appliqué, l'allure et l'accent d'un Américain, puisque c'est là qu'il vit désormais. Russe émigré qui refuse de se comporter en exilé. Se considère-t-il comme un écrivain russe typique ?

« Le seul fait que je vive maintenant à l'Ouest n'est déjà pas typique, répond-il en éclatant de rire. Mais dans ma carrière littéraire je l'ai été, au début.

Je suis né à Kazan, en 1932. Et Kazan se retrouve dans beaucoup de mes nouvelles. L'image de cette ville est toujours vivante en moi, et dans mon prochain roman je parle beaucoup du Kazan des années 50, quand Staline vivait encore, de mes premières impressions d'étudiant. J'ai vécu là-bas en deux périodes : la première jusqu'à seize ans, avant d'aller à Magadan, chez maman ; la seconde, quand je suis revenu à dix-huit ans pour entrer à l'Institut de médecine. J'y suis resté trois ans, puis je suis parti pour Leningrad poursuivre mes études. Mon enfance, mon adolescence, c'est Kazan. C'est une ville étrange. Y êtes-vous allés ?

Pour les étrangers, la capitale de la République soviétique autonome tatare est à peu près inaccessible. On peut la traverser en participant à une croisière sur la Volga.

Ce n'est pas seulement une ville tatare ; avant la révolution, elle possédait une des universités les plus anciennes de Russie et c'était une ville extrêmement raffinée. Il y avait une ville européenne tout à fait séparée de la ville tatare. Maintenant, c'est une ville ordinaire de province d'un million d'habitants, avec une industrie importante et une vie misérable soviétique.

Quand vous aviez cinq ans, en 1937, vos parents ont été tous deux arrêtés. Dans un témoignage exceptionnel (1), votre mère décrit la « sensation de stupeur » qui l'avait saisie dès son arrestation et qui l'avait aidée finalement à revenir vivante. « J'ai essayé, écrit-elle après dix-huit années passées dans les camps, d'imprimer chaque chose dans ma mémoire, en espérant pouvoir un jour raconter à des personnes honnêtes, à des vrais communistes qui certainement, tôt ou tard, voudraient m'écouter. » A vous, que vous est-il arrivé ?

J'avais un demi-frère, Aliocha, qui est mort de faim pendant la guerre, à Leningrad. D'abord, c'est l'Etat qui s'est chargé de nous, dans un orphelinat. Puis

En 1979, il avait été l'un des cinq responsables de l'Almanach littéraire Métropole publié, pour la première fois hors du contrôle de la censure et pour protester contre l'exclusion de l'Union des écrivains de deux jeunes rédacteurs de l'Almanach, il avait démissionné de l'organisation et dénonçant les « arrivistes incompé-

jusqu'à la mer d'Okhotsk. Une société bizarre ! La plupart étaient d'anciens détenus ; le reste, c'était le KGB — qu'on appelait alors MGB, — un petit nombre de volontaires venus avec un contrat pour travailler à la Kolyma. Il y avait aussi des prisonniers japonais ; ils étaient plusieurs milliers quand je suis arrivé. Ils défilèrent toujours le poing levé avec des drapeaux rouges en chantant des chants révolutionnaires. C'était très malin ! Ils chantaient en russe : « Nous nous battons hardiment pour le pouvoir des Soviets » (il mime et rit aux éclats). Ils n'étaient pas gardés, très disciplinés ; ils faisaient un peu de trafic et ils construisaient des maisons, très belles...

Faire connaissance avec sa mère, à seize ans, ce doit être un choc terrible.

Oui. Mais un choc positif. Nous nous sommes tous de suite compris. Elle m'a paru si jeune. Elle avait à peine quarante-deux ans, et elle était si jeune...

En principe, se souvient Axionov trente-cinq ans après ce 9 octobre 1948, je savais ce qui lui était arrivé, mais j'étais un petit garçon très soviétique, je ne doutais pas du tout de Staline et j'étais sûr que le système soviétique était le plus merveilleux. Je comprenais bien que ce qui était arrivé à mes parents n'était pas bien, mais je le considérais comme un malheur personnel. Parce que mes parents à moi ne pouvaient pas être des ennemis du peuple... Ce ne pouvait être qu'une erreur.

Cette méfiance m'a suivi, non seulement, pendant toute mon enfance, mais jusqu'à ce que je quitte l'URSS. C'était lié au passé. Les conclusions de l'appareil se font toujours avec une logique extrêmement primitive (il mime). Pourquoi Axionov créait-il une littérature qui nous dérange ? Pourquoi écrit-il des choses qu'il ne devrait pas écrire ? Camarades, c'est clair, il vent venger ses parents... Son père et sa mère ont été dans les camps. Ne cherchez pas d'autre explication !

Dans mon dernier roman — il n'a pas encore de titre, — le héros est un photographe en conflit avec la société. J'ai fait de lui le fils d'un ancien bolchevik, membre du comité central, son frère est général du KGB, sa mère aussi est une personnalité importante du Parti. L'élite soviétique... Et, tout d'un coup, il se rebelle. Vous comprenez, il n'est pas nécessaire d'avoir un passé comme le mien pour n'être pas satisfait ; j'ai rencontré, en immigration, beaucoup de gens qui s'étaient exilés et qui, pourtant, appartenaient aux positions les plus élevées de la hiérarchie soviétique, avec un bel avenir...

Comment était-ce, à seize ans, de quitter Kazan pour la Kolyma ?

Une aventure colossale. Moscou, en 1948, était une ville extrêmement remuante, et remuée ! La guerre venait de se terminer, la jeunesse était revenue du front, de l'Allemagne vaincue, on avait rapporté des quantités de prises de guerre, des voitures, des vêtements. Cela m'a fait une forte impression ; c'était la capitale.

Pour aller là-bas, retrouver ma mère, il fallait traverser tout le pays, et il n'y avait alors que de petits avions. De Moscou à Magadan, il nous a fallu sept jours de vol, sept jours. Avec des haltes pour la nuit, bien entendu. Pour moi, c'était un monde nouveau, une formidable découverte, après ce trou perdu de Kazan... Nous nous sommes arrêtés pour dormir à Sverdlovsk, à Novosibirsk, puis à Chita, Krasnoïarsk, Khabarovsk où nous avons passé deux jours, puis Okhotsk.

C'était une drôle de ville que Magadan ! La foule, dans la rue, était assez étrange : la plupart des gens étaient vêtus de gros molleton, mais tout d'un coup, on voyait passer une dame superbe dans un magnifique manteau de fourrure ou avec des renards argentés — c'était l'époque d'un haut « guebiste » — on voyait aussi des vêtements à l'euro-péenne, parce que des « personnes déplacées » avaient été renvoyées

En 1979, il avait été l'un des cinq responsables de l'Almanach littéraire Métropole publié, pour la première fois hors du contrôle de la censure et pour protester contre l'exclusion de l'Union des écrivains de deux jeunes rédacteurs de l'Almanach, il avait démissionné de l'organisation et dénonçant les « arrivistes incompé-

jusqu'à la mer d'Okhotsk. Une société bizarre ! La plupart étaient d'anciens détenus ; le reste, c'était le KGB — qu'on appelait alors MGB, — un petit nombre de volontaires venus avec un contrat pour travailler à la Kolyma. Il y avait aussi des prisonniers japonais ; ils étaient plusieurs milliers quand je suis arrivé. Ils défilèrent toujours le poing levé avec des drapeaux rouges en chantant des chants révolutionnaires. C'était très malin ! Ils chantaient en russe : « Nous nous battons hardiment pour le pouvoir des Soviets » (il mime et rit aux éclats). Ils n'étaient pas gardés, très disciplinés ; ils faisaient un peu de trafic et ils construisaient des maisons, très belles...

Faire connaissance avec sa mère, à seize ans, ce doit être un choc terrible.

Oui. Mais un choc positif. Nous nous sommes tous de suite compris. Elle m'a paru si jeune. Elle avait à peine quarante-deux ans, et elle était si jeune...

En principe, se souvient Axionov trente-cinq ans après ce 9 octobre 1948, je savais ce qui lui était arrivé, mais j'étais un petit garçon très soviétique, je ne doutais pas du tout de Staline et j'étais sûr que le système soviétique était le plus merveilleux. Je comprenais bien que ce qui était arrivé à mes parents n'était pas bien, mais je le considérais comme un malheur personnel. Parce que mes parents à moi ne pouvaient pas être des ennemis du peuple... Ce ne pouvait être qu'une erreur.

Cette méfiance m'a suivi, non seulement, pendant toute mon enfance, mais jusqu'à ce que je quitte l'URSS. C'était lié au passé. Les conclusions de l'appareil se font toujours avec une logique extrêmement primitive (il mime). Pourquoi Axionov créait-il une littérature qui nous dérange ? Pourquoi écrit-il des choses qu'il ne devrait pas écrire ? Camarades, c'est clair, il vent venger ses parents... Son père et sa mère ont été dans les camps. Ne cherchez pas d'autre explication !

Dans mon dernier roman — il n'a pas encore de titre, — le héros est un photographe en conflit avec la société. J'ai fait de lui le fils d'un ancien bolchevik, membre du comité central, son frère est général du KGB, sa mère aussi est une personnalité importante du Parti. L'élite soviétique... Et, tout d'un coup, il se rebelle. Vous comprenez, il n'est pas nécessaire d'avoir un passé comme le mien pour n'être pas satisfait ; j'ai rencontré, en immigration, beaucoup de gens qui s'étaient exilés et qui, pourtant, appartenaient aux positions les plus élevées de la hiérarchie soviétique, avec un bel avenir...

Comment était-ce, à seize ans, de quitter Kazan pour la Kolyma ?

Une aventure colossale. Moscou, en 1948, était une ville extrêmement remuante, et remuée ! La guerre venait de se terminer, la jeunesse était revenue du front, de l'Allemagne vaincue, on avait rapporté des quantités de prises de guerre, des voitures, des vêtements. Cela m'a fait une forte impression ; c'était la capitale.

Pour aller là-bas, retrouver ma mère, il fallait traverser tout le pays, et il n'y avait alors que de petits avions. De Moscou à Magadan, il nous a fallu sept jours de vol, sept jours. Avec des haltes pour la nuit, bien entendu. Pour moi, c'était un monde nouveau, une formidable découverte, après ce trou perdu de Kazan... Nous nous sommes arrêtés pour dormir à Sverdlovsk, à Novosibirsk, puis à Chita, Krasnoïarsk, Khabarovsk où nous avons passé deux jours, puis Okhotsk.

C'était une drôle de ville que Magadan ! La foule, dans la rue, était assez étrange : la plupart des gens étaient vêtus de gros molleton, mais tout d'un coup, on voyait passer une dame superbe dans un magnifique manteau de fourrure ou avec des renards argentés — c'était l'époque d'un haut « guebiste » — on voyait aussi des vêtements à l'euro-péenne, parce que des « personnes déplacées » avaient été renvoyées



des Komsomols léninistes où était alors Efron. On l'a interdite. Elle s'appelait : Baiser, poisson, orchestre, saucisson...

Je cherchais surtout la forme. L'idée de la satire totale s'associait complètement à mon idée d'une écriture explosive, diffractée ; ensuite j'ai subi l'influence de l'avant-garde des années vingt : Bely, Remizov, Piliak. Ce que je voulais, c'était un travail sur les mots, le jeu des mots, un collage. Quand j'ai écrit Notre ferraille en or, j'ai compris que la littérature avait changé, qu'on était revenu au temps des ténèbres. Alors, j'ai fait un travail formel d'expérimentation. On me l'a refusé aussi. Si ce livre avait été publié, peut-être que je n'aurais pas émigré... Il n'y avait rien de particulièrement choquant du point de vue politique, mais la forme a suscité l'arage des fonctionnaires : « pourquoi nous imposer du modernisme ? de l'avant-garde ? La littérature russe n'a rien à voir avec ça !

Alors j'ai compris que je n'avais plus rien à attendre, même si parfois j'arrivais à publier quelque chose, comme Recherche d'un genre par exemple, qui a fini par paraître dans Novy Mir en 1977 parce que j'ai fait du chantage.

Métropole, en janvier 1979, reprenait une tradition russe du dix-neuvième siècle : des écrivains s'étaient réunis pour publier un « almanach littéraire ». Et cela hors censure. Ne savez-vous pas que c'était inadmissible ?

Je me suis trouvé au sommet de l'entreprise parce que, dès le début, tout le monde pensait que je n'avais plus rien à perdre. Tout le monde, comprenait que c'étaient mes derniers jours : à cause de la Brulure, la crise montait ; le manuscrit avait circulé, beaucoup de gens l'avaient lu et j'étais comme une tranche de pain déjà coupée du reste ! J'étais donc plus libre. Mais ce fut un travail de groupe : Erofeev, Popov, Bitov, Iskander et d'autres même s'ils ne faisaient pas partie de la rédaction.

Métropole, ce fut une date importante, pas seulement pour nous qui l'avons fait, mais pour la

littérature soviétique en général, une date historique. La première tentative de gens connus et moins connus qui se dressent contre la censure. Et la chose la plus stupéfiante, c'est qu'il n'y a pas eu un seul traitre !

C'est à ce moment-là que vous avez écrit le Héron ?

Oui. En pleine crise de Métropole. Jusque là, j'avais toujours été très occupé, il fallait que je travaille pour gagner ma vie. Et soudain, en 1979, je n'avais rien à faire. On était à la campagne, sous tension, et cette vieille histoire de Héron-héronne m'est revenue, je l'ai écrite pour mon plaisir (4).

J'en parle dans plusieurs de mes livres de cet oiseau que j'ai vu un jour sur la Baltique au milieu des marais : dans la Brulure, dans Notre ferraille en or.

La nuit excédait par l'odeur des champignons pourrissants, j'allais sur la véranda et j'entendais le cri d'un oiseau, des cris sourds, inquiets et comme honteux, le bruit de grandes ailes montait jusqu'à moi et tout près dans le noir, je sentais un envol lourd, maladroit et irrésistible. C'était une héronne, mon vieux. Chaque nuit, je ne sais pourquoi, elle allait en Pologne...

C'est la même héronne qui revient de Pologne et qu'on attend à l'arrêt de l'autobus...

Propos recueillis par NICOLE ZAND.

- (1) Le Verger d'Evgenia Guinzbourg (Seuil, 1967) et Le ciel de la Kolyma, qui est la suite (Seuil, 1980). Auteurs de nos livres n'a paru en URSS.
- (2) Selon Robert Conquest, il y avait probablement vingt millions de détenus politiques, soit un soviétique sur dix.
- (3) Il évoque pour la première fois de sa vie à Magadan dans La Brulure paru chez Gallimard l'année dernière, son roman le plus ambitieux, le plus désespéré.
- (4) Le texte du Héron traduit — comme la plupart des œuvres d'Axionov par Lily Denis — est publié par Actes Sud dans une nouvelle collection « Théâtre National de Chaillot », 60 F.

«Dallas» et le vertige

Philip Roth, l'auteur de Portnoy et de l'Écrivain fantôme, qui soumettait au scénario d'un film TV tiré du Verger, le livre de Mémoires d'Evgenia Guinzbourg, vient de se voir préférer un scénariste de Hollywood, Will Loring, par l'éditeur italien Mondadori, propriétaire des droits du livre.

Cette histoire (im)morale s'explique par le fait que M. Loring a, à son crédit, des séries comme « Les Intouchables » ou « Dallas ». Cette décision a été prise contre la volonté du fils de l'auteur, Vassili Axionov, qui n'est pas parvenu à faire changer d'avis l'éditeur italien. « Ce qui me choque », a dit M. Axionov, c'est qu'en Occident un éditeur — n'importe quel éditeur — puisse assumer la propriété légale des droits d'un auteur, uniquement parce que cet auteur est maintenant derrière le rideau de fer. » Mondadori a refusé de répondre.

Antoine Vitez : « Mon double témoignage »

Quelle est la Russie que nous aimons ? s'est demandé Antoine Vitez, qui présente, simultanément, la Mouette et le Héron, Tchekhov et Axionov, deux œuvres aux titres d'oiseaux qui semblent s'opposer. « Ici, là-bas. Il n'y aura pas de jours meilleurs sans une compréhension unique de ce qui s'est passé là-bas », prévient le metteur en scène.

Ces deux spectacles, nous expliquent-ils, c'est mon témoignage sur un pays avec lequel j'entretiens des relations imaginaires. Un double témoignage. Il y a des gens qui disent une culture en dehors de la leur propre ; moi, j'ai choisi la Russie alors que je n'ai aucune racine là-bas, et j'entretiens avec elle des relations tout à fait personnelles : je la hais autant que je l'aime.

Je me suis aperçu qu'il y a une Russie que je déteste, celle que détestait Anton Tchekhov, la Russie idiote, obscurantiste, complaisante à elle-même, la Russie de la confession publique flagellante, la Russie qui fait commerce de l'âme russe... Il y a



Directeur Daniel Barenboïm

Salle Pleyel - 20h30

15, 16 février

SINOPOLI

directeur

CHOEUR DE L'ORCHESTRE DE PARIS

Chef du Chœur : A. OLDHAM

SINOPOLI - WAGNER - SCHUBERT

2 mars

BARENBOÏM

direction et piano

SOLISTES ET CHOEUR DE L'ORCHESTRE DE PARIS

Chef du Chœur : A. OLDHAM

WAGNER - WAGNER - SCHUBERT

LOCATION : Salle Pleyel/563.07.95

Le Monde  
classiers et documents  
LA SANTÉ  
DANS LE  
TIERS-MONDE  
N° SPECIAL - FÉVRIER 1984  
16 PAGES - 10 F











# Économie

## VOYAGE AU CŒUR D'UNE « ZONE DE CONVERSION »

### Ne pas désespérer Decazeville

De notre envoyé spécial

Decazeville. — Que fait donc l'Etat ? Comment échapper à cette question lancinante à Decazeville (Aveyron), un des quatorze pôles de conversion choisis par le gouvernement ? La nation a contracté, en effet, une dette morale envers le « bassin » qui, aux frontières de l'Aveyron et du Lot, fabriquait jadis, à son heure de gloire, les deux tiers des rails français. Or ces cinq communes industrialisées depuis 1828 furent frappées de plein fouet par la fermeture des mines de fond en 1961, première secousse d'une mutation qui déjà s'annonçait. La manne gouvernementale dès lors fut généreusement attribuée à un pays dont on craint les colères depuis la défenestration de l'ingénieur Watrin en 1886. La grève de soixante-six jours en 1961-1962 rappela la tradition syndicale de cette terre occitane. « La droite, affirme un responsable patronal, prit toujours le bassin avec des pincettes ».

Près de 100 millions de francs sont versés chaque année à cette région en crise : lourde ardoise pour un pays où, après trente ans de déclin, deux mille des trois mille emplois industriels restants seraient menacés à court terme. Respiration artificielle pour un

bassin qui perd l'habitude de réfléchir par lui-même à son avenir industriel : la chambre de commerce est embryonnaire à Decazeville, la zone industrielle à peine terminée, les patrons locaux salariés de grands groupes et collectivement inexistants.

Tout naturellement, le bassin, menacé aujourd'hui dans son existence même, se tourne vers les pouvoirs publics. Elus et syndicalistes se succèdent dans les antichambres des ministères, alors qu'un comité local pour l'emploi est aujourd'hui seulement en voie de formation à Rodez.

#### En pays rouge

« A l'Etat, affirme M. Lucien Mazart, maire PS d'Aubin, une des cinq communes du bassin, d'effectuer les gestes de survie. » La volonté politique doit franchir les barrières des technocrates désignés à nous voir disparaître », déclare M. Pierre Delpech, maire de Decazeville, proche du PC.

Cet appel à l'aide apparaît d'autant plus naturel que la gauche est au pouvoir. Dans ce pays rouge où la CGT fait 55 % des

voix aux élections professionnelles, l'opposition ne présente pas de liste, faute de représentativité, aux élections municipales. On a donc élu, plus qu'ailleurs, à l'ombre des terrils, à l'état de grâce. M. Pierre Mauroy ne venait-il pas en octobre 1981 célébrer le vingtième anniversaire de la mort de Paul Ramadier, ancien président du conseil, maire de « Decaz » de 1919 à 1959 ? Ne promettait-il pas à cette occasion un avenir à la métallurgie du bassin ? « Avec Mauroy, vint l'espoir. L'espoir avant tout de moderniser cette sidérurgie, auquel on avait voulu croire après la saignée en 1961 de deux mille mineurs.

L'acierie à oxygène à coulée continue, financée en 1966 pour 5 milliards de centimes par le gouvernement d'alors, avait permis aux hauts fourneaux du bassin d'expérimenter des techniques d'avant-garde. Les ateliers de mécanique avaient été en partie sacrifiés à la sidérurgie prometteuse. Decazeville avait retrouvé des raisons d'être fières : des ingénieurs américains étaient venus visiter le canton. On veut croire aujourd'hui que l'installation d'un nouveau laminoir à cage croisée, unique en France, permettrait au bassin de retrouver sa vocation de pionnier. M. Pierre Mauroy ne peut faire moins que Georges Pompidou il y a vingt ans. Les aciéries ainsi laminées mettraient en outre, en diversifiant les clients, de rétablir les comptes d'une société gravement déficitaire (60 millions de francs). La société d'exploitation de la sidérurgie de Decazeville (SESD) et ses quatre cent cinquante salariés se sont retrouvés, de la CGC à la CGT, derrière ce projet de 100 millions de francs.

#### Des plans à répétition

Or ce laminoir fut bel et bien refusé au terme d'une réunion à Paris de trente personnes le 9 février. La décision fut même prise avant cette concertation apparente puisque M. Laurent Fabius, ministre de l'Industrie, l'annonçait huit jours auparavant dans une lettre à un député du département. M. Jean Rigal, radical de gauche, Lot de consolation, 70 millions de francs au titre de la modernisation furent pourtant attribués à la SESD, qui devait permettre de diminuer de moitié le déficit de l'entreprise. Demi-mesure donc, pour une sidérurgie qui en 1986 ne pourra plus être subventionnée en vertu des directives européennes, et devra logiquement disparaître. Demi-mesure entre les impératifs de rigueur et les promesses politiques. « Parade, mise en scène », tranchent les responsables de la CGT. « On est en droit, affirme M. Michel Fages, délégué du personnel (CGT) de la SESD et responsable local du Parti communiste d'attendre autre chose de la gauche. On n'aurait pas toléré ce refus de la droite. On va repartir de Decazeville. » Dès le mercredi 15 janvier, trois des onze entreprises de Decazeville ont cessé le travail : « Grève d'avertissement », annonce le responsable de l'union locale de la CGT, M. Gérard Thomas, et M. Joachim Godeau, un ingénieur public de la CGC, appelle les pouvoirs publics dans le journal de la CGT à repenser une décision qui, telle quelle, « condamnerait à jamais le bassin ». D'autres activités, comme la centrale de Penchot où l'exploitation de zinc à « Vieille Montagne », sont condamnées elles aussi à très court terme sans investissements nouveaux. Le recul sur le laminoir augure mal évidemment de possibles décisions favorables.

La priorité donnée par la CGT « au maintien et à la modernisation des activités existantes » sur la diversification n'est guère contestée sur ce bassin. La reconversion y est un mot tabou : les tentatives malheureuses dans les

années 60 n'ont attiré que quelques chasseurs de primes : quatre cent cinquante emplois créés alors, soixante-dix restant aujourd'hui. Depuis, rien ou presque : les nomades installés sur la zone industrielle semblent avoir l'éternité pour eux. Aucune proposition sérieuse pour l'instant n'est faite auprès des élus ou à la préfecture ; seule une entreprise de Figeac toute proche (une quinzaine de salariés) songerait à déménager à Decazeville, avec le risque de déshabiller le Lot pour habiller l'Aveyron.

Les « zones de conversion » font sourire sur un bassin qui fut déjà, en 1979, la « priorité des priorités » du « plan Grand Sud-Ouest ». On compare ici ou là, goguenards ou dépités, les dispositions assez proches de ces plans à répétition. Les aides ne feront rien, pense-t-on, contre l'enclavement géographique ou encore contre la mémoire collective du patronat, qui n'a rien oublié du passé revendicatif.

« Il faut s'arc-bouter à la sidérurgie », affirme M. Pierre Delpech, maire de Decazeville, qui veut croire encore que le conseil au cabinet du ministre de l'Industrie qui leur annonce le 9 février l'échec du laminoir n'avait pas l'aval du gouvernement. M. Gérard Canonge, chef d'une entreprise de transport et militant d'un RPR discret, ne tient pas un autre langage : « Nous sommes tous dans une même charrette. Il faut défendre les industries existantes. » Seule la CFDT dénonce publiquement l'« handicap culturel » d'une région qui se croit vouée à la même industrie, « déconnectée de l'environnement national et international ». « La CGT est rétroquillée sur elle-même et refuse la réalité », affirme M. Jean-Louis Chauzy, responsable départemental de la CFDT. « Nous avons fait du corporatisme trop souvent », déclare un autre. Les discours passent mal pourtant chez les militants de base : les syndicats CFDT de la fonderie et de la métallurgie, incapables dans les usines exposées d'assumer de telles positions, se sont dissous en 1985.

Comment en effet prêcher le réalisme ou la solidarité nationale dans un pays où deux jeunes sur trois s'exportent ? La pyramide des âges ressemble fort sur ce bassin à un sablier, et la délinquance y est, faute de combattants, une des plus faibles de France. La population est passée en vingt ans de trente-cinq mille à vingt-cinq mille habitants. « Si on ouvrait une entreprise de quatre cents personnes affirme cet observateur, on ne trouverait guère de personnel sur place. » En 1970, déjà, pour la nouvelle aciérie, il s'fallait déboucher ailleurs une main-d'œuvre marocaine. Les salariés, mutés, reconvertis, quatre ou cinq fois, usés par des luttes toujours de multiples ouvertures et les pensions dans les mines ou la sidérurgie sont relativement confortables. Une mort douce en somme dans un pays en crise depuis trop longtemps : « Il y a eu érosion à la longue, on en vient à constater le déclin et c'est tout », affirme M. Robert Andrieu, qu'on ne peut suspecter, après trente ans de militantisme à la CFDT puis à la CFDT, de chercher à désespérer le bassin.

Les appels à la lutte de la CGT, qui croit à la sidérurgie de l'an 2000 à Decazeville, seront-ils longtemps entendus par une population ouvrière vieillie qui en secret s'est quelquefois résignée à une lente agonie ?

NICOLAS BEAU.

Publication de l'ordonnance sur l'assurance-chômage. L'ordonnance sur l'indemnisation des chômeurs adoptée mercredi 15 février par le conseil des ministres a été publiée vendredi 17 au Journal officiel.

## INNOVATION A NANTES

### Quand le directeur général se licencie lui-même...

De notre correspondant

Nantes. — Le directeur général de l'usine nantaise Brissonnau-Lotz Marine (BLM), filiale de Jeumont-Schneider, M. Jean Diquelou, cinquante-huit ans, a inscrit son nom en tête de la liste des 283 licenciés qu'il a établie pour essayer de sauver l'entreprise bientôt centenaire.

Au beau temps de la Navale, BLM a compté plus de 1 000 salariés spécialisés dans les truelles, grues et autres appareillages de bord. Elle est aujourd'hui frappée de plein fouet par la crise. Arrivé à y a trois ans aux commandes pour tenter de redresser la situation dans une conjoncture particulièrement difficile, M. Diquelou a engagé une politique de diversification. Mais l'entreprise ne peut attendre, avec ses effectifs actuels, qu'elle porte ses fruits.

Premiers touchés, les plus de cinquante-cinq ans mis d'office en préretraite. M. Diquelou n'a pas fait d'exception pour lui. « Dans une telle situation, je considère qu'étant directeur général, je suis un salarié comme les autres, avec des responsabilités particulières. J'ai cinquante-huit ans, donc, je suis concerné. Je ne publie pas. J'ai fait ce que j'ai pu. Je ne démissionne pas non plus. Je cherche la meilleure solution possible en réduisant les effectifs de production et de direction pour laisser une entreprise équilibrée. J'assume mes responsabilités jusqu'au bout. Ce n'est pas agréable. J'ai voulu que les choses se passent ainsi », souligne M. Diquelou pour montrer qu'il n'y a pas de nuage entre lui et son groupe. Il cite son président, M. Phéaux-Vélancien, qui répond à ses cadres que, « au-delà de cinquante-cinq ans, il est souhaitable de passer la main à de plus jeunes pour les fonctions opérationnelles ».

Dans l'entreprise, la nouvelle a été accueillie avec stupeur. Les syndicats ne critiquent pas l'attitude personnelle de M. Diquelou. Ils constatent avec amertume que cela ne change rien aux licenciements. Ou plutôt, si, on ne parle que de celui de leur directeur et pas des 282 autres.

La même crainte est enfin partagée par tous. Par qui va-t-il être remplacé ? Le nouveau directeur général saura-t-il mener, dans cette période de crise, un dialogue social comme l'homme de terrain qu'il est ? « On sait qu'on perd, pas qu'on trouve », dit un militant de la CGT.

JEAN-CLAUDE MURGALÉ.

## Journées d'action dans plusieurs secteurs

La Fédération de la banque CFDT, première organisation syndicale dans le secteur, appelle à de nouvelles manifestations devant le siège des commissions régionales paritaires le 22 février, jour de la deuxième réunion salariale de l'année, et à des assemblées générales du personnel dans les établissements le 27 et le 28 pour préparer une nouvelle grève nationale, qu'elle souhaite intersectorielle, et qu'elle envisage de son côté pour le 29 février, après le succès de la grève du 3 février.

D'autre part, la Fédération nationale des services sociaux CGT organise des journées d'action : le 21 février dans les caisses de retraite et les mutuelles ; le 22 à la Mutualité sociale agricole et dans les caisses de sécurité sociale des non-salariés ; le 23 dans les caisses du régime général et les ASSEDIC, pour la défense du pouvoir d'achat. A la RATP, la CGT consulte jusqu'au 24 février les agents en vue d'une nouvelle journée d'action, avec grève avant la fin du mois.

## Brusque aggravation du commerce extérieur de la France

La balance commerciale de la France a enregistré, au janvier, un très fort déficit, soit 9,12 milliards de francs en données brutes, ce qui constitue le plus mauvais résultat observé depuis janvier 1983 (- 11,54 milliards de francs). Les importations ont atteint 74 335 millions de francs (+ 9,9 % par rapport à décembre), et les exportations 65 037 millions de francs (- 10,1 % en un mois, + 27,7 % en un an).

Le taux de couverture s'est situé à 87,7 %, soit au niveau le plus faible depuis un an (81,5 % en janvier 1983). La balance avait été excédentaire de 800 millions de francs en décembre 1983.

En données corrigées des variations saisonnières, le déficit des échanges a représenté 5,47 milliards de francs. Il s'agit du solde négatif le plus élevé enregistré depuis mai 1983 (- 7,66 milliards de francs). Les importations ont atteint 74 335 millions de francs (+ 9,9 % par rapport à décembre), et les exportations 68 866 millions de francs (+ 1,8 % en un mois, + 23,4 % en un an).

Le taux de couverture a été de 92,6 % (88,3 % en mai 1983). La balance avait été équilibrée en décembre et déficitaire de 9,58 milliards de francs en janvier 1983.

Ces résultats, qui, selon une tradition retrouvée, ont été publiés après la fermeture des marchés européens des changes, sont attribués « pour une large part » à un gonflement des importations de pétrole. Les achats de brut ont atteint, pour le premier mois de l'année, 13,8 milliards de francs, soit, selon le ministère du Commerce extérieur, 2,7 milliards de plus que la moyenne mensuelle prévue. Ils ont représenté 7,8 millions de tonnes, soit près de moitié plus que la moyenne mensuelle de 1983 (5,4 millions). Serait-ce la raison ? et la sanction — du déstockage opéré, en 1983, à hauteur d'une douzaine de milliards de francs (le Monde du 11 février) ?

Les responsables du commerce extérieur estiment toutefois que compte non tenu de l'augmentation pétrolière « inhabituelle », le résultat de janvier — traditionnellement peu exaltant — est « compatible avec le retour à l'équilibre international » en 1984. Ils insistent : « Si l'on tient compte de cette surcharge — qui devrait se traduire ultérieurement par un allègement à due concurrence des importations — les résultats ne remettent absolument pas en cause la tendance au retour à l'équilibre des échanges commerciaux de marchandises observée depuis le milieu de 1983. »

Le déficit s'établit à 0,7 % du produit intérieur brut, contre 2,2 % en 1982. Selon le ministère de l'Economie et des finances, cette amélioration est due spécialement au tourisme, dont l'excédent est passé de 12,1 milliards de francs en 1982 à 21,5 milliards en 1983, et aux produits industriels, dont le solde positif a atteint 59 milliards de francs contre 29 milliards en 1982.

## A MAUBEUGE

### Le « casse-tête » d'une entreprise sidérurgique rentable

De notre envoyé spécial

Maubeuge. — Il est encore possible de gagner de l'argent dans la sidérurgie. Sans jamais recevoir de subvention, la Fabrique de fer de Maubeuge (FFM) a dégagé une marge brute d'autofinancement de 30 millions de francs l'an passé. Son résultat aura été « équilibré » après des bénéfices de 9 millions de francs en 1982. Filiale à 87 % des usines Gustave Boël — groupe belge indépendant lui-même en équilibre, — la FFM s'est spécialisée dans la galvanisation des tôles d'acier : 210 000 tonnes ont été produites l'an passé (près de 20 % de la production française), dont 50 % ont été exportées. Ce marché est un des rares encore en croissance. La consommation européenne a progressé de 50 % depuis 1974 et, d'après l'Institut Batelle, elle devrait se développer encore de 25 % à l'horizon 1990.

Pourtant, l'avenir de la FFM est incertain. Depuis la fin de 1980, et le recours à l'article 58 du traité de la CECA déclarant la sidérurgie en état de « crise manifeste », les autorités de Bruxelles fixent, en effet, les niveaux de production autorisée trimestre par trimestre pour chaque groupe. La FFM, qui n'a droit qu'à des quotas d'environ 35 000 tonnes, les dépasse presque systématiquement de moitié. « Nous y sommes contraints pour survivre », explique M. Michel Corpet, son PDG, la FFM s'est restructurée avant les autres, entre 1975 et 1980. Les effectifs ont été réduits de neuf cents en 1974 à six cent vingt aujourd'hui et la productivité a fait un bond de 40 %. Bruxelles n'en tient pas compte dans la définition de nos quotas. Si je les respectais, il faudrait arrêter l'usine un mois sur trois alors que nous avons des commandes. »

#### Quotas iniques

M. Corpet ajoute que les autres groupes (qui sont en période de restructuration) n'ont pu produire suffisamment et que, à l'échelle européenne, les quotas de 400 000 tonnes de tôles galvanisées n'ont pas été utilisés. « Le système est inique, il faut abolir les quotas sur ce marché. » Misant d'ailleurs sur l'abandon — prévu par Bruxelles — de l'article 58 le 1<sup>er</sup> janvier 1986, la FFM projette de construire une deuxième ligne de production de

tôles revêtues. Une demande de prêt de 150 millions de francs a été déposée au Fonds industriel de modernisation (FIM).

Mais, pour l'heure, la Commission européenne a condamné le groupe Boël (essentiellement à cause de sa filiale, la FFM) pour dépassement de quotas. L'amende est de 40 millions de francs français. Boël a fait appel, mais la Cour de justice de Luxembourg a confirmé la peine en juin dernier. Pour contourner l'obstacle, la FFM mise aujourd'hui sur un nouveau procédé de galvanisation (par jet d'azote) qui donne, selon elle, des « nouveaux produits ». En vertu de quoi elle réclame un changement de catégorie de quotas (passage de IC à ID). Mais Bruxelles, là encore, a refusé en commandant toutefois une étude plus précise. Si celle-ci, qui doit aboutir prochainement, confirme qu'il n'y a pas changement de produit, la FFM n'a plus d'issue.

L'affaire est révélatrice des ambiguïtés d'une politique de quotas. La condamnation de la FFM apparaît paradoxale : elle aboutit, en effet, à la mort d'une entreprise rentable qui n'a jamais fait appel aux contribuables. L'article 58 impose une réduction des capacités de production de chaque entreprise de façon homogénéité sans tenir compte de leur compétitivité propre. Cette loi que est contestable dans la mesure où elle aboutit à la sauvegarde d'usines archaïques aux dépens d'entités déjà restructurées. Les Allemands de l'Ouest ont d'ailleurs toujours souligné ce défaut. Mais elle a aussi ses avantages. Sans recours à l'état de « crise manifeste », une guerre des prix se serait déclenchée dans la sidérurgie européenne, et, vraisemblablement, les petites entreprises indépendantes comme la FFM en auraient fait les frais en premier.

S'il apparaît donc légitime de revendiquer un système plus souple, en l'état actuel des choses, l'article 58 définit une règle valable pour tous. La condamnation de la FFM (comme de la dizaine d'autres entreprises en dépassement de quotas) est de ce fait justifiée. Dans le cadre actuel, il ne reste d'autre issue à la FFM que de chercher une intégration dans un groupe plus vaste, belge ou français. Des contacts ont d'ailleurs été noués avec Usinor.

ERIC LE BOUCHER.



LE SECOND CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION NATIONALE DES SYNDICATS PAYSANS

« Contrôle d'identité »

De notre envoyé spécial

Roanne. — La Fédération nationale des syndicats paysans (FNSP) a réuni son deuxième congrès à Roanne les 15 et 16 février. Le jeune syndicat progressiste, créé en avril 1982, a choisi de se retrouver dans la Loire, un de ses points forts. Présent dans une trentaine de départements, la FNSP, qui avait obtenu plus de 6 % des voix aux élections pour les chambres d'agriculture, revendique aujourd'hui 25 000 adhérents. Les gros bataillons sont surtout dans la Loire-Atlantique et le Puy-de-Dôme, qui, à eux deux, représentent 10 000 adhérents, puis dans la Loire, la Haute-Loire, la Drôme, la Haute-Garonne enfin. Après l'arrivée de la gauche au pouvoir, des militants progressistes avaient parlé sur un phénomène d'entraînement pour proposer aux agriculteurs, mal à l'aise dans la FNSEA, de faire sécession. Le mouvement ne fut pas aussi immédiat et massif, qu'ils l'espéraient.

Comme les autres organisations paysannes, la FNSP, qui avait réuni quelques deux cents délégués à Roanne, estime que l'agriculture française est dans l'œil du cyclone européen. Bien qu'il n'y ait pas de solution de rechange à la politique agricole commune (PAC), il n'y a pas non plus pour ce syndicat à sacraliser l'Europe. « Les hommes politiques de tout bord, depuis de certitudes, se raccrochent à un mythe, l'Europe et la politique agricole commune », déclare par exemple M. Marcel Louison, l'un des secrétaires nationaux de la FNSP. La fédération estime que les réformes, par ailleurs indispensables, doivent être compatibles avec le mode de paysannerie que le mouvement progressiste défend. C'est sur cette compatibilité que le gouvernement et M. Rocard seront jugés. Ils ne pourront pas ainsi échapper à ce que la FNSP appelle un « contrôle d'identité ».

Pour le syndicat, la crise de l'Europe est structurelle. La PAC actuelle développe les inégalités, les MCM (mouvements compensatoires monétaires) entraînent des échanges inégaux : il s'agit d'une crise du modèle productiviste, qui aboutit à l'élimination des petits et moyens paysans, à la perte des emplois en agriculture.

Plus précisément, la FNSP réclame la suppression des MCM négatifs pour le 1<sup>er</sup> avril 1984 et s'en prend au gouvernement français s'il continue à s'en servir pour ne pas augmenter les prix agricoles en France. Elle s'en prend également au « fonctionnement physique des échanges », si l'Allemagne fédérale ne réduit pas l'avantage que lui apportent, à l'exportation, ses MCM. La menace est claire.

La FNSP pense en outre que le gouvernement français devrait avoir, au cas où les choses tourneraient mal à Bruxelles, un plan de rechange, une sorte de « plan ORSEC », par lequel la France serait « capable de remettre en marche, de façon provisoire, les anciens mécanismes d'intervention nationale », soit pour peser sur les décisions bruxelloises, soit pour contourner le grignotage des mécanismes communautaires.

Convergence syndicale

Vis-à-vis du gouvernement, le jugement est fort critique et M. Huchon, directeur du cabinet de M. Rocard, fut accueilli à Roanne avec une certaine froideur. D'une part le flirt avec la FNSEA est ressenti comme une trahison. D'autre part, la FNSP pense que « la majorité politique d'aujourd'hui n'a pas de projet en matière agricole. La majorité d'aujourd'hui n'a pas de projet ».

La condamnation est sévère. Dans les travaux en commission, les langues étaient plus déliées encore : « La crise économique sert de paravent à l'inaction », « on ne se bat pas pour des avancées, mais on en est réduit à se battre pour éviter des reculs », et « c'est la FNSEA qui récupère le mécontentement général ». M. Huchon n'a pas apporté de réponses qui soient de nature à infléchir ces jugements. Il a toutefois annoncé que désormais toutes les organisations syndicales auraient un accès identique au financement public des actions de formation. Sur les MCM, il a le sentiment « qu'un accord est possible avec la RFA », mais ne peut en dire plus, car les conversations sont en cours. Même remarque sur un éventuel « plan ORSEC » : la France qui préside pour quatre mois encore la Communauté européenne travaille à un compromis. Aussi serait-il malvenu, selon M. Huchon, de laisser supposer l'échec en annonçant un plan national. Quant au modèle agricole que souhaitent les paysans progressistes, M. Huchon répond, comme c'est l'usage maintenant Rue de

Varenne, par des questions : quel est le volume minimal de production permettant de faire vivre une famille ? Comment arbitrer entre l'emploi et la compétitivité (problème qui se pose donc en agriculture d'une manière aussi crue que pour l'industrie), comment mieux maîtriser les coûts, comment réduire les écarts de revenus ? Au détour d'une phrase, il explique la philosophie ministérielle : il faut faire avancer les idées progressistes de telle manière que cette avancée ne heurte pas le corps social agricole et ne provoque en retour des reculs préjudiciables.

La déception de la FNSP n'est pas unique. Le représentant de la Confédération nationale des syndicats de travailleurs paysans (CNSTP) ainsi que celui du MODEF, qui avaient été invités à

prendre la parole à ce congrès, l'ont exprimée également. De fait, la prise en compte des revendications des syndicats minoritaires est affaire de rapport de forces. La FNSP soutient, et son secrétariat national a été mandaté en ce sens, une plus grande convergence entre les organisations progressistes. Prudemment, le MODEF et les travailleurs paysans ont parlé d'union sur le terrain. Mais sur le terrain aussi, nombre d'agriculteurs souhaitent, entre travailleurs-paysans et FNSP surtout, plus qu'un rapprochement. En certains endroits, des agriculteurs ont pris le parti d'adhérer aux deux organisations, estimant, comme l'écrivait encore la FNSP, « qu'il y avait urgence à cette convergence syndicale » car c'est leur existence même de paysans qui est en jeu.

JACQUES GRILL

La difficile gestion du pluralisme

La pluralité syndicale en agriculture vout par le gouvernement est difficile à gérer. On se souvient que le ministère de l'Agriculture, par une circulaire aux préfets, fixait à 15 % (des suffrages obtenus aux dernières élections aux chambres d'agriculture) le seuil de représentativité des syndicats dans les commissions départementales où la profession agricole « cogère », comme c'est le cas de la commission mixte départementale pour l'examen des plans de développement. Mais dans un décret daté du 1<sup>er</sup> juin, il est prévu que sont membres de cette commission, outre le président de l'organisation représentative au plan départemental, le représentant de l'organisation syndicale la plus représentative au plan national (en fait la FNSEA) et celui de l'organisation jeune la plus représentative au plan national également (en fait la CNJA). Tant et si bien qu'en Loire-Atlantique la fédération départementale des syndicats paysans qui a obtenu 42 % des

suffrages dispose dans cette commission d'un seul siège, tandis que les fédérations départementales membres de la FNSEA et du CNJA disposent elles de 3 sièges avec 26 % des suffrages : « Au plus, dit-on chez les paysans de la FDSF de Loire-Atlantique, la FNSEA pourrait n'avoir aucun adhérent et être malgré tout majoritaire ».

Cette disposition du décret du 1<sup>er</sup> juin va être reprise pour les commissions départementales d'aménagement foncier. « Elle pose un problème de déconcentration d'orientation politique du ministère. Que dirait-on si, dans tous les conseils généraux de France, le Parti socialiste avait des représentants supplémentaires ou présents qu'il est majoritaire au plan national ? Enfin, alors que la gestion de l'agriculture était décentralisée, avant même le mouvement de décentralisation, cette mesure réintroduit le poids des structures nationales ».

Aux Etats-Unis

LA CROISSANCE

POURRAIT ATTEINDRE 6 %

AU PREMIER TRIMESTRE

La croissance de l'économie américaine au dernier trimestre 1983 a atteint le taux élevé de 4,9 % en rythme annuel. Ce résultat, abstraction faite de l'inflation, a été supérieur aux 4,5 % annoncés en janvier, selon les premiers calculs du département du commerce.

La révision du rythme de croissance au quatrième trimestre 1983 est due essentiellement à une progression de la construction et des investissements des entreprises plus rapide que prévu, a précisé le département du commerce. Ce taux de 4,9 % se change néanmoins pas le taux de croissance de 3,3 % pour l'ensemble de 1983 annoncé officiellement. En dollars courants, le produit national brut américain a représenté 3 310 milliards de dollars en 1983 ; en dollars de 1972, il se situait à 1 535 milliards.

Les statistiques de janvier annoncent des performances encore plus élevées pour le premier trimestre 1984. Selon certains conjoncturistes, la croissance pourrait atteindre 6 % au cours de ce trimestre, avant de se ralentir légèrement durant le reste de l'année. L'industrie américaine a tourné à 79,9 % de ses capacités en janvier, soit le taux d'utilisation le plus élevé enregistré depuis septembre 1981. En décembre, ce taux s'était élevé à 79,2 % (après révision) contre 78,8 % en novembre. Il n'avait été que de 70,7 % en janvier 1983. Ce taux s'est, en janvier 1984, situé à 81,8 % pour les biens non durables et à 78,4 % pour les biens durables.

Cependant, les revenus personnels des Américains ont progressé de 1,1 % en janvier, pour atteindre en total annuel 2 883 milliards de dollars. Ces revenus s'étaient accrus de 0,8 % en décembre. Pour leur part, les dépenses des ménages ont augmenté de 1,2 % au lieu de 1 %, le taux d'épargne étant revenu de 5,3 % à 5,2 %.

AU CANADA

Le nouveau budget vise

« mener le pays de la reprise à l'expansion »

De notre correspondant

Montréal. — Le ministre fédéral des finances, M. Marc Lalonde, a déposé, mercredi 15 février, à la Chambre des communes, un projet de budget qui vise, selon lui, à « mener le Canada de la reprise à l'expansion ». S'appuyant sur les résultats encourageants enregistrés en 1983 — le PNB a progressé de 3 % en termes réels après avoir baissé de 4,8 % en 1982 — M. Lalonde a estimé que la croissance atteindrait 5 % cette année.

Le budget ne contient aucune mesure spectaculaire, comme l'a reconnu le ministre lui-même en déclarant que « le moment n'était pas propice à des changements radicaux de politique ». La marge de manœuvre du gouvernement était très limitée, compte tenu de l'ampleur du déficit, légèrement inférieur en 1984 à celui de l'année précédente (un peu moins de 30 milliards de dollars, soit environ 185 milliards de francs contre 31,5 milliards de dollars en 1983).

M. Lalonde reconnaît également son impuissance à réduire le chômage (environ 1 500 000 chômeurs), dont il espère cependant ramener le taux de 12 % à 11 %. Quelques mesures ont été annoncées en faveur des jeunes chômeurs, mais le ministre des finances estime que la création d'emplois relève davantage du secteur privé que du gouvernement.

Les résultats enregistrés dans la lutte contre l'inflation sont beaucoup plus encourageants. La hausse des prix est passée de 10 % en 1982 à 5,8 % en 1983, et le gouvernement espère la ramener à 5 % cette année. Le plan d'austérité, qui avait limité les augmentations de salaires dans le secteur public à 6 % en 1982 et à 5 % en 1983, ne sera pas reconduit. Le gouvernement a cependant mis en garde les syndicats contre toute tentative de rattrapage lors de la négociation des prochaines conventions collectives. Il a également in-

vit le secteur privé à faire preuve de modération et à ne pas accorder d'augmentations de salaires supérieures au taux d'inflation.

Seule innovation de ce budget, les facilités accordées pour encourager la participation des employés au capital et aux bénéfices des entreprises. Des avantages fiscaux seront consentis aux entreprises qui créeront des comités réunissant employeurs et employés. Selon M. Lalonde, ce « nouveau contrat social » devrait donner aux salariés un plus grand sens des responsabilités, et par conséquent améliorer la productivité.

Nouvelle taxe sur les voitures étrangères

Le budget prévoit une série de mesures en faveur des petites et moyennes entreprises, qui auront droit de déduire des impôts, en faveur des 750 000 retraités dont la pension sera augmentée de près de 10 % pour atteindre 600 dollars par mois (environ 4 000 F) et en faveur des propriétaires de maisons qui pourront désormais compter sur l'aide de l'Etat pour s'assurer contre les hausses excessives des taux hypothécaires.

Le budget contient une mauvaise nouvelle pour les constructeurs automobiles européens et japonais : la taxe fédérale sur les véhicules importés augmentera de 100 à 200 dollars selon les cas (650 F à 1 300 F), alors qu'elle baissera d'autant pour les voitures fabriquées aux Etats-Unis.

Les milieux d'affaires sont satisfaits des mesures anti-inflationnistes et des allègements fiscaux, mais ils ont déploré l'ampleur du déficit et l'absence de stimulant pour une relance des investissements. Les syndicats, en revanche, sont profondément « déçus » et dénoncent ce qu'ils appellent « une relance pour les riches ». L'opposition conservatrice à la Chambre des communes, qui pousse l'impudence à l'approche des élections prévues d'ici la fin de l'année (tous les sondages lui accordent la victoire), s'est bornée à une critique sans nuances du gouvernement auquel elle reproche de recourir à une « série de cataclysmes » et de ne pas être capable de contrôler ses dépenses.

BERTRAND DE LA GRANGE.

En janvier HAUSSE DU CHOMAGE DANS PLUSIEURS PAYS EUROPEENS

En janvier 1984, le chômage a augmenté sensiblement dans plusieurs pays européens : — Aux Pays-Bas, le nombre de chômeurs atteint 862 700 (dont 265 300 femmes) en données brutes, contre 855 600 fin décembre (et 837 000 fin novembre) soit une hausse de 0,8 %. En données corrigées des variations saisonnières, l'augmentation a été de 4 700 (+ 0,6 %) et le nombre atteint 833 900 (dont 265 400 femmes), et le nombre d'offres est passé de 10 500 à 11 300.

— En Belgique, le nombre de chômeurs complets indemnisés a augmenté de 15 417 (+ 3 %) pour atteindre 523 050, soit 12,5 % de la population active. Chez les hommes, le taux est de 9,6 % chez les femmes de 17,3 %. L'aggravation a été notamment constatée dans le commerce, l'alimentation et la construction.

— En Irlande, le nombre de chômeurs officiellement inscrits a atteint 215 552, soit un peu plus de 16 % de la main-d'œuvre disponible. Il dépasse de 7 500 (+ 3,6 %) celui de décembre 1983, et a augmenté de 28 500 depuis janvier 1983. Cette augmentation s'est accompagnée d'une montée de 5 100 à 5 783 du nombre de travailleurs touchés par les réductions d'horaires.

— En Norvège, le nombre de chômeurs a augmenté de 7 800 et touche fin janvier 79 900 personnes, soit 4,7 % de la population active. Selon le Bureau central des statistiques, il rejoint les taux constatés dans les années 30.

— En Suisse, fin janvier, le chômage touchait 1,2 % de la population active, contre 0,9 % en janvier 1983. Ce taux, très faible par rapport aux pays voisins, n'avait cependant jamais été atteint depuis la seconde guerre mondiale. Le nombre des demandeurs d'emploi est de 36 805, soit 4 553 de plus qu'en décembre 1983. Toutefois le nombre d'offres d'emploi non satisfaites a monté aussi (de 4 490 à 5 152). — (AFP.)

Carnet

Naissances

— Isabelle DELABUYÈRE et Xavier NEUSCHWANKER ont la joie d'annoncer la naissance de :

Claire, le 28 janvier 1984, 13, boulevard Peshing, 78 Versailles.

Décès

— M. Victor Bismuth et enfants, M. et M<sup>me</sup> Aldo Stix et enfants, M. et M<sup>me</sup> Georges Bismuth, M. et M<sup>me</sup> Edouard Lombroso et enfants, M. Angel Lombroso, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Anna-Frida BISMUTH, née Lombroso, survenu le 12 février 1984.

Les obsèques religieuses ont eu lieu à Marseille, le 14 février 1984, 523 B, rue Paradis, 13008 Marseille.

— M<sup>me</sup> Pierre Bodard, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Marcel Bodard, M. et M<sup>me</sup> Christian Gauthier, ses enfants, font part du décès de

Pierre BODARD, assureur conseil, le 16 février 1984, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

Les obsèques auront lieu le lundi 20 février, à 10 h 30, en l'église Saint-Augustin, Paris-8<sup>e</sup>.

3, rue Mollin, 75008 Paris.

— M. Robert Fauris, M. et M<sup>me</sup> Olivier Andouard, M. et M<sup>me</sup> William Glass et leur fille, M. Jean-Yves Fauris, M. et M<sup>me</sup> Raul Calligros et leur fille, M<sup>me</sup> Laurence Fauris, M. Daniel Fauris, M. Emmanuelle Fauris, M. Olivier Fauris, Les familles Bora, Fauris, Leach, Schnell, Closs, Blondin, Vesson, Orth, Bonder, Scheidecker et Herrenschildt, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Robert FAURIS, née Thérèse SCHNEIDER, leur épouse, mère, grand-mère, sœur,

beau-père, tante, nièce, belle-fille et cousine, survenu au terme d'une longue maladie, le 16 février 1984, à l'âge de cinquante-neuf ans, à Cléchy (Hauts-de-Seine).

« Ne vous affligez point comme ceux qui sont sans expérience. » I. Thémistocle, IV-13.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église réformée d'Auteuil, 33, rue Edgar-Quèner, le lundi 20 février 1984, à 15 h 45.

L'inhumation aura lieu au cimetière ancien de Boulogne (Hauts-de-Seine), dans le cimetière de famille.

22, rue Omirou, Athènes 135, Grèce. Consul général de France, 36, boulevard Amalias, Athènes, Grèce.

— Nous apprenons le décès de

Robert LAKOTA, ancien président du conseil général de l'Escaut.

[Robert Lakota, conseiller général communal du canton de Vignory (Saône-et-Loire), est décédé le 16 février, à Marnay (Pyrénées-Atlantiques) d'une crise cardiaque. Né en 1925 à Paris, Robert Lakota, ouvrier métallurgiste et membre d'abord des responsabilités tant à la fédération CGT de la métallurgie, où il fut la co-présidence de M. Georges Marchais, qu'au sein des Jeunes communistes.

Ayant rejoint le PCF, il devint, en 1960, secrétaire fédéral de ce parti dans le Calvados. Il entra au conseil central en 1961, il y resta jusqu'en 1977. En 1969, à l'initiative de l'Escaut et devint très rapidement secrétaire fédéral du PC de ce département. Robert Lakota fut élu conseiller général du canton de Vignory et président du conseil général aux élections cantonales de mai 1978. Il conserva la présidence de l'assemblée départementale lors du renouvellement de 1979. Aux élections cantonales de mars 1982, il retrouva son siège de conseiller, mais perdit la présidence du conseil général au profit de M. Jean Simonin (RPR).

— M. et M<sup>me</sup> Philippe Membré et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Jean-Pierre Landau, M<sup>me</sup> Irène Landau, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Andrée LANDAU, née Pasteur, survenu le 16 février 1984 en son domicile après une longue maladie.

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 20 février, à 13 h 45, en l'église Notre-Dame de l'Assomption, 88, rue de l'Assomption, Paris-16<sup>e</sup>.

9, rue René-Bazin, 75016 Paris.

— Capvern-les-Bains. Lourdes.

M<sup>me</sup> Emilie Rouzaud, M. Louis Rouzaud, M. et M<sup>me</sup> Jean Rouzaud et leur fils,

M. Dimitri Myrionis et M<sup>me</sup>, née Rouzaud, et leur fils, Les familles Alliot-Rouzaud, Gagneur, Mazzei, Patouas, Yvon, Bourdeau, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Marie ROUGET, née Rouzaud, survenu le 17 février 1984, dans sa quatre-vingt-quatrième année, en son domicile, hôtel Beauséjour, à Capvern-les-Bains.

Les obsèques seront célébrées ce jour, samedi 18 février, à 10 heures, en l'église de Capvern-les-Bains, où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu le même jour, à 11 h 30, au cimetière de l'Égalité, à Lourdes.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

— M<sup>me</sup> Robert Schneberg, M<sup>me</sup> Francine Schneberg, M. et M<sup>me</sup> Claude Schneberg, M. et M<sup>me</sup> Jacques Schneberg, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Odette SCHNEBERG, survenu à l'âge de soixante-dix-huit ans.

L'inhumation aura lieu le mardi 21 février, à 13 h 45, au cimetière du Père-Lachaise, où l'on se réunira.

L'urne sera inhumée au cimetière de Montparnasse dans le caveau de famille, à 13 h 30.

M. et M<sup>me</sup> Jacques Schneberg, 32, avenue du Quinquet, 92650 Villemaire-d'Ascq.

— Cannes, Brignais.

M<sup>me</sup> Emmanuelle Ullard, M. et M<sup>me</sup> Robert Ullard, leurs enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Jean Germain, leurs enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Jean Emmanuelle-Heslin, leurs enfants et petits-enfants, M<sup>me</sup> veuve Julien Ullard, ses enfants et petits-enfants, Les parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M. Emmanuelle ULLARD, croix de guerre 1914-1918 commandeur de la Légion d'honneur.

Leur époux, père, beau-père, grand-père, arrière-grand-père, beau-frère et oncle, survenu à Cannes (A.-M.), dans sa quatre-vingt-septième année.

Les obsèques ont été célébrées en l'église de Brignais (Rhône), le vendredi 17 février 1984, dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Remerciements

— M. et M<sup>me</sup> Jules Zbirou, M. et M<sup>me</sup> Alexandre Zbirou et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Jean-Luc Zbirou, et leurs enfants, M<sup>me</sup> veuve René Casoub et ses enfants,

Dans l'impossibilité de répondre individuellement aux très nombreux témoignages de sympathie de tous ceux qui, par leur présence ou leur correspondance, se sont associés à leur douleur lors de la perte cruelle de leur très cher fils, frère, et petit-fils.

Claude ZBIROU, décédé à l'âge de vingt-huit ans.

Les prient de trouver ici l'expression de leur profonde gratitude.

Anniversaires

— Pour le seizième anniversaire, le 20 février 1984, du rappel à Dieu de

M. René PAUCHET, attaché à la direction des services de tourisme Michelin (Guide France), sa femme demande à ceux qui restent fidèles à son souvenir d'avoir une pieuse pensée pour lui.

— In memoriam.

Il y a quarante ans, le 20 février 1944, la famille

VORMS Gérard, le père, capitaine de réserve, Légion d'honneur, Suzanne, la mère, Philippe, Jean, François, les enfants, Lucie, la tante, arrêtés par la Milice à Gap.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT — Université de Paris-IV, samedi 18 février, à 14 heures, salle Louis-Liard, M. Robert Best : « Les Slavophiles et les problèmes du pouvoir. »

— Université Paris-II, jeudi 23 février, à 10 heures, salle des Conseils, M<sup>me</sup> Zeinab Awadallah : « Technique et développement : le cas égyptien. »

— Université de Paris-IV, mercredi 29 février, à 14 h 30, salle Louis-Liard, M. François Billacois : « Le duel dans la société française (XVI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècles). Essai de psychosociologie historique. »



# Revue des valeurs

## BOURSE DE PARIS

**R**AVIS. Pour une fois, les commis d'agents de change - et les coteurs - n'ont pas eu à « faire du rab », selon leur expression, pour achever dans les délais normaux (de 12 h 30 à 14 h 30) les transactions à la Bourse de Paris, signe que le volume d'affaires s'est singulièrement réduit en l'espace de quelques semaines. En effet, alors que l'on enregistrait aisément 450 à 500 millions de francs de chiffre d'affaires chaque jour sur les seules valeurs françaises négociées sur le marché à « règlement mensuel » au début du mois de février, ce chiffre est rapidement tombé à 300 millions quinze jours plus tard, et, à la veille de ce week-end, on enregistrait à peine 200 millions de francs de transactions sur le parquet.

Pour les spécialistes, il s'agit-là d'un élément important prouvant que de nombreux opérateurs ont fortement réduit leur activité sur notre place, où les cours ont reculé de 3,8 % à l'issue de cinq séances à saute-mouton, la cote progressant de 0,5 % un jour pour perdre 2 % le lendemain. Ces mouvements épidémiques traduisent surtout la préoccupation de la communauté financière qui, perchée tout en haut des marches du palais Brongniart, la main en visière, scrute l'horizon. Son regard reste braqué sur Wall Street, emporté dans ses problèmes de taux d'intérêt et de déficit budgétaire, qui n'a fait pas de se traîner au-dessus des 1100 points en termes d'indice Dow Jones sans pouvoir aller au-delà. Vendredi soir, le grand marché américain a poursuivi sa glissade en dépit d'une velléité de reprise enregistrée en cours de séance, et le baromètre numéro un du Big Board a finalement perdu 6 points pour terminer aux alentours de 1150 points, ce qui ramène brutalement le Dow Jones dix mois en arrière, à la mi-avril 1983, lorsqu'il se situait déjà à ce niveau. Ces dérapages successifs depuis novembre dernier croisent incontestablement un malaise à Paris. Siens aller jusqu'à descendre en flammes la Bourse de New-York, un certain nombre d'investisseurs ont commencé à alléger leurs positions en valeurs transatlantiques, y compris en titres de premier rang (tel IBM). Voilà qui explique l'autre fait marquant de cette semaine : le vil recule du dollar-titre, tombé à 10,40 F environ vendredi, alors qu'il se traitait à 11,70 F au début du mois. Il faut remonter à la fin novembre 1983 pour retrouver un cours identique de la devise-titre, et tous les observateurs s'accordent à dire que sa chute actuelle est bien due à ces ordres de ventes sur des valeurs américaines, et pas seulement au net recul observé ces derniers jours sur le « billet vert ».

Vend-on Wall Street ? D'accord, mais pour acheter quoi ? Est-on tenté de se demander. Eh bien, Francfort et Düsseldorf, par exemple... Le malheur des uns fait le bonheur des autres, c'est bien connu, et il est patent que les

## Coup de froid

Bourses allemandes - et le marché ouest-allemand des capitaux en général - se sont réchauffées en peu de temps, alors que les États-Unis étaient saisis par un coup de froid, de saison, il est vrai. « Le mark redevient une monnaie solide qui repose sur une gestion financière et économique de qualité », a récemment affirmé M. Raymond Barre lors d'un débat organisé par la Vie française. En écoutant ce jugement documenté formulé comme il sied en « meilleur économiste de France », selon la célèbre formule, les banquiers ont opéré du bonnet, et l'air s'est rafraîchi. En effet, dans l'avant-dernier numéro de sa revue *Conjonctures* (janvier 1984), une étude qui confirme la nette amélioration de la situation économique constatée chez nos voisins allemands. « Le vent est toujours favorable à celui qui sait où il va », rappelle la Rue d'Antin, toujours friée de lettres classiques, en exergue de ce bulletin économique mensuel, au proverbe (chinois...), dont les boursiers semblent avoir tiré les enseignements au cours de ces derniers jours. Pour l'instant, le vent semble remonter le cours du Rhin, out-ils l'air de dire en prenant position sur des sociétés qui bénéficient de fortes positions en Allemagne fédérale (Sommer-Alibert, Télémechanique, Essilor...). En attendant de voir si la baisse du dollar sera suffisamment importante - et durable - pour procéder, s'il le faut, à des arbitrages plus sévères sur ces « belles américaines » (Mott-Hennessy, l'Oréal, Air Liquide, Pernod-Ricard...) si longtemps encaissées sous l'effet de l'irrésistible hausse du « billet vert », actuellement stoppé.

Du côté des actions françaises, certaines valeurs ont reculé, au coup par coup, à tirer leur épingle du jeu (Lafarge-Coppée après l'annonce de ses résultats annuels, par exemple), mais ce sont surtout les pétroliers qui ont fait preuve d'une belle résistance (ELF-Aquitaine, à proximité de son plus haut niveau). A l'exception d'Esso, bien sûr, qui a brutalement chuté de plus de 8 % mardi (et de 14 % durant la semaine), alors que la compagnie s'était mise en quatre pour faire comprendre - sur place - aux journalistes les espoirs mesurés qu'il convenait de placer dans le futur de Chamaoy 6, situé en Seine-et-Marne. « Son potentiel de production sera inférieur à celui des puits précédents », devait préciser Esso, ajoutant qu'elle espérait une production de quelques 300 000 tonnes de brut en 1985.

Allons bon, Chamaoy, ce ne sera pas l'Ararat, concluaient, un tantinet déçus, les familles de la corbille en poursuivant de leur rinde, quarante-huit heures plus tard, un autre titre très « booming » depuis le début de

Semaine du 13 au 17 février 1984

l'année : Matra. Il faut dire que, mercredi après-midi, lors d'un de ces interminables « show-martins » dont il a le secret, le président Lagardère avait broché en près de cinq heures d'oratoire un portrait plutôt désolant de ce groupe, contraint de payer au prix fort une diversification tous azimuts (voir encadré). « L'ardoise est sale », ont estimé les boursiers en faisant plonger le titre de 26 % vendredi (il n'avait pu être coté la veille), peu sensibles au message d'espoir que leur adressait M. Jean-Lac Lagardère : « Faire, en 1984, de Matra un très grand groupe international ». Pourtant, dans la soirée de vendredi, la société d'études économiques SAFE publiait des perspectives financières plutôt encourageantes pour ce groupe (120 F par action pour 1984, soit le double des prévisions de ses dirigeants), et certains analystes n'hésitaient pas à pronostiquer une estimation de 200 F par action l'année suivante.

Ces sautes d'humeur, au gré des informations tombant sur les téléscripteurs, ont bien sûr alimenté l'essentiel des conversations sur le parquet, beaucoup plus que des considérations générales sur le climat ambiant au palais Brongniart, où le ton est à l'évidence moins optimiste qu'à la fin janvier. Tant il y a voir le signe d'un retournement de tendance ou d'un simple refroidissement après tout un hiver, compte tenu des hausses exorbitantes enregistrées depuis le début de l'année 1984. Dans leur majorité, les familles de la rue Vivienne penchent pour la seconde hypothèse. « Ce marché a encore de ressort et il avait besoin d'opérer un réajustement après le bond de plus de 13 % effectué au cours du seul mois de janvier, une performance hors de proportions avec la capacité d'action de Paris », explique un fondé de pouvoir. « De plus, ajoute-t-il, le mouvement de baisse actuel va permettre à des investisseurs qui avaient vu certaines titres s'échapper à la hausse avant qu'ils puissent intervenir (Matra, Dassault...) prendre le train en marche, mais ce qui est sûr c'est que les prochains jours seront déterminants. Les grands investisseurs, des deux côtés de l'Atlantique, ne seront pas à ce moment-là une idée précise sur la persistance ou non d'une reprise économique américaine qui soutiendrait actuellement de nombreuses questions ». A plus brève échéance, la Bourse de Paris s'est donc un rendez-vous important mardi prochain, jour de liquidation mensuelle. Pour la première fois depuis juin 1983 (en légère baisse), celle-ci sera perdante à hauteur de 6 % environ, ce qui devrait ramener aux alentours de 4 % à 5 % la hausse des actions françaises depuis le début de cette année. Un essai réussi, mais qui demande à être prudemment transformé.

SERGE MARTI

## BOURSES ÉTRANGÈRES

### NEW-YORK

**Repli**  
En dépit des achats effectués à des bas niveaux, le marché new-yorkais s'est replié durant la semaine, y compris à la veille du week-end lorsque l'indice Dow Jones des valeurs industrielles s'est inscrit à 1148,86 points, en baisse de 11,83 points sur le vendredi précédent (après avoir chuté de 165 points la semaine précédente). Pour autant, les craintes suscitées par l'ampleur du déficit budgétaire semblent s'atténuer.

|                  | Cours 10 fév. | Cours 17 fév. |
|------------------|---------------|---------------|
| Alcoa            | 37 3/4        | 39            |
| A.T.T.           | 63 3/8        | 26 3/4        |
| Boeing           | 61 3/4        | 61 3/4        |
| Chemical Bank    | 59            | 59 3/4        |
| Du Pont de Nem.  | 46 3/8        | 44            |
| Eastman Kodak    | 70 1/8        | 68 7/8        |
| Exxon            | 48 1/2        | 47 1/4        |
| Ford             | 37 5/8        | 37 5/8        |
| General Electric | 53 5/8        | 52 3/4        |
| General Foods    | 47 1/2        | 46 3/4        |
| General Motors   | 69 3/8        | 69 3/8        |
| Goldcorp         | 26 3/8        | 26            |
| I.B.M.           | 110           | 109 3/4       |
| J.T.I.           | 38 3/8        | 39 3/8        |
| Mobil Oil        | 28            | 28 7/8        |
| Pfizer           | 67 1/4        | 65 3/4        |
| Schlumberger     | 44 5/8        | 44 7/8        |
| Texas            | 40 1/4        | 39 1/2        |
| U.A.L.           | 33            | 33 3/4        |
| Union Carbide    | 54 1/8        | 53 3/4        |
| U.S. Steel       | 28 3/4        | 28 3/8        |
| Westinghouse     | 47 1/8        | 47 3/4        |
| Xerox Corp.      | 41 1/4        | 42 5/8        |

### LONDRES

**Fermé**  
Après la pause des derniers jours, le London Stock Exchange a fait preuve de fermeté cette semaine sous l'effet de la hausse de la production industrielle britannique et de la menace latente de blocage du détroit d'Ormus qui a fait grimper les valeurs pétrolières au début de semaine. L'indice « FT 100 », industriel, s'est inscrit à 2054,4 points, contre 2053,3 points d'Etat, 22,79 contre 22,49.

**Neuf indices : le « FT 100 »**

Le directeur du London Stock Exchange a finalement donné le feu vert à l'introduction, mardi 13 février, sur le marché londonien d'un nouvel indice boursier sans précédent pour autant le classement *Financial Times* basé sur trente valeurs et qui servira jusqu'à présent de baromètre à la Bourse britannique. Baptisé « FT 100 », ce nouvel indice aura une base élargie à cent valeurs représentant les divers secteurs économiques, pour avantage supplémentaire d'être constamment mis à jour au fur et à mesure des rotations des titres qui le « FT 100 » ne s'agit que de toutes les heures. De plus, ce nouvel indice « FT 100 » servira également de base de référence pour l'établissement d'un nouveau contrat à terme sur le LIFFE (London International Financial Futures Exchange), le marché londonien des produits financiers qui en compte déjà sept (trois de taux d'intérêt et quatre en devise).

|                      | Cours 10 fév. | Cours 17 fév. |
|----------------------|---------------|---------------|
| Bombardier           | 290           | 296           |
| Bovater              | 225           | 260           |
| Brit. Petroleum      | 413           | 425           |
| Glaxo                | 138           | 139           |
| De Beers (*)         | 5,40          | 5,30          |
| Dunlop               | 41            | 41            |
| Price State Oilfield | 36 3/4        | 36 1/2        |
| Glaxo                | 745           | 735           |
| Gl. Univ. Stores     | 581           | 568           |
| Imperial Chemical    | 586           | 600           |
| Shell                | 598           | 628           |
| Unilever             | 910           | 910           |
| Victrola             | 130           | 131           |
| Warren               | 36 1/4        | 36 3/8        |

(\*) En dollars.

### TOKYO

**Effacement**  
En dépit de l'effacement constaté au cours de la semaine, le marché japonais a eu une note de résistance. L'indice Nikkei Dow Jones, qui avait chuté de 125 points au cours des cinq précédentes séances, a reculé que de 38,09 points pour s'établir à 9 921,51, samedi matin, le plus haut niveau qu'il ait atteint en baisse de 7,02, à 7 383,38 points.

|                     | Cours 10 fév. | Cours 17 fév. |
|---------------------|---------------|---------------|
| Alcatel             | 564           | 540           |
| Bréguet             | 568           | 585           |
| Casat               | 1 458         | 1 440         |
| Fuji Bank           | 793           | 775           |
| Honda Motors        | 990           | 1 020         |
| Mitsubishi Electric | 1 700         | 1 770         |
| Mitsubishi Heavy    | 240           | 238           |
| Sony Corp.          | 3 550         | 3 580         |
| Toyota Motors       | 1 290         | 1 300         |

### FRANCFORT

**Redressement**  
Le raffermissement du mark a entraîné un redressement de l'ensemble des valeurs, certaines d'entre elles gagnant jusqu'à 10 DM. L'indice de la Commerzbank a atteint 1 055,6 contre 1 037,20.

|               | Cours 10 fév. | Cours 17 fév. |
|---------------|---------------|---------------|
| A.E.G.        | 109,00        | 103           |
| B.A.S.F.      | 166,00        | 168,50        |
| Bayer         | 160,20        | 171,40        |
| Commerzbank   | 100           | 100           |
| Deutschebank  | 377           | 388,20        |
| Electrolux    | 181,00        | 183           |
| Karstadt      | 260           | 262           |
| Messerschmitt | 144,50        | 148,50        |
| Siemens       | 389           | 402           |
| Volkswagen    | 215           | 215,50        |

## Matra : le tribut de l'illusion

La Bourse n'aime pas la poudre aux yeux ni les espoirs fallacieux. En février 1983, à l'occasion de son « show » annuel, M. J.-L. Lagardère, tout en soulignant les difficultés à surmonter encore, avait prévu une très nette amélioration des résultats du groupe pour l'exercice qui débutait alors. Là ! Mercredi 15 février, le tableau boursier par le grand patron de Matra avait perdu les couleurs plus chatoyantes peintes un an auparavant. Certes, le bénéfice net consolidé s'est accru de 30 % pour s'élever à 30 millions de francs. Mais, partant d'un niveau aussi bas, toute progression prend aussitôt une ampleur inusitée dont la signification est sans commune mesure avec la réalité. Et la réalité est que, pour la troisième année consécutive, Matra a souffert et perdu beaucoup d'argent, 711 millions de francs au total (le Monde du 17 février), en additionnant les déficits de sept branches d'activités (auto, électronique-auto, composants, télécommunication, micro-informatique, automatisation industrielle, horlogerie).

Avec les provisions constituées pour les filiales (700 millions de francs au lieu de 400 millions en 1982), le bénéfice net de la société s'est réduit comme une peau de chagrin : 70 millions de francs contre 153,9 millions.

La Bourse n'a guère apprécié, c'est le moins que l'on puisse en dire, ce d'autant que le 21 novembre dernier, au cours d'une réunion de la FNACI (Fédération nationale des clubs d'investisseurs), M. Lagardère s'était montré optimiste. Le verdict est tombé comme un couperet : le 16 février, au lendemain de la réunion de presse, l'action Matra, malgré les efforts déployés, fut incontestable sous l'avalanche des ordres de vente. Vendredi, après de longues négociations, un cours de 1 430 F fut inscrit (- 25 %), puis un second de 1 440 F. Quelle chute ! Mais au-delà de ce plongeon bien compréhensible après la déception causée (quid du dividende inchangé pour 1982 à 57 F ?), de singulières rumeurs circulaient entre les piliers du palais Brongniart. « Qui, disait-on en substance, a eu intérêt à faire circuler de bonnes nouvelles sur Matra pour faire monter les cours (+ 10,7 % en novembre, + 19,3 % en décembre, + 51,2 %

en janvier) ? Car, ajoutait-on, quand l'action a culminé le 27 janvier à 2 030 F, deux mains seulement ont servi. Bizarro ! Interrogée, la COB affirme ne rien savoir, qu'elle « fait une vérification quand des mouvements anormaux se produisent », en tout état de cause « elle n'annonce jamais le lancement d'une enquête ». Vraiment, les statistiques mensuelles de la Bourse de Paris ont superposé que Matra, qui avait été la dixième valeur la plus active avec une moyenne quotidienne de 1,39 million de titres échangés, est passée à la onzième place en novembre avec 5,54 millions de titres, et à la dixième en janvier avec 12,02 millions de titres. La montée en force est impressionnante. Certes, le contrat de plusieurs millions de francs passé à Matra par l'armée de l'air américaine à fin septembre pour des missiles antitank et la commande saoudienne à la France, début février, de missiles Chahine-II, à laquelle Matra est associée ont pu échauffer les esprits, tout comme les propositions par M. Lagardère au FNACI.

Mais s'agissant, au moins, du premier contrat, la réaction de la Bourse apparaît quelque peu tardive. En tout cas, entre le début novembre et le 27 janvier, le cours de Matra a quasiment doublé (99,6 %) et, au-delà de toute considération, l'euphorie boursière n'est probablement pas étrangère au phénomène. Même maintenant, c'est-à-dire une fois payé le lourd tribut de l'illusion, des analystes chiffrent entre 70 F et 200 F par action les bénéfices de Matra pour 1984 et 1985. N'est-ce pas exagéré ? Il paraît que non, vu la qualité du groupe. Raisonnable, des spécialistes tablent sur une consolidation pour l'exercice en cours, une reprise modérée pour 1985. De toute façon, l'affaire est à suivre à tout point de vue, car, si d'aventure, les États-Unis passaient vraiment à Matra une commande d'engins antichars, comme l'a prétendu le *Financial Times*, Matra profiterait des retombées.

Il reste que, pour la satisfaction intellectuelle, la lumière mériterait d'être faite sur les mouvements de Bourse de ces dernières semaines.

A. D.

## Valeurs à revenu fixe ou indexé

|                     | 17-2-84 | Diff.  |
|---------------------|---------|--------|
| 41/2 % 1973         | 1 914   | + 9    |
| 7 1/2 % 1973        | 9 685   | + 3    |
| 10/8 % 1973         | 92,50   | + 0,20 |
| P.M.E. 10,6 % 1976  | 91,96   | + 0,20 |
| 8/8 % 1977          | 116     | + 0,65 |
| 10 % 1978           | 91      | + 0,65 |
| 9/8 % 1981          | 86,30   | + 0,20 |
| 8/8 % 1978          | 92,25   | + 0,65 |
| 9 % 1979            | 86,01   | + 0,65 |
| 10/8 % 1979         | 92,61   | + 0,20 |
| 12 1/2 % 1980       | 86,90   | + 0,20 |
| 13/8 % 1980         | 180     | + 0,65 |
| 16/75 % 1981        | 110,30  | + 0,38 |
| 16/20 % 1982        | 111,90  | + 0,38 |
| 15/75 % 1982        | 109,80  | + 0,17 |
| C.N.E. 3 %          | 3 359   | + 29   |
| C.N.B. 5 000 F      | 102,45  | + 0,15 |
| C.N.B. Paris        | 102,56  | + 0,16 |
| C.N.B. Suez 5 000 F | 102,56  | + 0,16 |
| C.N.I. 5 000 F      | 102,56  | + 0,16 |

## Métallurgie

### construction mécanique

|                    | 17 fév. | Diff.  |
|--------------------|---------|--------|
| Alpi               | 88,05   | + 4,95 |
| Amper              | 592     | + 41   |
| Avions Dassault    | 435     | + 45   |
| Chant. For Duak    | 7,55    | 0,75   |
| Chenier-Chablon    | 26,60   | 1,40   |
| Crestus-Loire      | 48      | 2,50   |
| De Dietrich        | 317,50  | + 20   |
| FACOM              | 945     | + 50   |
| Fives-Lille        | 242     | + 23   |
| Fonderie (Général) | 37      | + 2,50 |
| Matin Indust       | 84      | + 4,10 |
| Penlogit           | 493     | + 15   |
| Peugeot S.A.       | 228     | + 8    |
| Pochain            | 61      | + 5,50 |
| Pompey             | 1 389   | + 10   |
| Saintes            | 30,20   | + 1,80 |
| Valto              | 280     | + 15   |
| Valloire           | 73,10   | + 4    |

## Banques, assurances

### sociétés d'investissement

|                          | 17 fév. | Diff.  |
|--------------------------|---------|--------|
| Ball Equipement          | 225,10  | + 9,90 |
| Celexim                  | 372     | + 2    |
| Chargou S.A.             | 273     | + 20   |
| Caracore (Cie)           | 432     | + 27   |
| C.F.F.                   | 555     | + 19   |
| C.F.I.                   | 229     | + 2    |
| Eurofrance               | 779     | + 31   |
| Hélin (La)               | 321     | + 23   |
| Imm. P.M.-Moussa         | 246     | + 13   |
| Loofrance                | 299,10  | + 3,90 |
| Locindus                 | 640     | + 10   |
| Midi                     | 1 395   | + 5    |
| Midland Bank             | 235     | + 11   |
| O.F.P. (Omn. Fin. Paris) | 938     | + 10   |
| Participations de résc.  | 905     | + 10   |
| Schneider                | 128     | + 12   |
| U.C.B.                   | 231     | + 4,50 |

## Mines, caoutchouc, outre-mer

|                | 17 fév. | Diff.  |
|----------------|---------|--------|
| Géophysique    | 862     | + 33   |
| Infetal        | 75,05   | + 7,45 |
| Michelin       | 910     | + 45   |
| M.M. Penarroya | 59,80   | + 3,2  |
| Charter        | 36,50   | + 0,2  |
| INCO           | 140     | + 1,5  |
| R.T.Z.         | 96,40   | + 1,2  |
| Z.C.I.         | 2,35    | + 0,05 |

## Filatures, textiles, magasin

|                    | 17-2-84 | Diff.   |
|--------------------|---------|---------|
| André Rouiller     | 136     | + 2     |
| N.F. Agache-Willet | 286,00  | + 3,90  |
| B.H.V.             | 116     | + 5,10  |
| C.F.A.O.           | 582     | + 1     |
| Damari-Servipont   | 1 438   | + 11    |
| Goldfield          | 87      | + 10    |
| D.M.C.             | 92      | + 10    |
| La Redoute         | 170,40  | + 13,10 |
| La Redoute         | 1 630   | + 90    |
| Nouvelles Galeries | 91,00   | + 6     |
| Premont            | 1 210   | + 10    |
| S.C.O.A.           | 51,80   | + 1,7   |

## Matériel électrique

### services publics

|                    | 17-2-84  | Diff.  |
|--------------------|----------|--------|
| Alsthom-Athlétique | 1 759,50 | + 0,1  |
| CIT-Alstom         | 1 369    | + 67   |
| Crouzet            | 128      | + 1,5  |
| Général des Baux   | 504      | + 20   |
| Interchemie        | 1 305    | + 891  |
| Leprand            | 1 982    | + 19   |
| Lycamides des Baux | 730      | + 2    |
| Marx               | 1 430    | + 685  |
| Merlin-Gérin       | 855      | + 46   |
| Motors Leroy-Somer | 465      | + 10   |
| Montélimar         | 95       | + 6,10 |
| P.M. Labinal       | 340,50   | + 4,5  |
| Radiotechnique     | 350      | + 28   |
| S.E.R.             | 365      | + 50   |
| Sigmat             | 825      | + 15   |
| Téléme. Electrique | 1 523    | + 14   |
| Thomas-C.S.F.      | 316      | + 14   |
| L.E.M.             | 1 146    | + 68   |
| L.T.T.             | 416      | + 50   |
| Schlumberger (I)   | 463      | + 36   |
| Siemens            | 1 600    | + 45   |

## MARCHÉ LIBRE DE L'OR

|                            | Cours 10 fév. | Cours 17 fév. |
|----------------------------|---------------|---------------|
| Or fin (titre en barre)    | 103 400       | 101 700       |
| Or fin (titre en barre)    | 103 000       | 101 500       |
| Pièces françaises (20 fr.) | 684           | 646           |
| Pièces françaises (10 fr.) | 476           | 452           |
| Pièces indiennes (20 fr.)  | 619           | 615           |
| Pièces indiennes (10 fr.)  | 600           | 600           |
| Souverains                 | 770           | 770           |
| 5 Demi-souverains          | 425           | 418           |
| Pièces de 20 dollars       | 4 400         | 4 420         |
| 10 dollars                 | 1 920         | 2 020         |
| 5 dollars                  | 1 200         | 1 170         |
| 10 pesos                   | 4 000         | 4 085         |
| 20 marcs                   | 785           | 785           |
| 10 livres                  | 654           | 651           |
| 5 roubles                  | 420           | 420           |

© Ces pièces d'or ne sont cotées qu'à la séance hebdomadaire supplémentaire.

## Mines d'or, diamants

|                 | 17-2-84 | Diff.  |
|-----------------|---------|--------|
| Anglo           | 1 210   | + 11   |
| Anglo-American  | 286,00  | + 3,90 |
| Anglo-Austral   | 383     | + 7    |
| De Beers        | 67,40   | + 6,40 |
| Driefontein     | 309,50  | + 10   |
| Free State      | 41      | + 3,40 |
| Goldfield       | 85,20   | + 8,20 |
| Geacore         | 225     | + 2    |
| Harmony         | 435     | + 18   |
| President Brand | 435     | +      |



# Crédits - Changes - Grands marchés

## L'euromarché

### Un nouveau raffinement pour emprunter moins cher

Une technique largement utilisée aux États-Unis vient de faire son apparition sur le marché international des capitaux. Elle a pour but de permettre à une société de sortir de son bilan un engagement déterminé. Elle se pratique entre-Atlantique sous deux formes. La « défausse » dite légale et la « défausse » dite économique.

La première permet à l'émetteur d'une émission obligataire de placer dans un trust, au sein d'un trust, un actif de valeur équivalente à celle des obligations émises. Le trust est placé sous la tutelle d'un gestionnaire indépendant, qui assure le paiement des coupons et du principal de l'emprunt obligataire.

Dans le cas d'une défausse économique, la relation initiale contractuelle entre l'émetteur et le porteur d'obligations ne disparaît pas après la création du trust destiné à assurer le service de la dette obligataire. Mais, comme, le débiteur original continue d'être le seul responsable vis-à-vis des porteurs d'obligations, la défausse économique n'est pas imposable alors que la défausse légale l'est, situation qui anime les sociétés choisissant cette dernière formule à constituer le portefeuille du trust en obligations exemptées de taxes.

Les premières défausses de dette réalisées sur le marché euromarché ont été au travers d'émissions libellées au DM. Cela a été le cas du dernier emprunt de Peugeot d'élevé à 250 millions. C'est également celui de l'emprunt de 200 millions de DM de Baxter Travel Laboratories rapporté dans cette même rubrique il y a huit jours. L'opération de 250 millions de DM offerte cette semaine par le groupe pharmaceutique américain Sterling Drug a aussi apparemment pour objet de se défaire d'une dette. Le choix du secteur de l'euromarché libellé dans la devise allemande pour réaliser ce genre d'opération s'explique pour deux raisons.

1. Les autorités allemandes s'opposent à la pratique des « swaps », qui permet à l'emprunteur d'échanger une dette contre une autre afin d'obtenir au bout du compte des conditions plus avantageuses. Par contre, la Bundesbank n'est pas opposée à une défausse de dette.

2. Il existe une différence importante entre les intérêts en vigueur sur le marché intérieur des capitaux et ceux du secteur international. Le coupon sur l'emprunt Baxter n'est que de 7,25 % tandis que l'Etat allemand ou ses grandes entités publiques acquittent des coupons de 8 % et plus.

Par conséquent, en constituant un trust composé de papier, émis par l'Etat allemand, l'emprunteur américain non seulement sera assuré de pouvoir régler sans risque ses intérêts et principal de son emprunt obligataire, mais il réalisera un bénéfice puisque le trust rapportera davantage que le coût de la transaction euromarché.

En résumé, la technique permettant de se défaire d'une dette a une triple finalité. Tout d'abord, elle permet de remodeler pour l'améliorer le bilan d'une société; ensuite, elle présente éventuellement des avantages fiscaux, bien que ce ne soit pas toujours l'objectif principal recherché par celui qui l'utilise; enfin, elle donne la possibilité à un emprunteur de réduire le coût de sa dette. C'est surtout ce dernier élément qui est à la base des euromarchés montés à partir de cette formule. Celles-ci introduisent un raffinement supplémentaire sur le marché euromarché qui le met à la parité avec son puissant et très sophistiqué homologue américain.

La semaine qui vient de s'écouler a, par ailleurs, été beaucoup plus calme que la précédente. Les euromarchés ont avant tout cherché à digérer le volume record de papier à taux variable lancé huit jours plus tôt sur le compartiment du marché libellé en dollars. De leur côté, les investisseurs continuent de se méfier des propositions à taux d'intérêt fixe. La hausse de la masse monétaire aux États-Unis, plus forte que prévue, annoncée jeudi soir, entendue dans sa définition la plus étroite, ne peut qu'encourager leur attention dans ce domaine.

#### Un imbroglio africain

A l'issue d'un imbroglio savant, M. Claude Pierre-Brossolette, ancien PDG du Crédit lyonnais, présentement président de la banque Siera, a été nommé *conseiller financier* du gouvernement de Côte d'Ivoire pour assister au dernier de la restructuration de sa dette extérieure. La décision a été prise par M. Grouille, le ministre d'Etat ivoirien chargé de négocier l'endettement étranger de son pays, qui antérieurement équivalait d'environ 7 milliards de dollars, soit le PNB annuel du pays.

Jusqu'à l'an dernier, la banque Lazare avait été le conseiller financier de l'Etat ivoirien. Elle s'est trouvée éliminée au terme de *manœuvres* dans laquelle la CEGOS, par l'intermédiaire de M. Bruno Servan paraît avoir joué un rôle important. Ami intime de M. Alain Belkiri, secrétaire général du gouvernement ivoirien, M. Servan a apparemment initialement appuyé la nomination de M. Pierre Moussa, qui aurait été suggérée par la banque mondiale pour assumer la fonction ultérieure attribuée à M. Pierre-Brossolette.

L'ancien dirigeant de la banque de Paris s'est-il refusé ou son nom n'a-t-il été jugé trop voyant par la banque centrale ivoirienne ? Toujours est-il que la CEGOS s'est alors retournée vers le CCF pour assurer par le truchement d'une société commune, la SIFI, une charge gératrice d'honoraires. Malheureusement, en tentant d'élimer l'influence de M. Grouille au profit d'autres amis et notamment de celle du ministre des Finances dont M. Servan est le conseiller, la SEGOS aurait, selon des milieux généralement bien informés empêché la SIFI d'obtenir le poste convoité. Cette dernière s'est effectivement vu annuler le mois dernier le contrat qu'elle avait réussi à arracher temporairement à un président de la République ivoirienne vieillissant, dont l'entourage se bat pour obtenir les dépouilles.

Le choix d'une personnalité comme M. Claude Pierre-Brossolette au lieu d'une société a clos le débat. Néanmoins, l'ancien président du Crédit lyonnais n'aura pas la parole facile. Entouré d'une équipe ivoirienne nouvelle, qui n'est pas rodée aux durs négociations avec les eurobanques et les pays créanciers, qu'édifie le réchauffement d'une dette extérieure, il paraît bien isolé. En outre, il va se trouver écartelé entre le ministère des finances, qui est exclu de la restructuration de la dette ivoirienne, et le ministre d'Etat à qui cette tâche incombe. Pour finir, il aura aussi à compter avec le FMI qui, pour sortir la Côte d'Ivoire d'une passe économiquement et financièrement difficile, lui dicte sa conduite et, du coup, interfère dans les détails techniques de la restructuration de sa dette extérieure.

CHRISTOPHER HUGHES.

## Les devises et l'or

### Le dollar désormais en question

« Le rouge est mis sur le dollar » : telle était la conclusion assidue des milieux financiers internationaux au terme d'une semaine à nouveau agitée, au cours de laquelle la monnaie américaine a chuté à nouveau, victime d'un début de perte de confiance tout à fait significatif.

Lundi et mardi, pourtant, le calme régnait sur les marchés des changes, malgré un gonflement de 3 milliards de dollars de la masse monétaire aux États-Unis, jugé conforme aux prévisions. Mercredi, en revanche, on a plus précisément, mardi après-midi (effet du décalage horaire), tout changé. Sur la rumeur du décès du président Reagan, qu'aurait terrassé une crise cardiaque, les cours du « billet vert » « plongèrent » littéralement, revenant à New-York, de 2,7430 DM à 2,6950 DM et de 8,43 F à 8,31 F. La rumeur fut immédiatement démentie, mais le dollar n'en remonta pas pour autant, ce qui frappa fort les observateurs. C'est que des ventes commerciales avaient pris le relais, d'origine suisse, a-t-on dit.

« Cela devait bien arriver », s'écrièrent les opérateurs. Tout au long de la semaine précédente, les grands « témoins » de marché financier américain avaient rivalisé pour jouer les Cassandre. Le moins vigoureux, et le moins catastrophique, n'avait pas été M. Paul Volcker, président de la Réserve fédérale, qui devant le Congrès affirmait qu'il restait « bien peu de temps » et même qu'il « était bien tard » pour redresser la situation (lire, pour réduire un déficit budgétaire dévastateur, susceptible de compromettre la reprise économique).

Pour mieux frapper les esprits et, paraît-il, convaincre les parlementaires (au sénat électoral), il avançait même que le pays « jouait à la roulette russe » et que les États-Unis risquaient, au rythme où ils empruntaient, de devenir, en 1985, « peut-être le plus grand emprunteur ».

#### COURS MOYENS DE CLOTURE DU 13 AU 17 FÉVRIER

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

| PLACE      | Lira    | S.E.U.  | Franc suisse | Franc belge | D. mark | Franc esp. | Paie    | Lira italienne |
|------------|---------|---------|--------------|-------------|---------|------------|---------|----------------|
| New-York   | 1,4290  | 12,1212 | 45,6412      | 37,3413     | 1,8215  | 33,0633    | 8,9642  |                |
| Paris      | 1,4140  | 11,8566 | 44,8020      | 36,5163     | 1,8212  | 32,9991    | 8,8553  |                |
| Bruxelles  | 1,15625 | 9,2980  | 37,654       | 30,006      | 1,8213  | 27,777     | 8,9696  |                |
| Amsterdam  | 1,15326 | 9,4270  | 37,755       | 30,172      | 1,8217  | 27,803     | 8,9693  |                |
| Zurich     | 3,7765  | 2,9110  | 26,3576      | 61,8147     | 3,9988  | 71,4417    | 1,3198  |                |
| Stockholm  | 3,1685  | 2,7320  | 26,4863      | 61,5900     | 3,9779  | 72,3149    | 1,3230  |                |
| Copenhague | 3,8331  | 2,6780  | 27,4612      | 122,32      | 4,4820  | 88,5435    | 1,6133  |                |
| Oslo       | 3,7777  | 2,7485  | 27,4967      | 122,69      | 4,4806  | 88,7251    | 1,6233  |                |
| Berne      | 79,6850 | 54,90   | 6,6545       | 26,8570     | 26,9803 | 18,1517    | 3,3072  |                |
| Bratislava | 79,4517 | 56,11   | 6,6594       | 26,1389     | 26,4893 | 18,1792    | 3,3240  |                |
| Prague     | 4,3855  | 3,2248  | 36,6689      | 138,04      | 117,93  | 5,5091     | 1,8219  |                |
| Varsovie   | 4,3780  | 3,9965  | 36,6683      | 138,28      | 117,71  | 5,5088     | 1,8296  |                |
| Winnipeg   | 248,70  | 164,60  | 200,19       | 75,82       | 61,62   | 20,0679    | 546,57  |                |
| Montevideo | 339,86  | 233,15  | 26,2486      | 106,41      | 97,8612 | 42,468     | 77,8871 | 8,1404         |
| Telex      | 332,85  | 234,50  | 27,8272      | 105,06      | 95,6380 | 41,793     | 75,9769 | 8,1398         |

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 18 février, 3,5085 F contre 3,5936 F le vendredi 10 février.

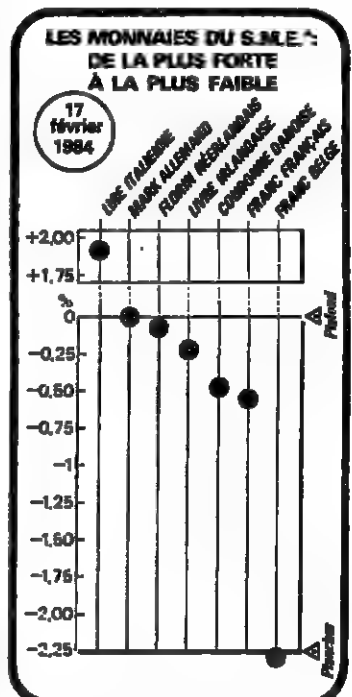
« Le rouge est mis sur le dollar » : telle était la conclusion assidue des milieux financiers internationaux au terme d'une semaine à nouveau agitée, au cours de laquelle la monnaie américaine a chuté à nouveau, victime d'un début de perte de confiance tout à fait significatif.

Cette semaine, M. Henry Kaufman, l'un des « gourous » du marché américain, tirait, à son tour, la sonnette d'alarme en déclarant au *Washington Post* que les États-Unis « ne pouvaient se permettre une chute brutale du dollar » qui « inciterait la Réserve fédérale à durcir sa politique monétaire », avec un effet « dévastateur » sur l'économie américaine. Il ajoutait, toutefois, qu'il ne croyait pas à une telle chute : « Je dirais que le dollar plafonne et qu'il entre dans une période où il va être discuté (et secoué) ». Mais M. Kaufman admet que se pose, maintenant, un problème de confiance, en dépit de la persistance de facteurs favorables à une bonne tenue du « billet vert » comme une faible inflation et une demande continue de dollars en provenance des pays endettés. Faut-il encore compter, comme facteur favorable au dollar, les taux pratiqués aux États-Unis, plus élevés de 4 % que ceux en vigueur en Allemagne, par exemple ? Ce n'est pas sûr, car les détenteurs de monnaie américaine ont pu la voir perdre 4 % en trois semaines par rapport à la monnaie allemande, ce qui rend bien aléatoire l'avantage procuré par une rémunération plus élevée.

Ajoutons que le mark redevient une devise appréciée. Dans son dernier rapport mensuel, la Bundesbank fait état, prudemment mais d'une manière inhabituelle et d'un tantinet triomphaliste, d'une intensification de la reprise économique, d'une nouvelle progression des exportations, et des résultats « inespérés » de la consolidation des finances publiques. Cela permet à M. Raymond Barre, s'exprimant au cours du « Grand Débat », organisé par la *Vie française* et animé par M. Lionel Stoleru, ancien ministre, d'affirmer que « le mark allemand redevient une monnaie solide appuyée par une gestion de qualité ».

Dans l'immédiat, le mark s'est réinstallé en tête du Système monétaire européen, où le franc belge, soumis à de fortes pressions, est plus que jamais en queue et a dû être soutenu par la Bundesbank. La Banque nationale de Belgique a été contrainte de relever son taux d'escompte, en attendant « d'autres mesures ». Le franc français, qui, depuis des mois, tirait sa force en partie de la faiblesse du mark, n'a pas trop souffert de la vigoureuse remontée de celui-ci. Mercredi, toutefois, la chute du dollar, plus rapide à Francfort qu'à Paris, accentua la progression de la monnaie allemande, qui battait son record historique à 3,0850 F et faisait l'objet d'interventions de la Banque de France. Mais, les jours suivants, le mark retomba en dessous de 3,08 F. Suivant les milieux financiers internationaux, une spéculation contre le franc est hasardeuse à l'heure actuelle, et, en tout état de cause, serait prématurée. Il n'exclut pas, toutefois, une intensification de la pression si la chute du dollar se poursuivait.

FRANÇOIS RENARD.



## Les matières premières

### Baisse du sucre et du cacao

La baisse du dollar a relégué au second plan les mouvements de prix sur les différents places. Les métaux précieux ont réagi de façon éphémère aux rumeurs vite démenties de crise cardiaque du président des États-Unis. Des facteurs spéculatifs ont déterminé des fluctuations de prix sur plusieurs marchés de métaux et de denrées.

MÉTALUX. — Une reprise de faible ampleur s'est produite sur les cours du cuivre au Metal Exchange de Londres. La diminution de 19 550 tonnes des stocks britanniques de métal revenus à leur niveau le plus bas depuis octobre 1983, soit à 407 750 tonnes, provenant d'expéditions à destination du Japon et de l'Inde, est à l'origine de l'ambivalence du marché.

Les cours du zinc ont brusquement chuté en dessous de 700 livres la tonne. La perspective d'un arrêt de travail dans une raffinerie aux États-Unis, l'invocation de la clause de force majeure pour réduire les livraisons de métal par différents producteurs péruviens ont freiné en fin de semaine le mouvement de baisse.

Sur le marché de Londres, les cours de l'étain ont légèrement progressé grâce surtout aux interventions du directeur du stock régulateur.

Effritement des cours du plomb à Londres dans l'attente d'achats pour compte soviétique portant sur 10 000 tonnes de métal. L'unité de production d'un important groupe américain a arrêté son activité en raison de stocks de concentrés nettement insuffisants.

DENRÉES. — Nouvelle et sensible baisse des cours du sucre sur les différents marchés qui ont retrouvé désormais leur niveau le plus bas depuis le mois d'avril

1983. Des ventes à des prix bradés de sucre sur le marché mondial par plusieurs pays, dont la République Dominicaine, ont affecté le marché. Quant au Brésil, il aurait vendu également 160 000 tonnes sur les 250 000 tonnes réservées à l'URSS.

Recul des cours du cacao qui enregistrèrent une baisse proche de 10 %. Plusieurs facteurs expliquent ce revirement soudain de tendance : importantes liquidations de positions spéculatives, ventes supérieures aux prévisions réalisées récemment par le Ghana, enfin achats plus élevés que prévu effectués auprès des planteurs par la caisse des stabilisations atteignant 141 000 tonnes.

Les cours du café. Les exportations des pays membres de l'Organisation internationale se sont élevées pour le premier trimestre de la saison 1983-1984 (1<sup>er</sup> octobre-31 décembre) à 2,49 millions de sacs au lieu de 2,51 millions de sacs pour le trimestre correspondant de la saison précédente.

CÉRÉALES. — Les cours du blé ont progressé sur le marché aux grains de Chicago à l'inverse de ceux du maïs.

#### LES COURS DU 17 FÉVRIER 1984

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

MÉTALUX. — Londres (en sterling par tonne) : cuivre (High grade), comptant, 999,50 (982,50) ; à trois mois, 1 018,00 (1 002) ; zinc, comptant, 8 615 (8 592) ; à trois mois, 8 751 (8 691) ; plomb, 284,50 (286) ; étain, 672 (702) ; aluminium, 1 034 (1 050) ; nickel, 3 200 (3 285) ; argent (en pence par once troy), 627,50 (617). — New-York (en cents par once) : cuivre (premier terme), 64,95 (62,55) ; argent (en dollars par once), 9,07 (8,75) ; platine (en dollars par once), 397,50 (389) ; feraille, cours moyen (en dollars par tonne), inch. (95,17) ; mercure (par bouteille de 76 lbs), 289-300 (298-303). — Pérou : étain (en kilogramme par kilo), inch. (29,15).

TEXTILES. — New-York (en cents par livre) : coton, mars, 74,29 (75,15) ; mai, 74,94 (74,87). — Londres (en pence par livre) : laine (peignée à sec), mars, 433 (440). — Roubaix (en francs par kilo), laine, mars, 48,60 (48,40).

CAOUTCHOUC. — Londres (en livres par tonne) : R.S.S. (comptant), 825-845 (815-825). — Pérou (en cents des Décrets par kilo) : 267,50-269 (270,25-270,75).

DENRÉES. — New-York (en cents par lb ; sauf pour le cacao, en dollars par tonne) : cacao, mars, 2 445 (2 552) ; mai, 2 360 (2 497) ; sucre, mars, 6,77 (7,08) ; mai, 7,11 (7,34) ; café, mars, 147,18 (140,97) ; mai, 142,75 (135,71). — Londres (en livres par tonne) : sucre, mars, 120,50 (129,75) ; mai, 126,50 (133,75) ; café, mars, 2 060 (2 099) ; mai, 1 953 (1 958) ; cacao, mars, 1 719 (1 682) ; mai, 1 730 (1 673). — Paris (en francs par quintal) : cacao, mars, 2 027 (2 248) ; mai, 2 077 (2 278) ; café, mars, 2 470 (2 500) ; mai, 2 377 (2 399) ; sucre (en francs par tonne), mai, 1 597 (1 685) ; août, 1 695 (1 781) ; tourteaux de soja. — Chicago (en dollars par tonne), mars, 190,60 (186,60) ; mai, 195 (191). — Londres (en livres par tonne), avril, 156 (154,70) ; juin, 158,20 (157).

CÉRÉALES. — Chicago (en cents par boisseau) : blé, mars, 335 1/2 (326) ; mai, 336 (328 1/2) ; maïs, mars, 319 1/2 (325 1/2) ; mai, 322 3/4 (329).

INDICES. — Moody's, 1 051,20 (1 053,90) ; Renter, 1 961,80 (1 983).

## Marché monétaire et obligataire

### Le premier emprunt d'Etat de l'année

Tout ne va plus aussi bien qu'auparavant sur le front des taux d'intérêt et sur les marchés de capitaux, en France comme à l'étranger. D'une manière générale, la perspective de la fin de l'argent tend à se dégrader aux États-Unis. La possibilité d'une hausse en fin d'année, engendrant un certain malaise sur toutes les places. Le signe le plus patent en est la moindre faveur pour les émissions à taux fixe et un regain d'intérêt pour celles à taux variable, particulièrement perceptible sur le marché des euro-obligations.

En France également, un certain flottement se manifeste, après des mois d'une véritable bonhomie de papier : depuis le début de l'année, les émissions se sont élevées à 47 milliards de francs, ce qui est tout de même beaucoup. Par ailleurs, les émissions à taux fixe sont regardées avec quelque suspicion : si jamais les taux remontaient ? Le retour en grâce du mark allemand va accroître les tensions au sein du Système monétaire européen, estimant les opérateurs, et ce retour risqué de s'effectuer, en partie, aux dépens du franc, ce qui n'incitera guère la Banque de France à laisser baisser les taux, quitte à les relever un peu si la chose devenait nécessaire.

Dans ces conditions moins satisfaisantes, l'emprunt de 1,5 milliard de francs à 13,80 % et douze ans, lancé par le Fonds d'intervention de la sidérurgie, digne successeur du GIS dans la tâche de déverser des capitaux dans un creuset dévorant, s'est placé très médiocrement, tant auprès des investisseurs institution-

nels qu'auprès des particuliers : d'un côté comme de l'autre, on trouve que la signature à un « passé » plutôt inquiétant, malgré la garantie de l'Etat.

Un très bon accueil, en revanche, a été réservé à l'émission du Crédit lyonnais, 1,5 milliard de francs à taux révisable annuellement (TRA) et 13,90 % pour la première année. Notons que c'est la première fois depuis quelques mois que l'on voit réapparaître un emprunt de banque commerciale aux fins de « désencastrement ». Le Trésor les avait bannis provisoirement, en les renvoyant au début de mars, ce qui est fait.

La semaine prochaine, il devrait y avoir une volée d'émissions à taux variable : SNIAS, CREDIPAR (Peugeot), SAPAR. Dans le cas de cette dernière, bras séculier d'EDF, on attendrait même un lancement audessus du pair, à 101 %.

Vendredi soir, toutefois, la rumeur d'un emprunt d'Etat, qui courait déjà, était confirmée. Pour la première fois de l'année, si on met entre parenthèses son émission discrète d'obligations renouvelables (ORT), d'un montant tout de même de 8 milliards de francs, le Trésor va solliciter l'épargne publique. Cet emprunt sera, initialement, de 12 milliards de francs, en deux tranches. La première sera assortie d'un taux fixe de 12,90 % (contre 13,40 % pour l'emprunt de fin novembre 1983), avec remboursement au bout de sept ans. La seconde sera émise à taux révisable annuellement (TRA), indexé sur le

rendement boursier des fonds d'Etat, avec la possibilité, en 1986, en 1987, en 1988, d'obtenir en échange avec une émission à taux fixe, sur la base des conditions en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 1986. Cette seconde formule, assez sophistiquée, permet de bénéficier d'une rémunération variable, avec une option un peu spéculative, celle de profiter d'un taux fixe, au cas où les taux baisseraient après janvier 1986. Élément intéressant, ce sont le Crédit commercial de France et la Caisse nationale du Crédit agricole qui sont chefs de file de l'opération. Auparavant, ce rôle était pratiquement réservé aux grandes banques commerciales.

Sur le marché secondaire, l'événement a été la remontée générale des rendements : 12,97 % contre 12,86 % pour les emprunts d'Etat à plus de sept ans, 12,70 % contre 12,61 % pour ceux à moins de sept ans, et 13,80 %, contre 13,78 % pour ceux du secteur public, selon les indices PARIBAS. Cette remontée, intervenue les deux derniers jours de la semaine, constitue un autre signe d'incertitude et de flottement.

Aux États-Unis, plus personne ne croit plus, maintenant, à une baisse des taux. Encore bien heureux si la Réserve fédérale ne durcit pas sa politique, face à une augmentation de la masse monétaire (5,5 milliards de dollars en quinze jours) qui semble reprendre à une cadence rapide, tandis que la vigueur de l'activité économique et de la demande de concours bancaires pourrait justifier un certain resserrement du crédit.

F. R.



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

- ÉTRANGER**
3. La situation au Liban.
- FRANCE**
10. La revue des Mitterrand-Marchais.
- SOCIÉTÉ**
15. Les barrages des transports routiers et les départs en vacances.
- CULTURE**
17. Le héros à Chailot : rencontres avec Aurore.
- ÉCONOMIE**
- 20-21. Voyage au cœur d'une zone de conversion : ne pas désespérer Deauville.
22. La revue des valeurs.
23. Crédis, changes et grande marche.

**RADIO-TÉLÉVISION (19)**

Carnet (21) : Programmes des spectacles (18) ; Journal officiel (19) ; Météorologie (19) ; Mots croisés (18).

### ML. PIERRE BÉRÉGOVOY invité du Grand Jury RTL - le Monde

M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le Grand Jury RTL - le Monde », dimanche 19 février, de 18 h 15 à 19 h 30.

Le ministre, qui est maître socialiste de Nevers depuis 1983, répondra aux questions d'André Prouzet et de Guy Hierich, de *le Monde*, et de Jeanne Perrinmond et de Gilles Leclerc, de RTL. Le débat sera dirigé par Alexandre Baloud.

### LE RETRAIT D'AUTORISATION A « LA VOIX DU LÉZARD »

M<sup>me</sup> Michèle Cotta souhaite la possibilité de sanctions plus graduées contre les radios en infraction

Le retrait d'autorisation prononcé, mardi 16 février, par la Haute Autorité de la communication audiovisuelle à l'encontre de la radio parisienne *La Voix du lézard* (le *Monde* du 18 février) n'avait toujours pas été notifié, samedi, aux responsables de la station, laissant ainsi envoler l'espoir d'une solution.

Cette décision de la Haute Autorité a, en effet, suscité l'émotion tant parmi les radios parisiennes qu'au sein du secrétariat d'Etat aux techniques de la communication, chacun étant surpris de l'arbitraire de la sanction, ne s'appliquant qu'à une seule des nombreuses radios en infraction avec le cahier des charges. Radio *Libertaire*, autorisée sur 103,9 MHz, fréquence sur laquelle émet *La Voix du lézard*, a fait savoir qu'elle ne rejoindrait pas cette fréquence tant qu'une solution n'aura pas été trouvée.

De son côté, regrettant la maladresse d'une législation qui ne permet pas de graduer les sanctions à l'encontre des radios, M<sup>me</sup> Michèle Cotta, présidente de la Haute Autorité, a fait savoir qu'elle demanderait au gouvernement de prévoir des sanctions intermédiaires en cas de manquement au cahier des charges, et applicables avant un retrait d'autorisation. Une question importante avant que ne se pose le problème des réseaux de télévision par câble.

Injuste. Comment qualifier autrement cette décision de la Haute Autorité, rendue publique dans la soirée de jeudi 7 ? Ainsi donc, c'est la sanction la plus sévère, celle qui prive de la licence, qui est infligée à une radio qui n'a pas fait de la mise en ordre de la bande FM parisienne. Un choix assez simple en vérité : la station n'est l'émission d'aucun parti politique, d'aucune station périphérique, d'aucun groupe financier.

Les arguments avancés par la Haute Autorité pour justifier le retrait d'autorisation (le *Monde* du 18 février) sont doubles : occupation d'une fréquence (103,9 MHz) attribuée à une autre radio, et trop forte puissance de son émetteur. Deux chefs d'accusation exacts mais qui méritent explication.

Le 6 mai 1983, une autorisation attribua à un regroupement de quatre radios la fréquence du 103,9. Parmi elles, *La Voix du lézard*, et Radio-Solidarité, dite la « voix de l'opposition ». Bien vite, cependant, cette dernière s'insurgea contre cet emplacement en bout de bande FM, qualifié d'« insupportable et excentré », et dont le choix relevait, disait-elle, d'une machination politique. Soutenue par de nombreuses personnalités de l'opposition, cette thèse fut entendue par la Haute Autorité, qui, le 19 octobre dernier, modifiait son Journal officiel sa liste d'autorisations pour regrouper sur une nouvelle fréquence - 99,3 MHz - Radio-Solidarité, la voix du lézard et Radio-3. Satisfait de l'opération, Radio-Solidarité s'arrangea alors pour demeurer seule sur sa nouvelle fréquence, refusant tout accord avec chacune des autres stations. Faute d'entente, et après de nombreux échanges de courrier suivis d'un

refus total de dialogue de la part de Radio-Solidarité, la voix du lézard fut révoquée à compter de la première fréquence, qu'elle n'avait d'ailleurs jamais contestée.

La puissance d'émission est, pour la radio, une donnée technique, comme la majorité des radios parisiennes, n'observe pas la limitation de puissance fixée à 500 watts par la Haute Autorité. Mais le nouveau contrôle opéré par l'ARF au cours de la semaine, ne démontre-t-il pas que Radio-Solidarité émet avec 40 kw et que 95,2 - citée pourtant en exemple par la Haute Autorité - diffuse avec 10 kw ?

L'affaire est décidément étonnante. Injuste d'un bout à l'autre. Pourquoi la Haute Autorité risque-t-elle ainsi de se discréditer auprès de l'ensemble des radios, voire de la classe politique - majorité et opposition - qui s'amuse à voir jusqu'où peuvent aller les provocations et l'impunité de Radio-Solidarité ?

ANNICK COJEAN.

Attentat au pays basque sur la voie ferrée Paris-Madrid

De notre correspondant

Bayonne. - Un train explosif a fortement endommagé, samedi 18 février, vers 2 h 15, la voie ferrée de la ligne Paris-Madrid sur le territoire de la commune d'Urrugne (Pyrénées-Atlantiques). Ce sabotage s'est produit cinq minutes avant le passage à cet endroit du train Talo à destination de Madrid. Le convoi, lancé à plus de 100 km/h, a été arrêté, sans avoir pu franchir, cette rupture des voies. Cependant, selon la police et les premiers secours, il n'y a eu ni blessés ni victimes. Les enquêteurs de la gendarmerie du pays basque français (gendarmerie) ont interrogé le conducteur de ce train et ont constaté qu'il n'y avait eu aucune explosion. Les enquêteurs ont constaté qu'il n'y avait eu aucune explosion. Les enquêteurs ont constaté qu'il n'y avait eu aucune explosion.

## DU CATCH A LA CONTEMPLATION

### Le Requiem de Berlioz à Bercy

L'inauguration musicale du palais omnisports de Bercy, vendredi soir, avec le Requiem de Berlioz a commencé par un match de catch à quinze mille personnes. Lancées courageusement à l'assaut de la pyramide, elles se sont écrasées devant deux entrées seulement, dont aucune indication extérieure ne signalait les numéros de série. Arrivés non sans peine dans le sanctuaire, on était pris dans un maelström de courants contraires : ceux qui rasaient, ceux qui à droite tentaient de monter à gauche et vice versa. On se serait cru à Cluze ou à Saint-Jean-de-Maurienne.

Une demi-heure plus tard, après avoir franchi les rases et vaillants contrôleurs qui résistaient au typhon, on contemplait d'en haut la pyramide, mêlée des milliers de têtes entrecroisées dans l'enfer dantesque en sirotant le coca-cola offert par toutes les petites cantines bien achalandées... Quinze mille personnes rendent-elles à ce point déficitaire l'entreprise que celle-ci ne puisse se payer des contrôleurs pour les multiples entrées du palais et des calicots extérieurs pour guider les spectateurs jusqu'à leur tranchée ?

Quarante minutes après l'heure prévue, le concert pouvait commencer dans l'arène en forme de vélodrome, assez belle, malgré la couleur agressive de ses sièges rouge sang. Deux à trois cents places restaient inoccupées.

Requiem doux et recueilli. Berlioz prend peu à peu possession de l'édifice. Depuis les virages, on perçoit chaque détail. La sonorité est pure, seulement lointaine, dépourvue de réverbération. Les voix hautes, soprano, ténors, violons sont écartés

par la distance, mais la sérénité soude de Bercy nous pénètre.

Tuba Mirum. Aux quatre coins, rugissant les fanfares terrifiantes. Sans nul doute, Lorin Maazel, placé au centre, doit les entendre bien synchronisées, mais, aux extrémités, elles nous parviennent avec de sensibles décalages non prévus par le compositeur, mais ces écarts qui ont rendu l'œuvre célèbre ne sont pas l'essentiel. On est frappé à chaque audition par le caractère recueilli et dépouillé de cette musique, qui révélera seulement quelques détails spectaculaires, les roulements des neuf timbales, les broderies à l'union des tubes, les sanglots des vents dans l'Agnus Dei, etc.

Dans ce palais omnisports, on admire plus que jamais la clarté de l'écriture, la pureté et la sveltesse des lignes, admirablement mises en valeur par la direction très claire, simple, démultipliée de Lorin Maazel, où l'Orchestre national de France et les chœurs de Radio-France s'aplanissent en toute sérénité. Tout là-haut, contre un énorme pilier de béton, le ténor Thomas Moser plane comme un extra-terrestre dans une auréole de lumière dorée, au milieu des sphères du Sanctus.

Pourtant, nous restons très calmes et solitaires sur nos sièges, avec l'impression d'assister de loin à un beau spectacle, mais qui n'inclut pas à son tour de ses gonds. La musique est trop amortie, le feu trop étendu, pour que nous ressentions cette communion des grandes foules que favorisent, à Orange, la pente vertigineuse et l'éclat des sons tournoyants qui vont rebondir contre le mur. Dans un vélodrome, la communion naît de l'action.

JACQUES LONGCHAMPT.

### UN TANDEM GILDAS JEAN-PIERRE ELKABACH sur Europe 1

En décidant d'interrompre brutalement, mercredi 22 février (1), ses rendez-vous quotidiens à l'antenne (8 h 53 à 9 h 25) après dix années de présence à l'antenne, Jean-Pierre Elkabach, qui, jusqu'à présent, était directeur de la rédaction d'Europe 1, posait à sa station le difficile problème de sa succession. Pour succéder à un produit brillant et fort, il fallait un autre, différent, mais suffisamment stable pour ne pas déstabiliser l'architecture musicale dont le journal de 7 h 30 doit demeurer le pivot. Au journaliste célèbre, il fallait également un relais suffisamment attractif pour empêcher qu'on ne regrette par trop le premier. Europe 1 a tranché : Philippe Gildas sera cet homme-là.

Directeur de l'antenne depuis décembre 1981, donc également directeur de l'information, Philippe Gildas, dès le jeudi 23 février, prendra donc en charge le journal de 8 heures et recevra un invité.

Un autre nom célèbre devrait, discrètement d'abord, se joindre au sien : celui de Jean-Pierre Elkabach, qui, jusqu'à présent, était directeur de la rédaction d'Europe 1, posait à sa station le difficile problème de sa succession. Pour succéder à un produit brillant et fort, il fallait un autre, différent, mais suffisamment stable pour ne pas déstabiliser l'architecture musicale dont le journal de 7 h 30 doit demeurer le pivot. Au journaliste célèbre, il fallait également un relais suffisamment attractif pour empêcher qu'on ne regrette par trop le premier. Europe 1 a tranché : Philippe Gildas sera cet homme-là.

(1) L'antenne de la radio-musique et dernière émission « Expliquez-vous », diffusée mercredi, sera Yves Montand.

### CLAUDE SÉRILLON PRÉSENTERA LE JOURNAL DE 20 HEURES SUR TF1

Claude Sérillon, jusqu'à présent présentateur du journal de 23 heures sur Antenne 2, passe sur TF1, où il présentera, dès lundi 20 février, l'édition de 20 heures. En vacances pour une semaine, Jean Offredo prendra le relais le lundi 27, les deux journalistes alternant désormais chaque semaine.

## Les XIV<sup>es</sup> Jeux olympiques d'hiver

### Sarajevo dernière heure

#### SKI ALPIN

Sarajevo. - A 13 h 30, Christelle Guignard était la troisième Française championne olympique de slalom. A 13 h 34, Guignard, qui faisait dans le brouillard pour réserver un fragile avantage de 14/100<sup>e</sup> de seconde sur l'Italienne Paolotta Magoni, enfourchait un piquet. Les jeux étaient faits : la Transalpine enlevait l'or. L'argent revenait à Perrine Pelen et le bronze à Ursula Konzett, de Liechtenstein.

Christelle Guignard était passée à côté de la gloire : « Championne olympique de la première manche, cela ne compte pas ». Les larmes ruisselaient, elle allait faire sa valise comme elle était arrivée, inconsciente : « J'ai passé une semaine tranquille à Sarajevo. Tout le monde était sollicité. Moi, personne ne me connaissait. On ne m'a rien demandé et aujourd'hui je m'en vais de même. » Cela était dit sans amertume, avec un gentil sourire. « Quand j'ai commencé à skier aux deux-trois ans, mes parents m'ont dit : « Tu n'auras jamais pensé être un jour en équipe de France et encore moins disputer les Jeux olympiques. »

Pourtant, ce petit bout de femme à la frimousse tachetée de son âge, de la skieuse sur laquelle le comité de sélection de la Fédération française s'était le moins interrogé, avec Pelen : « Indiscutable ! ». L'incompréhension de la sélection nationale avait en effet le meilleur visage du début de sa carrière à Placerville, sixième à Verbier, huitième à Limone, avec des dossards de deuxième série. Discrète par nature, elle ne s'était pas mise en avant pour autant.

A vingt et un ans, elle faisait en effet ses débuts sur le circuit de Coupe du monde, après avoir failli être renvoyée dans sa famille trois ans auparavant : « Je skiais bien, mais je n'arrivais pas à terminer une course. Cela m'enlevait toute

#### PATINAGE ARTISTIQUE

### Agnès, femme-enfant

Sarajevo. - Le spectacle devait être fait, ce samedi 18 février par l'Allemande de l'Est Katarina Witt, les Américaines Rosalyn Summers et Tiffany Chin, les Soviétiques Kira Ivanova, Elena Vodorozova et Anna Kondrachova. Six fiées de la glace, dans un assaut de charme et de grâce.

Agnès Gosselin n'est encore qu'un petit lutin qui se colle des courbes sur le lobe des oreilles et se poutre maladroitement la frimousse. Elle devait faire son programme libre dans le deuxième wagon des concurrentes. Celui où elle est montée pour être classée dix-huitième après les figures imposées et le programme court. Ce fut que les spectateurs devaient regarder passer discrètement en attendant la tournée des meilleures qui sera désignée la championne olympique succédant à l'Allemande de l'Est Annett Pötzsch.

Elle mériterait pourtant un peu plus d'attention, la petite Gosselin que sa maman a envoyée à la patinoire de Caen parce qu'elle était trop turbulente et qu'elle se retrouvait plongée dans le grand bain olympique. « Elle devrait être sur le podium européen dans deux ans », prédit Michel Lafont, directeur technique de la Fédération des sports de glace. C'est également l'objectif qu'elle s'est fixé.

C'est qu'elle est déjà bien décidée à affirmer sa personnalité : « Dans ce milieu, il faut sans cesse paraître. Même quand on n'est pas en forme, il ne faut pas le montrer. A l'âge d'un milieu ouvrier modeste, elle ne craint pas l'effort : « Pendant onze mois sur douze, je m'entraîne six heures par jour à raison de quatre heures d'entraînement et de deux heures de libre. Quand je trouve cela dur, je me rappelle que mon père m'a dit un jour : « Tu as choisi cette vie, tu dois accepter des sacrifices pour faire de ton mieux. » Lui, il a fait de la course cycliste et de la boxe. »

Cette vie d'enfant de la glace a commencé à huit ans, lorsque son

La peur avec les ultimes manches du bobleigh à quatre et du saut au trampolin de 90 mètres. La fureur avec une finale URSS-Tchécoslovaquie en hockey sur glace. La sueur avec le fond nordique féminin (20 kilomètres) et masculin (50 kilomètres), avec le 10 000 mètres en patinage de vitesse. Et le cœur des skieurs et des patineurs battant la chamade. Pour le bonheur d'une médaille d'or, comme Paolotta Magoni. Pour le meilleur d'une chute, comme Christelle Guignard.

A. G.

## La guigne de Christelle

De notre envoyé spécial

confiance en moi. Je n'attachais pas d'importance aux résultats. » Les entraîneurs de l'équipe nationale, qui étaient impressionnés par ses qualités athlétiques et son « toucher de neige », décidèrent de lui donner une nouvelle chance. Après quelques bonnes performances au Coupe d'Europe à la fin de la saison dernière, le défilé se produisit à l'automne avec l'entraînement sur le glacier de Tignes : « J'ai terminé des manches, les chronos étaient bons. Il ne faut pas beaucoup plus pour donner le moral. » Il n'était pas facile de faire sa place au soleil dans une équipe où les filles du même âge sont en place depuis plusieurs saisons. Mais les résultats étaient là : « J'ai pu attaquer, skier nerveusement et éprouver des sensations dans les pistes et les jambes, je file sur le piquet. »

Vendredi, malheureusement, elle enfourchait : « Je n'avais pas du tout la « bouille » entre les deux manches. Mais je ne pouvais prendre que des risques sur le second parcours, car Perrine avait presque perdu sa seconde sur l'Italienne. Cela se jouait au centième de seconde et au centimètre. »

Cette petite erreur de trajectoire l'éloigna de la galaxie des championnes olympiques. De ses faits et gestes de la journée, Christelle Guignard ne retient que ce moment fatal où son fuselé s'est défilé en heurtant le piquet. « J'étais sûre d'avoir ma chance. » Elle y croyait, on effet dur comme fer, et tous les entraîneurs aussi qui rêvaient « de faire un coup à la Debbie Armstrong dans le slalom géant ». La déception était vive. Le désir de revanche prenait cependant rapidement le dessus : « Maintenant, je pars pour les championnats de France, à Auron (Alpes-

#### Les résultats

SKI ALPIN

Slalom spécial dames

1. P. Magoni (It.), 1 mn 36 sec 47 (48 sec 85 + 47 sec 62) ; 2. P. Pelen (Fr.), 1 mn 37 sec 38 (48 sec 85 + 48 sec 53) ; 3. U. Konzett (Liech.), 1 mn 37 sec 50 ; 4. C. Merle (Fr.), 1 mn 44 sec 30.

BIATLON

Relais 4x7,5 km

1. URSS (Vassiliev, Kachkarov, Schalash, Bouliguin), 1 h 38 mn 51 sec ; 2. Norvège (Lirhus, Kvalfoss, Storsveen, Soebak), à 12 sec 2 ; 3. RFA (Reiter, Fischer, Angerer, Fischer), à 13 sec 4 ; 4. France (F. Mongel, Claudon, Y. Mongel, Poirot), à 5 mn 5 sec 9.

HOCKEY SUR GLACE

Poule finale : Tchécoslovaquie b. Suède 2-0 ; URSS b. Canada 4-0.

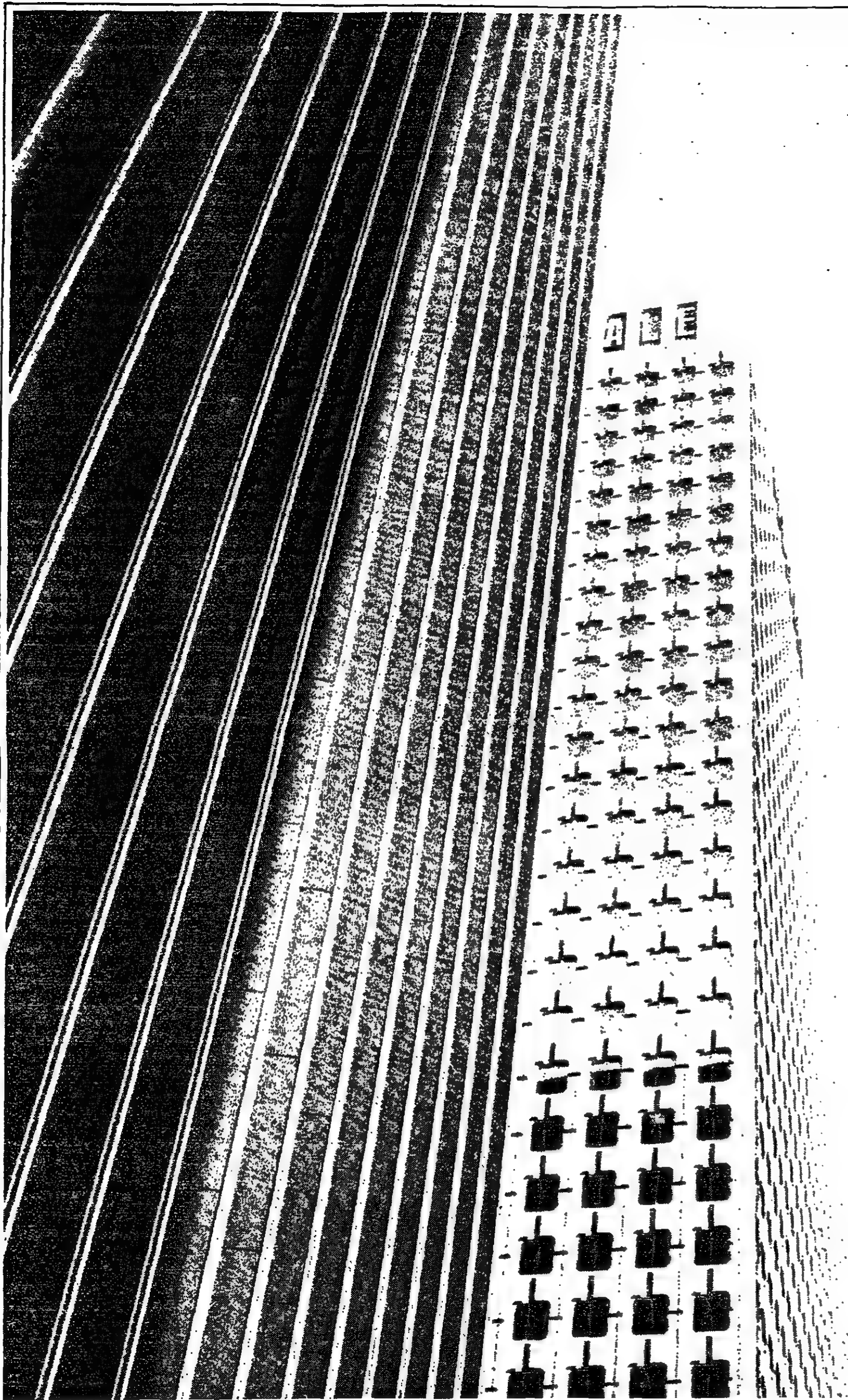
Le numéro du « Monde » daté 18 février 1984 a été tiré à 446 456 exemplaires



هكذا من الأصل

# Le Monde

Aujourd'hui



NELSON HAYS

## L'art de vivre au Japon

Le gouvernement lance une nouvelle campagne contre l'alcoolisme, page IV

Deux capitales africaines en chantier, page X

Jacques Bouveresse, un philosophe contre les philosophes, page XV

Supplément au numéro 12151. Ne peut être vendu séparément. Dimanche 19-Lundi 20 février 1984.







aux Arts décoratifs et le concours des nouveaux meubles pour l'administration le prouvent.

## Huit heures en boîte

Des spécialistes, des « médecins de l'espace » se penchent aujourd'hui au chevet des travailleurs.

**COLS-BLANCS**, matière grise et idées noires. Lorsque le plannier défaille, le rond-de-cuir renâcle. Si les tiroirs gémissent, si la climatisation rend l'âme, si les dossiers s'amoncellent, si enfin la moindre recherche suppose un périlleux cheminement entre collègues et cloisons, deux issues s'offrent à lui : le rêve d'évasion ou le recours au « médecin de l'espace ».

Sourire de star, diction posée, Jean-François Le Brenn, consultant d'une société de conseil en aménagement, vole au secours des bureaux mal dans leur peau. « Pour dresser le diagnostic, un coup d'œil suffit, explique cet ingénieur des Arts et métiers de trente-huit ans. Au bout d'un quart d'heure, on sait tout du climat de la boîte, des tensions et des besoins... » Bâtiments neufs ou locaux vétustes, la démarche ne varie guère : check-up complet — qui fait quoi ? comment ? — puis ordonnance. « Une prescription à la carte, précise M. Le Brenn. Nous proposons plusieurs remèdes, le client choisit. » D'ordinaire, la médecine douce fait l'affaire.

Ainsi, quelques cloisons mobiles judicieusement disposées ont permis un gain de surface de 10 % au siège d'une entreprise nationale. Ultime recours, la chirurgie : s'il le faut, on abat les murs et on repense tout. « En une décennie, tout a changé, remarque le « docteur » Le Brenn. Autrefois, on construisait une boîte, on y mettait une table, une chaise, un meuble de classement, et l'on baptisait le tout « bureau ». De plus en plus, on réfléchit à l'organisation, et l'on bâtit la boîte autour. » Fini l'âge d'or du taylorisme administratif, l'espace « payagé », avec blocs métalliques alignés et vue imprenable sur l'échine du collègue de travail. Révolue, l'ère du chacun-

dans-son-côin, du local fermé, aveugle. Voici venu le temps du « mobilier système » ; de l'amovible et des plans de travail évolutifs.

Triomphe définitif de la modernité ? Pas si vite. Pour les plus mal lotis de nos hommes en cage, l'habitude tient parfois lieu de gestion de l'espace. Avant de rallier les tours de la Défense, ce géant de l'acier reléguait son pool de dactylos dans une arrière-cour à peine éclairée ; en guise de décor, une table minuscule et un repose-pieds, histoire de compenser l'inconfort de sièges désespérément standard.

La trentaine, Jean-Pierre Taravella, architecte et directeur commercial chez le numéro un français du matériel de bureau, a lui aussi tout loisir de recenser les archaïsmes du tertiaire hexagonal : « On voit trop souvent ces opérateurs, les yeux rivés sur l'écran de visualisation, assis tant bien que mal sur un tabouret quelconque et gênés par le reflet du néon. »

En juillet dernier, les fonctionnaires d'une direction du Budget sacrifiaient de temps à autre à un rituel cocasse : juchés sur leur bureau, ils s'efforçaient de voir d'une feuille blanche des plafonniers généraux. Naguère souverain, l'éclairage artificiel, souvent trop cru, recule. « Deux solutions, observe M. Le Brenn, le dispositif « basse luminosité » et le retour à la lumière du jour. » Servi par la vogue des tours, le tout-climatisé marque lui aussi le pas. « Il a suffi d'un été torride et de quelques palmiers pour qu'on l'accuse de tous les maux : propagation de maladies, champignons nocifs et j'en passe. »

Pas plus qu'un éclairage parfait, une climatisation irréprochable ne met l'employé modèle à l'abri du stress. Encore faut-il que le décor quo-

tidien crée un climat stimulant. « En l'espèce, note M. Taravella, on découvre des hérésies par ignorance ; une notion aussi simple que celle de *coloris complémentaires* paraît inconnue. » Il cite l'écran informatique adossé au mur rouge vif, le recours abusif au pastel passe-partout ou, mieux encore, le projet de cette compagnie d'assurance qui s'apprête à doter ses services de bureaux couleur d'ébène. « Feuille blanche sur fond noir huit heures durant ; vous imaginez l'effort qu'un tel contraste imposera à l'œil ! »

Que dire de la disposition des plans de travail ? « Aucune recette miracle, concède l'architecte, mais quelques règles de bon sens : on a tout intérêt à placer en vis-à-vis deux courtiers d'assurance amenés à échanger des informations en permanence. »

Jadis, l'heureux promu gravissait dans un même élan échelons hiérarchiques et étages, et troquait son bureau sans style contre un meuble conforme à sa nouvelle position. Les temps changent, mais en douceur. « Dans certaines administrations, comme dans le privé, raconte M. Taravella, subsistent des règles ainsi conçues : un chef de service, autant de mètres carrés, tel mobilier, telle lampe. » Même s'il demeure signe extérieur de pouvoir, le bureau-attribut perd du terrain ; en s'installant à la Défense, Sacilor a limité l'éventail à deux modèles, direction générale exceptée. Reste que, futuriste ou anachronique, le bureau est toujours considéré comme un fragment de territoire, un « chez soi ». « Ici, remarque un directeur du personnel, chacun a personnalisé son coin. Au point que la disposition n'a plus rien de commun avec l'état initial. »

VINCENT HUGEL



« Aucune recette miracle mais quelques règles de bon sens. »

## Rouge lustrines

Les fonctionnaires du ministère des finances vont vivre en couleur.

**M**ARIER les artistes et l'industrie. Donner pour de bon du travail aux créateurs, une vraie commande, en leur ménageant une part suffisante de responsabilité. Tel était l'objectif — jamais atteint — du concours international pour la création de nouveaux meubles de bureau, lancé en juin 1982, qui vient d'être jugé.

Les deux cent vingt candidats de vingt-cinq pays différents, qui ont répondu il y a un an, avaient sans doute été attirés par son originalité principale : être doté d'une commande ferme de l'Etat et de plusieurs sociétés nationales pour un montant de 78 millions de francs. Les ministères, les grandes banques, la régie Renault, Air France, l'Assistance publique, achètent chaque année des bureaux, des chaises de bureau, des fauteuils de chef et de sous-chef. Ils ont promis de réserver une part de leurs crédits, dont 20 millions pour le futur ministère des finances de la gare de Lyon, aux lauréats du concours.

Cet engagement a encouragé aussi les fabricants à prendre l'affaire au sérieux : vingt-cinq d'entre eux, grands et petits, étaient volontaires pour construire des prototypes (subventionnés à 50 %) et l'on peut voir au Musée des arts décoratifs le résultat de ce travail pour huit projets lauréats.

Tintes pastel, couleurs vives, fauteuils à bascule, plans inclinés, cloisons pour corner et formes douces, les nouveaux meubles n'ont rien à voir avec les « clas-

seurs de chêne sodomisés peints au vernis bureaucratique qui tiraient le cas d'oeil » décrits par Boris Vian dans *Vercoquin et le plancton*, que l'on peut deviner derrière un rideau de tulle, dans une loge de l'exposition.

Réalistes ou rêveurs, fonctionnaires ou poètes, simples ou surchargés de décor, les projets lauréats illustrent les deux grandes familles de la création architecturale actuelle : les puristes et ceux qui en sont revenus...

Côté sérieux, il n'est pas surprenant que la moitié des fabricants volontaires, soit une douzaine (de cent à quatre mille employés) aient voulu s'associer avec Marcel Ramond, quarante-cinq ans, designer à vocation tardive après une expérience industrielle et commerciale pour un projet très raisonnable. Il a donc choisi son fabricant, Strafor, le numéro un européen, français avec 50 % de capitaux américains, pour mettre au point le système de mecano, adapté aux bureaux paysagés, mais aussi, en principe, aux pièces traditionnelles séparées. Des poteaux et des poutres contiennent l'alimentation électrique (et même des fibres optiques) et supportent des blocs divers : tables de travail ou de réunion, rangements à portée de main, tout en intégrant l'éclairage et les cloisons isolantes. On peut même y accrocher des stores « pour ne plus voir son chef de service... »

Recherche encore plus modulaire, des volumes accrochés à

une structure, pour ce jeune concurrent, dessinateur chez un architecte, Norbert Schillie, qui, avec Serge Guillet et une entreprise très moyenne, de province, ont joué leur va-tout. Ils ont décroché le premier prix (notre photo), ex aequo avec Marcel Ramond, preuve que les concours peuvent ouvrir la voie aux sages.

Comme on annonce périodiquement que les nouvelles machines vont envahir les bureaux (on appelle cela la

bureautique), certains concurrents ont prévu des emplacements spéciaux, des plans inclinés, des niveaux variables. Le projet d'Isabelle Hebey, designer confirmée, auteur de l'aménagement intérieur des Airbus et du Concorde, et de son équipe, a intégré dans les bureaux des volumes escamotables, qui permettent de sortir l'écran et une machine, et de les faire disparaître quand on ne veut plus les voir. Cette équipe a dessiné un nouveau fauteuil, que l'on

dit confortable, et qui sera sans doute moins cher que les merveilles de mousse et de pneumatique dont rêvent les PDG : en tube et toile lacée, il a des allures très rustiques, très utilitaires.

Marc Alessandri a travaillé pour Knoll dans le bon chic, bon genre. Les surprises viennent des post-modernes, avec, ici comme ailleurs, un mélange de curiosité et d'agacement.

Que le jeune Bruno Rosenzweig n'ait trouvé que le Mobilier national pour faire réaliser son rêve

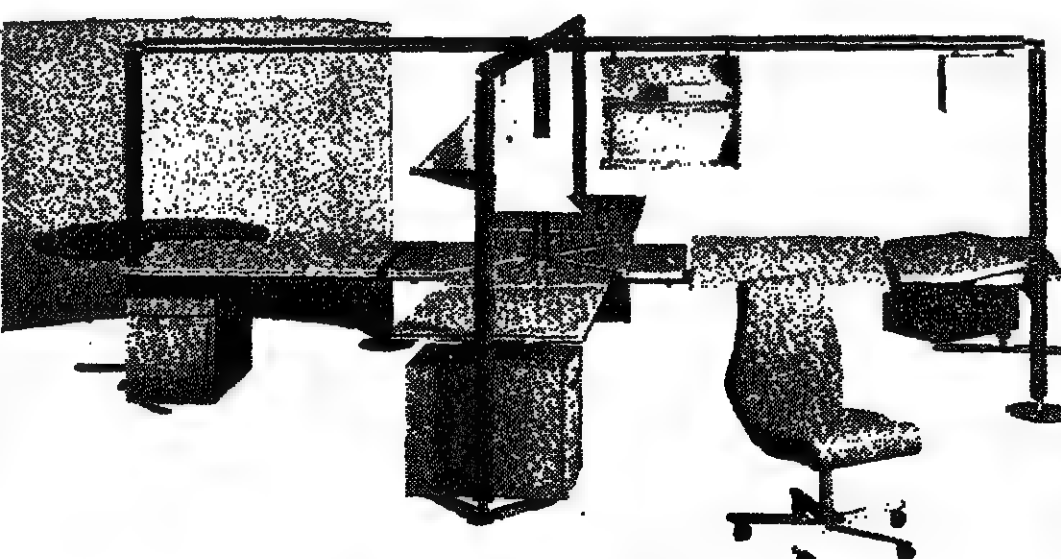
punk de couleurs solidées et de formes agressivement bancalées, c'est dans l'air du temps.

Ceux qu'effarouchent les pointes et les piquants, la lampe en heaume de Mardi gras du Mobilier national, pourront se rassurer dans les bois clairs et les formes douces et arrondies de l'ensemble conçu par un jeune Japonais installé en Californie, Kotaro Nakamura. Bien sûr, cela ressemble à des meubles que l'on pourrait avoir chez soi, dans une chambre d'enfant. Mais cette tour d'armoire et de penderies, bloc cylindrique parfait, est très harmonieuse et l'ensemble est assez sobre.

Les amateurs de symboles et de décor architectural apprécieront l'ensemble conçu par les Britanniques Alan Stanton et Wendy Robin : formes hautes, très dessinées, surchargées de couleurs intenses (rouge, noir, gris), un ensemble très plein, très présent, un peu oppressant à notre goût.

Et si l'on est dérouter par les paravents en forme de palissades de plage de Gastano Pasco, par la débâche de couleurs de son mobilier, et par ses formes biscornues, il faut tout de même jeter un œil sur le matériau qu'il propose, doux au toucher, brillant mais discret, et qui autorise cette virtuosité : c'est tout simplement de l'aggloméré, dont la colle a été teintée dans la masse. Très bon marché.

M. Ch.



Les fabricants ont pris l'affaire au sérieux.



# L'alcool

et ses quarante mille morts par an, reste un drame dans la vie nationale. La nouvelle



Ceux qui sont vraiment malades ne relèvent pas de la nouvelle campagne du gouvernement. Sur un thème contemporain, la maîtrise de soi, elle s'adresse plutôt à tous les autres et traque

## Régime demi-sec...

Une campagne douce mais des lois beaucoup plus sévères.

**L**E gouvernement vient de lancer une vaste campagne nationale de prévention contre l'alcoolisme. A la différence des précédentes, organisées sur les dangers et le dégoût de la consommation alcoolique, cette campagne insiste sur la nécessité d'une consommation modérée, raisonnée. Une campagne « douce », qui fait suite au vote d'une loi beaucoup plus sévère que la précédente sur l'alcool au volant et qui précède de quelques mois la mise en service sur les routes de nouveaux appareils de mesure de l'alcoolémie.

C'est un médecin, le docteur Galtier-Boissière, qui, il y a soixante ans, a dit l'essentiel. « Toute disposition légale qui aura pour but de restreindre la proportion et la consommation d'alcool se heurtera à une opposition formidable, dont l'expression retentira au Parlement », écrivait-il en 1924 dans le Larousse médical.

Le casse-tête est bien connu : santé, agriculture, industrie, commerce et finances... Le conflit a animé plus d'une rencontre interministérielle. Cinq millions de Français boivent trop. Plus de cinq millions de Français vivent, directement ou non, de la production de boissons alcoolisées. C'est dire les limites de l'expression d'une solidarité nationale.

Quelques chiffres : dix-huit mille décès annuels doivent être inscrits à la rubrique médicale de l'alcoolisme (cirrhose hépatique, délirium, polynévrte, etc.) et quarante mille morts au total si l'on tient compte des conséquences diverses de cette intoxication. L'alcoolisme se situe ainsi au troisième rang des causes de mortalité, après les affections cardio-vasculaires et le cancer. Ceux qui — tâche ardue — cherchent à chiffrer le coût financier du phénomène arrivent à la somme de 100 milliards de centimes (1).

De quelle manière la gauche s'est-elle attaquée à ce problème en 1982 ? M. Jack Ralite, alors ministre de la santé, proposait un programme de prévention qui comprenait notamment une nouvelle organisation des structures de soin et de prévention (centres d'hygiène alimentaire et d'alcoolologie), une nouvelle réglementation de la publicité et des mesures aggravant les sanctions pour les conducteurs en état d'ivresse. C'est dans ce cadre que s'inscrit la campagne nationale de prévention qui, sur les trois chaînes de télévision, durera du 17 février au 30 septembre.

Concernant le risque automobile, la loi du 8 décembre 1983 aligne la France sur la plupart des législations européennes. Il reste que l'un des aspects les plus importants de la lutte anti-alcoolique n'a pas encore trouvé de solution : la publicité sur les boissons alcoolisées. « Une loi est en préparation depuis... cinq ans, mais n'a jamais été votée », soulignent les responsables du Comité national de défense contre l'alcoolisme. Les conséquences humaines, économiques et financières de l'alcoolisme restent sous-estimées ou même cachées à la population par les groupes de pression.

Il faut remonter à 1955 (Pierre Mendès France) et 1959 (Michel Debré) pour trouver l'origine du régime juridique sur la publicité des boissons alcoolisées. Il s'agit, pour l'essentiel, d'une réglementation différente selon les types de boissons qui sont classées en quatre groupes. En théorie, pour toutes ces boissons (du cidre jusqu'au whisky), toute publicité est interdite lors des manifestations sportives, ainsi que sur les radios et les télévisions nationales. En pratique, on a rapidement vu fleurir les publicités illégales ou indirectes (promotion de boissons-alibis ou de noms de marques au seul bénéfice des boissons alcoolisées).

La situation se compliqua en 1978 lorsque la Commission des communautés européennes jugea que cette réglementation était discriminatoire parce que favorisant les boissons alcoolisées d'origine française. Elle demanda au gouvernement

français une modification de la loi. Sans suite. Une requête fut alors déposée devant la Cour de justice de la CEE, et, le 10 juillet 1980, la France était condamnée.

C'était plus qu'il n'en fallait. Difficilement édifiées, les digues encore fragiles furent balayées au bénéfice, surtout, des boissons dites du cinquième groupe (apéritifs à base d'alcool, anisées, gin, whisky, vodka, genièvre, pastis), pour lesquelles toute publicité était interdite. « Les différents arrêts des tribunaux français relaxèrent les prévenus, rappelèrent au Comité national de défense contre l'alcoolisme. Un vide juridique s'installa, favorisant toutes des boissons alcooliques, non seulement le whisky écossais qui était à l'origine de l'affaire, mais encore les boissons anisées et les liqueurs françaises. »

En dépit des différents projets de loi et propositions (comme celles formulées dans le rapport Jean Bernard) et en dépit aussi d'un code éthique de la profession (alcooliers et publicitaires) repris par le Bureau de vérification de la publicité (BVP), le constat est aujourd'hui accablant. Une enquête faite par le Comité national de défense contre l'alcoolisme classe les infractions en trois rubriques :

- Les publicités illégales au regard du code des débits de boissons. Il s'agit de toutes les publicités de toutes les alcools du cinquième groupe ;
- Les publicités ne respectant pas les recommandations éthiques du BVP. Il s'agit, par exemple, de bières présentées

comme compatibles avec une activité physique, voire favorisant l'effort physique ; de whiskies et de cognacs présentés comme une aide à la réussite ou à la séduction ; d'associations entre pastis et conduite automobile, voire, dans certains cas, de mise en scène de mineurs, d'encouragement direct à l'abus. Une marque de liqueur va jusqu'à proposer le remboursement de la vignette récemment instaurée sur les alcools au profit de la sécurité sociale.

● Les publicités indirectes : dégustations gratuites, cadeaux, publicités-alibis, patronage systématique de manifestations sportives, etc.

Faute de loi, les pouvoirs publics semblent totalement désarmés. « A l'occasion du rallye Paris-Dakar, confie-t-on au secrétariat d'Etat à la santé, on est venu nous demander une dérogation pour obtenir une publicité sur une marque de tabac. Nous avons refusé. Mais à la place, nous avons vu fleurir les messages d'une marque de pastis. »

Face à un tel dispositif, la campagne prévoyant une consommation modérée, même si elle dispose d'un budget de 11 millions de francs, peut sembler dérisoire, d'autant que le souci d'efficacité qui la sous-tend (ne pas prêcher l'abstinence afin d'être crédible), peut avoir un effet pervers en légitimant une consommation dont on sait par ailleurs que, même modérée, elle peut être pathogène. Le pari mériterait pourtant d'être tenté, d'autant qu'un bon espoir, au secrétariat d'Etat à la santé, de faire rapidement voter par le Parlement un texte de loi (2) (actuellement au stade des discussions interministérielles), qui abordera la prévention et la thérapeutique de l'alcoolisme ainsi que la publicité. On pourra alors, à cette occasion, vérifier si les propos du docteur Galtier-Boissière sont, sous un gouvernement de gauche et à plus d'un demi-siècle de distance, encore d'actualité.

JEAN-YVES NAU.

### 0,80 gramme ! Délit

**L**E 28 novembre dernier, l'Assemblée nationale adoptait un texte de loi visant à renforcer l'efficacité de la lutte contre l'alcoolisme au volant. La France s'est ainsi alignée sur la plupart des législations européennes (1). Le seul taux légal d'alcool retenu pour caractériser l'état alcoolique a été ramené de 1,20 g à 0,80 g par litre de sang ou à 0,40 mg par litre d'air expiré.

Au-delà de ces chiffres, la conduite automobile est jugée délictueuse. En d'autres termes, l'automobiliste sera sanctionné par des peines d'emprisonnement (de un mois à un an) et d'amende (de 600 F à 8 000 F).

De plus, au-dessus de 0,80 g, les juges peuvent prononcer la suspension du permis de conduire, voire son annulation. Celle-ci est automatique

lorsque le taux d'alcool est supérieur à 0,80 g et que le conducteur a provoqué un homicide (ou des blessures) involontaire(s) ou lorsqu'il y a récidive de conduite automobile en état alcoolique.

Enfin, les poursuites pourront être envisagées si le conducteur est « en état d'ivresse manifeste », alors que les vérifications déclenchent un taux d'alcool inférieur au taux légal.

(1) Le taux de 0,80 g est en vigueur dans les pays suivants : RFA, Belgique, Danemark, Luxembourg, Royaume-Uni (sauf Irlande du Nord), Autriche, Espagne, Suisse, Afrique du Sud et Canada. Il est de 1 g en Irlande du Sud et en Irlande du Nord, de 0,50 g aux Pays-Bas, en Finlande, en Norvège et au Japon, de 0 g dans la plupart des pays du bloc soviétique.

### "Ballons" de précision

**L**ES appareils permettant de mesurer le taux d'alcool dans l'air expiré existent depuis près de trente ans. En France, les célèbres « ballons », ou « éthylotests », sont utilisés couramment. Ils sont constitués d'un tube de verre rempli de réactif (bichromate de potassium) et d'un sac gonflable. Le sujet doit souffler suffisamment fort, en une fois, pour que le sac soit gonflé. Les vapeurs d'alcool présentes dans l'halène font virer le réactif au vert.

La fiabilité de ces appareils a longtemps fait l'objet de contro-

verses. Une importante — et récente — étude réalisée à l'échelon national sur plusieurs milliers de cas a permis d'établir que, comparés aux résultats de la prise de sang, ceux du « ballon » étaient pratiquement sans valeur : 85 % des examens se révélaient être des « faux négatifs » (alcoolémie supérieure à 0,80 g par litre, alors que le « ballon » n'indiquait pas de changement significatif notable).

L'usage de ces appareils posait aussi de difficiles problèmes d'interprétation, les conditions de leur utilisation (bruit, éclairage artificiel, etc.) se révélant peu propices à une mesure fondée sur un changement de couleur.

Parce qu'elle met en place un cadre très répressif, la loi du 8

décembre 1983 se devait, en aval, d'améliorer ce point technique. C'est ainsi que plusieurs milliers d'analyseurs d'halène, ou « éthylotests », seront mis en service dans les prochains mois. Différents modèles sont actuellement en cours d'homologation et plusieurs industriels français intéressés sont en compétition.

La mesure s'appuie sur un principe physicochimique différent. Un étiquette numérique indique le taux d'alcool présumé (en milligrammes par litre d'air ou en grammes par litre de



L'éthylotest

sang). Le coût unitaire de ces appareils devrait avoisiner les 4 000 francs.

On souhaite, à la Sécurité routière, la mise en circulation d'éthylotests « bas de gamme » (vendus entre 300 et 400 francs) qui permettraient à chacun d'avoir une idée relative de son état d'alcoolémie.

Par la suite, des « éthylomètres » seront mis en circulation. Véritables instruments de mesure, ils permettront d'établir la preuve légale du taux d'imprégnation alcoolique en fournissant, sur un document imprimé, l'heure et l'endroit du contrôle, le nom du conducteur et les résultats obtenus.

J.-Y. N.

campagne que



la consommation alcoolique

### Huit

**O**FFICIELlement, le nombre de morts par an due à l'alcoolisme en France est de quarante mille. Mais attention, ce chiffre est en fait une estimation. Les statistiques officielles ne tiennent pas compte de la consommation d'alcool par les personnes âgées de plus de 75 ans, ni de la consommation d'alcool par les personnes souffrant de maladies chroniques.

Le Comité de la Santé publique du Comité français d'hygiène alimentaire a décidé de mener une enquête sur la consommation d'alcool en France. Cette enquête sera menée à l'échelon national et sera financée par le gouvernement. Elle vise à déterminer le nombre de personnes souffrant de maladies chroniques dues à l'alcoolisme, et à évaluer les conséquences économiques et sociales de l'alcoolisme.

Cette action, relayée par des affiches et des dépliants, a été confiée à Jean Robert and Partners, Agence de publicité et de communication. Elle vise à sensibiliser le grand public sur les dangers de l'alcoolisme, et à promouvoir une consommation responsable.

Pas de racisme d'origine, de sexe, tout le monde est concerné. La moutonnerie des Français par Jean Becker (1983) : deux amoureux, la table d'une auberge, entre copains, détente, affaires, cocktail chic, de tous les jours, un autochtone quasi-louard, un moyen et français devenus, réunion amicale, départ sur les routes.

Pas de violence au bar, ça ne se passe pas ainsi. L'alcoolisme n'est pas une fatalité. Un verre, ça va.

**LE CONCOURS MEDICAL**  
hebdomadaire de référence des praticiens français  
10, rue de Belzunce, 75005 Paris

**L'Albertine**  
LIVRES ANCIENS ET MODERNES  
LIVRES ILLUSTRÉS  
EDITIONS ORIGINALES  
ESTAMPES  
Catalogue gratuit sur demande  
9, rue Maître Albert, Paris 5  
(1) 329.39.26



campagne que lance le gouvernement saura-t-elle sensibiliser et convaincre l'opinion ?



la consommation abusive de l'alcool dans les situations les plus quotidiennes. En huit films pour la télévision et le cinéma, appuyés par des milliers d'affiches et de dépliants signés Cabu.

## Huit films pour un seul verre

**O**FFICIEL : on a le droit de boire un verre. Mais attention, un verre, un seul. Finis les films moralisateurs à grands coups de pleins phares, les messages radiodiffusés qui, de bruits de rôle froissés en sanglots de veuve toute neuve, enfonçaient, culpabilisaient un peu plus les vrais buveurs, les alcooliques. Finis les visages bouffis, les corps déformés.

Le slogan de la nouvelle campagne du Comité français d'éducation pour la santé — pour le compte du secrétariat à la santé — est on ne peut plus clair : « Un verre, ça va. Trois verres... bonjour les dégâts ! ». En huit films, qui s'appellent à faire leur entrée et leurs dégâts à la télévision et dans les salles de cinéma, le gouvernement a décidé pour sa nouvelle campagne de privilégier la modération et la responsabilité au lieu de l'abstinence, de la honte et du péché.

Cette action, relayée par des affiches et des dépliants signés Cabu, a été confiée à l'agence Robert and Partners/Avril qui a décidé de s'adresser à tout le monde et de traquer la consommation abusive d'alcool dans les situations les plus quotidiennes, les plus banales.

Pas de racisme d'âge, de classe, de sexe : tout le monde passe à la moulinette des films réalisés par Jean Becker (*L'été meurtrier*) : deux amoureux à la table d'une auberge, boum entre copains, déjeuner d'affaires, cocktail chic, bistrot de tous les jours, un autre de lycéens quasiloubards, un couple moyen et français devant la télé, réunion amicale avant un départ sur les routes.

Pas de violence anti-alcoolique non plus. Le slogan choisi s'appuie sur la tolérance. « Un verre, ça va. Trois

verres... bonjour les dégâts ! », affirme une voix grave et assurée mais un tantinet ironique. C'est dans ce slogan, dans cette volonté officielle inhabituelle que réside l'originalité de cette campagne.

« Notre travail n'a rien eu à voir avec une campagne anti-alcoolique », souligne Daniel Robert, président de l'agence Robert and Partners/Avril, qui a, avec Anne de Peyerimhoff, conçu cette action. « Rien à voir non plus avec certaines campagnes américaines où l'on pouvait voir un alcoolique perdre successivement son travail, sa famille et ses amis. Nous, nous disons : d'accord pour un verre » et touchons ainsi tous les consommateurs, même ceux qui ne se doutent pas qu'ils s'apprennent à rejoindre le camp des buveurs.

« Ceux qui sont vraiment malades, qui dépendent déjà de la médecine ou des hôpitaux, ne relèvent pas d'une action de communication comme la nôtre. Nous nous adressons sur un thème contemporain, la maîtrise de soi, à tous ceux qui peuvent adopter une autre façon de boire. »

Les huit films, dont la réalisation et la conception auront coûté 3 millions de francs, s'adressent donc à ceux qui chaque jour ont tendance à consommer un petit peu trop alors qu'ils pourraient boire un « petit peu mieux », pour qu'ils refusent ce verre de trop qui ne fait même pas plaisir.

« Cette campagne, comme les autres, s'attache à modifier l'attitude — ce que l'on pense de l'alcool — et le comportement — la façon dont on boit — du public », reprend Daniel Robert. La modification de l'attitude est résumée dans les premiers mots de l'accroche : « Un verre ça va ». Personne ne devrait avoir d'attitude de rejet après ces mots-là.

« En allant plus loin, explique Daniel Robert, on peut dire que ces trois mots vont modifier l'attitude de ceux qui maîtrisent leur consommation, les transformant en une sorte de héros alors que, à l'opposé, la tradition française veut que

celui qui boit peu est un pisse-froid ou bien qu'il est en mauvaise santé. Notre buveur modéré sera, lui, fort, malin, solide. Le public aura ainsi sous les yeux un modèle de la modération qui entre dans son univers quotidien de façon sympathique. »

La deuxième partie de l'accroche, « Trois verres... bonjour les dégâts ! », a pour objet de modifier le comportement des consommateurs d'alcool en leur donnant — enfin ! — une arme simple. Au lieu d'accepter, pour ne pas être en retrait, le troisième verre, ils n'auront qu'à répondre par le slogan. Il fallait y penser. « Dégâts » sera interprété comme une prise de conscience utile », affirme, et il s'y connaît, Daniel Robert. « En nommant le mal, je lui retire toute sa force et je dévalorise tensions et angoisses. En répondant à toute proposition par notre slogan, on s'affranchit par l'humour de la pression sociale traditionnelle. »

Tout cela paraît à l'examen tomber sous le sens. Ce serait ignorer que la mise au point de cette entreprise aura demandé huit mois de travail à l'agence de publicité et au Comité français d'éducation pour la santé, travail venu après trois années d'enquêtes et vingt-sept années de campagne pour la sobriété.

Un premier slogan avait été choisi : « Un verre c'est bon, trois verres, c'est con. » Il a vite été abandonné pour son caractère agressif et son côté spectaculaire qui nuisait à sa véracité. Et puis ce « bon » avait un caractère trop incitatif.

La campagne s'achèvera en septembre prochain. Les films passeront deux cents fois à la télévision et beaucoup plus encore au cinéma. Avec les documents d'informations, son coût total s'élève à 11 millions de francs. Au mois de septembre, pour la deuxième vague de sa diffusion, le public découvrira les raisons de la disparition, dans le slogan actuel, du deuxième verre. On nous apprend qu'il réapparaîtra alors et sera réservé à l'eau.

OLIVIER SCHMITT.



**LE CONCOURS MEDICAL**  
hebdomadaire de référence  
des praticiens francophones  
37, rue de Bellefond, 75009 Paris

**L'Albertine**  
LIVRES ANCIENS ET MODERNES  
LIVRES ILLUSTRÉS  
ÉDITIONS ORIGINALES  
ESTAMPES  
Catalogue gratuit sur demande  
9, rue Maître-Albert, Paris 5<sup>e</sup>  
(1) 329.39.20

**LIBRAIRIE DUCHÊNE**  
histoire contemporaine  
spécialistes des  
1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> guerres  
mondiales  
ACHATS et VENTES  
Catalogue sur demande  
581-33-18  
27, rue de la Boute-sous-Cailles  
75013 PARIS

**LIVRES ANCIENS**  
Librairie LES CHEVAUX-LÉGERS  
de KERANGUE et POLLÉS  
34, rue Vivienne, 75002 Paris  
Catalogue livré gratuitement sur demande  
Tél. : 236-23-11



# L'homme aux trois cerveaux

Une architecture extravagante. L'espace de tous les mystères.

**R**ACISTE mais aussi altruiste, idéaliste forcené, doté de l'organisation sociale la plus perfectionnée de tout le règne vivant. Foncièrement agressif et plaçant souvent cette agressivité au service d'un pacifisme offensif et militant. Autoritaire et solitaire, mais irrésistiblement entraîné par le vertige du totalitarisme et de la soumission au pouvoir absolu.

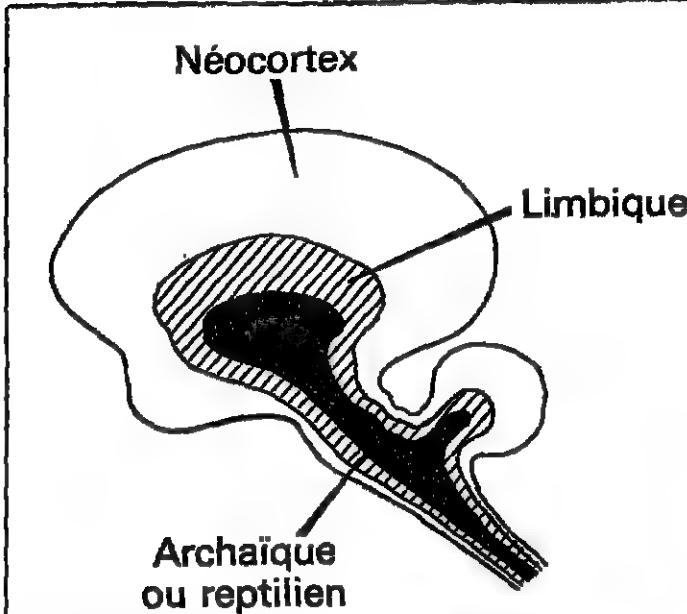
Tel est cet être entre tous étrange, l'homme, qui dissimule sous l'apparente cohérence de ses comportements et de ses structures communautaires des contradictions si déroutantes que leur analyse semblait devoir échapper à jamais aux méthodes de la connaissance logique.

Apparu sur la terre il y a quelques milliers de siècles pour asservir celle-ci à son génie et à sa force, pourquoi ne peut-il se rendre maître de ce qu'Edgar Morin avait de longue date identifié comme une névrose, voire une schizophrénie, qui le poussent au déchirement et à l'autodestruction ?

Pour le professeur Maurice Auroux, spécialiste de l'étude du développement structural et fonctionnel du système nerveux, c'est dans l'évolution elle-même et dans l'architecture extravagante des cerveaux humains que l'on peut trouver la réponse — lumineuse lorsqu'il en fait la démonstration — à ce mystère.

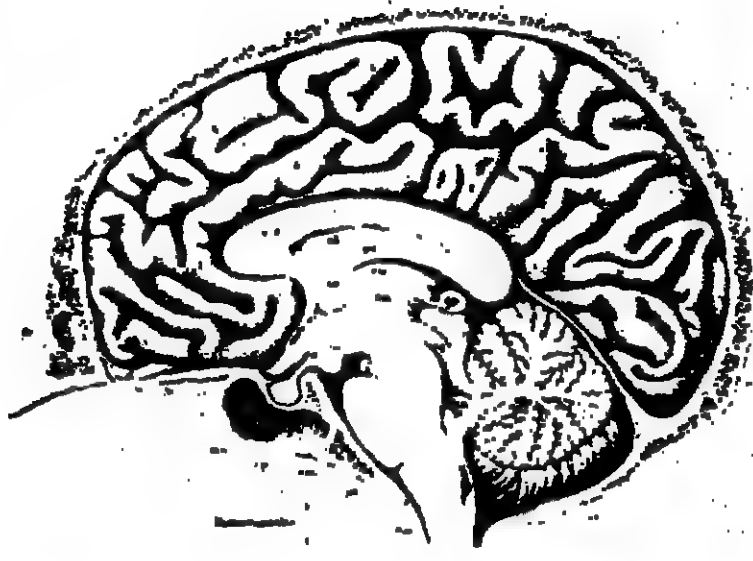
Construit au cours des millénaires en un bricolage propre à toute l'évolution du monde vivant, le siège de nos pensées, de nos instincts et de nos émotions ne présente, en effet, aucune unicité. Et la cohérence des structures qui en soutiennent l'échafaudage est rien moins qu'évidente.

Nos instincts et notamment l'instinct de conservation,



L'échafaudage que constitue le cerveau humain comporte le cerveau archaïque, ou reptilien, le plus ancien, siège des instincts, le cerveau limbique, siège des émotions, le néocortex où s'élaborent la pensée conceptuelle, la logique et la raison.

De tout le poids de ses circonvolutions et de ses trente milliards de neurones, le cortex cérébral écrase anatomiquement les cerveaux plus anciens qu'il ne peut pourtant dominer complètement.



duquel découlent tous les autres, sont régis par un cerveau archaïque ou reptilien que l'on retrouve chez les poissons, les reptiles et tous les vertébrés inférieurs, et qui, pour M. Auroux, est le véritable maître de nos comportements.

Au cœur de cette structure primitive, couleur de nuit sur le schéma ci-joint, un noyau dit « amygdalien » commande

l'agressivité, et son excitation déclenche l'instinct de mort. Le second cerveau, dit limbique, siège des émotions, cotoie le premier et tempère peut-être sa violence.

Mais c'est au troisième, le néocortex, siège de la pensée, que revient chez l'homme l'illustre vedette de la domination. Son développement est en effet si frappant que l'imagerie populaire ne voit plus que ses

circonvolutions gristres aux trente milliards de neurones (six milliards chez le rat, huit chez le gorille), enveloppant, écrasant massivement le siège des instincts et celui des émotions.

Ce nouveau cerveau est éminemment plastique : il enregistre toutes les expériences, s'adapte en conséquence, et le poids de l'acquis domine large-

ment chez lui celui de l'inné. Les deux autres, au contraire, ne doivent rien, ou très peu, au modelage de l'éducation et de l'environnement. Vieux de milliers de siècles, ils exercent les pouvoirs cachés de l'instinct de conservation et des réactions qu'il inspire : le racisme ou le rejet de la différence, par exemple, qui s'explique par la peur de l'autre, sentiment tota-

lement ignoré des vrais jumeaux.

« Lutter contre le racisme, écrit M. Auroux, c'est lutter contre l'instinct de conservation. » Lequel est aussi à la source des nationalismes. « C'est pourquoi l'Europe ne pourra se faire que dans le sang, par sa sublimation en un combat commun contre un ennemi extérieur. » La religion elle-même ne serait autre que l'expression suprême de l'instinct de conservation par le refus du néant et de la mort, et l'appel « conservatoire » à la transcendance.

L'analyse des systèmes économiques et politiques dont s'est dotée l'humanité constitue l'un des chapitres les plus originaux de ce livre, où l'on découvre la logique du libéralisme et l'incompatibilité essentielle entre l'instinct de conservation et la pensée marxiste. Cette dernière, issue des concepts du cerveau « réfléchi », s'est construite, dit M. Auroux, sur l'utopie qu'est l'éteignement du moi instinctif.

L'ambiguïté humaine, la contradiction entre l'altruisme et l'égoïsme, l'arrivisme et le désintéressement, la bonté et l'agressivité, l'individualisme et le vertige du collectivisme, de la centralisation et des échafaudages administratifs sans cesse plus contraignants, cette ambiguïté n'est en somme que le fruit d'un conflit permanent entre les trois cerveaux sur leurs hommes perchés, et dont aucun n'est encore arrivé à dominer les autres. Telle est du moins la version que donne du spectacle effarant offert par l'humanité la méditation passionnante d'un neurophysiologiste.

D'ESCOFFIER-LAMINOTTE.  
L'AMBIGUÏTÉ HUMAINE, par le professeur Maurice Auroux, Buche-Chassat, 303 pages, 95 F.

## Technologie

### Tout petit écran

Seiko lance sa télévision de poche : 16 centimètres sur 8; 2,8 d'épaisseur.

**V**OICI quelques années, parler sérieusement d'une télévision de poche semblait absurde ; pourtant, ces derniers temps, plusieurs firmes ont annoncé la commercialisation de télévisions miniatures en noir et blanc (parfois même déjà mises sur le marché). Parmi elles : Sinclair et Sony avec leur récepteur à tube cathodique coudé (ou aplati), ou alors Toshiba, Matsushita, Casio et Seiko avec sa montra-télévision, qui ont mis au point de petits écrans plats à cristaux liquides.

Aujourd'hui, Seiko s'apprête à lancer sur le marché une télévision de poche en couleurs. Il s'agit d'un petit téléviseur de 16 centimètres sur 8 et de 2,8 centimètres d'épaisseur, faisant appel à la technologie des cristaux liquides. Comme leur nom l'indique, les cristaux liquides sont une substance organique intermédiaire entre les solides et les liquides. Ils ont la propriété (sous certains de leurs états) d'absorber ou de réfléchir plus ou moins la lumière, lorsqu'ils sont soumis à un champ électrique en particulier ; ce dernier ayant pour effet de modifier plus ou moins la structure moléculaire du cristal liquide, et ainsi ses propriétés optiques.

Les applications actuelles de ces substances sont bien connues : on les trouve dans les dispositifs d'affichage des calculatrices et montres à quartz, et dans



Une image claire et parfaitement définie.

de nombreux systèmes de visualisation de contrôle.

Pour l'écran de télévision conçu par Seiko, le cristal liquide est pris en sandwich entre deux lames de verre, dont l'une comporte sur sa face intérieure une fine couche constituée de 57 600 transistors microscopiques servant à la commande de l'écran ; cet ensemble est lui-même pris en sandwich entre deux filtres polarisateurs per-

mettant de tirer profit optique de l'état moléculaire du cristal liquide. C'est ainsi que l'on fabrique un écran de télévision noir et blanc, défini par 57 600 éléments d'images ; chaque élément comportant chacun plus de quinze niveaux de gris.

Afin de rendre l'image en couleurs, les ingénieurs de Seiko ont disposé 57 600 filtres miniatures en regard des 57 600 transistors, pour former un ensemble de

19 200 triades (57 600 divisé par 3) rassemblant chacune les couleurs primaires rouge, vert et bleu indispensables à la reconstitution de toute couleur. D'autre part, afin de rendre l'image lumineuse, homogène et bien colorée, les ingénieurs ont placé à l'arrière de l'écran un petit tube fluorescent.

La réalisation d'un tel téléviseur a demandé à l'équipe japonaise d'orienter ses recherches vers une

nouvelle forme de cristal liquide présentant un haut contraste, une faible consommation en énergie, et un temps de réponse particulièrement rapide (moins de 50 millisecondes), éliminant les phénomènes d'inertie ou de « traînage visuel ». Ce dernier point évite, par exemple, lors de la retransmission d'un match de football, de confondre sur l'écran le ballon en mouvement avec une comète !

Les 57 600 transistors ont été rendus invisibles, et leur structure polycristalline les rend plus stables et plus fiables. L'ensemble des recherches ont ainsi abouti, au terme d'environ cinq années de travail, à la mise au point de ce téléviseur couleur dont l'image est claire et bien définie, même si les couleurs ne sont pas, certes, aussi saturées que les couleurs de nos meilleurs tubes cathodiques. Mais cet inconvénient léger est compensé par bien des avantages : les dimensions de l'écran lui-même, qui sont d'environ 4,3 centimètres sur 3,4 ; le faible poids du poste (environ 500 grammes) ; sa consommation : quatre piles ordinaires de 1,5 volt pour une autonomie d'à peu près quatre heures.

Ce produit sera commercialisé vers le milieu de cette année, à un peu moins de 4 000 francs. Cependant, pour des raisons d'incompatibilité entre le standard japonais ou américain (NTSC 525 lignes) et les standards européens (PAL et SECAM à

625 lignes), ces récepteurs n'arriveront pas chez nous tout de suite.

Une question se pose toutefois : ce téléviseur est-il un gadget ou peut-il être considéré comme un progrès technologique réel ? Il faut bien avouer que, pour l'instant, l'acquisition d'un téléviseur de poche couleur à un tel prix semble, à priori, être réservée à une minorité de télépossesseurs, ou, alors, à des utilisateurs spécifiques (téléphonie, contrôle à distance, etc.). En outre, si la résolution, ou finesse d'image, est bonne pour un petit écran, elle devient médiocre pour un plus grand, sauf à un prix beaucoup plus élevé que celui de nos téléviseurs actuels.

Cependant, les recherches dans ce domaine n'en sont qu'à leurs débuts. L'avenir est en effet prometteur. Car si cette télévision semble tenir un peu du gadget, elle est le témoignage d'un progrès technologique certain. Non seulement dans le domaine de la télévision, mais aussi dans tous les domaines de pointe nécessitant des dispositifs de visualisation (informatique par exemple, moins encombrants, moins gourmands en énergie, moins fragiles, plus fiables, etc.). La réalisation d'un tel produit ouvre les portes à de nouveaux projets, tels que peut-être le grand écran plat de télévision que l'on accrochera demain sur le mur de notre appartement et dont les techniciens rêvent depuis si longtemps.

PATRICK FOUQUE.

UNESCO et l'Union internationale des géographes... (Texte partiellement visible sur la marge droite)

La télévision, c'est-à-dire... (Texte partiellement visible sur la marge droite)



**La télédétection, pour mieux connaître notre planète.**

**YVONNE REBEYROL**

Toutes ces explications ont l'air d'être fort éloignées de la cartographie géologique. Il

**SANCERRE VINS AOC.** Bernard BONNAUD.  
Les Chailloux, route de Chavignol.  
18300 SANCERRE. Tarifs sur demande.



# En URSS, *aux yeux du simple citoyen, les dirigeants du pays sont devenus interchangeables. Que*



Staline portant sa fille (ci-dessous) et le siège de l'Humanité après sa mort (ci-dessous)



Krouchtchev dans son train personnel (ci-dessus), et à l'ONU (1960)



Brejnev au Kremlin en 1971 (ci-dessus). Jour de l'ouverture d'un musée à sa mémoire (ci-dessous)





*l'un meure, son semblable le remplace, et tout continue comme avant.*



Constantin Tchernenko et Iouri Andropov aux obsèques de Leonid Brejnev (ci-dessus) et Tchernenko après sa nomination (ci-dessous)

**D**ANS le peuple russe, Staline suscitait l'effroi, mais aussi la vénération. Khrouchtchev étonnait, mais éveillait, un temps, la sympathie. Brejnev laissait les gens plutôt indifférents : vers la fin de sa vie, il inspirait un peu de pitié.

Si Andropov fit naître quelques espoirs, il fut ensuite subi avec résignation. Tchernenko provoque, dit-on, la moquerie.

Ainsi la population s'est-elle détachée de ses chefs jusqu'à les considérer avec un parfait dédain. Ils appartiennent à une autre sphère, vivent une autre vie, commandent un autre monde. Beau succès pour la terre de la démocratie !

Il est vrai que, les années passant, le visage du numéro un soviétique s'est peu à peu estompé au bénéfice de la grisaille de la « direction collective ». Après Staline, sa moustache, ses lourdes paupières, après Khrouchtchev et sa bonne tête ronde, les traits de leurs successeurs se sont brouillés, leur image s'est réduite à celle d'une silhouette massive contre le mur du Kremlin confondue dans l'anonymat du Politburo.

Aux yeux du simple citoyen soviétique, les dirigeants du pays sont devenus interchangeables. Que l'un meure, son semblable le remplace, et tout continue comme avant.

Pourtant, ces personnages ne sont pas nécessairement médiocres. Il leur faut du talent, de la ruse, de l'énergie, pour parvenir au sommet, et pour s'y maintenir. Ils avancent à petits pas. Une fois au pouvoir, ils continuent d'aller à leur rythme.

Ils parlent, et personne ne les croit. Ils ont à la bouche les mots de liberté, de progrès, de paix, mais nul n'ignore que leur langage n'a d'autre contenu que l'arbitraire de leur volonté. On en vient à se demander s'ils s'expriment entre eux de la même manière ou si, dans le secret de leurs réunions, ils utilisent enfin la langue de tous les jours.

Ce sont les masses qui font l'histoire, disent les uns. Ce sont les hommes, affirment les autres. Le régime soviétique semble trancher d'étrange façon cet éternel débat : ni les masses ni les hommes. En attendant que vienne un jour, peut-être, l'épreuve de vérité, le système perdure.

THOMAS FERENCZI.



MEYER/SIPA PRESS



# Le grand Caire se construit à Paris

Des ingénieurs français travaillent sur les bords du Nil.

L'ÉGYPTÉ a engagé un formidable pari : maîtriser et organiser la croissance de la plus grande métropole d'Afrique et du Proche-Orient, Le Caire. L'objectif est simple : structurer cette capitale, qui s'apprête, en dix ans, moins peut-être, à devenir la deuxième agglomération du monde après Mexico.

A la pointe du delta du Nil et de son océan de verdure, à l'orée du désert, au pied des pyramides impossibles de Guizah et de Saqqarah, douze millions d'habitants la nuit, quatorze millions au moins le jour, dans un périmètre qui n'excède pas deux fois et demie celui de Paris (*intra muros* 2,2 millions d'habitants), font comme si de rien n'était. Piétinant les bonnes terres agricoles du nord de la ville, s'abandonnant aux plaisirs de l'embouteillage perpétuel à saturation maximum, profitant, riches ou pauvres, d'un urbanisme sauvage qu'aucune loi n'est parvenue à régir, ils vivent, Cairotes de toujours ou nouveaux venus — deux mille personnes s'installent chaque jour au Caire — au rythme de leurs travaux que, seul, ponctue le soleil.

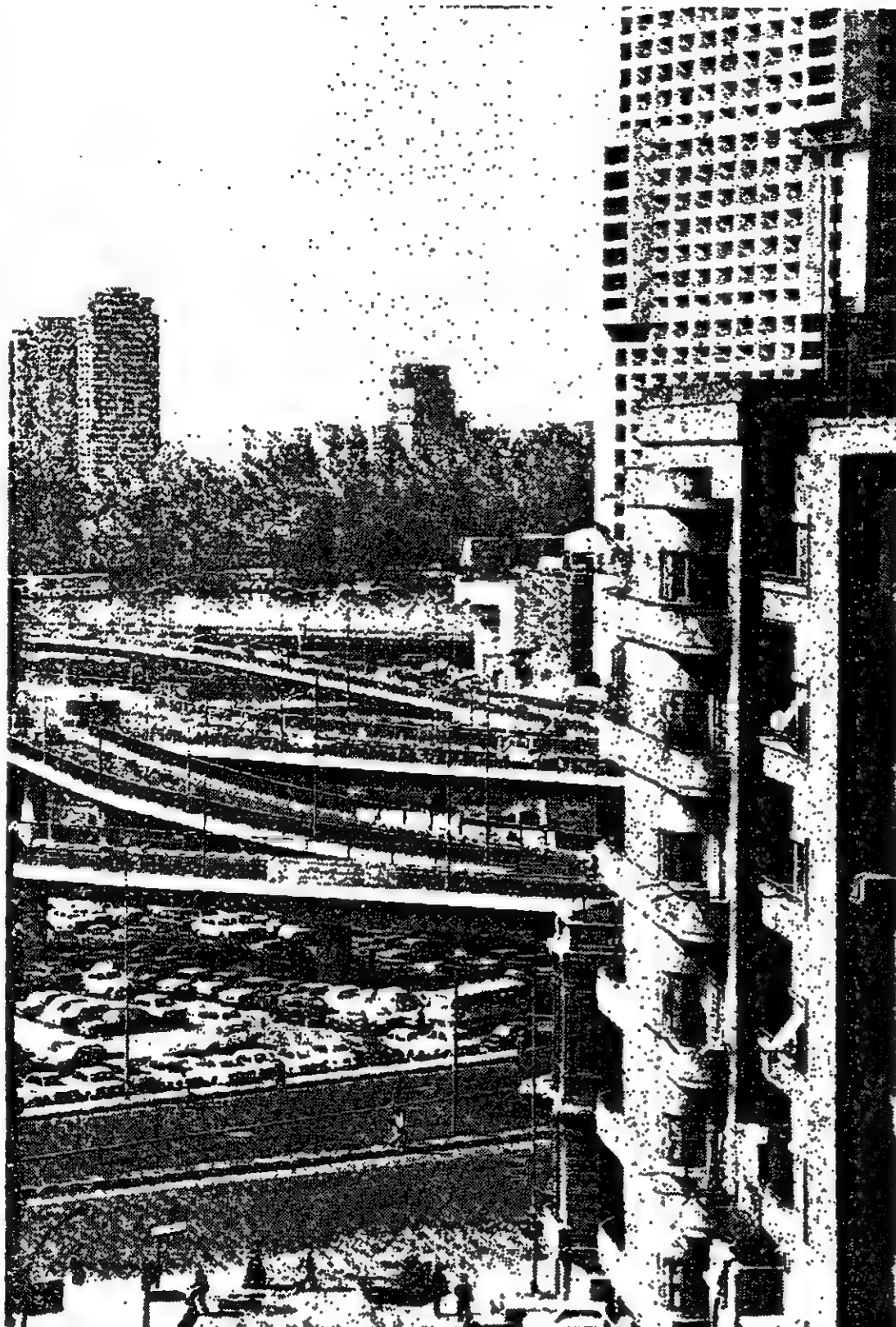
Le gouvernement égyptien, les quatre gouvernorats du Grand Caire, ont semblé longtemps impuissants à maîtriser le développement de la ville. Aucun texte, même lors de la période nassérienne très interventionniste, qui tentait d'édicter un commencement de réglementation urbaine, n'est jamais entré dans les faits.

Profitant d'une bureaucratie foisonnante, les plus gros promoteurs immobiliers comme les paysans nubiens les plus démunis, chassés de Haute-Egypte par « le » barrage, ont pu à leur gré bâtir leurs énormes immeubles et leurs maisons rudimentaires comme bon leur semblait.

Trois ans, bientôt, après l'élection de M. Mubarak à la présidence de la République, on sent enfin poindre une politique qui devrait permettre d'améliorer cette situation devenue intolérable. Bonne affaire : ce sont des équipes françaises qui ont été chargées par le gouvernement égyptien de trouver des solutions.

Dans le cadre d'un accord d'Etat à Etat ébauché lors de la rencontre Giscard d'Estaing-Sadate de 1979, et revivifié par une visite sur les rives du Nil de M. Roger Quilliot, alors ministre français de l'urbanisme, au printemps de 1983, trois contrats d'études visant à maîtriser la croissance caïrote ont été signés par l'Omnium technique de l'urbanisme et de l'infrastructure (OTUI), filiale du groupe français OTH, l'Institut d'aménagement et de l'urbanisme de la région Ile-de-France (IAURIF) et les autorités égyptiennes.

Le premier contrat, élaboré et signé par l'OTUI en février 1981, fut consacré à l'élaboration d'un schéma directeur d'aménagement du Caire à l'horizon 2000 à l'échelle de 1/100 000, mis en œuvre en collaboration avec l'IAURIF. Le second contrat, fruit de la même collaboration, a permis de dessiner un schéma plus précis, au 1/50 000, cette fois. Quelques avant-projets ont été examinés : tracé d'un boulevard périphérique et amélioration des transports dans le centre du Caire. Le troisième contrat, qui s'achèvera en avril prochain, a permis d'approfondir les études du boulevard périphérique, de mener celles de nouveaux quartiers, ainsi que de préparer la formation du personnel de la future agence régionale d'urbanisme. Ces trois contrats ont été financés pour un montant de 12,3 millions de francs par un protocole de prêt franco-égyptien et pour 958 000 livres égyptiennes (9,6 millions de



« S'abandonnant aux plaisirs de l'embouteillage perpétuel, piétinant les bonnes terres agricoles, 12 millions de Cairotes vivent comme bon leur semble ».

francs environ) par le budget égyptien.

Si les Français ont emporté ces marchés, c'est parce que Le Caire d'aujourd'hui, si lointain et exotique qu'il puisse paraître aux Occidentaux, a de surprenantes ressemblances avec le Grand Paris du début des années 60. Le président du conseil régional d'Ile-de-France, M. Michel Giraud, qui conduisait récemment une mission d'étude sur place, a été très frappé par ces similitudes.

« Le Grand Caire d'aujourd'hui souffre des mêmes maux que l'Ile-de-France hier, explique-t-il. Les infrastructures routières et de transports ne correspondent pas aux besoins d'habitants

chaque jour plus nombreux ; la circulation est très difficile aux heures de pointe ; le développement de la ville se fait au détriment des terres agricoles qui bordent l'agglomération. Aujourd'hui, les autorités égyptiennes s'apprêtent à rééquilibrer, comme nous, la croissance urbaine vers l'est du Caire, à créer huit villes nouvelles comme nous avons été amenés à bâtir les cinq villes nouvelles qui ceinturent Paris. Enfin, on parle de construire ici un boulevard périphérique en commençant par l'est de la ville, l'ouest posant de nombreux problèmes, ce qui n'est pas sans rappeler notre autoroute A-86 d'Ile-de-France ».

Autre similitude avec la France des années 60 : la pro-

priété économique (relative). Car l'Egypte d'aujourd'hui, oubliant les années de guerre, pense enfin à son développement. Certes, les cinq années de croissance à 9 % du produit national brut sont derrière elle. Mais, avec un taux de croissance de 8 % en 1982, d'au moins 5 % en 1983, voilà un pays très intéressant pour les entreprises de nombreux pays.

Sa dette est raisonnable : 16 milliards de dollars et plus de 4 milliards de dollars de possibilités d'emprunts n'ont pas encore été utilisés. Si le déficit commercial reste élevé, malgré l'exportation du quart de ses ressources pétrolières — l'Egypte n'appartient pas à l'OPEP et n'a donc pas en a-

souffrir du contingentement, — le déficit de la balance des paiements n'est pas excessif.

Les Français, discrètement pour ne pas accentuer la tension avec les pays arabes du Front du refus, ont offert leurs services. Sur le plan militaire d'abord, par la livraison de Mirage-2000 et le montage sur place d'Alpha-Jet et d'hélicoptères Gazelle. Mais aussi économique : un port, une cimenterie, une centrale thermique, des réseaux de téléphone, le plan de charge est important.

Au Caire même, l'industrie française s'est lancée dans la construction d'une nouvelle aérogare, un centre de contrôle aérien ultra-moderne et de deux hôpitaux — où l'on retrouve OTH, La Sofetru, filiale de la RATP, construit, après douze années d'hésitations égyptiennes, le tronçon central du métro régional, qui devrait permettre de relier,

sonnes. Toutes ces difficultés devront être réglées pour permettre à sixante mille voyageurs d'utiliser à chaque heure, avec un minimum d'efficacité, le métro régional.

Des Français, on en trouve encore sur bien d'autres fronts. Aux bars des hôtels, on reconnaît les accents d'entrepreneurs du nord ou du midi de la France qui négocient contrats, petits et gros, de fonderie, télécommunications, électronique ou autres. Les services de l'ambassade de France ont recensé pour la seule coopération culturelle et technique près de deux cent cinquante enseignants, experts et chercheurs qui œuvrent ici.

Il y a, bien sûr, les techniciens de l'OTUI et de l'IAURIF, et ceux de l'Institut d'urbanisme de Paris qui réfléchissent au problème de ce qu'on appelle l'« *habitat spontané* », le dossier de ces nou-



d'ici à 1988, les lignes de banlieue au nord et au sud par un tunnel au centre de la ville.

En plein cœur du Caire, au droit des fondations du fameux Musée égyptien, sous les regards amusés de millions de Cairotes qui ont longtemps pensé « qu'ils n'y arriveraient jamais », les ouvriers s'affairent et ont déjà (enfin ?) achevé le gros œuvre des quarante premiers mètres — les plus importants — du tunnel et les accès de la future station Tahrir, la Concorde caïrote. Les parois latérales des cinq cents premiers mètres ont été coulé dans la terre bouseuse.

Les équipes françaises ont dû se frayer un chemin entre des réseaux de canalisations de toutes grosseurs, de tous âges, plantés là sans qu'aucun plan officiel ne les ait jamais recensés (réseaux de gaz, eau potable, air et égouts), dans un sol qui laisse filtrer comme une éponge les eaux du Nil tout proche. Au total, cet énorme chantier représente un contrat de 1 200 millions de francs pour les entreprises françaises, financé par un protocole franco-égyptien. Ce contrat est venu après celui passé par Alstom, qui a fourni cinquante-deux rames de trois voitures pour un montant de 500 millions de francs.

Ces rames circulent déjà sur la ligne d'Héliouan, cité industrielle du sud de l'agglomération caïrote, non sans de nombreuses difficultés. La mise en « site propre » prévue à l'origine n'a pas été faite, si bien que tout le monde peut et traverse à l'envi les voies ferrées, obligeant les conducteurs à piloter à vue. Le balast n'a pas été stabilisé non plus, et les voitures se balancent, au gré des aspérités du terrain, réduisant d'autant la vitesse. Plus grave enfin : sur ce métro de plein air comme dans les autobus, sur les carioles ou les fourgonnettes, femmes, hommes et enfants s'accrochent en grappes compactes aux portières, et le croisement des trains a déjà provoqué la mort de plusieurs dizaines de per-

sonnes. Toutes ces difficultés devront être réglées pour permettre à sixante mille voyageurs d'utiliser à chaque heure, avec un minimum d'efficacité, le métro régional.

Des Français, on en trouve encore sur bien d'autres fronts. Aux bars des hôtels, on reconnaît les accents d'entrepreneurs du nord ou du midi de la France qui négocient contrats, petits et gros, de fonderie, télécommunications, électronique ou autres. Les services de l'ambassade de France ont recensé pour la seule coopération culturelle et technique près de deux cent cinquante enseignants, experts et chercheurs qui œuvrent ici.

Il y a, bien sûr, les techniciens de l'OTUI et de l'IAURIF, et ceux de l'Institut d'urbanisme de Paris qui réfléchissent au problème de ce qu'on appelle l'« *habitat spontané* », le dossier de ces nou-

veaux habitants d'origine paysanne qui ont construit n'importe où des maisons qui ont besoin désormais d'équipements collectifs et de services publics.

Le CNRS est, lui aussi, présent, avec un bataillon de « maghrébologues » de l'université de Tours, au chevet du même dossier. Les jeunes architectes français sont nombreux qui, sous l'égide de l'Institut français d'architecture, des unités pédagogiques 1, 3, 6 et 8, et du Centre (franco-égyptien) d'études économiques et juridiques du Caire se penchent sur Le Caire islamique et la réhabilitation de l'habitat ancien dans le tissu monumental.

Il y a encore l'Institut de recherches du bâtiment qui, en liaison avec l'ENSEA de Lyon, invente des formules d'habitat à faible coût. Le Centre d'étude du bâtiment et des travaux publics s'est attelé à la normalisation dans le bâtiment et fabrique des normes qui devraient permettre à des entreprises françaises de soumissionner des marchés avec plus de chances.

Le foisonnement de ces recherches, études, contrats a conduit l'ambassade de France à créer un « observatoire » urbain pour mieux coordonner les efforts des équipes françaises. Autant de chantiers qui devraient inciter les autorités françaises et égyptiennes à pousser plus loin encore leur collaboration et à trouver les moyens de continuer ce qui a été entrepris. Ainsi les Français ont-ils dans leurs cartons un projet de marché de gros du modèle de celui de Rungis, qui fait cruellement défaut ici, et le conseil régional d'Ile-de-France, par le biais de l'IAURIF, se tient prêt à mettre à la disposition du Grand Caire ses connaissances en matière d'assainissement, de recueil et de traitement de données urbaines par l'informatique, ou de télédétection par satellite. Rien de moins.

OLIVIER SCHMITT.

Le Caire d'aujourd'hui, si lointain et exotique qu'il puisse paraître aux Occidentaux, a de surprenantes ressemblances avec le Grand Paris du début des années 60. Le président du conseil régional d'Ile-de-France, M. Michel Giraud, qui conduisait récemment une mission d'étude sur place, a été très frappé par ces similitudes.

« Le Grand Caire d'aujourd'hui souffre des mêmes maux que l'Ile-de-France hier, explique-t-il. Les infrastructures routières et de transports ne correspondent pas aux besoins d'habitants

chaque jour plus nombreux ; la circulation est très difficile aux heures de pointe ; le développement de la ville se fait au détriment des terres agricoles qui bordent l'agglomération. Aujourd'hui, les autorités égyptiennes s'apprêtent à rééquilibrer, comme nous, la croissance urbaine vers l'est du Caire, à créer huit villes nouvelles comme nous avons été amenés à bâtir les cinq villes nouvelles qui ceinturent Paris. Enfin, on parle de construire ici un boulevard périphérique en commençant par l'est de la ville, l'ouest posant de nombreux problèmes, ce qui n'est pas sans rappeler notre autoroute A-86 d'Ile-de-France ».

Autre similitude avec la France des années 60 : la pro-

priété économique (relative). Car l'Egypte d'aujourd'hui, oubliant les années de guerre, pense enfin à son développement. Certes, les cinq années de croissance à 9 % du produit national brut sont derrière elle. Mais, avec un taux de croissance de 8 % en 1982, d'au moins 5 % en 1983, voilà un pays très intéressant pour les entreprises de nombreux pays.

Sa dette est raisonnable : 16 milliards de dollars et plus de 4 milliards de dollars de possibilités d'emprunts n'ont pas encore été utilisés. Si le déficit commercial reste élevé, malgré l'exportation du quart de ses ressources pétrolières — l'Egypte n'appartient pas à l'OPEP et n'a donc pas en a-

souffrir du contingentement, — le déficit de la balance des paiements n'est pas excessif.

Les Français, discrètement pour ne pas accentuer la tension avec les pays arabes du Front du refus, ont offert leurs services. Sur le plan militaire d'abord, par la livraison de Mirage-2000 et le montage sur place d'Alpha-Jet et d'hélicoptères Gazelle. Mais aussi économique : un port, une cimenterie, une centrale thermique, des réseaux de téléphone, le plan de charge est important.

Au Caire même, l'industrie française s'est lancée dans la construction d'une nouvelle aérogare, un centre de contrôle aérien ultra-moderne et de deux hôpitaux — où l'on retrouve OTH, La Sofetru, filiale de la RATP, construit, après douze années d'hésitations égyptiennes, le tronçon central du métro régional, qui devrait permettre de relier,

sonnes. Toutes ces difficultés devront être réglées pour permettre à sixante mille voyageurs d'utiliser à chaque heure, avec un minimum d'efficacité, le métro régional.

Des Français, on en trouve encore sur bien d'autres fronts. Aux bars des hôtels, on reconnaît les accents d'entrepreneurs du nord ou du midi de la France qui négocient contrats, petits et gros, de fonderie, télécommunications, électronique ou autres. Les services de l'ambassade de France ont recensé pour la seule coopération culturelle et technique près de deux cent cinquante enseignants, experts et chercheurs qui œuvrent ici.

Il y a, bien sûr, les techniciens de l'OTUI et de l'IAURIF, et ceux de l'Institut d'urbanisme de Paris qui réfléchissent au problème de ce qu'on appelle l'« *habitat spontané* », le dossier de ces nou-

veaux habitants d'origine paysanne qui ont construit n'importe où des maisons qui ont besoin désormais d'équipements collectifs et de services publics.

Le CNRS est, lui aussi, présent, avec un bataillon de « maghrébologues » de l'université de Tours, au chevet du même dossier. Les jeunes architectes français sont nombreux qui, sous l'égide de l'Institut français d'architecture, des unités pédagogiques 1, 3, 6 et 8, et du Centre (franco-égyptien) d'études économiques et juridiques du Caire se penchent sur Le Caire islamique et la réhabilitation de l'habitat ancien dans le tissu monumental.

Il y a encore l'Institut de recherches du bâtiment qui, en liaison avec l'ENSEA de Lyon, invente des formules d'habitat à faible coût. Le Centre d'étude du bâtiment et des travaux publics s'est attelé à la normalisation dans le bâtiment et fabrique des normes qui devraient permettre à des entreprises françaises de soumissionner des marchés avec plus de chances.

Le foisonnement de ces recherches, études, contrats a conduit l'ambassade de France à créer un « observatoire » urbain pour mieux coordonner les efforts des équipes françaises. Autant de chantiers qui devraient inciter les autorités françaises et égyptiennes à pousser plus loin encore leur collaboration et à trouver les moyens de continuer ce qui a été entrepris. Ainsi les Français ont-ils dans leurs cartons un projet de marché de gros du modèle de celui de Rungis, qui fait cruellement défaut ici, et le conseil régional d'Ile-de-France, par le biais de l'IAURIF, se tient prêt à mettre à la disposition du Grand Caire ses connaissances en matière d'assainissement, de recueil et de traitement de données urbaines par l'informatique, ou de télédétection par satellite. Rien de moins.

OLIVIER SCHMITT.

1980 - déguerpi - dans 60 villages nouveaux

Le Caire d'aujourd'hui, si lointain et exotique qu'il puisse paraître aux Occidentaux, a de surprenantes ressemblances avec le Grand Paris du début des années 60. Le président du conseil régional d'Ile-de-France, M. Michel Giraud, qui conduisait récemment une mission d'étude sur place, a été très frappé par ces similitudes.

« Le Grand Caire d'aujourd'hui souffre des mêmes maux que l'Ile-de-France hier, explique-t-il. Les infrastructures routières et de transports ne correspondent pas aux besoins d'habitants

chaque jour plus nombreux ; la circulation est très difficile aux heures de pointe ; le développement de la ville se fait au détriment des terres agricoles qui bordent l'agglomération. Aujourd'hui, les autorités égyptiennes s'apprêtent à rééquilibrer, comme nous, la croissance urbaine vers l'est du Caire, à créer huit villes nouvelles comme nous avons été amenés à bâtir les cinq villes nouvelles qui ceinturent Paris. Enfin, on parle de construire ici un boulevard périphérique en commençant par l'est de la ville, l'ouest posant de nombreux problèmes, ce qui n'est pas sans rappeler notre autoroute A-86 d'Ile-de-France ».

Autre similitude avec la France des années 60 : la pro-

priété économique (relative). Car l'Egypte d'aujourd'hui, oubliant les années de guerre, pense enfin à son développement. Certes, les cinq années de croissance à 9 % du produit national brut sont derrière elle. Mais, avec un taux de croissance de 8 % en 1982, d'au moins 5 % en 1983, voilà un pays très intéressant pour les entreprises de nombreux pays.

Sa dette est raisonnable : 16 milliards de dollars et plus de 4 milliards de dollars de possibilités d'emprunts n'ont pas encore été utilisés. Si le déficit commercial reste élevé, malgré l'exportation du quart de ses ressources pétrolières — l'Egypte n'appartient pas à l'OPEP et n'a donc pas en a-

souffrir du contingentement, — le déficit de la balance des paiements n'est pas excessif.

Les Français, discrètement pour ne pas accentuer la tension avec les pays arabes du Front du refus, ont offert leurs services. Sur le plan militaire d'abord, par la livraison de Mirage-2000 et le montage sur place d'Alpha-Jet et d'hélicoptères Gazelle. Mais aussi économique : un port, une cimenterie, une centrale thermique, des réseaux de téléphone, le plan de charge est important.

Au Caire même, l'industrie française s'est lancée dans la construction d'une nouvelle aérogare, un centre de contrôle aérien ultra-moderne et de deux hôpitaux — où l'on retrouve OTH, La Sofetru, filiale de la RATP, construit, après douze années d'hésitations égyptiennes, le tronçon central du métro régional, qui devrait permettre de relier,

sonnes. Toutes ces difficultés devront être réglées pour permettre à sixante mille voyageurs d'utiliser à chaque heure, avec un minimum d'efficacité, le métro régional.

Des Français, on en trouve encore sur bien d'autres fronts. Aux bars des hôtels, on reconnaît les accents d'entrepreneurs du nord ou du midi de la France qui négocient contrats, petits et gros, de fonderie, télécommunications, électronique ou autres. Les services de l'ambassade de France ont recensé pour la seule coopération culturelle et technique près de deux cent cinquante enseignants, experts et chercheurs qui œuvrent ici.

Il y a, bien sûr, les techniciens de l'OTUI et de l'IAURIF, et ceux de l'Institut d'urbanisme de Paris qui réfléchissent au problème de ce qu'on appelle l'« *habitat spontané* », le dossier de ces nou-

veaux habitants d'origine paysanne qui ont construit n'importe où des maisons qui ont besoin désormais d'équipements collectifs et de services publics.

Le CNRS est, lui aussi, présent, avec un bataillon de « maghrébologues » de l'université de Tours, au chevet du même dossier. Les jeunes architectes français sont nombreux qui, sous l'égide de l'Institut français d'architecture, des unités pédagogiques 1, 3, 6 et 8, et du Centre (franco-égyptien) d'études économiques et juridiques du Caire se penchent sur Le Caire islamique et la réhabilitation de l'habitat ancien dans le tissu monumental.

Il y a encore l'Institut de recherches du bâtiment qui, en liaison avec l'ENSEA de Lyon, invente des formules d'habitat à faible coût. Le Centre d'étude du bâtiment et des travaux publics s'est attelé à la normalisation dans le bâtiment et fabrique des normes qui devraient permettre à des entreprises françaises de soumissionner des marchés avec plus de chances.

Le foisonnement de ces recherches, études, contrats a conduit l'ambassade de France à créer un « observatoire » urbain pour mieux coordonner les efforts des équipes françaises. Autant de chantiers qui devraient inciter les autorités françaises et égyptiennes à pousser plus loin encore leur collaboration et à trouver les moyens de continuer ce qui a été entrepris. Ainsi les Français ont-ils dans leurs cartons un projet de marché de gros du modèle de celui de Rungis, qui fait cruellement défaut ici, et le conseil régional d'Ile-de-France, par le biais de l'IAURIF, se tient prêt à mettre à la disposition du Grand Caire ses connaissances en matière d'assainissement, de recueil et de traitement de données urbaines par l'informatique, ou de télédétection par satellite. Rien de moins.

OLIVIER SCHMITT.

1980 - déguerpi - dans 60 villages nouveaux

Le Caire d'aujourd'hui, si lointain et exotique qu'il puisse paraître aux Occidentaux, a de surprenantes ressemblances avec le Grand Paris du début des années 60. Le président du conseil régional d'Ile-de-France, M. Michel Giraud, qui conduisait récemment une mission d'étude sur place, a été très frappé par ces similitudes.

« Le Grand Caire d'aujourd'hui souffre des mêmes maux que l'Ile-de-France hier, explique-t-il. Les infrastructures routières et de transports ne correspondent pas aux besoins d'habitants

chaque jour plus nombreux ; la circulation est très difficile aux heures de pointe ; le développement de la ville se fait au détriment des terres agricoles qui bordent l'agglomération. Aujourd'hui, les autorités égyptiennes s'apprêtent à rééquilibrer, comme nous, la croissance urbaine vers l'est du Caire, à créer huit villes nouvelles comme nous avons été amenés à bâtir les cinq villes nouvelles qui ceinturent Paris. Enfin, on parle de construire ici un boulevard périphérique en commençant par l'est de la ville, l'ouest posant de nombreux problèmes, ce qui n'est pas sans rappeler notre autoroute A-86 d'Ile-de-France ».

Autre similitude avec la France des années 60 : la pro-

priété économique (relative). Car l'Egypte d'aujourd'hui, oubliant les années de guerre, pense enfin à son développement. Certes, les cinq années de croissance à 9 % du produit national brut sont derrière elle. Mais, avec un taux de croissance de 8 % en 1982, d'au moins 5 % en 1983, voilà un pays très intéressant pour les entreprises de nombreux pays.

Sa dette est raisonnable : 16 milliards de dollars et plus de 4 milliards de dollars de possibilités d'emprunts n'ont pas encore été utilisés. Si le déficit commercial reste élevé, malgré l'exportation du quart de ses ressources pétrolières — l'Egypte n'appartient pas à l'OPEP et n'a donc pas en a-

souffrir du contingentement, — le déficit de la balance des paiements n'est pas excessif.

Les Français, discrètement pour ne pas accentuer la tension avec les pays arabes du Front du refus, ont offert leurs services. Sur le plan militaire d'abord, par la livraison de Mirage-2000 et le montage sur place d'Alpha-Jet et d'hélicoptères Gazelle. Mais aussi économique : un port, une cimenterie, une centrale thermique, des réseaux de téléphone, le plan de charge est important.

Au Caire même, l'industrie française s'est lancée dans la construction d'une nouvelle aérogare, un centre de contrôle aérien ultra-moderne et de deux hôpitaux — où l'on retrouve OTH, La Sofetru, filiale de la RATP, construit, après douze années d'hésitations égyptiennes, le tronçon central du métro régional, qui devrait permettre de relier,

sonnes. Toutes ces difficultés devront être réglées pour permettre à sixante mille voyageurs d'utiliser à chaque heure, avec un minimum d'efficacité, le métro régional.

Des Français, on en trouve encore sur bien d'autres fronts. Aux bars des hôtels, on reconnaît les accents d'entrepreneurs du nord ou du midi de la France qui négocient contrats, petits et gros, de fonderie, télécommunications, électronique ou autres. Les services de l'ambassade de France ont recensé pour la seule coopération culturelle et technique près de deux cent cinquante enseignants, experts et chercheurs qui œuvrent ici.

Il y a, bien sûr, les techniciens de l'OTUI et de l'IAURIF, et ceux de l'Institut d'urbanisme de Paris qui réfléchissent au problème de ce qu'on appelle l'« *habitat spontané* », le dossier de ces nou-

veaux habitants d'origine paysanne qui ont construit n'importe où des maisons qui ont besoin désormais d'équipements collectifs et de services publics.

Le CNRS est, lui aussi, présent, avec un bataillon de « maghrébologues » de l'université de Tours, au chevet du même dossier. Les jeunes architectes français sont nombreux qui, sous l'égide de l'Institut français d'architecture, des unités pédagogiques 1, 3, 6 et 8, et du Centre (franco-égyptien) d'études économiques et juridiques du Caire se penchent sur Le Caire islamique et la réhabilitation de l'habitat ancien dans le tissu monumental.

Il y a encore l'Institut de recherches du bâtiment qui, en liaison avec l'ENSEA de Lyon, invente des formules d'habitat à faible coût. Le Centre d'étude du bâtiment et des travaux publics s'est attelé à la normalisation dans le bâtiment et fabrique des normes qui devraient permettre à des entreprises françaises de soumissionner des marchés avec plus de chances.

Le foisonnement de ces recherches, études, contrats a conduit l'ambassade de France à créer un « observatoire » urbain pour mieux coordonner les efforts des équipes françaises. Autant de chantiers qui devraient inciter les autorités françaises et égyptiennes à pousser plus loin encore leur collaboration et à trouver les moyens de continuer ce qui a été entrepris. Ainsi les Français ont-ils dans leurs cartons un projet de marché de gros du modèle de celui de Rungis, qui fait cruellement défaut ici, et le conseil régional d'Ile-de-France, par le biais de l'IAURIF, se tient prêt à mettre à la disposition du Grand Caire ses connaissances en matière d'assainissement, de recueil et de traitement de données urbaines par l'informatique, ou de télédétection par satellite. Rien de moins.

OLIVIER SCHMITT.

1980 - déguerpi - dans 60 villages nouveaux



## Panne de secteur sur la Côte-d'Ivoire

Un barrage à sec : une capitale et un pays dans l'embarras.

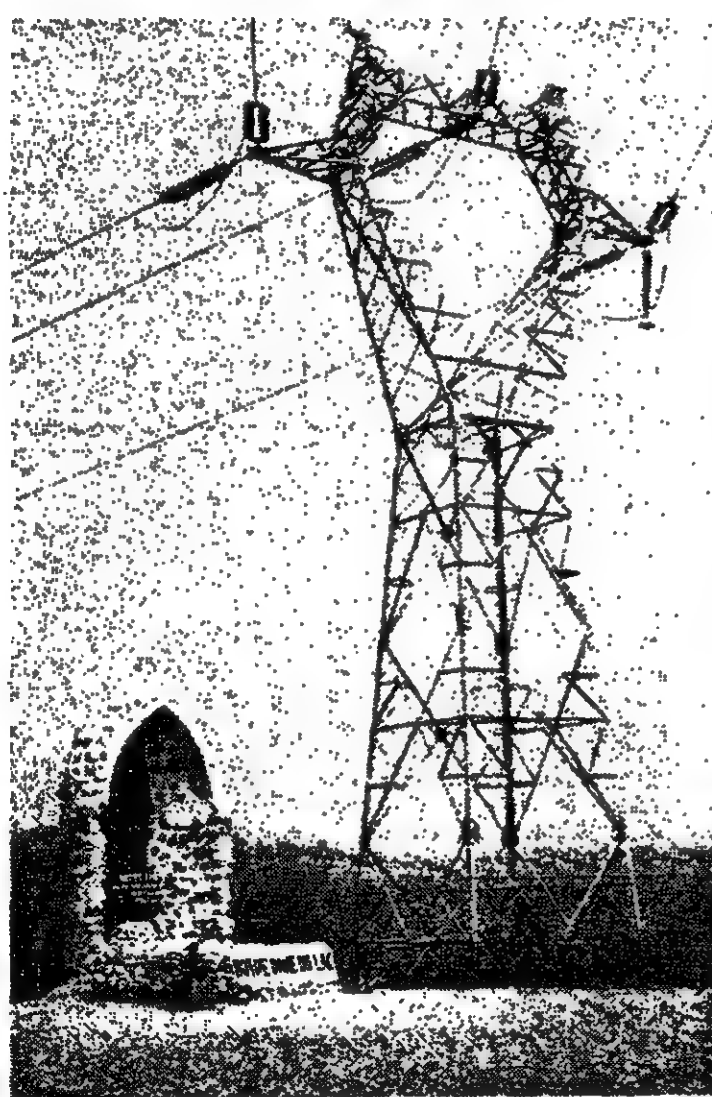
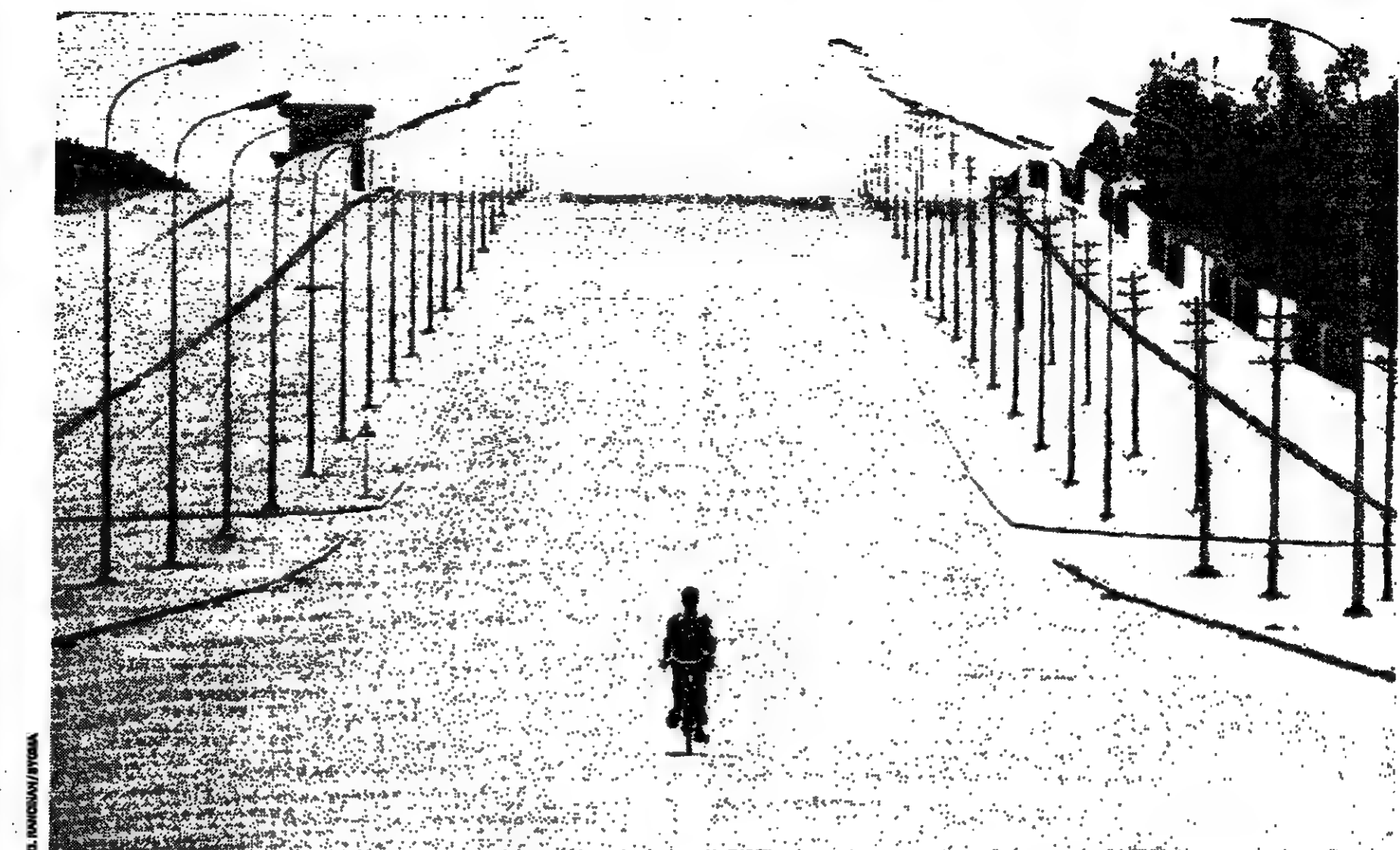
Le barrage-réservoir de Kossou devait être le moteur de l'économie ivoirienne. En créant une retenue artificielle grande comme trois fois le lac Léman, on allait du même coup doubler la capacité de production électrique du pays, irriguer 30 000 hectares de cultures, transformer cent mille paysans en pêcheurs-planteurs, à quelques kilomètres de la nouvelle capitale de la Côte-d'Ivoire, Yamoussoukro, village natal du président Houphouët-Boigny. Toutes proportions gardées, Kossou devait permettre une métamorphose comparable aux plus folles entreprises du siècle : une combinaison d'Assouan, de Brasília, de la conquête des terres vierges et de la Tennessee Valley Authority.

Or, douze ans après son démarrage, le moteur est en panne. Victime de plusieurs années de sécheresse cumulée, le lac n'arrive pas à se remplir et pour la première fois, en novembre dernier, il a fallu arrêter les turbines de la centrale. Yamoussoukro, la capitale aux avenues larges comme des pistes d'atterrissage, vit à l'heure des « délestages » quotidiens. Ses impressionnantes batteries de réverbères, alignées comme à la parade, se s'allument plus dans la nuit tropicale. Même l'hôtel Président (cinq étages et quinze étages) met ses lumières en veilleuse, et son restaurant panoramique devient la tour de contrôle d'un aéroport mort.

Quant à l'agriculture et à la pêche, qui étaient censées recevoir un salutaire coup de fouet, c'est le fiasco sur toute la ligne. Les paysans baoulés, l'éthnie locale, qui vivaient de cultures sur brûlis, n'ont jamais pu se résoudre à devenir pêcheurs. Ce sont donc des Maliens des bords du Niger qui ont afflué pour jeter leurs filets dans les eaux du lac, créant d'insolubles problèmes de cohabitation ethnique. La sécheresse persistant, le niveau du lac a baissé, découvrant la cime des grands arbres noyés en 1972. Les filets se prennent dans les branches ! Tant et si bien que les autorités ont dû interdire la pêche et ne délivrent aujourd'hui qu'un nombre infime de permis — aux seuls Ivoiriens. Adieu les 17 000 tonnes de poisson par an prévues à l'origine...

**85 000 « déguerpis »  
dans 60 villages  
nouveaux**

Les quelque 85 000 paysans installés dans la zone inondable — deux cents villages engloutis — ont été pris en charge par l'AVB (Autorité pour l'aménagement de la vallée du Bandama), un organisme public créé pour la circonstance en 1969. Grâce à l'aide de la société française d'ingénierie OTH (Omnium Technique Holding), l'AVB a pu regrouper les « déguerpis » — c'est l'expression consacrée — dans des villages neufs, avec chacun son puits et ses maisons en dur. L'OTH a ainsi dessiné soixante-cinq villages — avec des rues tirées au cordeau, comme les aime le président Houphouët-Boigny, — construit douze mille maisons (parpaings et tôles ondulées), et creusé trois cents puits en deux ans et demi. « Nous avons dû forer jusqu'à 30 mètres dans le granit fissuré », précise M. Pierre Prudhomme, directeur général du Laboratoire central d'hydraulique de France. Nous avons calculé les forages pour assurer à peu



Il a fallu arrêter les turbines de la centrale. Yamoussoukro, la capitale aux avenues larges comme des pistes d'atterrissage, vit à l'heure des « délestages » quotidiens.

près 30 litres par habitant et par jour. » Las, la sécheresse a tout de même tari beaucoup de puits, et la société ivoirienne FOREXI, aujourd'hui, doit multiplier les forages en couche profonde.

L'AVB avait aussi entrepris une grande opération de formation auprès des paysans baoulés afin de les inciter à pratiquer la « culture vivrière stabilisée » : au lieu de brûler un nouveau coin de forêt tous les cinq ou six ans pour planter l'igname et le manioc, grignotant ainsi en pure perte les surfaces boisées, ils auraient cultivé sur place, avec un cycle de jachère ramené à trois ans. « Ça n'a pas marché », avoue M. Lambert Yao Koffi, secrétaire général de l'AVB. Ils ont continué à défricher la forêt. »

Aujourd'hui, les Baoulés transplantés dans la forêt de Tos, en pays Gouro, se lamentent. « Au début, en 1970, on vivait sur la forêt fertile. Maintenant, il n'y en a plus. Les feux de brousse ont tout brûlé. Même les cafriers n'ont plus que quelques grains par pied. »

La faute à pas-de-chance ? Certes, les Ivoiriens, pas plus que d'autres, ne maîtrisent les aléas climatiques. Ils ne pouvaient pas prévoir que, deux années consécutives, le vent du désert — l' Harmattan — balayerait plus souvent la brousse que les pluies normalement de saison. « Avant de construire le barrage, affirme M. Djouka, directeur central de l'hydraulique, nous avons recueilli les données pluviométriques sur

quarante ans. Jamais nous n'avions observé un déficit pareil. Dans le lac, le débit d'étiage est moindré depuis deux ans. »

La sécheresse a un autre inconvénient : les riverains du lac y puisent davantage d'eau pour leurs cultures. « Nous avons utilisé l'eau du Bandama de façon anarchique », reconnaît M. Nguessan, directeur de la production hydraulique à l'ECEI (Energie électrique de Côte-d'Ivoire). Nous avions calculé qu'il faudrait dix ans pour que le lac se remplisse, avec un turbinage raisonnable. Mais il y a eu des détournements d'eau inattendus pour l'irrigation au Nord. Dans deux ans, lorsque les études de besoin seront

faites, on saura exactement comment répartir l'eau équitablement. » Dans deux ans, c'est-à-dire quatorze ans après la mise en eau du barrage...

Cette hâte à mettre en service le barrage de Kossou s'explique : le président Houphouët-Boigny tenait beaucoup à ce que la centrale puisse alimenter « sa » capitale, sans prélever sur les centrales thermiques d'Abidjan, toujours à la limite de leur capacité. Pour que Yamoussoukro soit viable, il lui fallait son autonomie énergétique, doublée, croyait-on, d'une autosuffisance alimentaire procurée par la pêche et les nouvelles plantations. Le choix même du site de Kossou a davantage été déterminé pour des raisons politiques que techniques : les ingénieurs, dans les années 1962-1963, avaient retenu une dizaine de sites possibles, dont Kossou n'était pas le meilleur, car situé en terrain à peine vallonné, culminant à 200 mètres. Mais l'idée d'un barrage situé au centre géographique du pays, en plein pays baoulé — l'éthnie du président — et à deux pas de la future capitale, a finalement prévalu.

**Le Sabel  
s'empare de la savane**

La preuve que le choix du site était contestable, c'est que le lac ne s'est jamais rempli comme on l'avait cru — ou laissé croire. Dès 1973, un an après la mise en eau, on a mis le déficit au compte d'une « sécheresse exceptionnelle », qui avait alors obligé l'ECEI à remettre en service la centrale thermique de Vridi (Abidjan). En 1976 encore, on constate que « le lac ne parvient pas à se remplir ». Voilà donc douze ans que le lac de Kossou connaît des sécheresses « exceptionnelles », qui se sont en fait aggravées d'année en année, au fur et à mesure que le désert sahélien s'empare de la savane.

Le bilan, aujourd'hui, est lourd. On a dépensé des milliards de francs CFA pour construire le barrage et la centrale. On en a dépensé presque

autant pour déménager les 85 000 Baoulés du lieu, soit exactement un Ivoirien sur cent — l'équivalent de 500 000 habitants pour une population comme la France. Et, pourtant, la forêt continue de disparaître avec les cultures sur brûlis. Les « déguerpis » ont dû mettre en coupe réglée des zones jusqu'à épargnées, et ils risquent, à brève échéance, de se trouver contraints à un nouvel exode. Les bidonvilles d'Abidjan ne désemplissent pas.

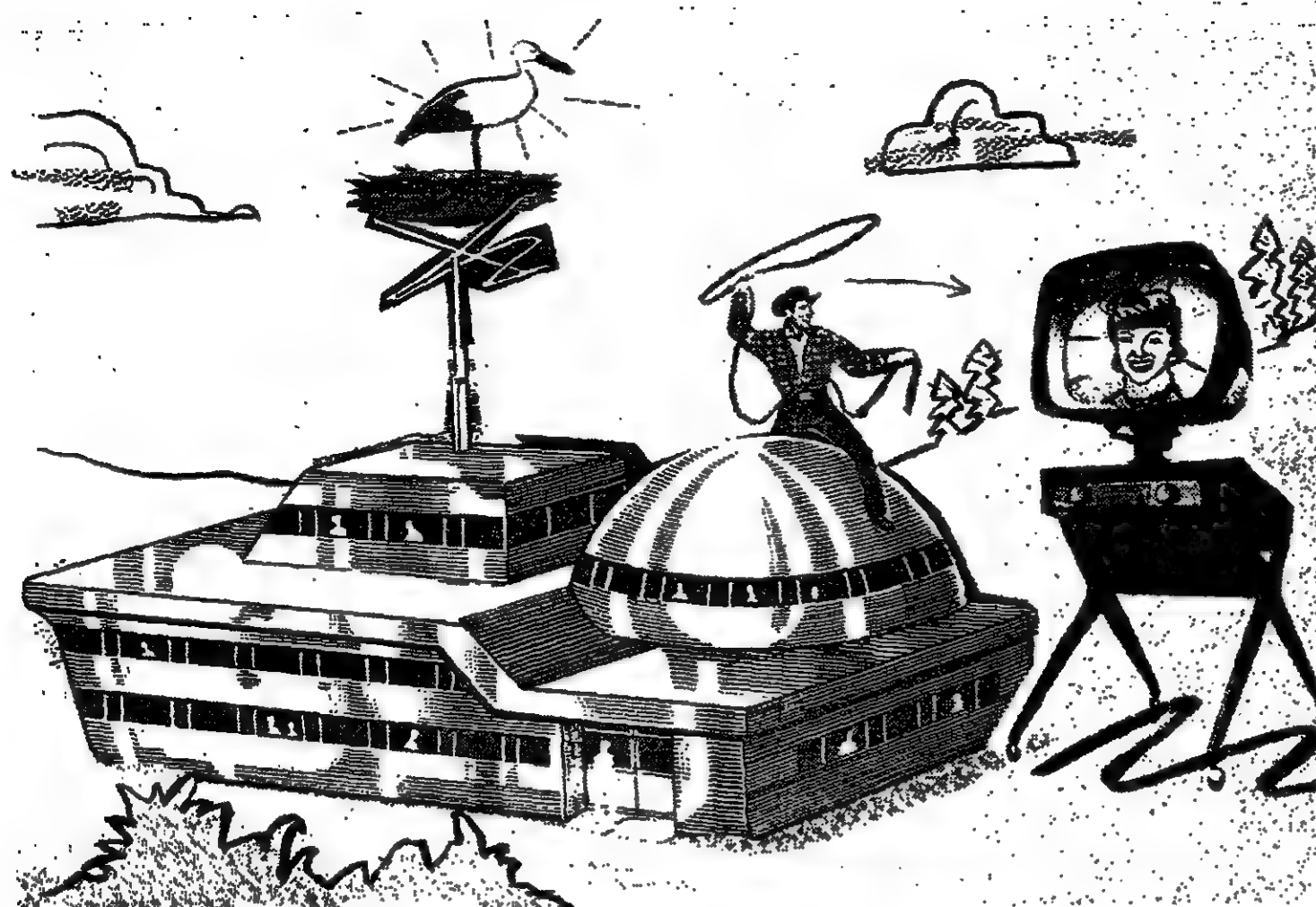
Quant à Yamoussoukro, le « village-capitale » par lequel tout est arrivé, on y poursuit toujours des rêves de grandeur démesurés. Après l'école nationale des travaux publics et sa façade en aqueduc romain, après l'Institut national supérieur d'enseignement technique (INSET) et ses 135 000 mètres carrés, luxueusement équipés, on s'active à l'achèvement de la Fondation Houphouët-Boigny, immense « Kennedy Center » qu'on aurait planté sur un plateau de latérite. A peine ouverte — les premiers étudiants y ont été accueillis à la rentrée 1983, — la super — Ecole polytechnique qu'est l'INSET connaît donc les délestages. Et comme tous les bâtiments scientifiques ne disposent pas de leur groupe électrogène de secours, plusieurs appareils et ordinateurs sophistiqués ont déjà rendu l'âme. Encore des millions évanouis.

Pendant ce temps, à Port-Bouët, dans les faubourgs populaires d'Abidjan, des équipes de volontaires (coopérants français et animateurs de quartier) s'efforcent de procurer aux habitants un minimum d'hygiène. Avec des crédits du ministère français de l'environnement, accordés par M. Michel Crépeau à Mme Aka Anpui, maire de Port-Bouët, ces équipes creusent des latrines pour que les enfants des écoles ne soient pas condamnés aux bords de route, à même le sable et les mouches.

ROGER CANS.



### L'expérience date de 1976.



JACQUES ENTIER

La forte concentration de l'industrie électronique dans les mains de quelques groupes conduit à de curieux phénomènes. Ainsi, 500 millions de cassettes vierges vendus en 1982, le Japon est certainement un des plus gros consommateurs de produits sonores. Selon les experts, 95 % de ces cassettes servent à enregistrer des disques diffusés, et pérorant, ainsi fortement, l'industrie phonographique. Mais, dans la plupart des pays, les autorités japonaises pensent que la seule solution à ce problème est d'imposer une taxe sur les cassettes vierges pour dédommager les éditeurs. L'imposition de cette taxe se heurte pourtant à une petite difficulté : les éditeurs ne peuvent pas contrôler les imports de cassettes vierges non contrôlés par les mêmes groupes industriels.

## Zéma en Lozère

L'éducation nationale et plusieurs organismes publics encouragent cette expérience judicieuse qui a débuté en janvier. Chaque semaine, à tour de rôle, des enfants scolarisés de neuf classes rurales réalisent une émission d'une vingtaine de minutes. Au programme de ce journal scolaire radiophonique, un feuilleton, des enquêtes, des poèmes et des charades : "Il faut voir avec quel enthousiasme ces jeunes effectuent des montages et des enregistrements en studio", raconte Bruno Langlais, animateur à Radio ZEMA. De leur côté, les enseignants estiment qu'une telle initiative permet aux enfants « de mieux maîtriser l'expression et la communication orales ».

### FR 3 Champagne-Ardenne ou “l'exemple” de télévision participative.

**DIDER LOUIS**



# Le jour où le garçon boucher

par Annie Saumont

**L**e jour où il a tranché d'un coup de hachoir la gorge de l'épicière tout a changé. D'abord les idées que nous deux on se faisait sur le sang qui au vrai était pas rouge-sang mais plutôt un peu violet à moins que ce soit l'épicière à cause de son cœur malade qu'avait pas le sang de la couleur normale ou bien l'éclairage au néon, déjà mettant son vert-jaune sur la figure du gars avec ses grosses joues en gelée comme il frottait machinalement l'outil contre son tablier. Nous deux on était là qu'on bougeait pas, qu'on regardait. Et le garçon boucher tout d'un coup il a dit c'est pas moi, hein, j'ai rien fait, mais nous deux on avait vu et quand les gendarmes sont venus ils ont voulu qu'on raconte sauf que paraît-il ça vaudrait rien pour le jugement au tribunal parce qu'on est encore trop petits. C'est les autres qui le disent mais en vrai ils savent pas l'âge qu'on a puisqu'on nous a ramassés dans une poubelle à Calcutta. Ou à Bombay. Et le type qui nous avait amenés ici — le hippy comme ils l'appellent — un jour il nous a laissés dans le couloir de la mairie à la porte du bureau où les dames elles s'occupent des enfants abandonnés et aussi des vieux qui sont fauchés. Sans doute tout d'un coup le hippy il a su que fallait bien vite qu'il reparte très loin, ailleurs, pour trouver Dieu. Et lorsqu'il l'aura trouvé il reviendra nous chercher puisqu'il nous avait mis au poignet un bracelet en ficelle avec un morceau de carton qui pendait et dessus c'était écrit *enfant de Dieu*. C'est Mé Josépha qui nous l'a raconté.

**P**ARCE que nous le hippy qui était tout maigre et chevelu paraît-il, nous on s'en souvient plus du tout, mais le garçon boucher si gras avec un vraiment gros bide on l'aimait bien. On aimait pas qu'il vende toute cette viande sanglante. Mais il avait aussi du jambon roulé, et il nous en donnait des morceaux qu'il appelait des entames; on en grignotait un peu en rentrant à la maison de Mé Josépha la nourrice et le reste Mé Josépha elle le mettait dans la soupe. Oui le boucher on l'aimait jusqu'au moment où il a crié — et ça parce que les gendarmes étaient sur le seuil de la porte, la main droite qui tapotait le revolver à la ceinture — il a crié de toutes ses forces que c'est à cause de ceux-là, ces deux-là avec leurs yeux noirs qui l'ont hypnotisé.

Après, tout le monde nous regardait de travers. Déjà qu'on avait de drôles de noms et puis aussi qu'on savait pas notre âge, et qu'à notre âge ben c'était louche. Parce que les gens toujours ils demandent comment tu t'appelles et quel âge tu as. Quand on répond ça les rassure, ça leur montre qu'on est à peu près comme eux mais seulement si on a un nom du calendrier jean-pierre, paul, luc, andré, philippe et pas Sardar et Rajinder qui sont les noms de là-bas que le hippy nous a donnés et puis pas si on dit vaguement qu'on doit avoir « dans les huit ans » en ajoutant pour être honnêtes que ça pourrait bien faire deux ou trois ans de plus. Surtout qu'on en paraît plutôt trois de moins à cause des carences comme c'est écrit dans les papiers que Mé Josépha garde dans son tiroir et ça veut dire qu'à Bombay on avait rien à manger. A Bombay ou à Calcutta, ils sont pas sûrs de l'endroit. Quand Mé Josépha se met en colère parce qu'on entre dans sa cuisine avec des godasses boueuses juste comme elle vient de passer la serpillière,

quelquefois nous on dit ben c'est décidé, qu'on s'en va dans notre pays. Alors elle dit, bon voyage envoyez des cartes postales que Dieu vous garde haré Krishna.

Le jour où le garçon boucher a coupé le cou à la bonne femme la plus embêtante du village nous on a compris que même cette gueularde on aimait pas qu'il la tue et alors on a su qu'on est des non-violents. On a demandé à la maîtresse d'école, qui a la clef de l'armoire, un livre où ça parlerait de Gandhi parce que Mé Josépha qu'est une ancienne institutrice, déjà elle nous avait dit son nom et que c'était quelqu'un de vraiment bien et qu'on pouvait être fiers de venir de ce pays qui est aussi le pays de cet homme-là tout à fait sage.

Et alors, nous deux, on s'est mis à penser beaucoup au pays d'où on vient; même si on vient d'une poubelle c'était pas une poubelle n'importe où c'était dans l'Orient des maharadjas et des fleurs en guirlande et du Taj Mahal tout en marbre qu'est la huitième merveille du monde, et quand les gars à l'école ils parlent du Mont-Blanc (quatre mille huit cent sept mètres), on se marre, nous qu'on a l'Himalaya.

Maintenant on se marre plus. Depuis que l'épicière est morte les gens ils racontent des choses et du fait qu'on était là quand le garçon boucher a donné le coup de hachoir mal placé ils font des vilains yeux sévères et peut-être ils veulent nous hypnotiser. A l'école on a demandé hypoténuse qu'est-ce que c'est. La maîtresse a dit qu'il fallait dire seulement hypoténuse, parce qu'il y avait pas de verbe et puis, regardez dans le dictionnaire. Alors on a

ouvert le gros bouquin sur la table près de l'estrade et la maîtresse elle a dit qu'on lise à haute voix pour la classe et bien fort ce qui est écrit. Nous on a lu tous les deux et ça énerve les autres qu'on fasse toujours les choses ensemble mais puisqu'on nous a sortis de la même poubelle à Bombay ou Calcutta ou à Delhi c'est comme si on était des jumeaux et si en vrai on est pas frères — c'est ce qu'ils croient à l'orphelinat — ça change rien. Donc tout le temps on se tient par la main, tout le temps sauf quand on se les lave, les mains, ou qu'on mange ou quand on écrit ou quand on pisse. Bon alors hypoténuse dans le dictionnaire c'était le côté d'un triangle rectangle opposé à l'angle droit. On sait pas ce que ça veut dire mais nous deux on a pas fait ce genre de truc au garçon boucher parce faire quoi on voit pas, ni quoi ni quand ni comment. On a aussi trouvé un autre mot qui est hypoténusé petit scolyte pubescent c'est pas simple. La maîtresse a dit, il s'agit d'un insecte, on était pas plus avancés et aussi elle a dit mais tout ça à quoi ça rime alors on a dit ben à rien on avait cru on sait pas.

**A**PRÈS on a cherché sans plus demander à personne. Pas l'hypoténuse mais l'Inde qui a le nom de Bharat dans le parler de là-bas. On est allés à la bibliothèque municipale et là on a regardé dans plein de livres. La dame derrière son bureau elle a dit bon emportez-les dans la salle de travail mais attention pas de bruit; c'était lourd. On a appris un tas de choses sur notre pays là-bas. D'abord la superficie: 3 288 000 kilomètres carrés, c'est grand et le nombre d'habitants: 500 mil-

lions, c'est beaucoup. Plein de gens un peu partout et aussi, même dans les rues des villes, plein de chameaux et de vaches (maigres). Après on a lu des pages sur le mahatma Gandhi que Mé Josépha elle aime, et nous deux on s'est mis d'accord avec lui que faut pas tuer même si on nous tue. Si on nous tue on peut plus tuer (forcément) mais si on est seulement blessé faut pas se venger faut dire que ça fait rien. Et aussi faut toujours dire que ce qui est vrai est vrai et seulement dire ce qui est vraiment vrai et continuer à le dire sans s'occuper si ça donne des ennuis et c'est pas tellement facile parce que mentir on aimait bien. Peut-être qu'on peut tout de même mentir pour s'amuser et raconter juste une fois qu'on est les fils d'un radja tombés par accident dans la poubelle d'une rue de Madras du haut de l'éléphant tout couvert d'or et de soie qui trébuchait le berceau qu'était pas très bien attaché. Ça c'est pas un mensonge qui fait du tort ou qui fait mal. Ça a rien à voir avec l'hypoténuse.

Mais les gens ils disent quand même, ces deux-là, hum hum méfions-nous. Qui viennent d'un pays où on charme les serpents, c'est pas normal. Ces deux-là ils sont pas comme les autres, ils se tiennent tout le temps par la main c'est pas normal et leurs yeux sont tellement noirs vous avez vu c'est pas normal ça donne comme un rayon qui rend fou et le garçon boucher a été pris d'une crise. Il y avait pas de raison qu'il coupe le cou à l'épicière juste parce qu'elle disait que le biftek de la veille était comme de la semelle. Mais ces deux-là l'ont regardé avec un regard pas normal. Ils disent ça les

gens et pourtant ils peuvent pas savoir ils étaient pas là, ils inventent. Parce qu'on était nous deux tout seuls dans la boutique avec l'épicière et le garçon boucher. Mais comme ils ont vraiment l'air d'avoir vu alors nous on finit par voir aussi. On voit nos yeux; on voit devant nos yeux le garçon boucher qui pâlit et la peur du dedans lui passe au dehors et il sue. Pourtant c'est seulement des histoires puisqu'on est des non-violents. A moins que sans l'avoir voulu on tournerait du côté de Kali l'horrible, avec ses vilains quatre bras le sang les crânes et les serpents et on pourrait rien y faire. Nous deux on se tient par la main pour se rassurer mais nos mains elles sont moites et molles. Juste parce qu'on se trouvait dans la boutique lorsque le garçon boucher a donné le coup de hachoir c'est louche. Mais l'hypoténuse a rien expliqué. On comprend pas ce qu'ils avaient, nos yeux, à angle droit comme c'est écrit. Nous deux si on se met bien face à face avec les nez qui se touchent et qu'on se regarde très fort ça fait pas peur ça fait rire parce que ça fait qu'on est bigleux.

Mé Josépha elle est allée à l'enterrement de l'épicière. Chez nous, à ce qu'il paraît, les morts on les brûle sur des tas de branches mais ici ils les mettent en boîte et dans la terre. Sur la terre on pose des bouquets. Le garçon boucher il croit qu'on va lui couper le cou comme il a coupé le cou à l'épicière qui disait que la viande était dure et lui dans le journal c'est écrit qu'il répète que l'épicière l'a provoqué. Ce mot-là aussi on l'a cherché dans le dictionnaire mais pendant la récréation pour que la maîtresse elle nous force pas à lire tout haut. On a compris que l'épi-

cière elle a un peu fait exprès de donner au garçon boucher une envie de l'égorger. Pourtant elle devait pas vouloir vraiment qu'il la tue et non plus qu'il salisse comme ça toute la boutique elle qu'est pas née dans les ordures. Mé Josépha elle explique que le coupable il sera pas guillotiné à cause que les lois ont changé, donc même ici ils ont l'air d'essayer d'être des non-violents, la peine de mort c'est fini qu'ils disent; ils disent aussi *Non à la bombe*. Ça a tout l'air de devenir un pays où les gens veulent être gentils et nous ils trouvent qu'on gâche tout parce qu'on est du pays des fakirs et le père du garçon boucher il nous a lancés des cailloux en disant espèces de possédés.

**P**OSSÉDÉ: créature habitée par le démon. C'est plus clair que l'hypoténuse. Plus clair à comprendre mais en même temps tout noir et terrible. Pourtant Mé Josépha elle a dit que les fakirs étaient de saints hommes et puis les sadhus et les yogis aussi. On lui a demandé comment elle savait ça et elle a dit qu'elle aimait bien lire des choses sur l'endroit d'où on vient puisque nous deux elle nous élève. Et là elle a dit qu'elle nous raconterait mais qu'on doit pas oublier que ce pays où on est à présent il nous a adoptés c'est notre terre d'asile, et la poubelle des origines faudrait quand même pas se mettre à en rêver. Nous on était en colère et on savait même pas pourquoi.

Alors dans l'après-midi quand ils sont venus dire à l'école qu'une voiture avait écrasé Mé Josépha qui revenait de la bibliothèque et que vous deux pauvres petits on vous remmène à l'orphelinat, nous on a pensé que peut-être le malheur est arrivé parce qu'on l'a regardée d'un air très pas content et elle a dit allons baissez-moi ces yeux-là que si c'était des pistolets. Pourtant après on lui a réparé le poulailler, en se cachant pour lui faire une surprise. On espère encore qu'elle l'a vu avant de s'en aller chercher un autre livre sur Bharat.

C'est comme ça qu'on a décidé d'aller se baigner dans le Gange, nous deux, pour se purifier. Et puis parce que maintenant le chez nous c'est seulement là-bas quand même que c'est un pays où on met les bébés dans les poubelles. On a noué les baluchons, on partira demain matin en douce au lieu d'aller à l'école. Là-bas on sera comme tout le monde, on joindra les mains on dira *namaste*. On marchera pieds nus dans les temples. On dormira sur le trottoir. La maîtresse on lui écrira pour lui annoncer qu'on est bien arrivés. Elle gardera le timbre dans sa collection.

On s'en va. C'est loin. On a un petit peu d'argent que Mé Josépha nous donnait quand on l'aidait au jardin. On a aussi un taille-crayon qu'est une boussole alors c'est pas difficile de trouver le chemin, il faut toujours marcher vers l'est. On part. Nous deux on veut arriver avant d'être vraiment vieux, trop vieux pour apprendre à jouer du sitar ou bien à méditer, mais y a pas de temps à perdre, des fois qu'il se serait trompé le docteur de l'orphelinat qui a deviné notre âge et qu'on aurait au moins quatorze ans déjà.

— Copyright: Annie Saumont.

© Annie Saumont a publié plusieurs romans et quatre recueils de nouvelles: *La Vie à l'endroit* (Mercure de France), *Enseigne pour une école de moines* (1977, Gallimard), *Dieu regarde et se tait* (1979, Gallimard) et *Quelquefois dans la cérémonie* (1981, Gallimard).



MICHAEL SMITH

enfant de Dieu

Medias du Monde

Les spéciaux

Grande-Bretagne

Le jour de...

Japon: autogynisme

R. L. en Lozère



## Cinquante par jour

Comment j'ai fini de fumer.

État initial : de l'ordre de 50 cigarettes par jour, sans avaler systématiquement la fumée.

— Jour 1 : arrivée en vacances ; je cesse totalement de fumer ; plus un gramme de tabac à la maison ; activité physique et climat de bonne humeur. Tout se passe assez facilement.

— Après 2 à 3 semaines : sentiment de dépression (le « poison » a sans doute été éliminé), avec la certitude qu'une seule cigarette remettrait tout en ordre. Il m'arrive de me distraire de cette envie en suçant une vieille pipe, mais les associations buccales (malgré les freudiens) ne sont pas prépondérantes dans mon cas. C'est à ce moment que des substituts du tabac, absorbés avec désinvolture, facilitent les choses. J'en ai très peu pris, et au hasard ; ça ne m'a guère fait d'effet (ni dans un sens ni dans

l'autre). Ça dure jusqu'à 2 mois (après J.).

— Au bout de 2 à 6 mois : état amélioré, le tonus revient, mais avec de brutales, soudaines et imprévisibles envies de tabac qui vous feraient mendier un mégot ou piquer dans sa poche le paquet du premier venu. C'est quasi irrépressible quand on n'est pas préparé. Heureusement, ça ne dure pas.

— 6 mois à 2 ans après : tout va bien, on se sent libéré. Après un repas, j'accepte un cigare ; pulvérisé ça ne m'a rien fait, trois jours après j'allume une cigarette et, deux semaines plus tard, je suis revenu à 40 cigarettes par jour. Ou bien, dans une période de difficultés (souds professionnels, par exemple), je repique. Ça dure jusqu'aux vacances suivantes...

Le cycle s'est répété plusieurs fois. A mesure, les étapes se passent plus facilement.

J. S.  
(Fleurville)

## Zubiri la grosse tête

Nous avons lu, ma femme et moi, avec intérêt, l'importante chronique du dimanche 29 janvier, « La grande Reconquista de la pensée espagnole », par Christian Descamps, au cours de laquelle il cite des écrivains (Savate, Trias, Aranguren, Abellán, Rubert de Ventós, Sacristán, Ramoneda, Lledo, Muñoz...).

L'ouvrage de J.-M. Bermudo, comme l'auteur le remarque, ne fait toutefois pas le point de la question sur tous les jeunes philosophes espagnols actuels... De toute façon, je me réjouis de voir mise enfin à

l'honneur l'Espagne philosophique. Permettez-moi, seulement, une observation de détail : Zubiri est, sans nul doute, le « plus grosse tête » de l'Espagne, depuis la mort d'Ortega ; sa pensée, certes relativement difficile — mais pas plus que celle de Hegel ou de Husserl — est de tout premier ordre, et je suis persuadé qu'elle subsistera, quand bien d'autres auront été oubliés...

ALAIN GUY  
Professeur de philosophie  
à l'université  
de Toulouse-Mirail

## Références

Vous publiez une intéressante enquête sur le renouveau de la philosophie actuelle en Espagne. Quelle frustration, cependant, de ne trouver dans les notes bibliographiques que des textes que vous considérez incomplets. Ne serait-il pas opportun, dans semblable cas, d'indiquer également le titre original et le nom de l'éditeur ? Cela permettrait à ceux de vos lecteurs qui ont une connaissance suffisante du domaine et de la langue espagnole de se pro-

curer s'ils le désirent tel ou tel des ouvrages évoqués.

De telles enquêtes sont tout à l'honneur de votre journal : je suis convaincu que vous comprendrez que c'est précisément parce que je les apprécie grandement que je me suis permis de formuler auprès de vous cette demande.

MICHEL VACHER,  
professeur, département  
de philosophie, Montréal.

Voici quelques-unes des références retrouvées par notre correspondant :  
Trias : *Lo bello y lo siniestro* : Saiz Barral. *Filosofía del futuro* : Ariel. *Filosofía*.  
Savate : *Invitación a la ética* : Editorial anagrama. *Ensayo sobre Clavés* : Taurus. *La larva del bicho* : Taurus.  
Lledo : *Filosofía y lenguaje* : Ariel. *Lenguaje e Historia* : Ariel.  
Rubert de Ventós : *De la modernidad* : Ediciones península.  
Sacristán : *Introducción a la lógica y al análisis formal* : Ariel. *Las ideas*

gnoseológicas de Heidegger : Instituto Luis Vives.

Collectif : *Los filósofos y sus Filosofías* : Vicens.

Valls : *Del yo al nosotros* : Editorial laia.

Moya : *De la ciudad y de su razón* : Cupis.

Ramoneda : *Rubert de Ventós*. Trias.

Llones : *conocimiento memoria invención* : MUCHNIR.

CHRISTIAN DESCAMPS.



Boîte aux lettres américaine.

## Une réponse du « père » d'Amandine

Après l'article intitulé « Le père » d'Amandine (le Monde Aujourd'hui daté 12-13 février), nous avons reçu de M. Jacques Testart (hôpital Antoine-Béchère de Clamart) la lettre suivante :

Le dernier paragraphe de cet article traite de mon « glissement vers l'aisance » (un salaire mensuel triple du SMIG après vingt années de laboratoire...) mais surtout introduit d'une façon qui peut prêter à confusion, ma position critique sur certains aspects de la médecine.

Je tiens à préciser ici que, au contraire de ce que laisserait croire ce texte, ma « causticité » (à aucun moment n'oserai-je traiter une vulture comme certains médecins s'occupent des femmes) ne désigne aucunement mes collègues médecins de l'hôpital Antoine-Béchère.

J'ai eu au contraire la chance de travailler en association avec des cliniciens compétents et responsables, et ceci explique d'ailleurs les succès que nous avons obtenus ensemble. Cependant il nous est arrivé

de faire bénéficier de notre laboratoire d'autres médecins qui nous faisaient parvenir des ovules à féconder *in vitro* ; ma « causticité » visait notamment certains de ceux-là dont l'attitude pourrait être qualifiée d'ubuesque s'il ne s'agissait de la confiance et de la santé de leurs patients.

D'une façon plus générale, j'ai voulu provoquer une réflexion (voir le Quotidien du médecin du 2 février) sur l'évolution de la médecine spécialisée et ses rapports obligatoires avec certaines disciplines scientifiques pour lesquelles la compétence n'est pas médicale. Il s'agit en particulier de la création de centres de fécondation *in vitro* qui, abusant du prestige médical, proposent un service inadapté à la demande des patients.

L'équipe de l'hôpital Antoine-Béchère, cliniciens et biologistes confondus, s'inquiète de cette évolution hâtive et anarchique d'une méthode dont les connaissances les difficultés comme les servitudes.

## Salle de méventes

J'ai lu avec intérêt l'article sur « Le marché de l'art sous le marteau », paru dans le Monde des loisirs du 11 février. Il contient une critique judicieuse de l'activité de l'hôtel Drouot. En tant que client parolier intéressé par des œuvres de qualité, je reproche à cet établissement de traiter sur le même pied les grandes ventes et les ventes ordinaires (la seule différence résidant actuellement dans le numéro de la salle).

Les grandes ventes devraient avoir lieu dans un cadre plus prestigieux (il y avait Galliera, il reste le George-V), précédées de plusieurs journées d'exposition (avoir le temps de voir et de revoir) et à des heures moins ridicules (elles ont lieu actuellement l'après-midi, ce qui

convient très bien aux marchands et aux clients mais pas aux autres).

A cet égard, les commissaires-priseurs parisiens seraient bien de prendre modèle sur leurs collègues versaillais, dont les ventes ont lieu le dimanche après-midi au Palais des Congrès, après deux journées d'exposition en après-midi et en soirée. Il existe même à certaines ventes la possibilité de réserver ses places. Tout ceci fait qu'il est agréable et facile d'assister à une vente à Versailles, alors que c'est pénible et difficile à Paris. Sans parler des catalogues qui parviennent parfois seulement huit jours avant la vente...

GHISLAIN LAVARDE,  
(Paris.)

## Plans d'ombre

Le Monde s'est à plusieurs reprises élevé contre l'état d'abandon du Musée d'histoire naturelle du Jardin des Plantes. Ayant eu récemment l'occasion de retourner « visiter » le Musée des plans-reliefs aux invalides, il me semble que le scandale y est équivalent : pour cause de réflexion — il s'agit apparemment de refaire quelques enduits, — l'accès s'y fait par un escalier de fortune. La plupart des maquettes n'y étaient pas éclairées (l'entrée fait pourtant partie du bâtiment du Musée de l'Armée).

Les rares maquettes qui échappent à l'obscurité, par l'éclairage

fugitif d'une mansarde, ont été protégées du visiteur par les vitres disposées latéralement et assemblées par des menuisiers métalliques pour l'épaisseur constituée fréquemment un obstacle visuel. On ne perçoit pas que l'ingénierie, l'invention discutables, pouvait aussi s'adresser aux villes mortes... Enfin, la disposition des maquettes permet difficilement de circuler autour des plus grandes d'entre elles, et le chauffage est inexistant.

DAVID MANGIN  
(Paris.)

## Théâtre

# L'énigme Kleist en pleine lumière

MAIS voici que Kleist revient en force. En Allemagne, en 1981, l'année du cent soixante-dixième anniversaire de sa mort, les théâtres ont rivalisé de zèle kleistien. En Italie, le phénomène a tourné à l'épidémie.

La vague gagne maintenant la France. La télévision (FR 3) a projeté une adaptation allemande de *Catherine de Heilbronn* où le célèbre baryton Dietrich Fischer-Dieskau, tenait le rôle, épisodique, de l'Empereur. Au théâtre de Genève, Bernard Sobel présente, dans une nouvelle traduction, intégrale cette fois, de Jean-Louis Besson et Jean Jourdeuil, *la Cruche cassée*. A l'école du Théâtre national de Strasbourg, les élèves du groupe XXI ont travaillé à perdre haleine, sous la direction de Michel Deutsch, sur un tripty-

que kleistien constitué du *Prince de Hombourg*, de la *Petite Catherine* et de *Penthesilée*. Et au TNP de Lyon-Villeurbanne, en fin de saison, Langhoff et Karge présenteront un *Prince de Hombourg* dont le texte français, dû à Henri Thomas, vient d'être publié chez Gallimard !

Pourquoi donc une telle fièvre ? A la germanolâtrie qui a cours dans notre théâtre s'ajoute sans doute le retour de flamme des praticiens pour les textes — des textes presque impossibles à monter, à réaliser scéniquement.

On le voit avec *la Cruche cassée*, au théâtre de Genève. En apparence, cette comédie n'est qu'une assez grossière farce paysanne. Une sorte de fabliau où l'on voit un juge forcé de se juger et de se condamner (ou, du moins, de

se révéler coupable) lui-même. Elle est d'ailleurs le produit d'un jeu de société, d'une joute poétique provinciale. Réunis chez Zschokke, à Berne, en 1802, quelques écrivains, dont Kleist, y eurent devant les yeux « une estampe française, la Cruche cassée ». « Nous avions l'impression », raconte Zschokke, d'y reconnaître un couple d'amants attirés, une commère glapissante, tenant les débris d'une cruche de majolique, et un juge à grand nez. Cette scène devait devenir l'occasion d'une satire pour Wieland, d'une comédie pour Kleist et, pour moi, d'un récit de prose. Et la Cruche cassée de Kleist a remporté le prix.

Mais, de ce qui aurait pu n'être qu'un morceau de genre, Kleist fait la plus inquiétante des comédies. Le juge de la Cruche n'est pas un pittoresque robin de village : il reprend

Edipe et il se nomme Adam. Derrière l'anecdote se profile toute une construction de mythes. Pied-bot, le juge instruit son propre procès, comme Edipe. Et, comme Adam, il connaît, au propre et au figuré, la chute, après avoir été tenté par Eve.

Mais Kleist ne s'en tient pas là. Il introduit dans l'action un nouveau personnage : le conseiller Walter, venu de la capitale inspecter les juridictions de la province hollandaise.

Ce théâtre est une dramaturgie du secret. Non seulement l'action dramatique tourne toujours autour de la révélation d'un secret (la « faute » d'Adam), mais encore la représentation de ses pièces est, en quelque sorte, liée par un secret. Goethe parlait à son propos de « théâtre invisible ».

car, au lieu de « faire se dérouler une action accomplie sous nos yeux », elle « laisse une action déjà accomplie se révéler peu à peu ».

La réalisation de Sobel rend pleinement compte de cette singularité kleistienne. Elle refuse tout pittoresque paysan, toute couleur locale flamande. Elle tient la farce à distance, mais sait évoquer, plus profondément, le carnavalisme. Elle brise le cadre de la scène et incite la salle dans cet étrange procès. Nous sommes directement pris à partie par ce juge libidineux et dionysiaque, Edipe et Adam à la fois (Philippe Clévenot joue le personnage d'une manière proprement fascinante) comme nous partageons le sort de la petite Eve (interprétée avec une déchirante intensité par Anouck Grinberg), muette puis révoltée.

Et le conseiller Walter y apparaît dans toute son ambigüité : s'il incarne la légalité, il témoigne aussi de l'impuissance et de la cruauté de celle-ci, face à une autre Loi, plus profonde, ancestrale. *La Cruche cassée* n'est-elle pas une réflexion vertigineuse sur notre propre condition, sur les rapports entre la conscience, la Loi et l'inextinguible enchevêtrement de l'Ancien et du Nouveau ?

Sans doute est-ce cela qui ramène, en force, Kleist sur nos scènes : un théâtre est une énigme en pleine lumière.

BERNARD DORT.

(\*) Le premier numéro de *Théâtre au Europe* rassemble un ensemble d'études consacrées à Kleist.



# La philosophie dans la moulinette Bouveresse

« On disait qu'il fallait s'attaquer aux idoles, dire la vérité, ne rien respecter. Je le fais. »

**JACQUES BOUVERESSE** s'apprête à faire paraître aux éditions de Minuit un livre, qui pourrait bien faire grand bruit, sur la philosophie française d'aujourd'hui. Professeur à la Sorbonne et auteur de plusieurs ouvrages sur Wittgenstein qui font désormais référence, il a laissé provisoirement de côté son travail en cours sur Frege. Et il s'est consacré à l'analyse des courants qui dominent actuellement la pensée française, pour en souligner les faiblesses, en dénoncer les errements, en évoquer les dangers.

L'ouvrage comportera plusieurs volumes. Le premier sortira le 7 mars prochain. Son titre, *Le philosophe chez les autophages*, est inspiré d'une phrase de Lichtenberg : « J'ai toujours pensé que la philosophie se dévorera elle-même... » Avec une ironie mordante, Jacques Bouveresse s'en prend joyeusement à bon nombre d'auteurs célèbres. Sans omettre de donner les noms, puisque, commente-t-il en invoquant Karl Kraus, « une simple critique du système, une critique impersonnelle, est anodine et ne gêne personne ». Michel Serres, Jacques Derrida, Paul Veyne, entre autres, essuient donc l'un après l'autre les premières salves de leur collègue.

Le deuxième volet devrait voir le jour à l'automne. Il s'intitule *Hypocrisie de la raison*. Un troisième tome verra donc l'entreprise l'année prochaine.

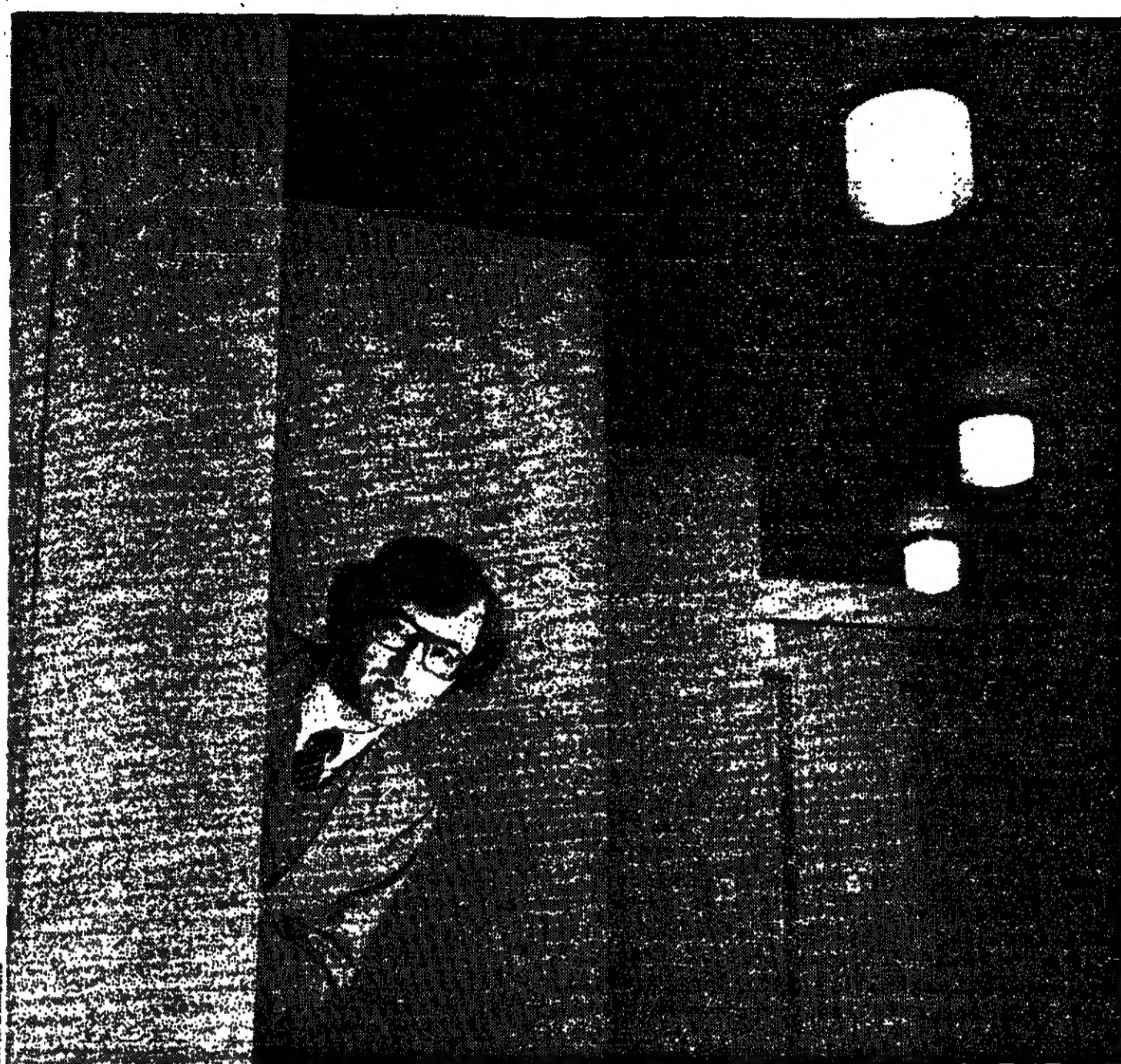
« Le jugement que vous portez sur la situation de l'activité philosophique en France aujourd'hui est plutôt dur. Est-ce que vous pécchiez par excès de sévérité ? »

« Je ne suis probablement pas le seul à être frappé par la discordance de plus en plus grande qui existe entre les prétentions de la philosophie et ses réalisations effectives. Je ne sais pas si je suis ou non trop sévère. Mais, puisque j'ai entendu pendant des années répéter sur tous les tons qu'il fallait s'attaquer à toutes les idoles et philosophes « au mar-teau », ne rien respecter et ne reculer devant aucune vérité, je m'étonne toujours que l'on m'accuse d'un crime de lèse-majesté lorsque je m'en prends à certains auteurs sacrés. Il se trouve simplement que je ne suis pas convaincu par les philosophes que je critique, et je suis surpris par la facilité avec laquelle ils réussissent apparemment à convaincre tant de gens, tellement les objections me semblent dans la plupart des cas immédiates et évidentes.

« Vous reprochez surtout aux philosophes français d'avoir jeté par-dessus bord des notions comme celles de « raison », de « vérité », d'« objectivité »... »

« Oui, une des choses qui surprennent le plus les philosophes étrangers, c'est le caractère massivement irrationaliste de la philosophie française actuelle, tout au moins de celle dont on parle. Tout se passe comme si la tradition rationaliste avait purement et simplement cessé d'exister. Ceux qui la représentent encore sont tenus pour quantité négligeable ou considérés comme des hommes d'un autre âge.

« Cette attitude n'est pas simplement discriminatoire, elle est également dangereuse au sens auquel toutes les évidences sont dangereuses. Quelqu'un qui s'en prend à des notions comme « rationalité », « objectivité », « vérité... » est pratiquement assuré a priori du succès. Mais, lorsqu'on considère d'un peu plus près le discours irrationaliste dominant et qu'on essaie d'en tirer quelques conséquences précises, on s'aperçoit généralement qu'il ne représente en aucune façon une solution. Déclamer contre la raison et la logique est devenu une tradi-



« Je serai certainement accusé de mener un combat d'arrière-garde. Mais quelle importance cela peut-il avoir ? »

tion, un automatisme ou un rituel, qui fonctionnent habituellement sur un mode aussi abstrait et aussi simpliste que les formes les plus plates du rationalisme que l'on dénonce à juste titre.

« Est-ce que vous ne courez pas le risque d'être accusé de mener un combat d'arrière-garde pour des valeurs que des approches nouvelles ont fait voler en éclats ? Vous acceptez vous-même certains « constats structuralistes » comme évidents.

« Je serai certainement accusé de mener un combat d'arrière-garde. Mais quelle importance cela peut-il avoir ? Voyez le nombre de questions philosophiques, en principe définitivement réglées, dont la redécouverte est présentée quelques années après comme une « révolution ». On ne peut tenir aucun compte de ce genre de choses, parce qu'il n'y a pas en philosophie de notion d'« actualité » qui puisse justifier le terrorisme que l'on exerce sur ce point. Il faudrait peut-être en finir avec cette conception héroïque de la philosophie qui raisonne essentiellement en termes de rupture et de liquidation. C'est ce qui a fini par créer l'impression, comme dit Musil, qu'à chaque rentrée scolaire commence une nouvelle époque.

« Je ne crois pas du tout que les approches nouvelles dont vous parlez aient ruiné définitivement des valeurs traditionnelles comme la vérité ou l'objectivité. Il ne serait pas difficile de montrer que l'historicisme et le relativisme qui font fureur aujourd'hui les présupposent et même les utilisent sans s'en rendre compte ou sans l'admettre. De même, un intellectuel qui affirme que la raison et le savoir sont de simples formes déguisées du pouvoir révèle *ipso facto* la possibilité d'un exercice de la raison et d'une forme de savoir qui échappent à la réduction proposée. Dans le cas contraire, il n'aurait plus le choix qu'entre la renonciation pure et simple à toute tentative de communica-

tion et la participation plus ou moins cynique au jeu du pouvoir, de la domination et de la manipulation qu'il décrit.

« Certaines des « découvertes » du structuralisme correspondent effectivement jusqu'à un certain point à des évidences. Mais elles n'entraînent absolument pas les conséquences extrémistes qu'on en a tirées sur le moment. Les rationalistes contemporains ne sont pas tous aveugles ou idiots. La plupart d'entre eux se demandent comment préserver un rationalisme minimal, en tenant compte des vérités désagréables que nous avons apprises grâce à Marx, Nietzsche, Freud et beaucoup d'autres sur la nature réelle et la fonction exacte de la raison. En réalité, il n'est pas possible d'être plus conscient des limites et des difficultés du rationalisme que l'ont été précisément certains rationalistes traditionnels ou contemporains. Je pense à des auteurs comme Lichtenberg ou Musil, par exemple, qui n'ignoraient pas grand-chose de ce que nous croyons avoir découvert récemment.

« Dans un article récent, vous parlez de la « vengeance de Spengler », en assimilant les courants actuels à la pensée de l'auteur du *Déclin de l'Occident*, et vous insistez sur les dangers politiques de cette thématique résurgente. Est-ce que vous ne forcez pas un peu la note ? »

« Je ne suis évidemment pas en train de récrire la *Destruction de la raison*, de Lukács. Les choses sont de toute évidence beaucoup plus nuancées et compliquées. Mais, justement, je ne trouve pas que les irrationalistes contemporains soient plus subtils que les rationalistes, auxquels ils reprochent de simplifier à outrance. « Si la « philosophie de la vie » n'était pas aujourd'hui une tradition à peu près complètement oubliée, on se rendrait compte que les courants néo ou post-structuralistes ne font parfois que redécouvrir et réhabiliter sans s'en rendre compte cer-

tains de ses aspects les plus contestables et les plus inquiétants ». Ce qui n'est pas très surprenant, puisqu'on retrouve au point de départ dans un cas comme dans l'autre Nietzsche et ses ambiguïtés. Je ne prétends pas que les philosophes auxquels je songe disent exactement la même chose que Spengler ou Klages. Mais il y a tout de même un petit air de famille que l'on peut trouver préoccupant dans la mesure où la différence, que l'on prétend essentielle, reste le plus souvent indéterminée.

« Cela dit, vous avez certainement compris qu'aller retrouver chez un auteur aussi discrédité que Spengler la plupart des poncifs de l'irrationalisme actuel était aussi une façon de pratiquer l'ironie.

« Mais est-ce que vous ne tombez pas dans cette politisation directe du discours philosophique et de la critique dont vous dénoncez par ailleurs les méfaits ? »

« Ce n'est pas moi qui politise le discours philosophique. C'est un fait qu'il peut avoir des implications politiques, qu'il faut autant que possible essayer de prévoir avant que les circonstances ne se chargent de les révéler et de les réaliser. Ce qui est absurde, c'est de dire, comme on l'a fait à une certaine époque, que tout dans la philosophie est politique ou que les controverses philosophiques doivent être reconstruites en termes de « lutte de classe dans la théorie ». C'est un exemple typique d'utilisation dogmatique du processus de réduction de la complexité. Certaines prises de position philosophiques n'ont vraisemblablement aucune conséquence politique bien définie. Et les conséquences que l'on peut tirer dans certains cas sont presque toujours nettement plus incertaines et dépendantes du contexte qu'on ne le croit généralement.

« En fait, ce contre quoi je proteste est à la fois le manque de subtilité dans la détermination et l'anticipation des consé-

quences et une façon totalement irresponsable de s'en désolidariser le moment venu, en se contentant d'affirmer que l'on n'a pas été « compris ». Les philosophes devraient songer que leurs écrits ne peuvent pas être lus uniquement par des spécialistes du commentaire de textes ou de l'histoire de la philosophie. Cela étant, votre question correspond à un problème majeur : y a-t-il ou non une autonomie (relative) de la problématique philosophique ? Il est facile de se rendre compte que la communauté philosophique est pour l'instant complètement divisée sur ce point crucial.

« Vous citez presque uniquement des auteurs étrangers pour soutenir votre jugement et vos analyses. Ne va-t-on pas vous accuser d'opposer ainsi une autre forme de « terrorisme » à celles que vous dénoncez ? »

« Il y a naturellement des philosophes français que j'admire et dont j'ai énormément appris, comme Canguilhem, Granger, Vuillemin et d'autres. Mais comme vous pouvez le constater, ce ne sont généralement pas ceux dont on parle le plus dans les journaux. Ils appartiennent plutôt à la catégorie de ceux que les journalistes appellent avec un certain mépris des « professeurs ». Pour les autres, je puis bien admirer, comme tout le monde, le talent et apprécier la performance. Mais le résultat me laisse trop souvent une impression de gratuité totale. Au fond, j'ai une conception de la philosophie tout à fait antihéroïque : je fais partie des gens qui aiment mieux avoir raison avec Aron que tort avec Sartre ou Althusser, bien que ce soit certainement moins exaltant. Même en philosophie, les vérités modestes et durables m'intéressent plus que les erreurs grandioses et passagères qui passent généralement pour indispensables.

« Bien entendu, si j'avais trouvé chez les philosophes français contemporains une réponse aux questions philosophiques que je me pose ou

même simplement une volonté de les discuter sérieusement, je les aurais utilisés ou cités plus volontiers. J'ai fait mon apprentissage philosophique au milieu de gens qui m'expliquaient que les problèmes philosophiques qui m'intéressaient le plus étaient « idéologiques », « dépassés », « archaïques »... Je me suis donc tourné vers une autre tradition, comme le font tous les gens qui ne se sentent pas chez eux dans la leur.

« De façon générale, la philosophie française contemporaine est beaucoup trop litté- raire pour mon goût (et mes aptitudes). Pour moi, la philosophie est et reste une discipline argumentative. Ou, plus exactement, il me semble indispensable que ce style philosophique continue à être représenté et défendu, à côté de l'autre. Là où vous parlez de « terrorisme », je parlerais plutôt pour ma part simplement de pluralisme. Je n'ai jamais trouvé très intéressant de parler des choses dont tout le monde parle déjà.

« Et j'estime avoir été plus utile en essayant de faire découvrir au public français des auteurs et des questions qui étaient alors largement ignorées. Je ne me suis naturellement pas intéressé à Wittgenstein parce qu'il était étranger, mais parce que j'avais cru reconnaître en lui un philosophe important, plus important en tout cas que beaucoup de petits maîtres bien français qui passaient à l'époque pour des génies.

« Quand vous parlez de la « pauvreté actuelle » de la philosophie française, vous n'incriminez pas tellement les journaux et les médias, contrairement à des analyses courantes aujourd'hui.

« Les responsables de la pauvreté actuelle de la philosophie sont les philosophes eux-mêmes. Ce que l'on peut reprocher aux médias est uniquement de ne pas faire ce qu'ils sont supposés faire, à savoir informer. Ce qui signifie naturellement avant toute chose s'informer. Il y a une responsabilité des médias dans la mesure où le sort des publications philosophiques dépend de plus en plus de leurs engouements et de leurs partis pris, c'est-à-dire du bon plaisir d'une autorité qui s'exerce de façon à peu près complètement arbitraire et favorise outrageusement certaines entreprises — à peu près toujours les mêmes — en ignorant ouvertement tout le reste.

« Mais je me méfie beaucoup des philosophes qui s'empressent d'accuser les médias, en oubliant que la toute-puissance des médias, pour autant qu'elle soit réelle, aurait été impensable sans la complicité active ou passive d'un nombre suffisamment élevé d'intellectuels. Les intellectuels ne sont pas obligés d'accepter n'importe quoi, et personne ne leur fait violence dans cette affaire.

« J'ai été tout à fait surpris, au moment où la « nouvelle philosophie » a tenté et réussi, à partir d'un contenu philosophique à peu près inexistant, une opération publicitaire de grande envergure, de voir des philosophes comme Gilles Deleuze proposer l'instauration d'une sorte de code de déontologie des intellectuels à l'égard des médias. Si les représentants (supposés) de l'intellect ne comprennent pas immédiatement et instinctivement qu'ils ne peuvent accepter certaines choses sans se déconsidérer et se ridiculiser, à quoi pourrait bien servir la formation de règles ou de principes qui de toute façon ne seront pas respectés ? Un mouvement de résistance des intellectuels n'aurait été possible qu'à la condition de reposer sur une base suffisamment large et tout à fait spontanée. C'est un fait qu'il n'a pas eu lieu.

DIDIER ERIBON.



Kiosque

Perles au kilo

Il y a des jours où l'on ne voit que le mauvais côté des choses, la sottise, la vanité, l'enflure. Allons-y pour la cueillette des perles.

Passons sur M. Le Pen, l'homme politique de l'année, qui confie au *Nouvel Observateur* : « La gégène, on s'en fait un monde. Ce n'est pas si terrible », et reconnaitons qu'il a le droit de déclarer : « Je suis fier de moi ». Par charité, n'insistons pas sur cette phrase de M. Grégoire, citée par le même hebdomadaire : « Se suicider quand on a quatre enfants, est-ce bien sérieux ? »

Il y a mieux. Dans les *Nouvelles*, un journaliste de l'agence *Novosti*, en poste à Paris, critique l'antisovietisme des Français et ajoute, mine de rien : « En Union soviétique, il existe une loi qui interdit aux médias de porter atteinte à l'honneur d'un autre peuple ». C'est une idée qu'on aurait pu souffler à M. Filidou...

En politique, il y a les « petites phrases », soigneusement méditées, et les paroles malheureuses, les affluements de la spontanéité. Dans *Paris-Match*, M. François Léotard cite cette apostrophe de M. Chirac à Mme Veil pendant la négociation sur la liste unique : « Poussinette, vous n'allez pas nous embêter avec des histoires de litres de lait ou de litres de vin ! Tout ça, ce sont

des crottes de bique ! Ce qui compte, c'est l'union ». On le savait direct, mais à ce point...

Il est vrai que le langage politique moderne couvre une grande partie du champ de la sémantique. Aux crottes de bique de M. Chirac, on peut préférer le style de M. Jean-Pierre Roux, qui est maire (RPR) d'Avignon depuis un an. C'est *Magazine Hebdo* qui le cite : « Etant contraints de réparer les erreurs de gestion de mes prédécesseurs en ma qualité de responsable d'une ville et de citoyens que j'aime profondément, je me dispenserai de corriger les égarements de mes adversaires en matière de langage et de polémique, mais je veux que soit rétablie la vérité en matière de finances. »

Voilà qui offre matière à réflexion. Tout comme l'analyse socio-psico-politique de M. Duffaut (PS), l'ancien maire d'Avignon, qui évoque ainsi sa défaite : « Le climat général n'était pas bon et le jour de l'élection coïncidait avec l'ouverture de la pêche à la truite. »

La communication est l'art de rendre simples les choses compliquées. Jean Lartéguy est allé aux Antilles pour *Paris-Match*. Il en a rapporté un long papier dont les sous-titres résument le propos : « Le pauvre docker qui ne gagnait

que 25 000 francs par mois » ; « le couple d'instituteurs venus enseigner à la sauce Marx » ; « le jeune agriculteur venu planter des tomates et qu'on a dégoûté » ; « les malheureux serveurs noirs qui ont honte de servir les Blancs » ; « ... et les français qui paient à fonds perdus » ; « la farouche bataille entre le pré-fet et la terrible Lucette ».

On dirait de la BD. Ah ! ne parlez pas de BD à Jean Dutoit, l'académicien de *France-Soir*. Il risquerait d'exploser. Dans le dernier numéro de *France-Soir-Magazine*, il cite ce propos d'un ami ulcéré par la sacralisation de la bande dessinée : « A quand les panathénées du rock and roll, ce blues pour mongoliens ; à quand les olympiades du bigophone et de la scie musicale ; à quand le prix Nobel de l'accordéon ? ». Et notre écrivain de la Coupole et de la rue Réaumur réunies de brandir son épée : « Quelle culture la BD, roman en images pour illettrés, représentée-t-elle ? (...) La culture du XX<sup>e</sup> siècle finissant s'exprime par des bulles comme un type qui se noie. » Gasp !

C'est vrai, on a le droit de préférer le texte écrit. Celui-ci par exemple relevé par *Valeurs actuelles* dans le rapport officiel sur l'illettrisme. La bonne lecture y est ainsi définie : « La chaîne écrite est explorée par

l'œil uniquement, et l'écoulement de l'écrit n'est pas subordonné à la reconstitution plus ou moins intégrale d'un oral qui serait porteur de sens. » Si l'on veut vérifier la validité de cette définition, on peut l'appliquer à ce que Yves Simon croit devoir dévoiler à *Paris-Match* : « Je fonctionne avec trois cravates et un costume acheté voici dix ans. Comme je ne sais pas faire la cuisine, je peux me nourrir de corn flakes et de lait pendant trois semaines. » Ou à cette révélation de la comédienne Fina Gelin à *VSD* : « Je suis très flemmarde. J'aime bien me lever quand il fait jour. Prendre mon temps. Emerger vers 9 heures et demie de mon lit. Se lever à 8 heures, c'est vachement tôt ! ». Quel océan de sens dans cette oraté !

Il y a la sottise et le talent. Ils ont en commun de s'autoriser n'importe quoi. Cavanna, éditorialiste aux *Nouvelles*, éditorialise : « Le cochon remonte, le Breton se calme. Eh bien, tant mieux ! Le Breton se calme-t-il parce que le cochon remonte ou le cochon remonte-t-il parce que le Breton se calme ? ». Et si Dieu fut malin, f) le hasch (question n° 14). Choisissez, récapitulez, et voyez si votre « imagination érotique » est « pauvre » (moins de quarante points) ou « inquiétante » (plus de

Front national à Draguignan (Var), cité par le *Point* : « Ici, c'est le pays de l'atoli et de la farigoulette, pas celui du coucou. Vous imaginez Draguignan avec une mosquée et un minaret ? ». Et, dans le même ordre d'idées (généreuses), cette formule du secrétaire général du Mouvement de défense des automobilistes reprise dans l'éditorial de sa revue : « L'industrie automobile française n'est pas encore parvenue à passer du stade de l'arabotique à celui de la robotique. » Voilà pour les défenseurs de la baignoire chrétienne.

Méchanceté et talent

Sottise, méchanceté, talent, mais aussi imposture. *Gai pied* hebdo propose un « test » à ceux qui doutent d'eux-mêmes : « Calculez votre érotisme ». Il y a trente questions. En voici deux : « Vous avez créé une association. Baptisez-la : a) SOS Miam miam, b) SOS bisous, c) SOS gamberge, d) SOS Kleenex, e) SOS Mamy, f) SOS bobo (question n° 7). Et si Dieu fut malin... quoi ? a) le havane, b) la gitane, c) la lucky strike, d) la pipe, e) le gris roulé main, f) le hasch » (question n° 14). Choisissez, récapitulez, et voyez si votre « imagination érotique » est « pauvre » (moins de quarante points) ou « inquiétante » (plus de

soixante). Pauvre ou inquiétant, certainement, chers confrères au pied agile.

Cela n'est rien. Le sommet du non-sens, l'Himalaya de la foutaise stylistique, vient d'être atteint par un écrivain français qui eut naguère son heure de gloire pour cause de censure : Pierre Guyotat. *Le Nouvel Observateur* a eu la délicate attention de nous sélectionner quelques passages de son dernier ouvrage, intitulé modestement *Le Livre*. En voici un (attention aux coquilles !) : « Sôs amauroz' par excès kief, bras conchiassé jusqu' deltoïd' à l'extirpation hors pluss, profond trô d' têt Pilot Yatchenko l'ukrainian' qu' évadé dexsapiant parripid' crân tondu Quarant' Quar' femm' UFF qu' desput' aux putans rari' ». Si vous voulez connaître la suite, achetez le *Livre* (Gallimard, 210 p., 90 F.).

« Pourquoi publier ? » demande le *Nouvel Observateur* à Pierre Guyotat. « J'ai des lecteurs », répond-il.

On comprend mieux Ferdinand Alquié, qui confie aux *Nouvelles* ses angoisses de vieux philosophe qui voit mourir la pensée. « Je ne sais pas, dit-il, s'il y aura encore dans l'avenir quelqu'un capable et surtout désireux de comprendre. » Mais si, mais si.

BRUNO FRAPPAT.

Promenade

La Bastille sous le manteau

LA petite fille assise sur un stand lisait Tintin. Derrière elle, en poster, un sexe géant, évidemment masculin. Devant elle une collection de coquines et minuscules culottes, présumées féminines. La petite fille d'exposants, indifférente à cette adulte agitation, lisait Tintin pour y apprendre de bien vilaines choses : les horribles jurons du capitaine Haddock.

Il sera peut-être « chaud, ruyé et noir », le deuxième Festival de l'érotisme. Vendredi matin, il était plutôt froid, gris et terne.

Envers du décor. C'était l'heure des dessous de dessous, l'heure où l'intendance paniquait où les exposants râlaient, où les créatures s'appliquaient davantage à planter les clous qu'à célébrer Eros. L'heure en somme où cinq charmantes nôtesses s'impatientaient nettement : « Non mais, on n'a pas que ça à faire. » C'est bien vrai, ça. Est-ce une vie que d'être femme au Festival, la lingerie, le prêt-à-porter, les arts ménagers, l'érotisme ?

L'érotisme, parlons-en. Mais comment justement devant ce salon qui n'en était encore qu'un déballeage et à l'astiquage. L'intendance, voilà bien le mort du sentiment.

Il n'était venu là, que cela soit clair pour tout le monde, sur ordre, mandaté, presque accrédité. Muni d'un grand stylo couleur de muraille et d'une grande écharpe façon rue des Italiens. Confit de saine objectivité, dégoulinant de toutes les tolérances, prêt, par devoir, à tout voir. Ni le rouge aux joues comme cette Joconde un peu cramoisi qui sert d'affichette à ce Festival. Ni les yeux dans le dos si jamais...

L'érotisme sur ordre. Hélas ! on le sait, ces choses-là ne se commandent pas. D'entrée, cela commença mal, très mal même, par une espèce de grand rire intérieur qui devait nuire au sérieux de

l'entreprise. Dans cette Bastille, qui fut gare avant que d'être hall ; dans cette salle glaciale dont on a du mal à imaginer qu'elle puisse être le bouddoir de nos roses rêveries, passaient deux malabars. L'un chauve, l'autre barbu, l'un à un bout, l'autre 3 mètres plus loin, à l'extrémité d'un vaste tableau. Ils en bavaient les braves, — ce n'est pas de la tarte l'érotisme en marche, — à assurer ainsi en commun le transport vers le restaurant aphrodisiaque de cette fresque épicée. Il s'agissait, comment dire, d'une assez grandiose allégorie, de style néo-grecque, les tunique en moins, quatre ou peut-être cinq jeunes dames stakhanovistes s'occupant d'un Apollon exemplaire.

L'errance rieuse pouvait continuer : un peu plus loin, dans une allée, sur un stand de bijouterie érotique, de ces petits objets d'art fort chargés d'une symbolique limpide, l'artiste accentuait avec dévotion, et chiffon de laine, la brillance phallique. En face, un sculpteur frottait avec fureur une porte qui aurait pu être de chapelle, n'étaient les bas-reliefs, tout de même particuliers.

Plus loin encore, la bonne M<sup>me</sup> Varga, lingère, qui tient boutique sous Pigalle, comme forain au marché de Tulle, alignait sur cintres des dessous féminins, des déshabillés vaporeux, bref, toutes sortes de choses conçues pour expirer l'amour. La concurrence en face, quelle époque tout de même M<sup>me</sup> Varga !, un rayon homme de lingerie érotique présente des pulls coquins, des débardeurs échancrés et des slips tout cuir.

Et puis, un peu partout, — déjà accrochés aux murs ou encore abandonnés, — des tableaux, des photos, des collages, des cartes postales, des objets, utilitaires ou symboliques : l'amour aux quatre coins, l'amour et ses fantaisies,



et ses fantasmies, et ses obsessions, amour tendre, amour vache, amour cochon, l'amour comme s'il en pleuvait : hyper-réaliste, bestial, sous le manteau, pleine lumière, l'amour en une symphonie presque pathétique.

Le deuxième Festival de l'érotisme ouvre ses portes ce samedi matin, fièrement ou honteusement, comme les portes d'une prison ou les pans d'un grand manteau. Et on y verra cela, laid ou beau, nul ou magnifique. Et d'autres choses encore, le bon docteur Weinberg, de l'Institut de sexologie, qui viendra donner consultation et vanter les mérites salutaires d'une pilule aphrodisiaque ; la collection de cartes postales du fameux et défunt expert Michel Simon, des défilés de mode, d'heure en heure, 14 heures, 15 heures, 16 heures, 17 heures, comme un effeuillage à répétition, un opéra baroque, les films érotiques de grand-père, les chasseurs de corps, sergents recruteurs de chair belle. Jean-Jacques Panvert, président du Festival, y vendra ses œuvres. Comme tout le monde d'ailleurs puisque ce Festival se veut aussi marchand, foire aux rêves, petit empire commercial des sens.

N'aurait manqué, à ce Festival, comme manquerait à une vulgaire foire à la ferraille son jambon, que de l'appétit. Il en aura ou plutôt se l'ouvrira, avec ces menus aphrodisiaques proposés par deux jeunes chefs. Pour l'essentiel du poisson sous toutes ses formes, pourvu qu'épicé joliment : cannelle, coriandre, cardamome, gingembre. Des seuls plats à consommer sur place et pourtant à emporter vers de glorieuses extases ou de coupables artifices.

PIERRE GEORGES.

Deuxième Festival de l'érotisme, salon de la Bastille. Du 18 au 28 février. Entrée 30 F, catalogue 100 F. Interdit aux moins de dix-huit ans.